NATIONS UNIES

RAPPORT ANNUEL DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'ACTIVITE DE L'ORGANISATION

1er JUILLET 1948 - 30 JUIN 1949

ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : QUATRIEME SESSION
SUPPLEMENT No 1 (A/930)

LAKE SUCCESS, NEW-YORK, 1949

(181 p.)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

RAPPORT ANNUEL DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'ACTIVITE DE L'ORGANISATION

1er JUILLET 1948 - 30 JUIN 1949

ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : QUATRIEME SESSION
SUPPLEMENT No 1 (A/930)

LAKE SUCCESS, NEW-YORK, 1949

Table des matières

		Pages
INTRODUCTION		ix
I.	QUESTIONS POLITIQUES ET QUESTIONS DE SÉCURITÉ	1
A.	La question palestinienne :	
	a) Mesures prises par le Conseil de sécurité à la suite de la première trêve. La seconde trêve	1
	b) Assassinat du comte Folke Bernadotte, Médiateur des Nations Unies pour la Palestine	2
	c) Mesures prises par l'Assemblée générale à la suite du rapport adressé au Secrétaire général par le Médiateur des Nations Unies sur les progrès accomplis en Palestine	2
	d) Nouvelles mesures prises par le Conseil de sécurité à la suite de l'activité militaire dans le Negeb	4
	e) Négociations de Rhodes en vue d'un accord de suspension d'armes et d'un accord d'armistice	5
	f) Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine	5
B.	La question grecque :	
	a) Travaux de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans jusqu'au 22 octobre 1948	6
	b) Première partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale	7
	c) Travaux du Groupe de conciliation créé par la Première Commission le 10 novembre 1948	9
	d) Application de la résolution 193 (III) C de l'Assemblée générale relative au rapatriement des enfants grecs	10
	e) Rapports présentés en application de la résolution 193 (III) B de l'Assemblée générale	10
	f) Travaux de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans depuis le 22 octobre 1948	12
C.	Question du Territoire libre de Trieste :	
	a) Demande du Gouvernement de la République fédérative populaire de Yougoslavie	13
	b) Examen de la demande yougoslave par le Conseil de sécurité	14
	c) Projets de résolutions déposés par la Yougoslavie et par la République socialiste soviétique d'Ukraine	14
	d) Décision prise par le Conseil de sécurité le 19 août 1948	14
D.	Désignation d'un gouverneur du Territoire libre de Trieste	15
E.	Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948, par la République française, les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni (blocus de Berlin) :	
	a) Notifications identiques du 29 septembre 1948	15
	b) Inscription des notifications à l'ordre du jour du Conseil de sécurité	15
	c) Discussion générale	16
	d) Efforts entrepris en dehors du Conseil de sécurité	18
F.	Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Hongrie et en Bulgarie	19
G.	Question de l'Espagne franquiste	20
H.	Question de l'indépendance de la Corée :	
	a) Consultations entre le Gouvernement coréen et la Commission temporaire	21
	b) Rédaction de la deuxième partie du rapport de la Commission temporaire à l'Assemblée générale	21
	c) Examen de la question coréenne par l'Assemblée générale pendant la première partie de sa troisième session	22
	d) Organisation de la Commission des Nations Unies pour la Corée	24
	e) Contacts avec la Corée du Nord	24
	f) Observation du retrait des forces d'occupation	24

Pages

I. La question Inde-Pakistan:
a) Rapport provisoire de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan 25
b) Examen du rapport provisoire par le Conseil de sécurité 25
c) Ordre de cesser le feu et deuxième rapport provisoire de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan 25
d) Application de la résolution de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan 25
e) Nomination de l'Administrateur du plébiscite 26

J. La question du Haïderabad:
a) Plainte du Haïderabad au Conseil de sécurité 26
b) Le Nizam retire sa plainte 26
c) Intervention du Pakistan et délibérations ultérieures 27

K. Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine:
a) Demande formulée le 12 juillet 1948 par le Gouvernement de l'Inde 28
b) Examen par la Première Commission 28
c) Résolution adoptée le 14 mai 1949 par l'Assemblée générale 29

L. La question indonésienne:
a) Rapports de la Commission des bons offices du Conseil de sécurité à la suite de l'Accord du *Renville* des 17 et 19 janvier 1948 29
b) Reprise des hostilités. Résolutions des 24 et 28 décembre 1948 du Conseil de sécurité 30
c) Résolution du 28 janvier 1949 du Conseil de sécurité 33
d) Instructions adressées par le Conseil de sécurité à la Commission des Nations Unies pour l'Indonésie le 23 mars 1949 34
e) Présentation de la question indonésienne à l'Assemblée générale .. 34
f) Pourparlers engagés en Indonésie en vertu des instructions du 23 mars 1949 du Conseil de sécurité 35

M. Le sort des anciennes colonies italiennes:
a) L'Organisation des Nations Unies est saisie de la question 35
b) La Première Commission entend les partis ou organisations intéressés 36
c) Discussion générale à la Première Commission 36
d) Résolutions adoptées par la Première Commission 37
e) L'Assemblée générale ajourne sa décision finale 38

N. Admission de nouveaux Membres:
a) Demande d'admission présentée par Ceylan 38
b) Nouvel examen des demandes d'admission 39
c) Demande d'admission présentée par l'Etat d'Israël 40
d) Demande d'admission présentée par la République de Corée 41
e) Demande d'admission présentée par le Népal 41

O. Appel adressé aux grandes Puissances pour qu'elles redoublent d'efforts en vue de concilier leurs désaccords et d'établir une paix durable 41

P. Commission intérimaire de l'Assemblée générale:
a) Travaux de la Commission intérimaire pendant sa première année d'essai 42
b) Travaux de la Commission intérimaire pendant sa deuxième année d'essai 44

Q. La question du vote au Conseil de sécurité 46

R. Garde des Nations Unies:
a) Texte original de la proposition du Secrétaire général 47
b) Examen par l'Assemblée générale 47
c) Examen par la Commission spéciale d'une proposition revisée du Secrétaire général 48

S. Comité d'état-major 48

T. Commission de l'énergie atomique:
a) Etude du rapport de la Commission de l'énergie atomique par la Première Commission 49
b) Résolution du 4 novembre 1948 de l'Assemblée générale 50
c) Travaux de la Commission de l'énergie atomique en 1949 50

U. Commission des armements de type classique:
a) Activités du Comité de travail 51
b) Travaux de la Commission 53
c) Résolution 192 (III) adoptée par l'Assemblée générale le 19 novembre 1948 53

Pages

II. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES 55

1. *Questions économiques*:

A. Etudes économiques 56

B. Développement économique des régions insuffisamment développées:
a) Assistance technique prévue par la résolution 200 (III) de l'Assemblée générale 57
b) Projet d'élargissement du programme coopératif d'assistance technique 60
c) Etudes en matière de développement économique 61

C. Conférence scientifique de l'Organisation des Nations Unies pour la conservation et l'utilisation des ressources naturelles 62

D. Stabilité économique et plein emploi 63

E. Relations financières et commerciales sur le plan international 63

F. Problèmes internationaux relatifs aux produits de base 64

G. Questions de finances publiques 65

H. Transports et communications:
a) Collaboration internationale en matière de transports et de communications 66
b) Abaissement des obstacles au mouvement des personnes et des marchandises 67

I. Services de statistiques des Nations Unies:
a) Recherches relatives aux normes statistiques internationales et mesures tendant à l'adoption de ces normes 68
b) Rassemblement et publication de statistiques 69
c) Coordination des activités statistiques 69
d) Elaboration des statistiques nationales et assistance technique aux gouvernements 70

J. Commissions régionales:
a) Commission économique pour l'Europe 71
b) Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient 73
c) Commission économique pour l'Amérique latine 77
d) Autres régions 79

2. *Questions sociales*:

A. Droits de l'homme:
a) Charte internationale des droits de l'homme 79
b) Liberté de l'information 80
c) Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités 82
d) Annuaire des droits de l'homme 82
e) Apatridie 82
f) Droits syndicaux 83
g) Travail forcé 83
h) Communications 84

B. Conditions de la femme:
a) Droits politiques de la femme 86
b) Accès de la femme aux études 86
c) Nationalité de la femme mariée 86
d) Principe: "A travail égal, salaire égal, pour les hommes et pour les femmes" 86
e) Programme de recherches 87
f) Moyens d'agir sur l'opinion publique 87

C. Questions culturelles:
a) Laboratoires de recherche des Nations Unies 88
b) Coordination des services cartographiques 88
c) Enseignement relatif aux Nations Unies 88
d) Situation sociale et culturelle dans le monde 89

D. Evolution démographique 89

E. Migrations internationales 90

F. Services sociaux:
a) Protection de la famille, de la jeunesse et de l'enfance 91
b) Administration des services sociaux 92

Pages

G. Niveaux de vie 93

H. Logement, urbanisme et aménagement des campagnes 93

I. Défense sociale:
a) Lutte contre le crime et traitement des délinquants 94
b) Conventions internationales concernant la répression de la traite des femmes et des enfants et la répression de la circulation des publications obscènes 94
c) Autres mesures pour la lutte contre la prostitution, la répression de traite des femmes et des enfants et la répression de la circulation des publications obscènes 95

J. Informations techniques et documentation sociale 95

K. Les stupéfiants et leur régime international:
a) Devoirs qui incombent à l'Organisation des Nations Unies en vertu des dispositions des accords internationaux existants 96
b) Protocole du 19 novembre 1948 97
c) Préparation d'une convention unique sur les stupéfiants 97
d) Accord provisoire sur l'opium brut 97
e) Commission d'enquête sur la feuille de coca 97
f) Abolition de l'usage de l'opium à fumer en Extrême-Orient 98
g) Méthodes pour déterminer l'origine de l'opium 98
h) Toxicomanie 99
i) Election des membres de la Commission des stupéfiants 99
j) Dispositions administratives arrêtées par le Conseil économique et social et le Comité central permanent de l'opium 99
k) Publication par les Nations Unies d'un périodique relatif aux stupéfiants 99

L. Réalisations pratiques:
a) Fonds international de secours à l'enfance et Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance 99
b) Programme de fonctions consultatives en matière de service social 103
c) Réfugiés et personnes déplacées 105
d) Aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine 106

3. *Relations avec les institutions spécialisées et coordination de leur action*:
a) Accords 109
b) Coordination des programmes 110
c) Coordination administrative et budgétaire 111

4. *Relations avec les organisations non gouvernementales* 114

III. QUESTIONS CONCERNANT LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET LES TERRITOIRES NON AUTONOMES

A. Développement du Régime de tutelle:
a) Observations générales 117
b) Relations entre le Conseil de sécurité et le Conseil de tutelle 118
c) Relations entre le Conseil de tutelle et le Conseil économique et social et les institutions spécialisées 118
d) Renseignements à donner sur les Nations Unies à la population des Territoires sous tutelle 118

B. La situation dans les Territoires sous tutelle:
a) Tanganyika 118
b) Ruanda-Urundi 121
c) Cameroun sous administration britannique 122
d) Cameroun sous administration française 123
e) Togo sous administration britannique 124
f) Togo sous administration française 124
g) Samoa Occidental 125
h) Nouvelle-Guinée 125
i) Nauru 126
j) Iles du Pacifique 126

C. Problèmes particuliers relatifs aux Territoires sous tutelle:
a) Unions administratives 126
b) Progrès de l'instruction 127

D. La question du Sud-Ouest Africain 127

Pages

E. Renseignements sur les territoires non autonomes:
a) Transmission de renseignements en vertu de l'Article 73 e de la Charte 128
b) Utilisation des renseignements 130
c) Collaboration avec les institutions spécialisées 131
d) Relations avec les organisations consultatives régionales 132

F. Déclaration relative aux territoires non autonomes:
a) Considérations générales 133
b) Progrès économiques et sociaux 134

IV. QUESTIONS JURIDIQUES

A. Cour internationale de Justice:
a) Compétence de la Cour 137
b) Affaires portées devant la Cour 138
c) Composition de la Cour et de la Chambre de procédure sommaire 139
d) Séances de la Cour 140

B. Développement et codification du droit international:
a) Préparation du travail de la Commission du droit international 140
b) Première session de la Commission du droit international 140
c) Génocide 142
d) Législation internationale sous les auspices des Nations Unies 142

C. Privilèges et immunités:
a) Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies 143
b) Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées 143
c) Laissez-passer 144

D. Missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies 144

E. Enregistrement et publication des traités et accords internationaux 144

F. Réparation pour dommages subis au service de l'Organisation des Nations Unies 145

G. Déclaration de décès des personnes disparues 145

H. Règlement intérieur du Conseil économique et social 145

I. Commission spéciale des méthodes et des procédures de l'Assemblée générale 145

V. DÉVELOPPEMENT DE LA COMPRÉHENSION DU PUBLIC À L'ÉGARD DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

a) Considérations générales 147
b) Travaux du Département de l'information 148

VI. ORGANISATION, ADMINISTRATION ET FINANCES

A. Organisation et structure du Secrétariat 157

B. Services des conférences 159

C. Services généraux 160

D. Questions d'administration relatives au personnel:
a) Recrutement et nominations 161
b) Comité consultatif d'administration internationale 161
c) Traitements et indemnités 162
d) Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies 162
e) Formation professionnelle et services intéressant le personnel 163
f) Programme de stages 163
g) Comité d'appel 164

E. Siège permanent de l'Organisation des Nations Unies 164

F. Finances:
a) Fonds de roulement 165
b) Contributions 165
c) Situation des budgets de 1948 et de 1949 165
d) Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1950 166
e) Barème des contributions du personnel et péréquation des impôts 166
f) Transfert de l'actif et du passif de l'UNRRA (*United Nations Relief and Rehabilitation Administration*) 167
g) Transfert des avoirs de la Société des Nations 167

Introduction

L'ANNÉE qui s'est écoulée entre le 1er juillet 1948 et le 30 juin 1949, et sur laquelle porte ce quatrième rapport annuel sur l'activité des Nations Unies, a été dans l'ensemble une année de progrès dans la voie de la paix universelle.

Il est exact que le monde a connu de nombreuses crises et alarmes. Des doctrines rivales se sont heurtées en un combat idéologique, comme si elles constituaient l'unique problème de notre époque, cependant que les grandes Puissances poursuivaient leurs efforts pour renforcer leurs positions respectives avant que la conclusion des traités de paix ne crée une situation plus voisine de la stabilité. Bien que rejetés au second plan par les désaccords entre les grandes Puissances, les mouvements pour l'indépendance nationale et les bouleversements sociaux qui se sont produits en maintes parties du monde ont inévitablement contribué à la tension internationale. Cet état de choses, qui dure depuis la fin de la guerre, reste, pour les peuples du monde, une source d'appréhensions générales sur l'avenir de la paix et sur l'aptitude des Nations Unies à empêcher une troisième guerre mondiale.

En raison des divergences entre les grandes Puissances, aucun progrès n'a été réalisé au cours de cette année en ce qui concerne la mise à la disposition du Conseil de sécurité de forces armées pour lui permettre de faire respecter ses décisions, et peu de progrès ont été réalisés vers la conclusion d'un accord sur le contrôle de l'énergie atomique, des autres armes de destruction massive et des armements de type classique.

PROGRÈS DANS LA VOIE DE LA PAIX MONDIALE

Toutefois, la crainte de la guerre a diminué depuis mon dernier rapport. Le fait que les grandes Puissances sont sorties de l'impasse de Berlin a beaucoup contribué à ce résultat. Le monde a lieu d'être reconnaissant aux grandes Puissances de leur esprit politique constructif qui a rendu possible l'accord de leurs représentants au siège de l'Organisation des Nations Unies, après plusieurs mois d'efforts de conciliation déployés par l'Organisation. Cet accord a permis de reprendre avec espoir les négociations sur l'Allemagne et l'Autriche.

L'action de l'Organisation dans d'autres parties du monde a également fait faire des progrès réalisés dans la voie de la pacification universelle, en empêchant ou en arrêtant des guerres auxquelles auraient été mêlés 500 millions d'êtres humains. En agissant en Palestine, au Cachemire et en Indonésie, l'Organisation n'a eu recours ni à des forces militaires ni à des forces de police; en vérité, le Conseil de sécurité ne dispose pas de telles forces. L'Organisation des Nations Unies n'a utilisé que sa force morale et son pouvoir de persuasion pour aboutir à des compromis raisonnables et à des règlements pacifiques. Dans chaque cas, il y a eu, à certains moments, des échecs, mais l'influence des Nations Unies dans le domaine de la médiation et de la conciliation s'est toujours réaffirmée et l'a, jusqu'ici, emporté.

Il convient de remarquer que dans ces crises, qui intéressaient près du quart de la population totale du globe, le Conseil de sécurité a, tout en appliquant la règle de l'unanimité, fonctionné avec un succès remarquable, dans la période la plus critique de la tension entre grandes Puissances. Je ne veux pas dire que l'application de la règle de l'unanimité n'a pas soulevé des difficultés. Néanmoins, on a tellement parlé de la prétendue paralysie du Conseil de sécurité et de l'impuissance à prévenir la guerre qui en résultait pour les Nations Unies, qu'il convient d'attirer l'attention sur les résultats obtenus par le Conseil de sécurité dans ces différends ainsi que dans d'autres.

S'il est exact que les conflits de Palestine, du Cachemire et d'Indonésie sont à certains égards secondaires quand on songe que l'attention mondiale est fixée presque tout entière sur les désaccords en matière de règlement européen, ces conflits sont pourtant d'une importance essentielle puisqu'ils mettent en jeu le bien-être des hommes et la paix du monde.

La création de l'Etat d'Israël en Palestine, qui s'est faite sans provoquer un conflit très étendu, est un des événements épiques de l'histoire, puisqu'il s'est produit non pas après trente ans seulement, mais après deux mille ans de souffrances, d'amertume et de luttes. Pour les chrétiens, comme pour les juifs et les musulmans, la Palestine est le symbole de forces historiques auprès desquelles le conflit idéologique actuel apparaît comme un phénomène transitoire.

Lorsque l'Inde et le Pakistan ont accepté, sur la proposition des Nations Unies, de cesser le feu dans l'Etat de Cachemire les 400 millions d'habitants de ces deux vastes pays, tous deux indé-

pendants depuis peu, se sont vu épargner le pire des désastres, une guerre civile et religieuse.

En Indonésie, les Nations Unies ont joué un rôle décisif dans la recherche d'un règlement pacifique entre les Pays-Bas et l'Indonésie et d'une transition pacifique vers l'indépendance nationale d'une population de 70 millions d'Indonésiens. Ces pays comptent plus d'habitants que tout le continent européen sur lequel l'attention s'est concentrée depuis la fin de la guerre mondiale.

Puissante influence des Nations Unies en matière de conciliation et de médiation

Dans ces différends, comme aussi dans le conflit entre les grandes Puissances, les Nations Unies ont prouvé qu'elles pouvaient exercer une influence puissante dans la voie de la conciliation et de la médiation. Rien n'illustre mieux ce fait qu'une comparaison entre l'état des relations des grandes Puissances avant et après le moment où le conflit de Berlin a été porté devant les Nations Unies comme constituant une menace contre la paix.

Lorsque trois des grandes Puissances ont saisi le Conseil de sécurité de la question de Berlin, en septembre dernier, et ont porté plainte contre une quatrième grande Puissance, nombreux étaient ceux qui craignaient l'effondrement des Nations Unies, voire une nouvelle guerre mondiale.

Aucun de ces deux événements ne s'est produit. Au lieu de cela, des forces modératrices et conciliatrices sont immédiatement entrées en action. Le Président et les membres non permanents du Conseil de sécurité ont tenté d'amener les grandes Puissances à s'entendre pour trouver une issue. L'Assemblée générale a adressé un appel aux grandes Puissances et les a invitées à redoubler d'efforts en vue de concilier leurs désaccords. S'appuyant sur cette résolution, le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général ont demandé aux grandes Puissances de rechercher une fois encore une entente sur la question de Berlin. Nommé par le Président du Conseil de sécurité, un comité d'experts monétaires des Etats non membres permanents du Conseil, dans lequel siégeait un représentant du Secrétaire général, a alors cherché une issue à l'impasse au moyen d'un plan établissant une seule monnaie pour Berlin.

Aucun de ces efforts n'a donné de résultats immédiats, mais ils ont eu pour effet d'atténuer considérablement la tension, de diminuer le danger de guerre, et de gagner du temps pour permettre à d'autres facteurs de conciliation d'entrer en jeu. Ils ont eu pour résultat final la reprise des négociations relatives aux traités de paix entre les grandes Puissances, après dix-sept mois d'interruption totale au cours desquels le Conseil des Ministres des affaires étrangères ne s'est pas réuni. Il ne faut pas que, par suite d'un malentendu sur le rôle que les Nations Unies ont à jouer tant pour empêcher la guerre que pour atténuer le désaccord entre les Puissances dites "occidentales" et les Puissances dites "orientales", nous laissions échapper, au cours des mois à venir, les possibilités de réaliser de nouveaux progrès dans la voie de la paix. Un tel malentendu, s'accompagnant d'une insistance excessive sur des considérations d'intérêt immédiat au détriment de considérations plus lointaines, pourrait donner lieu à une série d'actes ou d'omissions qui finiraient par réduire les Nations Unies à jouer un rôle de second plan dans les affaires mondiales.

Je ne fais pas allusion ici aux alliances ou pactes régionaux ou bilatéraux, dont l'effet dépend de l'esprit dans lequel ils sont conclus et de l'esprit dans lequel ils sont appliqués. Je songe plutôt à une conception fausse du rôle des Nations Unies; quelle que soit la forme sous laquelle cette conception se manifeste, elle aura pour résultat d'affaiblir les Nations Unies. Le fait de ne pas se conformer aux obligations de la Charte ou de ne pas recourir aux organes des Nations Unies rentre dans cette catégorie; les efforts sincères faits en vue d'appliquer la Charte et d'utiliser pleinement les organes des Nations Unies ne peuvent que consolider l'Organisation.

Il est important de rappeler une fois encore les principes fondamentaux de San-Francisco. A San-Francisco, les créateurs des Nations Unies ont reconnu que la paix ne pouvait être assurée que par une organisation universelle fondée sur une Charte universellement acceptée. Ils ont refusé de se contenter de moins. Ils ont donc jeté les bases de l'Organisation des Nations Unies de manière à y grouper toutes les grandes forces déployées dans toutes les parties du monde et non pas seulement dans telle ou telle partie du globe.

Jamais, contrairement aux idées inexactes qui se sont fait jour depuis, on n'a pensé à San-Francisco que les Nations Unies élimineraient ou pourraient éliminer les divergences d'intérêt et d'idéologie que nous constatons dans le monde d'aujourd'hui. On n'a pas cru à San-Francisco que les grandes Puissances agiraient toujours unanimement et fraternellement. Par contre, les créateurs de l'Organisation ont pensé que les Nations Unies pourraient contenir les différends entre grandes ou petites Puissances dans des limites pacifiques et que ce résultat ne pouvait être atteint sans l'Organisation des Nations Unies. Enfin, ils ont rejeté l'idée d'un conflit insoluble qui ne pourrait être réglé que sur le champ de bataille, et ils ont proclamé au contraire le principe selon lequel tous les conflits, si fondamentaux soient-ils, doivent et peuvent être réglés par des moyens pacifiques.

Les résultats obtenus par les Nations Unies au cours des douze derniers mois, loin de faire naître

des doutes sur la valeur de la doctrine de San-Francisco, en ont nettement confirmé la sagesse.

Les Nations Unies n'ont pas été en mesure de trouver une solution aux désaccords entre les grandes Puissances, mais leur conflit a été contenu dans des limites pacifiques et la voie a été préparée pour de nouveaux progrès vers un règlement.

Initiative prise par les Nations Unies

En attendant, l'œuvre des Nations Unies s'est poursuivie sans discontinuer; l'Organisation a mis fin à des guerres dans diverses parties du monde; elle a développé la coopération internationale dans presque tous les domaines de l'activité humaine avec une ampleur inégalée.

Les Nations Unies ont été appelées à agir dans presque toutes les zones troublées du monde. L'Organisation est intervenue dans les affaires de Berlin, de Palestine, du Cachemire et d'Indonésie; d'autre part, il y a une commission des Nations Unies aux frontières de la Grèce, et une autre en service en Corée. Les grandes Puissances n'ayant pas pu régler le sort des colonies italiennes, les Nations Unies ont été appelées à résoudre le problème.

L'Organisation des Nations Unies a proclamé la première Déclaration universelle des droits de l'homme; la Convention historique pour la prévention et la répression du crime de génocide a été approuvée à l'unanimité et les Etats Membres ont été invités à signer et à ratifier cette Convention.

Par les moyens prévus dans la Charte et en particulier par l'intermédiaire du régime international de tutelle, les Nations Unies aident les peuples non autonomes à progresser dans la voie de l'autonomie ou de l'indépendance.

Les décisions et les avis consultatifs de la Cour internationale de Justice, les travaux de la Commission du droit international et les conventions et recommandations adoptées par l'Assemblée générale jettent les bases d'une législation mondiale.

Malgré toutes les différences d'ordre politique et idéologique, les Nations Unies mettent au point des programmes de développement économique et social tendant à élever les niveaux de vie des pays les moins développés et à accroître le sentiment que la communauté des nations est responsable du bien-être de chacun de ses membres.

Grâce aux commissions de coopération économique régionale, une assistance efficace est donnée aux pays d'Europe, d'Amérique latine, d'Asie et d'Extrême-Orient, pour la reconstitution et le développement de leurs économies.

En organisant et en exécutant des programmes compréhensifs dans le domaine économique et dans le domaine social, en accordant des bourses, en envoyant des missions et des conseillers, en organisant des séminaires régionaux, les Nations Unies font d'ores et déjà bénéficier les pays les moins évolués des connaissances des pays plus évolués.

Un des faits les plus encourageants de cette année a été l'impulsion donnée, sur l'initiative des Etats-Unis, à un programme généralisé d'assistance technique pour le développement économique des régions du monde insuffisamment développées, ce programme devant être exécuté autant que possible par l'intermédiaire des Nations Unies et des institutions spécialisées. A la demande du Conseil économique et social, j'ai préparé un rapport sur cette question en consultation avec les chefs des institutions spécialisées. J'espère que le programme général d'assistance proposé dans mon rapport sera mis en œuvre et je crois qu'en soutenant activement un programme d'assistance technique entrepris par les Nations Unies, les Etats Membres faciliteront beaucoup la transition pacifique vers un ordre mondial plus prospère.

Partout où les événements internationaux ont provoqué de grandes détresses, les Nations Unies se sont efforcées d'y apporter rapidement remède par tous les moyens à leur disposition, notamment en secourant ceux qui sont dans l'impossibilité de compter sur l'assistance et l'appui d'une communauté nationale, comme c'est le cas pour les réfugiés et personnes déplacées d'Europe, de Palestine ou d'Extrême-Orient.

Bien que l'œuvre économique et sociale des Nations Unies ne soit encore qu'à ses débuts, des millions d'êtres humains dans le monde entier connaissent déjà un sort meilleur, grâce à l'œuvre accomplie par les institutions spécialisées et les commissions des Nations Unies dans le domaine du travail, de la santé, de l'alimentation et de la nutrition, de l'agriculture, de l'éducation, des réfugiés, de la protection de l'enfance, du développement et de la stabilité économiques, des finances et du commerce, du contrôle des stupéfiants et dans de nombreux autres domaines connexes.

Sans les Nations Unies, la plupart de ces travaux n'auraient pas pu être entrepris et il n'aurait pas été possible d'en retirer les avantages qui en ont été retirés. D'autre part, fort peu de ces travaux ont été sérieusement entravés, encore moins paralysés, par le conflit entre les grandes Puissances. Enfin, la tension et les autres effets fâcheux de ce conflit ont été sérieusement atténués grâce à plusieurs de ces travaux des Nations Unies.

Le problème de l'unanimité des grandes Puissances

Par contre, en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Article 43 de la Charte, le contrôle de l'énergie atomique et des autres armes de destruction massive, ainsi que la réglementation et la réduction des autres armements, les désaccords entre les grandes Puissances ont empêché tout progrès important. C'est précisément ici que l'unanimité des

grandes Puissances est essentielle, et cette unanimité serait tout aussi nécessaire si le droit de veto n'existait pas au Conseil de sécurité. De tels problèmes ne peuvent être résolus que par un accord entre toutes les grandes Puissances.

J'estime que nous devons maintenant reconnaître que l'on a parfois trop insisté, et à tort, sur les fonctions coercitives du Conseil de sécurité. Ces fonctions sont importantes et il est regrettable que l'on n'ait pas encore donné effet à l'Article 43, qui prévoit que des forces armées seront mises à la disposition du Conseil de sécurité. Tant que cette obligation prévue par la Charte n'aura pas été exécutée, l'autorité des Nations Unies ne pourra être aussi grande qu'elle devrait l'être.

Néanmoins, il faut reconnaître que l'expérience des années passées a nettement démontré que, pour préserver la paix, les instruments essentiels sont les procédures de règlement pacifique, à savoir, pour employer les termes de la Charte, "négociation, enquête, médiation, conciliation, compromis, arbitrage, règlement judiciaire, recours aux organismes ou accords régionaux". Les Nations Unies ont déjà enregistré des succès appréciables dans l'utilisation de ces instruments.

En ce qui concerne les grandes Puissances, ces instruments de règlement pacifique sont les seuls que le Conseil de sécurité puisse, en pratique, utiliser. La règle de l'unanimité s'applique à toutes les décisions intéressant les mesures de coercition, et, même si cette règle n'existait pas, la situation n'en serait pas essentiellement modifiée. Des mesures de coercition contre une grande Puissance ne constitueraient pas une action de police, ce serait la guerre; ce serait en fait une nouvelle guerre mondiale.

Une nouvelle guerre mondiale, avec les moyens dont on dispose à l'heure actuelle, ne peut conduire le monde qu'à la destruction. Aucun des systèmes ou des idéologies en présence ne l'emporterait, car il ne pourrait y avoir ni vainqueurs ni vaincus; on aboutirait au chaos total.

Prévenir une telle guerre est la principale raison d'être de l'Organisation des Nations Unies.

Il importe que les peuples du monde reconnaissent ces faits et comprennent qu'il est impossible d'aboutir à une sécurité durable par un arrangement quel qu'il soit auquel ne participerait pas l'une quelconque des grandes Puissances. Si des arrangements collectifs régionaux peuvent parfois rétablir l'équilibre mondial, la sécurité collective, elle, ne peut être réalisée que par des moyens permettant aux grandes Puissances de vivre en paix les unes avec les autres sous l'égide de la Charte, quelque long que soit le temps nécessaire pour y parvenir.

Les événements des quatre dernières années et les divergences entre les grandes Puissances, loin de rendre l'existence des Nations Unies moins nécessaire, l'ont au contraire rendue plus nécessaire. Le seul moyen de résoudre pacifiquement ces conflits est de faire en sorte que l'Organisation des Nations Unies agisse efficacement dans tout le cadre de ses attributions en vertu de la Charte.

De nouveaux événements augmentent chaque année l'importance des Nations Unies. Je pense plus particulièrement à deux faits; d'une part, le passage de nombreux peuples d'Asie et d'Afrique d'un état de subordination à un état d'égalité et, d'autre part, la force grandissante du mouvement en faveur de la généralisation du respect des droits de l'homme dans le monde entier.

Je crois que, s'il accordait à ces faits leur véritable importance, le monde envisagerait avec plus de calme les divergences qui existent entre les puissances "occidentales" et "orientales", car ces divergences peuvent être mieux appréciées si on les place dans leur véritable perspective. Je crois que l'évolution des peuples non autonomes et le mouvement en faveur des droits de l'homme auront à la longue beaucoup plus d'importance et provoqueront plus de conséquences historiques dans la deuxième moitié du XXème siècle que la lutte idéologique actuelle.

Evolution des peuples non autonomes

L'Inde, le Pakistan, la Birmanie et Ceylan, qui étaient jadis des dépendances de l'Empire britannique, ont, depuis la création des Nations Unies, obtenu leur indépendance par la voie pacifique, grâce surtout au grand esprit politique dont ont fait preuve les Gouvernements de ces pays et celui du Royaume-Uni. J'ai signalé dans mon rapport de l'an dernier l'augmentation frappante du nombre des nations indépendantes d'Asie et d'Afrique représentées dans l'Organisation depuis la Conférence de San-Francisco. Depuis lors, Israël est devenu le cinquante-neuvième Membre de l'Organisation. Les demandes présentées par quatre autres pays d'Asie, la République populaire de Mongolie, Ceylan, le Népal et la Corée, sont en suspens. On peut s'attendre à ce que l'Indonésie demande son admission après le règlement des difficultés actuelles. Les débats qui se sont déroulés à l'Assemblée générale à propos des colonies italiennes ont révélé que la majorité des Membres compte dans quelques années accueillir ici la Libye comme membre indépendant et peut-être aussi la Somalie un peu plus tard. Nous pouvons être certains que, le moment venu, d'autres pays d'Asie et d'Afrique deviendront Membres de l'Organisation. Il devrait y en avoir d'autres, car plus de la moitié de la population mondiale vit dans ces deux continents.

L'ère de la dépendance ou du statut inférieur des peuples d'Asie prend rapidement fin. Ces peuples sont les héritiers de quelques-unes des

plus grandes civilisations du monde; ils construisent un nouveau monde, bien à eux, sur les fondations de l'ancien. Leur influence dans les affaires des Nations Unies s'accroît sans cesse. Avec le temps et le développement nécessaire de leurs ressources économiques, leur influence sera plus en rapport avec l'importance de leur population. Croire que cette vaste diversité de peuples anciens qui s'éveillent à une vie nouvelle et à l'indépendance puisse un jour devenir le simple reflet d'une forme de société que l'on trouve dans d'autres parties du monde serait ne pas tenir compte des réalités.

En Afrique, l'évolution est plus lente. Là, le système international de tutelle peut jouer un rôle particulièrement important, et les effets heureux du contrôle par les Nations Unies de l'administration des Territoires sous tutelle se feront sentir dans le domaine beaucoup plus vaste des territoires non autonomes. Le système de tutelle donnera certainement une nouvelle impulsion au progrès économique, social et culturel des populations de ces territoires et les guidera dans la voie de l'autonomie ou de l'indépendance.

Le mouvement en faveur des droits de l'homme

Dans le combat pour la généralisation du respect des droits de l'homme dans le monde, l'année écoulée a vu se produire un événement historique susceptible d'entraîner les conséquences les plus importantes: la proclamation par l'Assemblée générale de la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est la première fois qu'une telle déclaration a été rédigée pour l'univers tout entier.

Il est vrai que cette déclaration n'a pas force de loi, mais nombre de documents historiques qui ont exercé l'influence la plus considérable ne l'avaient pas non plus. La Déclaration d'indépendance des Etats-Unis et la Déclaration française des droits de l'homme n'avaient pas force de loi lorsqu'elles furent proclamées. Cependant, la Déclaration universelle des droits de l'homme a pour elle la force de l'opinion publique, et l'opinion publique est à la source de toute loi, nationale ou internationale. La Déclaration fixe des normes auxquelles les gouvernements doivent se conformer. Sa puissance salutaire se fera sentir partout où des hommes sont privés de la liberté à raison de leurs croyances, ou sont victimes d'une discrimination à cause de la couleur de leur peau ou pour toute autre raison, ou ne sont pas en mesure de bénéficier d'un niveau de vie décent, de faire instruire leurs enfants et de jouir de la sécurité en cas de maladie, d'accident et durant la vieillesse.

La Déclaration est le pas le plus important que l'Organisation des Nations Unies ait fait en vue d'étendre le respect des droits de l'homme dans le monde. Mais ce n'est qu'un premier pas.

Le rôle essentiel joué par l'Organisation dans cette évolution capitale apparaît de plus en plus clairement.

En premier lieu, l'Organisation favorise l'évolution vers une plus grande égalité des possibilités, d'une part entre les peuples d'Asie et d'Afrique et les peuples du monde occidental, et d'autre part entre les pays plus évolués et ceux qui le sont moins. L'Organisation exerce également une influence puissante en vue d'obtenir pour tous les peuples, dans le monde entier, le bénéfice des droits de l'homme.

D'autre part, grâce à l'Organisation des Nations Unies, ces modifications profondes ont lieu avec beaucoup moins de violence que cela ne serait le cas autrement. Partout où l'Organisation des Nations Unies intervient, elle le fait pour favoriser une évolution pacifique. Elle s'efforce de modérer l'intensité des conflits et de concilier les points de vue opposés.

L'Assemblée générale devient un puissant facteur de paix

Il s'est produit dans l'évolution de l'Organisation, au cours de ses années de formation, un fait que je considère comme une raison importante de la force croissante des Nations Unies. C'est le fait que l'Assemblée générale est devenue un des facteurs de paix les plus puissants que l'on ait jamais vus dans le monde.

Il y a à cela trois causes principales:

Tout d'abord, comme toutes les nations y sont représentées sur un pied d'égalité, et que nombre de petites nations y ont, depuis le début, parlé avec beaucoup d'indépendance, l'Assemblée générale a eu tendance à exercer une influence conciliatrice et modératrice dans les conflits entre les grandes Puissances.

En deuxième lieu, du fait que l'attention du monde est fixée sur l'Assemblée générale comme elle ne l'a jamais été sur aucun autre organisme international, ses sessions sont devenues le champ d'essai suprême de la politique des Etats Membres. Là, comme nulle part ailleurs, ces politiques sont soumises à l'examen critique serré et au jugement de l'opinion publique mondiale. Il existe force preuves que lorsqu'une politique nationale ne subit pas avec succès cette épreuve de justice et de loyauté, elle devra être modifiée sinon immédiatement, du moins à la longue.

En troisième lieu, l'Assemblée générale a démontré qu'elle peut, en utilisant les pouvoirs qui lui sont accordés par la Charte, en matière de conciliation et de règlement pacifique, aider puissamment le Conseil de sécurité à empêcher la guerre.

Je ne souscris pas aux critiques selon lesquelles l'Assemblée générale est un forum impuissant où l'on ne fait que discuter, ou une enceinte où la

propagande peut se donner libre cours. La plupart des recommandations de l'Assemblée aident à jeter les fondements d'une loi mondiale et à empêcher la guerre. Toutes les fois qu'un gouvernement se sert de la tribune de l'Assemblée à des fins de propagande, ce gouvernement se soumet au jugement de l'humanité. Toutefois, je reconnais que la procédure des débats de l'Assemblée générale peut être améliorée, et que l'on pourrait gagner beaucoup de temps, surtout si les Membres limitaient leurs interventions dans les débats.

Nous pouvons être certains que le degré de sécurité auquel parviendra le monde sera fonction de l'appui que les Etats Membres donnent à l'Organisation. Le danger de guerre augmentera dans la mesure où ils réduiront les Nations Unies à jouer un rôle secondaire. La sécurité sera renforcée dans la mesure où ils feront des Nations Unies la pierre angulaire de leur politique étrangère et appuieront par leurs paroles et par leurs actes la suprématie de la Charte et l'universalité de l'Organisation.

Consolidation des Nations Unies

Les Etats Membres peuvent réduire le danger de guerre en consolidant l'Organisation des Nations Unies et en utilisant ses services de diverses façons dans les mois à venir. A cet égard, je voudrais présenter ici quelques suggestions.

Relations entre les grandes Puissances

L'Organisation des Nations Unies ne peut imposer un règlement du différend qui oppose actuellement les grandes Puissances, mais elle a déjà prouvé qu'elle peut aider à chercher une solution de conciliation, qu'elle peut l'atténuer et le contenir dans des limites pacifiques. Il est essentiel que les grandes Puisances restent en contact et procèdent à des échanges de vues et à des négociations sérieuses. Rejeter ces consultations comme inutiles, c'est nier le fondement même des Nations Unies. Maintenant que les Puissances occidentales et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont repris leurs discussions au Conseil des Ministres des affaires étrangères et ont fait connaître leur intention de les poursuivre, lors de la prochaine session de l'Assemblée générale, j'espère que leurs tentatives en vue de régler leurs désaccords ne seront pas une fois de plus interrompues.

Tôt out tard, il devra y avoir des règlements de paix pour l'Allemagne, l'Autriche et le Japon. Il faut qu'un accord se fasse sur la mise de forces armées à la disposition du Conseil de sécurité, sur le contrôle de l'énergie atomique et des autres armes de destruction massive ainsi que sur la limitation des armements de type classique. Il est essentiel que se poursuivent les tentatives en vue de réaliser des progrès dans ces diverses directions, si décourageant que l'avenir puisse paraître à un moment donné, et quel que soit le nombre d'années nécessaires pour mener à bien cette tâche.

J'espère que la pratique des consultations entre les grandes Puissances deviendra la règle et non l'exception dans les affaires soumises aux Nations Unies, et notamment celles dont est saisi le Conseil de sécurité, ainsi que dans les affaires qui ne sont pas de la compétence de l'Organisation. Les bons offices du Secrétaire général sont toujours à la disposition des Etats Membres pour de telles consultations.

Service mobile des Nations Unies

Afin de rendre plus efficace l'œuvre de médiation et de conciliation, j'avais proposé, lors de la dernière session de l'Assemblée générale, la création d'une garde des Nations Unies, qui n'exercerait pas des fonctions militaires, mais assisterait les missions des Nations Unies dans leurs tâches pacifiques dans les zones de trouble. A la lumière des suggestions formulées par les Etats Membres, j'ai modifié cette proposition. J'ai proposé à la Commission spéciale constituée par l'Assemblée générale d'examiner la question de la création d'un service mobile des Nations Unies dont l'effectif serait de trois cents hommes, portant uniforme. Recrutés d'après le principe de la répartition géographique, ces hommes seraient détachés par les Etats Membres ou choisis dans les services publics desdits Etats Membres, pour une période de un à trois ans. Ils assureraient un service de protection et exerceraient des fonctions techniques au siège de l'Organisation et en mission. J'ai aussi suggéré la création d'un tableau de réserve de deux mille hommes à qui les organes compétents des Nations Unies pourraient, en cas de besoin, faire appel pour observer des trêves ou exercer certaines fonctions à l'occasion de plébiscites. Les hommes du service mobile ne porteraient pas d'armes, à l'exception des armes personnelles nécessaires à leur protection, lorsque cela serait jugé indispensable. Ce plan revisé permettrait à l'Organisation de réduire les frais au minimum alors que les avantages de la proposition initiale seraient conservés. Le Secrétariat, dont l'efficacité s'est régulièrement améliorée, serait ainsi doté des moyens nécessaires pour faire face à ses responsabilités toujours grandissantes. Le pouvoir et le prestige des Nations Unies dans le règlement pacifique des différends seraient renforcés.

Colonies italiennes

Lors de sa troisième session ordinaire, l'Assemblée générale n'est pas parvenue à s'entendre sur le sort des anciennes colonies italiennes. La question reviendra devant l'Assemblée générale lors de sa quatrième session ordinaire, cet automne.

Les débats qui se sont déroulés au cours de la deuxième partie de la troisième session ont été significatifs à plusieurs égards. Ils ont fait apparaître l'influence croissante des Etats d'Asie et d'Afrique. Ces derniers ont joué un rôle décisif en empêchant l'adoption d'une proposition de compromis qui, à leur avis, n'était pas satisfaisante pour la majorité des populations intéressées. Les débats ont également révélé que l'idée d'une tutelle directe des Nations Unies bénéficiait d'une grande faveur; cette proposition avait été présentée à l'origine par les Etats-Unis lors de la première réunion, à Londres, du Conseil des Ministres des affaires étrangères.

Je reconnais les difficultés d'ordre politique et pratique que soulève une tutelle directe des Nations Unies sur ces territoires, pendant la période relativement brève qui pourra précéder leur indépendance. J'estime néanmoins que, si les Gouvernements faisaient preuve d'esprit politique, on pourrait arriver à une solution de ce genre; j'estime que les difficultés d'ordre politique pourraient être surmontées si on arrivait à résoudre les difficultés d'ordre pratique. La meilleure solution, à mon sens, consisterait en une tutelle directe des Nations Unies avec un administrateur qui ne serait responsable que devant le Conseil de tutelle. Il appartient évidemment aux Etats Membres de décider, mais je suis certain qu'une mesure hardie de ce genre aiderait les peuples des territoires intéressés à progresser dans la voie pacifique qui les conduira à l'autonomie ou à l'indépendance et renforcerait la confiance des peuples non indépendants dans l'Organisation des Nations Unies et dans les Etats Membres qui auront rendu possible une telle solution.

La paix et le développement économique dans le Proche-Orient

Le Proche-Orient offre aux Nations Unies une possibilité exceptionnelle d'utiliser à la fois les pouvoirs économiques et politiques de l'Organisatoin, pour servir la cause d'une paix durable.

Un armistice a été conclu en Palestine et les conditions d'un règlement pacifique sont en cours de négociation. Neuf cent mille Arabes reçoivent l'assistance des Nations Unies. Nombre d'entre eux doivent être réinstallés ou rapatriés. La viabilité économique du nouvel Etat d'Israël n'est pas encore assurée. Un effort important et coordonné en vue du développement économique et de l'élévation des niveaux de vie est nécessaire tant pour Israël que pour les Etats arabes.

J'estime que cette région doit bénéficier d'une priorité dans le programme envisagé par l'Organisation pour l'assistance technique aux pays insuffisamment développés. Ceci permettrait de mettre au point, pour toute cette région, des plans détaillés de développement économique régional sur une grande échelle. On pourrait prévoir notamment la mise en valeur des bassins fluviaux, à l'exemple de ce qui a été fait par la *Tennessee Valley Authority* aux Etats-Unis d'Amérique. On pourrait ainsi mettre en valeur les vallées du Tigre, de l'Euphrate et du Jourdain et améliorer la mise en valeur de la vallée du Nil. Pour commencer, il faudrait une assistance technique et ensuite des placements financiers. Si ces deux genres de mesures sont prises par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, les charges ainsi que les avantages pourront être répartis équitablement entre les pays participants.

Le développement du Proche-Orient ne devra pas, bien entendu, empêcher ni retarder l'assistance technique et le développement économique dans d'autres parties de l'Asie ou de l'Afrique, ni en Amérique latine.

Comment résoudre les difficultés d'ordre économique

Bien que la situation économique mondiale se soit sensiblement améliorée à bien des égards, les conditions essentielles de la stabilité économique et du développement méthodique ne sont pas encore établies.

Le déséquilibre persistant du commerce et des paiements internationaux est un phénomène particulièrement important. On n'a guère fait de progrès vers la solution de ce grave problème. Les conséquences en ont été particulièrement nuisibles pour les pays les plus faibles et les moins favorisés.

En outre, si on laissait s'aggraver le ralentissement économique que l'on constate depuis peu dans certains pays d'Europe, ce ralentissement provoquerait un chômage important dans ces pays et aggraverait en même temps le déséquilibre économique qui existe dans le monde entier. Une autre crise économique mondiale serait chose tragique; elle peut être évitée, si les gouvernements du monde entier entreprennent en commun une action concertée.

La solution de ces problèmes extrêmement compliqués ne peut être trouvée ni par des pays isolés, agissant seuls, ni par un groupe limité de nations.

Heureusement, l'Organisation et les institutions spécialisées sont, pour les Etats Membres, l'appareil international qui rend possible cette action concertée. Il est urgent d'utiliser cet appareil international pour faire face à ces problèmes économiques pressants.

Universalité de l'Organisation

Les demandes d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentées par quatorze pays sont en suspens. Ces pays sont, dans l'ordre chronologique des demandes: l'Albanie, la République

populaire de Mongolie, la Jordanie, le Portugal, l'Irlande, la Hongrie, l'Italie, l'Autriche, la Roumanie, la Bulgarie, la Finlande, Ceylan, la Corée et le Népal. La plupart de ces pays attendent leur admission depuis plus de deux ans.

Les Gouvernements des Etats Membres connaissent bien ma manière de voir sur l'opportunité d'assurer le plus rapidement possible l'universalité de l'Organisation. J'ai exprimé mon opinion là-dessus à plusieurs reprises au cours des trois dernières années. Je n'ignore certes pas les objections soulevées contre l'admission de ces Etats, mais ces objections pourront être mieux examinées, à mon avis, si ces Etats font partie de l'Organisation que s'ils restent en dehors d'elle. En tout cas, on peut raisonnablement considérer ces pays comme réunissant les conditions requises pour être admis. Quoi que l'on puisse dire au sujet des Gouvernements des pays intéressés, les populations intéressées et le monde entier gagneraient certainement à ce que tous ces Etats soient admis à l'Organisation lors de la prochaine session de l'Assemblée générale.

Je recommande aux Gouvernements des Etats Membres et aux peuples du monde entier d'étudier le compte rendu complet, donné dans les chapitres qui vont suivre, de l'activité des Nations Unies au cours des douze mois qui ont pris fin le 30 juin 1949. Ils y verront énumérés les succès remportés dans la lutte contre la guerre et dans l'établissement progressif des fondations d'un univers plus pacifique et plus prospère.

Le Secrétaire général



Trygve LIE

7 juillet 1949

Chapitre premier

QUESTIONS POLITIQUES ET QUESTIONS DE SECURITE

Ce premier chapitre est consacré à l'œuvre accomplie par l'Organisation, entre le 1er juillet 1948 et le 30 juin 1949, dans le domaine des questions politiques et des questions de sécurité. On trouvera notamment dans ce chapitre un exposé des mesures prises par l'Assemblée générale à sa troisième session ordinaire, par le Conseil de sécurité, le Comité d'état-major, la Commission de l'énergie atomique, la Commission des armements de type classique et la Commission intérimaire de l'Assemblée générale, ainsi que par les divers comités et commissions que ces organes ont créés pour s'occuper des questions politiques et des questions de sécurité.

Au sujet de la composition du Conseil de sécurité, le Secrétaire général rappelle qu'au cours de la première partie de sa troisième session ordinaire, l'Assemblée générale a élu, pour un mandat de deux ans, Cuba, l'Egypte et la Norvège, membres non permanents du Conseil de sécurité, en remplacement de la Belgique, de la Colombie et de la Syrie dont le mandat expirait le 1er janvier 1949. Les nouveaux membres du Conseil de sécurité ont également remplacé les mêmes membres sortants à la Commission de l'énergie atomique et à la Commission des armements de type classique.

A.–La question palestinienne

a) Mesures prises par le Conseil de sécurité à la suite de la première trêve. La seconde trêve

La première trêve, que le Conseil de sécurité avait ordonnée par sa résolution du 29 mai 1948 et qui était entrée en vigueur le 11 juin, devait prendre fin le 9 juillet 1948.

Le Médiateur des Nations Unies a, les 3 et 5 juillet, adressé aux Juifs et aux Arabes un appel pressant pour une prolongation de la trêve; le 7 juillet 1948, le Conseil de sécurité leur a adressé un appel semblable. Le Gouvernement provisoire d'Israël a accepté la proposition, mais les Arabes l'ont rejetée et les hostilités ont repris.

i) *Rapport au Conseil de sécurité du Médiateur des Nations Unies pour la Palestine*

Le 12 juillet 1948, le comte Bernadotte est retourné à Lake Success afin de présenter au Conseil de sécurité un rapport sur la situation. A la séance du 13 juillet 1948, il a fait au Conseil une déclaration orale pour commenter et développer divers paragraphes de son rapport écrit sur ses démarches relatives à la trêve et ses négociations en vue d'un ajustement pacifique de la situation future de la Palestine. Il a déclaré que les propositions qu'il avait présentées aux deux parties le 28 juin 1948 n'avaient paru acceptables ni aux Juifs ni aux Arabes; qu'il avait épuisé pour le moment tous les moyens mis à sa disposition et qu'il appartenait au Conseil d'adopter des mesures pour mettre fin aux hostilités qui avaient repris en Palestine. A son avis, il était indispensable de donner l'ordre de cesser le feu immédiatement et l'ordre de démilitariser la ville de Jérusalem. Ces deux ordres, s'ils étaient obéis, pourraient conduire finalement à un armistice; alors, une médiation pourrait porter des fruits et l'on pourrait éventuellement organiser un plébiscite des deux peuples. En outre, il fallait donner aux nombreux réfugiés arabes qui avaient fui les régions occupées par les Juifs l'assurance de pouvoir retourner dans leurs foyers. De plus, le Conseil devait exprimer clairement sa détermination d'appliquer les dispositions des Articles 41 et 42 de la Charte au cas où ses ordres ne seraient pas observés.

ii) *Résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 15 juillet 1949*

A la séance du 13 juillet 1948 du Conseil de sécurité, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déposé un projet de résolution demandant aux parties intéressées de cesser le feu. Les représentants du Royaume-Uni, de la Belgique, du Canada, de la France et de la Colombie appuyèrent cette proposition.

Le représentant de l'Egypte s'y est opposé et a déclaré que la trêve avait été favorable aux Juifs et que la seule mesure qui pût être constructive serait d'adopter à l'égard des Arabes une attitude amicale en offrant des conditions de trêve acceptables pour les deux parties.

Le 15 juillet, le Conseil de sécurité a adopté, par 7 voix contre une (Syrie) avec 3 abstentions (Argentine, République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des Républiques socialistes soviétiques) un texte amendé du projet de résolution déposé par les Etats-Unis d'Amérique.

Cette résolution ordonnait aux autorités et aux Gouvernements intéressés de donner à leurs forces militaires l'ordre de cesser le feu, cet ordre devant être exécutoire à la date que fixerait le Médiateur. Au cas où l'une des parties refuserait d'observer cet ordre, le Conseil de sécurité examinerait toute nouvelle mesure qu'il conviendrait de prendre en application du Chapitre VII de la Charte. De plus, le Conseil ordonnait une suspension d'armes inconditionnelle dans la ville de Jérusalem, qui deviendrait exécutoire vingt-quatre heures après l'adoption de la résolution. Il prescrivait au Médiateur d'amener la démilitarisation de la ville de Jérusalem et de surveiller l'observation de la trêve qui demeurerait en vigueur jusqu'à ce qu'un ajustement pacifique fût réalisé.

Le 13 juillet, le représentant de la Syrie avait présenté au Conseil un projet de résolution demandant à la Cour internationale de Justice de donner un avis juridique consultatif au sujet du statut international de la Palestine après l'expiration du mandat. Le 27 juillet, ce projet de résolution a été rejeté par le Conseil.

iii) *Résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 19 août 1948*

Au cours des semaines qui ont suivi l'entrée en vigueur de la deuxième trêve, ordonnée par la résolution du 15 juillet et devenue effective le 18 juillet, le Conseil de sécurité a eu connaissance de nombreuses violations de cette trêve. Le 19 août, le Président a attiré l'attention du Conseil sur un télégramme dans lequel le Médiateur déclarait qu'il perdait peu à peu le contrôle de la situation à Jérusalem et que la tension générale s'accroissait. Se rangeant aux propositions du Médiateur, le Conseil de sécurité a adopté une résolution qui faisait savoir aux autorités et Gouvernements intéressés que chaque partie était responsable des actions des forces opérant sous son autorité ou dans les territoires placés sous son contrôle; que chaque partie était tenue de traduire en justice sans délai quiconque serait impliqué dans une violation de la trêve; qu'aucune mesure de représailles ou de rétorsion n'était permise et qu'il n'était loisible à aucune partie d'obtenir des avantages militaires ou politiques par des violations de la trêve.

b) Assassinat du comte Folke Bernadotte, Médiateur des Nations Unies pour la Palestine

Le 18 septembre 1948, le Président du Conseil de sécurité a annoncé au Conseil que le comte Folke Bernadotte, Médiateur des Nations Unies pour la Palestine, et le colonel André Sérot, de l'armée de l'air française, observateur des Nations Unies, venaient d'être assassinés le jour précédent. Après avoir rendu hommage aux qualités éminentes du Médiateur, le Président a informé le Conseil qu'avec son approbation le Secrétaire général avait habilité M. Ralph J. Bunche, du Secrétariat, à assumer jusqu'à nouvel ordre l'entière responsabilité de la mission des Nations Unies en Palestine. Le chef d'état-major du contrôle de la trêve avait été invité à procéder à une enquête approfondie sur les circonstances dans lesquelles l'assassinat du Médiateur avait été commis. Le Secrétaire général et les membres du Conseil de sécurité se sont associés à l'hommage rendu par le Président au comte Bernadotte et au colonel André Sérot.

Avant de lever la séance, le Conseil a adopté à l'unanimité un projet de résolution présenté par le représentant de l'Argentine et demandant au Secrétaire général de mettre en berne le drapeau des Nations Unies pendant une période de trois jours, l'autorisant à prélever sur le Fonds de roulement les sommes nécessaires pour payer les dépenses entraînées par le décès et l'inhumation du Médiateur des Nations Unies, et décidant que le Conseil de sécurité serait représenté aux funérailles par le Président ou par la personne qu'il désignerait.

Le 19 octobre, le Conseil de sécurité a invité le Gouvernement provisoire d'Israël à rendre compte des progrès de l'enquête relative à l'assassinat du comte Bernadotte.

c) Mesures prises par l'Assemblée générale à la suite du rapport adressé au Secrétaire général par le Médiateur des Nations Unies sur les progrès accomplis en Palestine

Le Secrétaire général a demandé, le 21 septembre 1948, que le "Rapport du Médiateur des Nations Unies sur les progrès accomplis en Palestine" soit inscrit à l'ordre du jour de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale.

Dans la conclusion de son rapport, le Médiateur avait exprimé notamment l'avis que, faute d'un accord entre les deux parties, il faudrait apporter certaines modifications territoriales au plan envisagé dans la résolution du 29 novembre

1947 de l'Assemblée générale, et nommer une commission qui aurait pour tâche d'aider les parties intéressées à parvenir à un règlement définitif des questions sur lesquelles elles ne s'étaient pas mises d'accord.

La Première Commission a commencé le 15 octobre 1948 à examiner cette question. Le Médiateur par intérim des Nations Unies pour la Palestine a été invité à siéger avec le Bureau de la Première Commission pendant la durée de l'examen de la question palestinienne. En outre, la Commission a décidé d'autoriser le représentant de la Transjordanie et celui du Gouvernement provisoire d'Israël à participer, en qualité d'observateurs et sans droit de vote, aux débats de la Première Commission.

Après une longue discussion, la Commission a également décidé d'entendre le Haut Comité arabe pour lui permettre d'exposer l'opinion des Arabes de Palestine.

La Première Commission a repris le 16 novembre la discussion générale du rapport provisoire. Le représentant du Gouvernement provisoire d'Israël, dans sa déclaration, a procédé à un examen critique du rapport et en a rejeté les principales conclusions. Le représentant du Haut Comité arabe et, après lui, les représentants de tous les Etats arabes ont déclaré que les recommandations faites par l'Assemblée générale le 29 novembre 1947 et les conclusions du rapport provisoire étaient également inacceptables.

Le 18 novembre 1948, le représentant du Royaume-Uni a déposé un projet de résolution approuvant les conclusions du rapport provisoire et instituant une commission de conciliation qui serait chargée d'aider les parties à parvenir à un règlement fondé sur ces conclusions.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a soutenu les principes généraux énoncés dans la rapport du Médiateur, a proposé d'apporter certaines modifications au mandat de la commission de conciliation et a insisté sur le principe du libre consentement touchant les dispositions territoriales. Il a proposé ensuite plusieurs amendements au projet de résolution du Royaume-Uni.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a critiqué les conclusions du rapport et a instamment demandé l'application de la résolution du 29 novembre 1947. Il a déposé un projet de résolution recommandant l'évacuation immédiate du territoire palestinien de toutes les troupes étrangères et du personnel militaire étranger.

Le représentant de l'Australie et celui de la Pologne ont présenté chacun un projet de résolution, affirmant notamment l'importance fondamentale de la résolution du 29 novembre 1947 pour le règlement définitif de la question.

Ensuite, le représentant de la Colombie a présenté un projet de résolution qui tentait de concilier les diverses opinions exprimées au cours de la discussion.

Un projet de résolution déposé par le représentant de la Syrie envisageait la création d'une commission chargée d'étudier et de formuler des propositions tendant à créer en Palestine un Etat unique constitué sur une base cantonale ou fédérative.

Le 26 novembre, la Première Commission a nommé un groupe de travail composé des auteurs des divers projets de résolution et amendements et l'a chargé de dresser un tableau récapitulatif des divers textes présentés.

Le groupe de travail a présenté son rapport le 29 novembre. La Commission a alors décidé de passer à l'examen approfondi d'un texte remanié du projet de résolution du Royaume-Uni et des amendements que l'on avait proposé d'apporter à ce projet de résolution. Après un long débat, le représentant du Royaume-Uni a présenté un second remaniement de son projet de résolution, où il avait introduit certaines modifications importantes.

La Commission a procédé alors au vote sur le deuxième remaniement du projet de résolution du Royaume-Uni et sur les amendements qui s'y rapportaient. Le 4 décembre, par 25 voix contre 21, avec 9 abstentions, elle a adopté ce projet de résolution sous sa forme amendée. Les autres projets de résolution ont été soit retirés, soit repoussés.

L'Assemblée générale a abordé, le 11 décembre, l'examen du rapport de la Première Commission et a adopté, par 35 voix contre 15, avec 8 abstentions, un texte modifié de la résolution proposée par la Première Commission.

La résolution adoptée portait notamment création d'une Commission de conciliation composée de trois membres, chargés de prendre des mesures pour aider les parties et les gouvernements intéressés à régler de façon définitive toutes les questions sur lesquelles ils ne s'étaient pas mis d'accord. De plus, la Commission devait assumer, dans la mesure où elle le jugerait nécessaire, les fonctions précédemment assignées au Médiateur des Nations Unies; s'acquitter des fonctions et suivre les instructions que pourrait lui donner l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité; et assumer, à la demande du Conseil de sécurité, toutes fonctions que le Conseil avait assignées au Médiateur ou à la Commission de trêve des Nations Unies.

Un autre passage de la résolution traitait des Lieux saints. Des dispositions tendant à leur protection et à leur libre accès devaient être soumises à la surveillance effective des Nations Unies et

la Commission devait présenter à l'Assemblée générale, pour sa prochaine session ordinaire, des recommandations à cet effet.

En ce qui concerne la Ville de Jérusalem, le Conseil de sécurité était invité à prendre de nouvelles mesures pour assurer sa démilitarisation dans le plus bref délai et la Commission de conciliation était chargée de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quatrième session ordinaire, des propositions détaillées concernant un régime international permanent.

Pour ce qui est des réfugiés, la résolution disposait qu'il fallait permettre à ceux qui le désiraient de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins. Des indemnités seraient payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décideraient de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé. Cette résolution donnait pour instructions à la Commission de faciliter le rapatriement, la réinstallation et le relèvement économique et social des réfugiés, ainsi que le paiement de ces indemnités.

Au cours de la même séance, l'Assemblée a accepté la proposition, faite par quatre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, tendant à ce que la Commission de conciliation fût composée du représentant de la France, de celui de la Turquie et de celui des Etats-Unis d'Amérique.

d) NOUVELLES MESURES PRISES PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ À LA SUITE DE L'ACTIVITÉ MILITAIRE DANS LE NEGEB

i) *Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité le 19 octobre 1948*

Des combats d'une grande ampleur ayant repris le 14 octobre dans la région du Negeb, le Conseil de sécurité s'est réuni le 19 octobre 1948. Le Médiateur par intérim, qui avait présenté, la veille, un rapport sur la question, a pressé le Conseil de prendre des mesures pour mettre fin aux hostilités.

Le Conseil a adopté une résolution fondée sur le rapport du Médiateur par intérim, dans laquelle il déclarait qu'une cessation immédiate des hostilités était la condition indispensable au rétablissement de la situation et que l'on pourrait prendre comme base de nouvelles négociations les conditions suivantes: abandon par les deux parties de toute position qu'elles n'occupaient pas au moment de l'ouverture des hostilités; acceptation par les deux parties des conditions relatives aux convois, énoncées dans la décision no 12 du Comité central pour la surveillance de la trêve; acceptation par les deux parties d'entamer soit par des intermédiaires appartenant aux Nations Unies, soit directement des négociations au sujet des problèmes qui se posaient dans le Negeb.

Le même jour (19 octobre), le Conseil a adopté à l'unanimité un autre projet de résolution présenté conjointement par le représentant de la Chine et celui du Royaume-Uni, aux termes duquel les deux parties avaient le devoir de faciliter la tâche des observateurs des Nations Unies.

ii) *Résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 4 novembre 1948*

A la suite d'une lettre du représentant de l'Egypte demandant que le Conseil de sécurité se réunît d'urgence pour examiner la situation créée par de nouvelles violations de la trêve qui se seraient produites, le Conseil s'est réuni le 26 octobre 1948. Le 29 octobre, il a constitué un sous-comité de cinq membres chargé d'examiner plusieurs amendements au projet de résolution précédemment présenté par les représentants de la Chine et du Royaume-Uni. Le 4 novembre, le Conseil a adopté, après amendement, le projet de résolution proposé par le sous-comité.

Cette résolution invitait les gouvernements intéressés à replier celles de leurs forces qui avaient avancé au delà des positions tenues à la date du 14 octobre 1948 et a établir des lignes permanentes de trêve, soit par négociations poursuivies directement entre les intéressés, ou, à défaut, par l'entremise d'intermédiaires appartenant aux Nations Unies. Cette résolution instituait également un Comité du Conseil composé des cinq membres permanents, ainsi que de la Belgique et de la Colombie, et chargé d'aider le Médiateur par intérim à assumer les responsabilités que lui conférait la résolution adoptée, et, au cas où l'une ou l'autre des parties, ou les deux parties, ne se conformeraient pas aux dispositions de la résolution, de faire rapport au Conseil de sécurité sur les nouvelles mesures qu'il conviendrait de prendre conformément au Chapitre VII de la Charte.

Au cours de la même séance, à la suite d'une question posée par le représentant du Liban, le représentant du Royaume-Uni a présenté un projet de résolution étendant au secteur de Galilée la portée de la résolution du 4 novembre. Après un échange de vues, le Conseil a décidé de surseoir à l'examen du projet de résolution, lequel a été retiré plus tard.

iii) *Résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 16 novembre 1948*

Le 15 novembre 1948, s'inspirant des propositions du Médiateur par intérim, le représentant du Canada, appuyé par les représentants de la France et de la Belgique, a présenté un projet commun de résolution invitant les deux parties à rechercher, à titre de nouvelle mesure provisoire conformément à l'Article 40 de la Charte, un accord par voie de

négociations soit directes, soit par l'intermédiaire du Mediateur par intérim en Palestine, en vue de conclure immédiatement un armistice comportant notamment le tracé de lignes de démarcation permanentes d'armistice et toutes les mesures de retrait et de réduction de leurs forces armées qui assureraient le maintien de l'armistice pendant la période de transition qui doit mener à une paix permanente en Palestine. Après quelques échanges de vues, le Conseil a, le 16 novembre, adopté, sans aucune modification, le projet commun de résolution.

iv) *Résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 29 décembre 1948*

Comme suite au rapport du Médiateur par intérim sur la reprise des hostilités dans le Negeb, le Conseil de sécurité a adopté, le 29 décembre 1948, une résolution invitant les deux parties à donner immédiatement l'ordre de cesser le feu et à appliquer sans plus attendre la résolution du 4 novembre 1948. Le Conseil donnait également pour instructions à son Comité chargé de la question palestinienne, constitué le 4 novembre 1948, de se réunir le 7 janvier 1949, à Lake Success, pour examiner la situation et faire rapport au Conseil sur la mesure dans laquelle les gouvernements intéressés se seraient, à cette date, conformés à la résolution.

Le 7 janvier 1949, le Comité du Conseil de sécurité a examiné le rapport dans lequel le Médiateur par intérim déclarait que l'Egypte et Israël avaient tous deux accepté une proposition de suspension d'armes qui serait immédiatement suivie de négociations conduites sous les auspices des Nations Unies pour mettre en application les résolutions du Conseil de sécurité des 4 et 16 novembre 1948. Après un échange de vues, le Comité a estimé qu'il n'avait besoin de prendre aucune mesure supplémentaire pour le moment.

e) Négociations de Rhodes en vue d'un accord de suspension d'armes et d'un accord d'armistice

Le Médiateur par intérim a quitté Lake Success le 12 janvier 1949, pour se rendre à Rhodes, où devaient avoir lieu les négociations d'armistice. Le 25 janvier, les représentants de l'Egypte et d'Israël ont signé un accord de suspension générale d'armes applicable à tous les éléments de leurs forces militaires et paramilitaires.

Le 13 janvier, le Médiateur par intérim a invité tous les Etats arabes, à l'exception de l'Egypte, à entamer des négociations qu'ils pourraient mener collectivement ou séparément. Répondant à l'invitation du Médiateur par intérim, Israël et la Transjordanie ont fait connaître au Médiateur par intérim, le 8 février, qu'ils acceptaient officiellement cette invitation; l'Arabie saoudite a répondu qu'elle accepterait les décisions qui avaient été ou pourraient être adoptées par la Ligue arabe; et l'Irak a répondu qu'il accepterait les conditions d'armistice qui seraient agréées par les Etats arabes voisins de la Palestine.

Le 24 février, après quarante-deux jours de négociations, l'Egypte et Israël ont signé une Convention d'armistice général.

Le 1er mars, à Rhodes, les représentants d'Israël et ceux de la Transjordanie ont engagé des pourparlers d'armistice. Le 11 mars, un Accord de suspension générale d'armes a été signé; et le 3 avril, une Convention d'armistice général a été conclue entre les représentants du Royaume hachémite de Jordanie et les représentants d'Israël.

Le 1er mars également, des négociations d'armistice entre Israël et le Liban ont commencé à Ras-an-Nagoura; le 23 mars, les deux parties ont signé une Convention d'armistice général.

Le 5 avril, Israël et la Syrie ont entamé des négociations d'armistice. Le 13 avril, les deux parties ont accepté les termes d'un accord formel de suspension d'armes. Des négociations sont en cours en vue de la conclusion d'un armistice.

f) Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine

La Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, créée par la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1948, a présenté, le 15 mars, le 19 avril et le 21 juin 1949, trois rapports qui rendent compte en détail de ses démarches relatives à sa mission générale de conciliation et aux problèmes de la Ville de Jérusalem et des réfugiés. Seul le troisième traitait des questions territoriales.

En ce qui concerne la conciliation, la Commission a fait une série de visites officielles aux Gouvernements des Etats arabes et au Gouvernement d'Israël et, pour amener un rapprochement entre les parties intéressées, elle a demandé à ces parties d'envoyer des délégations à Lausanne pour y procéder à des échanges de vues qui permettraient d'obtenir des résultats concrets et positifs. La Commission a déclaré qu'elle se féliciterait de toute évolution qui ouvrirait la voie à des négociations directes. Toutefois, elle a indiqué que l'attitude des parties n'avait pas permis à la Commission de leur faire engager, sous ses auspices, des négociations directes: les délégations arabes ont toujours insisté pour que les discussions et les négociations fussent menées avec elles "en bloc", tandis que la délégation d'Israël préférait discuter chaque question séparément avec l'Etat ou les Etats directement intéressés.

Le 12 mai 1949, à Lausanne, les deux parties ont signé séparément avec la Commission un procès-verbal d'après lequel elles acceptaient de

prendre, comme base de discussions avec la Commission, une carte de la Palestine indiquant le territoire attribué respectivement à l'Etat arabe et à l'Etat juif par la résolution 181 (II) du 29 novembre 1947 de l'Assemblée générale. Aux termes du procès-verbal, les délégations intéressées ont accepté que leurs échanges de vues avec la Commission portent sur les aménagements territoriaux nécessaires pour atteindre les divers objectifs énoncés dans la résolution du 11 décembre 1948 de l'Assemblée générale, en ce qui concerne les réfugiés ainsi que les questions territoriales ou autres.

Afin d'assurer la plus grande souplesse possible aux négociations, la Commission a constitué un Comité général dont la tâche consistait à étudier, en collaboration avec les parties, les questions que lui soumettrait la Commission.

Pour ce qui est de Jérusalem, la Commission a constitué un Comité pour Jerusalem et ses Lieux saints, chargé d'entreprendre les travaux préparatoires nécessaires à l'élaboration des propositions et recommandations que la Commission adresserait à l'Assemblée générale. Le deuxième rapport de la Commission indiquait que les délégations arabes s'étaient montrées, dans l'ensemble, disposées à accepter, en principe, un régime international pour la région de Jérusalem. D'autre part, M. Ben Gurion avait déclaré à la Commission que le Gouvernement d'Israël acceptait sans réserve que les Lieux saints de la Ville fussent placés sous un régime international ou soumis à un contrôle international, mais qu'il ne pouvait accepter l'établissement d'un régime international pour la Ville de Jérusalem.

Le Comité pour Jérusalem a poursuivi ses travaux à Lausanne, en collaboration avec les deux parties, afin d'élaborer des propositions précises pour l'internationalisation de Jérusalem.

En ce qui concerne les réfugiés, de nombreuses discussions ont eu lieu à Beyrouth et à Lausanne avec les parties intéressées. Un Comité technique a été créé pour étudier les divers aspects de la question des réfugiés. Sur le plan du rapatriement, les délégations arabes étaient unanimes à demander, comme condition première, que le Gouvernement d'Israël accepte le principe proclamé dans la résolution du 11 décembre 1948 de l'Assemblée générale, concernant le retour dans leurs foyers des réfugiés qui en exprimaient le désir et qui désiraient vivre en paix avec leurs voisins. D'autre part, les délégations arabes n'étaient pas encore en mesure de discuter avec la Commission la question de la réintallation des réfugiés. Deux propositions concrètes seulement avaient été soumises à cette fin : l'une par la délégation israélienne, relative aux habitants de la région de Gaza et aux réfugiés qui se trouvaient dans cette région, l'autre soumise par les délégations arabes, concernant le rapatriement des réfugiés originaires des territoires qui se trouvaient alors sous l'autorité d'Israël, mais qui, d'après le Plan de partage, faisaient partie de la zone arabe. La Commission a transmis chacune de ces propositions à l'autre partie, mais ni les délégations arabes ni la délégation d'Israël n'ont pu accepter aucune de ces propositions. En outre, la Commission a proposé à la délégation d'Israël une série de mesures préliminaires relatives aux réfugiés : le retour des propriétaires de plantations d'agrumes et des ouvriers nécessaires à l'entretien de ces plantations, la réunion des familles dispersées par suite des hostilités, le déblocage des comptes des réfugiés et la protection de leurs biens.

En ce qui concerne les questions territoriales, la délégation d'Israël a soumis certaines propositions relatives aux frontières avec les Etats arabes, mais ces propositions ont été jugées inacceptables par les délégations arabes.

Après six semaines de discussion à Lausanne, la Commission a déclaré, dans la conclusion de son troisième rapport, que le problème immédiat consistait pour elle à lier les négociations sur la question des réfugiés à celles qui portaient sur les questions territoriales, et qu'à cette fin, elle s'efforçait d'amener les Etats arabes à négocier sur les questions territoriales et de persuader l'Etat d'Israël qu'il devait contribuer de façon concrète à la solution du problème des réfugiés.

B.–La question grecque

a) Travaux de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans jusqu'au 22 octobre 1948

Comme l'indiquait le dernier rapport, l'Assemblée générale a entrepris l'examen de la question grecque lors de sa deuxième session ordinaire, le Conseil de sécurité ayant rayé ce point de la liste des questions dont il était saisi. Le 21 octobre 1947, l'Assemblée générale, en adoptant la résolution 109 (II), a créé la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans ; la Commission a commencé ses travaux en Grèce le mois suivant.

En exécution de cette résolution, la Commission spéciale a rédigé un rapport pour la période qui va du 21 octobre 1947 au 16 juin 1948, un rapport supplémentaire pour la période du 17 juin au 10 septembre 1948 et un troisième rapport intérimaire pour la période du 11 septembre au 22 octobre 1948. Après avoir exposé ses conclusions, la Commission spéciale recommandait notamment que l'Assemblée générale ; *a*) examinât les moyens d'obtenir la collaboration de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie avec la Commission spéciale ; *b*) addressât à l'Albanie, à la Bulgarie et à la Yougoslavie un avertissement sévère au sujet de la persistence de l'aide apportée aux

partisans grecs et qui mettait en danger la paix dans les Balkans; *c*) recommandât à tous les Etats Membres des Nations Unies et à tous les autres de veiller à ne rien faire qui pût aider en aucune manière un groupe armé qui combattrait le Gouvernement hellénique; et *d*) approuvât l'activité déployée jusqu'alors par la Commission spéciale. L'Assemblée générale était en outre priée de charger la Commission spéciale: *a*) d'observer dans quelle mesure l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie se pliaient à l'injonction de l'Assemblée générale ne ne pas apporter aide et assistance aux partisans grecs, conformément à la résolution 109 (II) de l'Assemblée générale, ainsi qu'à toute autre résolution que l'Assemblée adopterait, et de faire rapport à ce sujet; et *b*) de continuer à utiliser les groupes d'observation et à être à la disposition du Gouvernement de l'Albanie, de celui de la Bulgarie et de celui de la Yougoslavie pour les aider à suivre les recommandations de l'Assemblée générale.

b) Première partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale

i) *Travaux de la Première Commission*

Le 24 septembre 1948, pendant la première partie de sa troisième session ordinaire, l'Assemblée générale a renvoyé à la Première Commission, pour examen et rapport, la question "Menace à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce". La Première Commission a traité la question entre le 25 octobre et le 11 novembre 1948.

Après avoir repoussé des propositions présentées par l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour une plus large participation de l'Albanie et de la Bulgarie, la Commission a décidé, le 25 octobre, d'entendre les déclarations des représentants de l'Albanie et de la Bulgarie et d'inviter ceux-ci à se tenir à la disposition de la Commission pour répondre aux questions qui pourraient leur être posées. La Commission a repoussé la proposition yougoslave d'inviter le "Gouvernement démocratique provisoire" de la Grèce à envoyer des représentants chargés de donner à la Commission des renseignements sur la situation en Grèce. La Commission a également repoussé une proposition polonaise demandant à la Commission d'entendre M. Miltiades Porphyrogenis, ancien secrétaire général de l'EAM et vice-président de l'Association internationale des juristes démocrates. Le Rapporteur de la Commission spéciale en a présenté les rapports à la Première Commission et a donné des précisions à leur sujet. La Commission l'a invité à se tenir à sa disposition pour répondre aux questions qui pourraient être posées au sujet des rapports.

La Commission a discuté sur le fond de la question les projets de résolution suivants.

1. Un projet commun de résolution présenté par les délégations de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni. Ce projet de résolution se fondait sur les constatations, conclusions et recommandations qui figurent dans les rapports de la Commission spéciale, avec les fonctions que lui avait confiées la résolution 109 (II) et avec des fonctions supplémentaires. Après plusieurs amendements, la résolution commune a été adoptée le 8 novembre par 48 voix contre 6, sans abstention (voir plus loin, résolution 193 (III) A).

2. Un projet de résolution présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques et qui constatait notamment que l'année écoulée avait été caractérisée par une nouvelle aggravation de la lutte entre le peuple grec et les forces antidémocratiques appuyées par le Gouvernement grec; que la situation avait été utilisée par les militaires grecs pour se livrer à des provocations aux frontières; que la situation résultait d'une croissante intervention étrangère en Grèce; et que l'activité de la Commission spéciale avait conduit à une nouvelle aggravation de la situation à la frontière septentrionale de la Grèce et à la complication des relations de ce pays avec les pays voisins. Le projet de résolution recommandait l'établissement de relations diplomatiques entre les quatre pays intéressés, la remise en vigueur des anciennes conventions relatives aux frontières ou la conclusion de nouvelles conventions et le règlement de la question des réfugiés; il recommandait également que le Gouvernement de la Grèce assurât un traitement convenable aux citoyens de nationalité macédonienne et albanaise; que les troupes étrangères et le personnel militaire étranger fussent retirés de la Grèce; et qu'il fût mis fin à l'activité de la Commission spéciale.

Le 10 novembre, certains alinéas du projet de résolution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont été rejetés et d'autres adoptés. Les trois alinéas adoptés séparément l'ont été de nouveau dans leur ensemble par 48 voix contre zéro, avec une abstention (voir plus loin, résolution 193 (III) B).

3. Un projet de résolution australien qui proposait une réunion à Paris des représentants des quatre pays intéressés, lors de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale, sous les auspices du Président de l'Assemblée et du Secrétaire général, pour rechercher la possibilité de parvenir à un accord entre eux quant aux méthodes et à la procédure à adopter en vue de régler leurs différends.

Après plusieurs amendements, ce projet de résolution a été adopté à l'unanimité le 10 novembre.

Le Président de l'Assemblée générale, le Secrétaire général, le Président et le Rapporteur de la Première Commission ont été priés d'agir conjointement en qualité de conciliateurs et de provoquer immédiatement à Paris une réunion de représentants du Gouvernement de l'Albanie, de celui de la Bulgarie, de celui de la Grèce et de celui de la Yougoslavie. En application de cette résolution, des réunions ont eu lieu immédiatemen sans autre référence à une séance plénière de l'Assemblée générale.

4. Un projet de résolution présenté par la Yougoslavie et qui proposait notamment d'infliger un blâme à la Commission spéciale, d'en désapprouver les rapports et de la dissoudre immédiatement avec tous ses organes subsidiaires. La Première Commission a repoussé une demande de priorité du représentant de la Yougoslavie pour son projet de résolution. Le représentant de la Yougoslavie a alors retiré son projet de résolution en expliquant qu'il en avait demandé la discussion préalable dans l'espoir que cette discussion provoquerait l'examen des rapports de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans et l'étude de ses travaux.

5. Un projet de résolution de la Pologne qui proposait notamment de désapprouver les rapports de la Commission spéciale, et de la dissoudre immédiatement avec tous ses organes subsidiaires. Le 10 novembre, le projet de résolution de la Pologne a été repoussé par 36 voix contre 6, sans abstention.

6. Des propositions relatives aux enfants grecs qui se trouvent dans les pays voisins du nord de la Grèce. Le représentant de la Grèce a proposé un amendement au projet commun de résolution de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni mentionné plus haut, pour inviter tous les Membres des Nations Unies et tous les autres Etats sur le territoire duquel les enfants grecs avaient été envoyés par les partisans grecs, à coopérer au prompt retour de ces enfants en Grèce. Après discussion, le Président (le représentant de la Belgique) a déclaré qu'il présenterait une nouvelle proposition sur cette question, car il convenait, à son avis, de dissocier les décisions relatives au sort des enfants grecs du projet commun de résolution qui présentait un caractère politique. La discussion a repris sur la base d'un projet de résolution présenté par la Belgique le 11 novembre; après y avoir apporté plusieurs amendements, la Commission a adopté ce projet de résolution par 45 voix contre zéro, sans abstention (voir plus loin, résolution 193 (III) C).

Dans son rapport, la Première Commission a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter la résolution fondée sur le projet commun de la Chine, des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni, la résolution comprenant certains alinéas pris au projet de résolution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le texte du projet de résolution relatif aux enfants grecs.

ii) *Travaux de l'Assemblée générale*

L'Assemblée générale a examiné le rapport de la Première Commission les 26 et 27 novembre 1948.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté de nouveau la totalité du projet de résolution qu'il avait soumis à la Première Commission (voir plus haut). Ce projet de résolution a été repoussé par 47 voix contre 6.

Résolution 193 (III) A.—La première résolution transmise à la Première Commission, fondée sur le projet commun de résolution de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume- Uni, a été adoptée par l'Assemblée par 47 voix contre 6. Cette résolution prenait note des rapports de la Commission spéciale, de ses conclusions et de ses recommandations et déclarait notamment que l'Assemblée générale considérait l'aide continue apportée par l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie aux partisans grecs comme mettant en péril la paix dans les Balkans et comme incompatible avec la Charte. Elle invitait l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie à cesser toute assistance aux partisans dans leur lutte contre le Gouvernement grec; à coopérer avec la Grèce dans le règlement pacifique de leurs différends en conformité des recommandations exprimées par la résolution 109 (II); et à coopérer avec la Commission spéciale. La résolution recommandait à tous les Membres des Nations Unies et à tous les autres Etats d'éviter toute action destinée à aider, directement ou par l'entremise de quelque autre Gouvernement, tout groupe armé en lutte contre le Gouvernement grec.

En vertu de cette résolution, les rapports de la Commission spéciale étaient approuvés et la Commission était maintenue avec les fonctions que lui avait confiées la résolution 109 (II). Elle avait pour instructions de continuer à observer la manière dont l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie se conformaient à l'injonction de l'Assemblée générale de ne pas fournir d'aide aux partisans grecs et à faire rapport à ce sujet; de continuer à utiliser les groupes d'observation; et de continuer à se tenir prête à assister le Gouvernement de l'Albanie, celui de la Bulgarie, celui de la Grèce et celui de la Yougoslavie dans l'application de la résolution 109 (II) et de la nouvelle résolution. L'Assemblée générale décidait en outre que la Commission spéciale aurait son siège principal en Grèce et que, avec la coopération des gouvernements intéressés, elle remplirait sa mis-

sion aux endroits qu'elle jugerait propices à l'accomplissement de cette mission. La Commission spéciale était autorisée à consulter à son gré la Commission intérimaire au sujet de l'accomplissement de sa mission en fonction des événements.

Résolution 193 (III) B.—L'Assemblée générale a adopté par 53 voix le deuxième projet de résolution transmis par la Première Commission et constitué par trois alinéas du projet de résolution du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Ce projet recommandait à la Grèce, d'une part, à la Bulgarie et à l'Albanie, d'autre part, de nouer des relations diplomatiques. Elle recommandait au Gouvernement de la Grèce, à celui de l'Albanie, à celui de la Bulgarie et à celui de la Yougoslavie de remettre en vigueur les conventions qui l'avaient été antérieurement ou de conclure de nouvelles conventions pour régler les questions de frontière, ainsi que de régler la question des réfugiés. Enfin, elle recommandait aux quatre Gouvernements de notifier dans les six mois au Secrétaire général la mise en application de ces recommandations, pour lui permettre d'en informer les Etats Membres.

Résolution 193 (III) C.—Enfin, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité le troisième projet de résolution transmis par la Première Commission. Ce projet recommandait le retour en Grèce des enfants grecs alors éloignés de leurs foyers lorsque ces enfants, leur père ou mère, ou à son défaut leur plus proche parent, en manifestaient la volonté. Tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et autres Etats sur le territoire desquels se trouvaient ces enfants étaient invités à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de cette recommandation. Le Secrétaire général était chargé de demander au Comité international de la Croix-Rouge et à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge d'organiser et d'assurer la liaison avec les organisations nationales de la Croix-Rouge des Etats intéressés pour habiliter les organisations nationales de la Croix-Rouge à prendre dans les pays intéressés les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la recommandation.

Le 3 février 1949, le Secrétaire général a transmis les trois résolutions ci-dessus au Gouvernement de l'Albanie, à celui de la Bulgarie, à celui de la Grèce et à celui de la Yougoslavie.

Dans sa réponse, en date du 22 mars 1949, le représentant permanent de la Grèce auprès des Nations Unies a indiqué que, tant dans plusieurs déclarations que pendant les pourparlers de médiation au cours de la première partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale, son Gouvernement avait montré qu'il était prêt à rétablir des relations normales avec ses voisins du nord. En ce qui concernait la Bulgarie, le Gouvernement grec avait fait des démarches à cette fin par les bons offices du Gouvernement britannique. Ces démarches étaient malheureusement restées sans résultat. Ce fait empêchait par conséquent l'application de la deuxième résolution de l'Assemblée générale relative aux conventions de frontières. En outre, les trois voisins septentrionaux de la Grèce persistaient à donner assistance aux partisans grecs malgré les dispositions de la résolution 193 (III) A.

c) Travaux du Groupe de conciliation créé par la Première Commission le 10 novembre 1948

En application de la résolution adoptée par la Première Commission le 10 novembre 1948, le Président de l'Assemblée générale, le Secrétaire général, le Président et le Rapporteur de la Première Commission ont eu de nombreuses réunions avec les représentants de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Grèce et de la Yougoslavie au cours des première et deuxième parties de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale.

Le 19 mai 1949, le Président de l'Assemblée générale a passé en revue les conversations dans une communication publique. Il a déclaré qu'à la première partie de la session, un projet d'accord entre les quatre pays était rédigé et, à l'exception d'un seul point, pleinement accepté. Ce point avait trait à la demande de l'Albanie que la Grèce reconnaisse formellement (*de jure*) comme définitives les frontières actuelles entre les deux pays. Le Gouvernement grec n'avait pas accédé à cette exigence particulière. Cependant, un accord complet était intervenu pour la reprise des relations diplomatiques, pour la revision des conventions de frontière destinées à prévenir les incidents de frontière ou pour la conclusion de nouvelles conventions et pour la création de commissions mixtes de frontière qui joueraient le rôle d'organes conciliateurs en cas de différend surgissant à la suite d'incidents de frontière.

Au cours de la deuxième partie de la session, il est apparu que, si l'Albanie et la Grèce se mettaient d'accord sur la question territoriale, dans la mesure où elle était liée à la question des frontières, les quatre Gouvernements seraient prêts à signer le projet d'accord. A l'exposé du Président était jointe en annexe une copie du projet d'accord amendé entre l'Albanie et la Grèce, projet d'accord dont le Président avait proposé la rédaction pour résoudre le désaccord surgi à la suite de la demande de l'Albanie. La version amendée de l'accord que les représentants des deux pays étaient disposés à signer au cours de la première partie de la session indiquait assez clairement qu'il y aurait, de la part de l'Albanie et de la Grèce, acceptation des frontières existantes. Selon le Président cette ac-

ceptation, dans les circonstances d'alors, aurait donné une assurance suffisante aussi bien à l'Albanie qu'à la Grèce. Le Gouvernement grec avait accepté la formule quant au fond. Mais à la date de l'exposé, le Gouvernement albanais n'avait pas encore répondu, bien que, de l'avis du Président, il en eût eu amplement le temps. Le Président estimait que la nouvelle formule devait être acceptable pour l'Albanie quant au fond, et il espérait que les Gouvernements finiraient par se mettre d'accord. La troisième session de l'Assemblée générale ayant pris fin, le Groupe de conciliation ne pouvait continuer à exercer son mandat. Le Président a envoyé une copie de ce communiqué à la Commission spéciale pour les Balkans.

d) APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 193 (III) C DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RELATIVE AU RAPATRIEMENT DES ENFANTS GRECS

En application des dispositions de la résolution 193 (III) C de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a adressé, le 11 janvier 1949, une lettre au Comité international de la Croix-Rouge et à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour leur demander de le tenir au courant de leurs négociations avec les organisations nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge des Etats intéressés et de lui rendre compte, le cas échéant, des progrès accomplis. Par lettre du même jour, le Secrétaire général invitait le Gouvernement de l'Albanie, celui de la Bulgarie, celui de la Grèce, celui de la Hongrie, celui de la Roumanie, celui de la Tchécoslovaquie et celui de la Yougoslavie à lui apporter leur concours pour le rapatriement des enfants grecs.

Après des négociations avec les pays en question, les organisations internationales de la Croix-Rouge ont envoyé des missions communes en Bulgarie, en Grèce et en Tchécoslovaquie. Ces missions une fois de retour, les organisations internationales de la Croix-Rouge ont présenté conjointement un rapport préalable sur les progrès accomplis. Ce rapport a été soumis à l'Assemblée générale le 14 avril 1949.

Entre temps, les organisations internationales de la Croix-Rouge poursuivaient leurs négociations avec les autres pays intéressés en vue d'envoyer des missions dans leur territoire. Par lettre du 18 avril, le Gouvernement albanais a fait connaître au Secrétaire général que les termes de la résolution de l'Assemblée générale ne s'appliquaient pas à l'Albanie, les enfants grecs qui se trouvaient auparavant dans ce pays ayant été déjà transférés dans les territoires voisins. Par la suite, les autorités yougoslaves ont accepté de recevoir une mission; les organisations internationales de la Croix-Rouge en ont envoyé une sur-le-champ.

La situation actuelle est la suivante. Les organisations internationales de la Croix-Rouge sont en train de prendre des dispositions pour contrôler le rapatriement des enfants grecs de Bulgarie, de Tchécoslovaquie et éventuellement de Yougoslavie. Elles poursuivent également leurs négociations avec les autorités hongroises et roumaines.

Bien que la résolution de l'Assemblée générale ne fasse aucune mention des incidences financières, le Secrétaire général a décidé que la question des enfants grecs était intimement liée au maintien de la paix et de la sécurité dans les Balkans. Il a donc autorisé l'imputation au Fonds de roulement des dépenses encourues par les organisations internationales de la Croix-Rouge ainsi que les dépenses qu'elles encourraient pour le contrôle du rapatriement.

e) RAPPORTS PRÉSENTÉS EN APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 193 (III) B DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Par lettre du 25 mai 1949, le Ministre adjoint aux affaires étrangères d'Albanie a présenté un rapport en application de la résolution 193 (III) B de l'Assemblée générale. Il a indiqué que le Gouvernement albanais avait veillé avec soin à l'accomplissement de ses obligations internationales et avait montré sa bonne volonté pour régler les différends par des moyens pacifiques. Toutefois, le Gouvernement grec s'était montré peu disposé à rechercher une solution pacifique et, par sa politique hostile et agressive contre ses voisins septentrionaux, avait violé les principes de la Charte des Nations Unies et mis en péril la paix et la sécurité internationales. Le Gouvernement grec avait poursuivi avec une intensité toujours croissante les provocations armées à la frontière et des personnalités grecques continuaient de faire des déclarations officielles et des menaces contre l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Albanie. Des accusations sans fondement étaient portées, avec l'appui de la Commission spéciale, contre l'Albanie qui, selon elles, aiderait l'armée démocratique grecque. Ces faits démontraient que la responsabilité de la situation anormale retombait sur le Gouvernement grec. Le Ministre adjoint aux affaires étrangères a affirmé que l'existence même de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans était contraire à l'esprit de la Charte. D'autre part, par son attitude, comme il résultait de ses rapports partiaux et sans fondement, elle accusait injustement les voisins septentrionaux de la Grèce et particulièrement l'Albanie et elle appuyait la politique hostile et agressive que le Gouvernement grec poursuivait contre l'Albanie. Aussi le Gouvernement albanais considérait-il qu'il était impos-

sible de modifier l'attitude qu'il avait adoptée à son égard.

Le 28 mai 1949, le Ministre des affaires étrangères de Grèce a présenté un rapport en application de la même résolution. En plus des renseignements donnés par la lettre du 22 mars 1949, du représentant permanent de la Grèce, lettre qui est mentionnée plus haut, le Ministre des affaires étrangères faisait connaître que les relations diplomatiques entre la Grèce, d'une part, et l'Albanie et la Bulgarie, d'autre part, n'avaient pas encore été reprises malgré la bonne volonté exprimée par la Grèce et son acceptation des propositions du Groupe de conciliation pour l'établissement des relations diplomatiques. Après avoir passé en revue la situation en ce qui concernait les conventions de frontière, il indiquait que la Grèce acceptait en substance les propositions du Groupe de conciliation à ce sujet, mais que l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie n'en avaient pas fait autant. La résolution de l'Assemblée générale recommandait également l'établissement de relations de bon voisinage, mais les voisins septentrionaux de la Grèce avaient persisté à aider les partisans grecs. Ils n'avaient pas coopéré avec la Grèce au règlement de leur différend par des moyens pacifiques, et n'avaient pas non plus coopéré avec la Commission spéciale. En dépit des recommandations de l'Assemblée générale, les membres du Cominform avaient continué à prêter assistance aux partisans grecs, assistance dont ceux-ci avaient publiquement reconnu l'importance. La Grèce avait manifesté à plusieurs reprises qu'elle était disposée à rétablir des relations normales avec ses voisins du nord, mais aucun résultat n'avait été obtenu. Elle avait accepté les propositions présentées par le Président de l'Assemblée générale le 5 mai 1949, mais les représentants de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie n'avaient pas répondu et avaient causé l'échec des efforts du Groupe de conciliation. En conclusion, il déclarait que, sauf s'il se produisait un changement radical dans l'attitude de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie, ainsi que dans celle d'autres Etats qui appuyaient leur conduite, l'Organisation des Nations Unies devrait s'occuper de cette situation avec détermination.

Le Ministre des affaires étrangères de Bulgarie a présenté le rapport de son Gouvernement par lettre du 28 juin 1949 et a renvoyé au projet d'accord établi par le Groupe de conciliation au cours de la première partie de la troisième session ordinaire au sujet des relations diplomatiques, des conventions de frontière, des commissions mixtes de frontière, des réfugiés et des frontières. Le Gouvernement bulgare avait autorisé son représentant à signer ce projet d'accord, mais le Gouvernement grec avait refusé de reconnaître officiellement la frontière bulgaro-grecque et avait persisté à maintenir ses revendications territoriales à l'égard de l'Albanie. Il était évident que la reconnaissance des frontières constituait une condition essentielle à l'établissement de relations de bon voisinage et il apparaissait manifestement que le Gouvernement grec avait eu recours aux négociations non pas dans le sincère désir d'éliminer ses différends avec ses voisins septentrionaux mais à des fins de politique intérieure. Une déclaration du Président de l'Assemblée générale, indiquait-il, avait confirmé qu'il en était bien ainsi. Le Ministre des affaires étrangères de Bulgarie faisait l'historique des discussions qui avaient conduit au nouveau projet d'accord entre la Grèce et l'Albanie que le Président de l'Assemblée générale avait présenté le 15 mai 1949. Au lieu d'une reconnaissance catégorique, par la Grèce, de ses frontières septentrionales, ce projet offrait une formule obscure et inintelligible destinée à masquer le refus du Gouvernement grec de reconnaître les frontières actuelles. Ainsi, malgré le désir manifeste du Gouvernement bulgare d'aboutir à un accord, le refus du Gouvernement grec de renoncer à ses ambitions territoriales à l'égard de l'Albanie et de la Bulgarie avaient rendu vaines les conversations.

Le représentant permanent de la Yougoslavie auprès des Nations Unies a présenté le rapport de son Gouvernement par lettre du 4 juillet 1949. Il déclarait que, malgré le désir de la délégation yougoslave d'aboutir à un accord, les conversations qui avaient eu lieu au cours de la première partie de la troisième session ordinaire, sous les auspices du Groupe de conciliation, avaient échoué parce que le Gouvernement grec refusait de reconnaître publiquement l'actuelle frontière gréco-albanaise. Le Président de l'Assemblée générale avait souligné ce fait dans un communiqué de presse après l'ajournement des conversations. Lorsque le Groupe de conciliation avait repris ses travaux pendant la deuxième partie de la session, le Gouvernement grec avait gardé la même attitude, rendant ainsi tout accord impossible. Cette attitude négative du Gouvernement grec s'était traduite sous une forme particulièrement grave dans les nombreux désordres et incidents que les forces armées grecques avaient provoqués à la frontière yougoslave. Au cours des six mois écoulés, le Gouvernement yougoslave s'était trouvé dans l'obligation de protester contre 92 violations du territoire yougoslave et 24 violations de l'espace aérien de la Yougoslavie. Il a cité en particulier deux importantes attaques effectuées par les forces armées grecques sur le territoire yougoslave au cours du mois de mai. Ces provocations avaient pour but de rejeter sur les voisins septentrionaux de la Grèce la responsabilité de la lutte entre le Gouvernement grec et le peuple grec et de masquer aux

yeux de l'opinion mondiale l'intervention des Anglais et des Américains et leur responsabilité dans la guerre civile. En conclusion, le représentant de la Yougoslavie déclarait que le Gouvernement grec demeurait responsable de la non-application des recommandations de la résolution 193 (III) de l'Assemblée générale. Il était donc clair que le retour à la normale des relations sur la frontière yougoslavo-grecque ne dépendait pas du Gouvernement yougoslave.

Comme l'y invitait la résolution 193 (III), le Secrétaire général a communiqué ces rapports aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

f) Travaux de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans depuis le 22 octobre 1948

La Commission spéciale se composait de représentants de l'Australie, du Brésil, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Mexique, du Pakistan, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. La Pologne et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont refusé de participer aux travaux de la Commission spéciale pour la raison qu'elles avaient indiquée au cours des débats de l'Assemblée générale.

Conformément aux résolutions du 21 octobre 1947 et du 27 novembre 1948, la Commission spéciale a continué d'observer la mesure dans laquelle les pays intéressés se conformaient à ces résolutions, l'appui donné aux partisans grecs en Albanie, en Bulgarie et en Yougoslavie, et la situation aux frontières septentrionales de la Grèce. Comme l'indique le rapport de l'année dernière, elle a entretenu des groupes d'observation affectés à des zones déterminées le long de la frontière septentrionale de la Grèce. Le 18 février 1949, la Commission spéciale a créé le poste de chef des observateurs. Le chef des observateurs a notamment la responsabilité du personnel d'observation des Nations Unies ainsi que de l'équipement et du matériel affectés à ce personnel. Le 14 janvier 1949, la Commission spéciale a procédé à la réorganisation de ses sous-comités. Elle a constitué deux sous-comités composés de membres de toutes les délégations représentées à la Commission spéciale, le premier pour s'occuper des travaux des groupes d'observation, le second chargé des questions politiques.

Entre le 14 et le 22 mai, trois groupes spéciaux de membres de la Commission spéciale ont étudié la situation dans les régions frontières et conféré avec les observateurs et les autorités locales. On trouvera des détails sur l'œuvre accomplie à cet égard par la Commission spéciale dans son rapport à l'Assemblée générale, actuellement en cours de rédaction.

Le 12 janvier 1949, à la demande de la Commission spéciale, le Secrétaire général a appelé l'attention du Gouvernement de la Pologne et de celui de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur le paragraphe 10 de la résolution 193 (III) A, et leur a fait connaître que, le 11 janvier 1949, la Commission spéciale avait réaffirmé que des sièges à la Commission restaient réservés à la Pologne et à l'Union des Républiques socialistes soviétiques et qu'elle avait exprimé l'espoir que le Gouvernement de ces deux pays jugerait bon de participer à ces travaux en nommant ses représentants dans un proche avenir.

Le 2 février 1949, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès des Nations Unies a fait connaître au Secrétaire général que son Gouvernement avait déjà fait indiquer par la délégation à l'Assemblée générale la position qu'il avait prise à cet égard.

Par lettre du 18 janvier 1949, la Commission spéciale a attiré l'attention du Gouvernement de l'Albanie, de celui de la Bulgarie et de celui de la Yougoslavie sur les paragraphes 8 et 10 de la même résolution, et a exprimé l'espoir que ces Gouvernements lui apporteraient leur coopération dans l'accomplissement de sa tâche et nommeraient dans un proche avenir des agents de liaison auprès de la Commission. Le Secrétaire général a transmis ces lettres aux trois Gouvernements intéressés. Dans sa réponse, datée du 26 février 1947, le Vice-Président du Conseil des Ministres et Ministre des affaires étrangères de Bulgarie a rappelé les pourparlers de médiation qui avaient eu lieu pendant la première partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale. Malgré les efforts du Gouvernement bulgare, ils n'avaient abouti à aucun résultat positif à cause du refus du Gouvernement grec de reconnaître les frontières fixées par le traité de paix entre la Bulgarie et la Grèce ainsi que les frontières entre l'Albanie et la Grèce. C'était le Gouvernement grec qui était responsable de la situation anormale qui existait dans les Balkans, et non le Gouvernement des Etats du nord que la Commission spéciale, dans un esprit évidemment tendancieux et sans aucune justification, avait accusé dans son rapport. Dans ces conditions, le Gouvernement bulgare n'estimait pas possible de modifier son attitude antérieure touchant la coopération avec la Commission spéciale. Le représentant permanent de la Grèce auprès des Nations Unies, par lettre du 21 mars 1949, a déclaré notamment que c'était le Gouvernement bulgare qui avait refusé d'accepter un projet d'accord par lequel les deux Gouvernements seraient convenus d'exécuter les dispositions du traité de paix signé à Paris en 1947, ce qui montrait im-

plicitement, mais clairement, que la Grèce reconnaissait la frontière gréco-bulgare définie par ce traité.

Poursuivant ses travaux sur le problème des réfugiés, travaux dont fait mention le rapport de l'année dernière, la Commission spéciale a procédé à des consultations avec les représentants en Grèce de l'Organisation internationale pour les réfugiés et avec d'autres autorités et organisations. Le 3 mars 1949, le Secrétaire principal a fait connaître au Secrétaire général que les membres de la Commission spéciale s'étaient particulièrement émus des déclarations faites par certains membres des institutions des Nations Unies opérant en Grèce, déclarations que résumait un mémoire joint à la lettre. Les membres de la Commission spéciale estimaient que la situation misérable de ces réfugiés constituait un grave problème humanitaire sur lequel ils désiraient attirer l'attention du Secrétaire général. Le mémoire indiquait que 660.000 personnes, soit un dixième de la population de la Grèce, avaient demandé des secours et démontré qu'elles y avaient droit. Le nombre total des réfugiés approchait d'un million et le problème dépassait de loin la portée des programmes prévus et les ressources dont disposait la Grèce. L'essentiel de ce mémoire a paru, sous une forme résumée, dans le *Bulletin des Nations Unies* en date du 15 mars. Par lettre du 27 mai 1949, le Secrétaire général, après des consultations nombreuses et prolongées, a communiqué le mémoire de la Commission spéciale au Directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, à celui de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et à celui de l'Organisation mondiale de la santé. Le Directeur général de l'UNESCO a fait connaître au Secrétaire général que le Conseil exécutif de l'UNESCO serait saisi de ce mémoire lors de sa sixième session; le 23 juin, il a communiqué le texte d'une résolution par laquelle le Conseil exécutif décidait, sous réserve de l'approbation du Gouvernement grec, d'envoyer un membre du Conseil en Grèce pour entreprendre une enquête, d'ouvrir un crédit de 10.850 dollars à utiliser immédiatement comme témoignage du désir de l'UNESCO de répondre aux besoins scolaires des enfants réfugiés et ultérieurement de lancer parmi les œuvres une campagne d'appel de fonds pour contribuer à la solution du problème.

Le 14 avril 1949, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge à Genève a communiqué au Secrétaire général le texte d'une résolution, adoptée le 7 avril 1949 par le Comité exécutif de la Ligue, et où ce Comité demandait aux Nations Unies d'étudier les moyens qui permettraient d'élargir l'assistance aux réfugiés grecs en Grèce.

La Commission spéciale a été tenue au courant de l'activité de la Croix-Rouge nationale grecque et des institutions des Nations Unies en Grèce; elle a eu de nouvelles conversations officieuses avec les représentants de ces organisations.

La Commission a interrompu ses travaux généraux de conciliation pendant les pourparlers menés par le Groupe de conciliation nommé par la Première Commission, le 10 novembre 1948. Le 13 mai 1949, la Commission spéciale a demandé au Président de l'Assemblée générale des renseignements sur les résultats des conversations du Groupe de conciliation, parce qu'elle était en train d'étudier les moyens qui seraient les meilleurs pour reprendre son rôle conciliateur. Le 19 mai, le Président a informé la Commission spéciale des résultats obtenus (voir plus haut, section *c*). Par lettre du 27 mai 1949, la Commission spéciale a appelé l'attention du Gouvernement de l'Albanie, de celui de la Bulgarie, de celui de la Grèce et de celui de la Yougoslavie sur les recommandations qu'expriment les résolutions du 21 octobre 1947 et du 27 novembre 1948 de l'Assemblée générale, relatives à l'établissement de relations diplomatiques normales, à la question des conventions de frontière et à la question des réfugiés. La Commission spéciale précisait que ses bons offices demeuraient à la disposition des Gouvernements intéressés pour les aider à appliquer toute mesure envisagée en vue de l'application de ces recommandations. Le texte des quatre lettres a été communiqué pour information au Gouvernement polonais et à celui de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

La Commission spéciale est actuellement en train de rédiger son rapport à l'Assemblée générale.

C.–Question du Territoire libre de Trieste

a) Demande du Gouvernement de la République fédérative populaire de Yougoslavie

Par une lettre adressée au Secrétaire général le 28 juillet 1948, le représentant permanent de la Yougoslavie a fait parvenir une note de son Gouvernement au sujet du Territoire libre de Trieste. La note alléguait qu'un certain nombre de traités conclus avec l'Italie par le Commandement militaire allié de la zone anglo-américaine d'occupation de Trieste étaient en contradiction complète avec les obligations inscrites au Traité de paix avec l'Italie et avaient en définitive pour résultat l'incorporation économique de Trieste à l'Italie. D'après cette même note, l'incorporation de Trieste à l'Italie se réalisait non seulement par des accords de ce genre, mais encore par les décisions

administratives courantes que prend le Commandement militaire allié. Le Gouvernement yougoslave déclarait ne pouvoir s'empêcher d'établir un rapport entre ces atteintes à l'indépendance du Territoire libre de Trieste et la proposition bien connue du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique et de la France visant à incorporer Trieste à l'Italie. Le Gouvernement yougoslave attirait sur cette question l'attention du Conseil de sécurité, qui, en vertu du Traité de paix avec l'Italie, assure l'intégrité territoriale et l'indépendance du Territoire libre. Il priait donc le Conseil de sécurité de déclarer que les accords en question constituaient une infraction aux dispositions du Traité de paix avec l'Italie relatives au Territoire libre, de prendre des mesures pour dénoncer ces accords, puisqu'ils créaient une situation de nature à menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et de veiller à ce que les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni respectent leurs obligations internationales, afin de garantir l'indépendance du Territoire libre de Trieste.

b) Examen de la demande yougoslave par le Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité a examiné la question au cours des séances qu'il a tenues entre le 4 et le 19 août 1948. Le 4 août, le représentant de la Yougoslavie a été invité à participer aux débats et il a apporté des précisions sur les accusations portées dans la note de son Gouvernement.

Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France ont déclaré que les accusations du Gouvernement yougoslave étaient dénuées de fondement. A leur avis, le Commandement militaire allié a administré la zone anglo-américaine en respectant la lettre et l'esprit des clauses pertinentes du Traité de paix avec l'Italie, et conformément aux règles du droit international relatifs au fonctionnement des gouvernements militaires en territoire occupé. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, tout en insistant pour modifier un traité qui n'est pas satisfaisant, continueront, ont-ils dit, en attendant qu'une nouvelle solution intervienne, à considérer le Traité comme obligatoire. La déclaration du 20 mars 1948 des trois Puissances est due en partie au retard dans la nomination d'un gouverneur et en partie au fait que la situation peu satisfaisante qui règne dans la zone yougoslave et l'incorporation virtuelle de cette zone à la Yougoslavie avaient amené les trois Gouvernements à constater que le règlement prescrit dans le Traité de paix était devenu inapplicable. Des accusations précises ont été portées au sujet de modifications mises en vigueur dans la zone yougoslave.

Les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la République socialiste soviétique d'Ukraine ont appuyé les accusations yougoslaves d'après lesquelles les accords conclus avec l'Italie par l'administration militaire alliée avaient violé le Traité de paix avec l'Italie et ont insisté pour que le Conseil de sécurité examine rapidement la question du choix d'un gouverneur pour le Territoire libre. Ils se sont également déclarés favorables aux mesures que la note yougoslave invitait le Conseil de sécurité à prendre.

c) Projets de résolutions déposés par la Yougoslavie et par la République socialiste soviétique d'Ukraine

Le représentant de la Yougoslavie a déclaré qu'à son avis, il ne s'agissait pas d'un problème juridique d'interprétation des textes, mais essentiellement d'un problème politique, celui de savoir si l'on voudrait appliquer sans arrière-pensée les clauses du Traité de paix. Le 13 août, il a déposé un projet de résolution aux termes duquel le Conseil de sécurité devait décider que les accords conclus le 9 mars 1948 entre le Commandement militaire allié et le Gouvernement italien étaient en contradiction absolue avec les engagements pris par les Puissances alliées et associées et l'Italie en vertu du Traité de paix avec l'Italie, et devait déclarer ces accords nuls et non avenus. En outre, le projet de résolution demandait au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et à celui du Royaume-Uni de s'abstenir à l'avenir de toute action contraire aux dispositions du Traité de paix.

Le 19 août, le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine a déposé un autre projet de résolution qui constatait que le retard apporté à la nomination d'un gouverneur pour le Territoire libre de Trieste avait rendu plus difficiles l'application du Traité de paix avec l'Italie et celle des décisions du Conseil des Ministres des affaires étrangères en date du 22 avril 1947, et réclamait en conséquence la solution immédiate de cette question.

d) Décision prise par le Conseil de sécurité le 19 août 1948

Le 19 août 1948, le Conseil de sécurité a voté sur ces deux projets de résolution. La résolution yougoslave a été repoussée par 2 voix pour (République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des Républiques socialistes soviétiques), zéro contre, avec 9 abstentions. Le projet de résolution de l'Ukraine a été repoussé par 4 voix pour (Chine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Syrie et Union des Républiques socialistes soviétiques), zéro contre, avec 6 abstentions. Le représentant du

Royaume-Uni, estimant que la proposition de l'Ukraine n'avait pas été déposée dans les formes, n'a pas pris part au vote sur ce projet de résolution.

Le Conseil de sécurité demeure saisi de la question du Territoire libre de Trieste.

D.–Désignation d'un gouverneur du Territoire libre de Trieste

Le dernier rapport annuel mentionne que le Conseil de sécurité avait recommencé, le 9 mars 1948, à étudier la désignation d'un gouverneur du Territoire libre de Trieste et que, à l'issue d'un échange de vues, le Conseil avait décidé d'ajourner l'examen de cette question et de ne le reprendre qu'à la demande d'un membre du Conseil.

Le 8 février 1949, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé au Conseil d'examiner cette question à l'une de ses prochaines séances.

Le Conseil de sécurité a examiné cette question le 17 février 1949. A cette occasion, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiqus a déclaré que tout nouveau retard dans la nomination d'un gouverneur du Territoire libre de Trieste était inadmissible étant donné les dispositions du Traité de paix avec l'Italie et la décision prise au sujet du Territoire libre par le Conseil des Ministres des affaires étrangères. Il a rappelé qu'en 1947, le représentant du Royaume-Uni avait proposé le nom du colonel Flückiger au Sous-Comité que le Conseil avait créé pour recueillir des renseignements sur les candidats au poste de gouverneur. Le Sous-Comité n'avait élevé aucune objection contre cette candidature. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déposé un projet de résolution selon lequel le Conseil de sécurité, tenant compte des dispositions du Traité de paix avec l'Italie et de la décision du 12 décembre 1946 du Conseil des Ministres des affaires étrangères, nommait le colonel Flückiger Gouverneur du Territoire libre de Trieste.

Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni ont déclaré que leurs Gouvernements respectifs avaient abouti à cette conclusion que les dispositions du Traité de paix relatives au Territoire libre étaient devenues caduques. Ils ont rappelé que, dans leur déclaration commune du 20 mars 1948, ils avaient proposé de reviser ces dispositions parce qu'il ressortait des débats du Conseil de sécurité que l'accord ne pouvait se faire sur le choix d'un gouverneur et parce qu'il n'était plus contestable que la Yougoslavie s'était pratiquement incorporé la zone yougoslave en employant des procédés qui ne respectaient pas le désir des Puissances de donner au Territoire libre un statut indépendant et démocratique. Le sentiment de ces trois Gouvernements n'avait pas changé; il était donc inutile que le Conseil de sécurité examinât la nomination d'un gouverneur. Le Conseil a poursuivi la discussion de cette question le 21 février 1949.

A la demande du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question le 28 mars et le 10 mai 1949.

Le projet de résolution présenté par ce représentant a été mis aux voix le 10 mai. Il n'a pas été adopté, 2 représentants s'étant prononcés en sa faveur et 9 s'étant abstenus.

Le Conseil de sécurité reste saisi de la question.

E.–Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948, par la République française, les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni (blocus de Berlin)

a) Notifications identiques du 29 septembre 1948

Le 29 septembre 1948, le Secrétaire général a reçu des Gouvernements de la République française, des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni des notifications identiques, attirant son attention sur la grave situation qui résultait de l'institution unilatérale, par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de restrictions sur les transports et communications entre les zones occidentales d'occupation en Allemagne et Berlin. Ces notifications déclaraient que l'action du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques était contraire à ses obligations suivant l'Article 2 de la Charte et créait une menace à la paix au sens du Chapitre VII de la Charte. Dans ces circonstances, les trois Etats estimaient qu'il n'était plus possible de recourir aux moyens de règlement prescrits par l'Article 33 de la Charte et se trouvaient dans l'obligation de déférer au Conseil de sécurité les actes du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de demander au Conseil d'examiner la question le plus tôt possible.

b) Inscription des notifications à l'ordre du jour du Conseil de sécurité

Les notifications de même teneur ont été inscrites à l'ordre du jour provisoire de la séance du 4 octobre 1948 du Conseil de sécurité. L'adoption de l'ordre du jour a donné lieu à une discussion approfondie sur la compétence du Conseil pour traiter de la question.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la question de Berlin ne relevait pas de la compétence du Con-

seil. En le soumettant à son examen, on violerait ouvertement l'Article 107 de la Charte, qui dispose que les questions relatives à l'Allemagne seront résolues par les Etats auxquels incombe l'occupation de ce pays. Etant donné les Accords internationaux conclus par les grandes Puissances, notamment les Accords de Yalta et de Potsdam, la question allemande était un problème que devaient trancher les Etats intéressés et qui, par conséquent, ne pouvait prêter à examen d'aucune autre façon que de la façon prévue par ces Accords. En conséquence, toutes les questions relatives à l'Allemagne devaient se trancher par voie de négociations directes entre les Etats auxquels incombait le soin de la chose publique dans toute l'Allemagne et dans ses diverses régions ou zones, notamment à Berlin, sa capitale.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a donc, dans une note du 3 octobre 1948, proposé la convocation du Conseil des Ministres des affaires étrangères comme étant la seule voie légitime qui fût conforme à la Charte des Nations Unies, ainsi qu'aux accords internationaux en vigueur. Ainsi, l'affirmation que le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques refuserait de recourir à la procédure de règlement pacifique des différends était dénuée de tout fondement et ne correspondait pas aux faits, puisque le Conseil des Ministres des affaires étrangères était créé pour veiller au règlement pacifique de toutes les questions relatives aux pays ex-ennemis, et en particulier à l'Allemagne.

En outre, il n'y avait aucun fondement dans l'allégation suivant laquelle les restrictions apportées par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques aux transports et aux communications entre les zones occidentales d'occupation en Allemagne et Berlin créaient une situation qui constituait une menace contre la paix et la sécurité internationales, puisque, en fait, il n'existait aucun blocus et que les mesures en question avaient un caractère purement défensif. Ces mesures étaient devenues nécessaires du fait des réformes monétaires opérées dans les zones occidentales de l'Allemagne, à la suite desquelles Berlin et toute la zone d'occupation soviétique en Allemagne risquaient de se trouver menacées par la nouvelle monnaie qui, venant des zones occidentales, pénétrerait dans Berlin et dans la zone d'occupation soviétique. Sans les agissements agressifs des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France, il n'y aurait pas de question de Berlin, puisque l'Union des Républiques socialistes soviétiques n'aurait pas été forcée d'adopter des mesures défensives de rétorsion.

Pour les motifs mentionnés ci-dessus, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est déclaré opposé à l'inscription de la question de Berlin à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que les dispositions de l'Article 107 de la Charte ne s'appliquaient pas au cas présent, puisque, contrairement à ce que prétendait le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'affaire présentée au Conseil n'avait pas trait à l'ensemble de la question allemande. Il s'agissait d'une menace contre la paix et la sécurité internationales du fait de l'imposition et du maintien du blocus soviétique de Berlin et d'autres mesures prises contre les trois autres Puissances occupantes. L'Article 107 n'avait pas pour objet d'empêcher que tout différend opposant les Puissances victorieuses fût soumis au Conseil de sécurité, mais d'empêcher toute intervention des anciens Etats ennemis dans les mesures prises par les Puissances victorieuses, dans les limites de la responsabilité qui leur a été fixée. Tel était le sens de l'Article 107, et qui ressortait très clairement des termes du paragraphe premier de l'Article 43.

Le représentant du Royaume-Uni s'est associé à la déclaration du représentant des Etats-Unis d'Amérique, et a souligné que l'action entreprise par l'Union des Républiques socialistes soviétiques dans l'affaire de Berlin visait avec précision les trois Puissances occidentales et la position qu'elles occupaient en Allemagne, et non pas l'Allemagne. C'était la position et les droits de ces Puissances qui étaient directement atteints ou lésés par l'action de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Le représentant de la France a déclaré qu'à son avis aussi, l'Article 107 ne s'appliquait pas au cas présent, puisque les mesures prises par les autorités soviétiques étaient dirigées contre les Puissances occupantes et non contre un Etat ex-ennemi.

Après un court débat auquel ont pris part les représentants de l'Argentine, de la Belgique et de la Syrie, le Président a mis aux voix l'adoption de l'ordre du jour. L'ordre du jour a été adopté par 9 voix contre 2 (République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des Républiques socialistes soviétiques).

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et celui de la République socialiste soviétique d'Ukraine ont déclaré que leur délégation ne participerait pas à l'examen de la question de Berlin au Conseil de sécurité parce qu'elle était inscrite à l'ordre du jour en violation de l'Article 107 de la Charte.

c) Discussion générale

Le 6 octobre 1948, les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France

ont exposé au Conseil de sécurité comment leurs Gouvernements envisageaient le fond de la question de Berlin.

Ils ont déclaré que ces trois Etats étaient à Berlin en vertu du droit qui découlait de la défaite totale de l'Allemagne et que la situation de leurs pays en tant que Puissances occupantes à Berlin, non seulement avait été confirmée par l'usage pendant près de trois ans, mais avait fait l'objet d'accords particuliers conclus entre les quatre Puissances et qui reconnaissaient la région de Berlin comme un territoire international qu'elles devaient occuper et administrer conjointement. Les droits des quatre Puissances occupantes découlaient de la même source et étaient identiques en ce qui concernait la liberté d'accès, l'occupation et l'administration de la région.

Bien qu'il ait reconnu ces droits, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est efforcé, sous divers prétextes, par un blocus illégitime et unilatéral, de contraindre les Puissances occidentales à quitter Berlin et de les obliger à abandonner les droits et les responsabilités qui leur appartenaient dans cette ville.

L'arrêt presque complet des transports et des communications qu'avait ordonné l'administration militaire soviétique, appuyée par la présence de forces armées soviétiques dans la zone d'occupation soviétique en Allemagne, était, de toute évidence, une menace de recours à la force contre les Puissances occidentales occupantes, et cette menace était incompatible avec les buts des Nations Unies. Le différend présenté au Conseil de sécurité était caractérisé par le fait que le blocus soviétique était maintenu, et que la menace à la paix que représentait ce blocus subsistait elle aussi.

Après avoir rappelé les mesures que l'Union soviétique avait commencé de prendre en janvier 1948 et qui ont atteint, dans le blocus de Berlin, leur point culminant, les représentants des Puissances occidentales ont indiqué les diverses dispositions prises par leurs Gouvernements pour tenter de parvenir à un accord avec l'Union des Républiques socialistes soviétiques par voie de négociations directes. Le long déroulement des négociations a prouvé que tous les efforts tendant à régler sur place la question de Berlin étaient vains. Les trois Puissances occidentales ont alors fait une tentative officieuse auprès des autorités soviétiques à Moscou. A la suite d'entrevues avec M. Staline, Président du Conseil, et M. Molotov, Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, un accord de principe avait été conclu le 30 août 1948. A ce moment, les quatre Etats s'étaient entendus sur le texte d'une instruction à envoyer aux gouverneurs militaires de Berlin, qui leur prescrivait de mettre au point les mesures d'application des dispositions énoncées dans cette instruction. Mais les négociations qui se sont poursuivies à Berlin entre les gouverneurs militaires n'ont donné aucun résultat parce que l'attitude adoptée par le gouverneur militaire soviétique était incompatible avec les instructions convenues.

De nouveaux entretiens avec le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques touchant l'application de l'Accord de Moscou n'ont produit aucun résultat, et les Puissances occidentales n'ont eu d'autre recours que de porter à la connaissance du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, par des notes identiques en date du 26 septembre 1948, que, fidèles à leurs obligations aux termes de la Charte des Nations Unies, elles allaient saisir le Conseil de sécurité de la menace contre la paix que constituait le blocus de Berlin.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré cependant que le fait de saisir le Conseil de cette question en vertu du Chapitre VII de la Charte ne signifiait pas que le Conseil ne pût utiliser le mécanisme de règlement pacifique prévu par les autres patries de la Charte; le représentant du Royaume-Uni s'est associé à ce point de vue.

Lors de la réunion du 15 octobre 1948, le Président du Conseil de sécurité, représentant de l'Argentine, a déclaré que, d'accord avec les représentants de la Belgique, du Canada, de la Chine, de la Colombie et de la Syrie, il avait décidé d'inviter les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni, de la France et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à exposer les circonstances dans lesquelles ont été mises en vigueur les restrictions imposées aux communications, aux transports et au commerce entre Berlin et les zones occidentales de l'Allemagne, d'une part, et, d'autre part, entre ces zones occidentales et la zone soviétique, ainsi que les modalités de leur application et la situation actuelle. Les représentants en question étaient également priés de donner des explications détaillées sur l'accord constitué par les instructions données aux gouvernements militaires des quatre Puissances à Berlin et d'indiquer les raisons précises pour lesquelles cet accord n'avait pu être mis à exécution.

Les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France ont déclaré qu'ils répondraient à ces questions lors d'une séance ultérieure du Conseil. Ils ont en effet, le 19 octobre 1948, présenté une réponse circonstanciée.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a rappelé que sa délégation avait déjà déclaré qu'il lui serait impossible de prendre part à l'examen de la question de Berlin devant le Conseil de sécurité. Comme il l'avait déclaré au Conseil, toute cette question d'une prétendue menace à la paix était purement artificielle

et la question de Berlin ne se serait pas posée si les Puissances occidentales n'avaient au préalable violé l'Accord. Il avait, en même temps, indiqué que ce n'était pas au Conseil de sécurité de s'occuper de l'affaire, mais qu'il fallait la régler selon la procédure légale, prévue par les accords spéciaux conclus entre les quatre Puissances intéressées. La délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques estimait donc ne pas pouvoir répondre aux deux questions posées par le Président du Conseil.

Lors de la séance du 22 octobre 1948 du Conseil de sécurité, les représentants de l'Argentine, de la Belgique, du Canada, de la Chine, de la Colombie et de la Syrie ont présenté un projet commun de résolution qui invitait notamment les quatre Gouvernements : *a*) à abolir immédiatement et simultanément toutes les restrictions que les parties avaient imposées, après le 1er mars 1948, aux communications, aux transports et au commerce entre Berlin et les zones occidentales de l'Allemagne, ainsi que les restrictions imposées aux transports et au commerce à l'entrée et à la sortie de la zone soviétique d'Allemagne ; *b*) à réunir immédiatement les quatre gouverneurs militaires en vue d'élaborer les arrangements relatifs à l'unification monétaire, à Berlin, sur la base du mark allemand, de la zone soviétique et aux termes et conditions définis dans les instructions conjointes adoptées à Moscou, le 30 août 1948, par les quatre Gouvernements. Le projet de résolution déclarait que les mesures énoncées sous *b*) devraient avoir reçu pleine exécution au 20 novembre 1948 et que, par la suite, les négociations devraient reprendre au Conseil des Ministres des affaires étrangères sur toute question en suspens relative à l'Allemagne dans son ensemble.

Lors de la réunion suivante du Conseil, tenue le 25 octobre 1948, les représentants de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique ont déclaré que leurs Gouvernements acceptaient le projet de résolution présenté par le Président au nom des six pays neutres, parce qu'il offrait une issue honorable pour tous.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le projet de résolution ne prévoyait ni la levée simultanée des restrictions, ni l'introduction du mark allemand de la zone soviétique en tant que seule monnaie légale à Berlin, comme l'envisageaient les instructions conjointes adoptées le 30 août 1948 par les quatre Gouvernements, et qu'il était donc en contradiction flagrante avec ces instructions. Aux termes de ce projet, il fallait lever immédiatement les restrictions que les autorités soviétiques avaient imposées pour parer aux conséquences de la réforme monétaire opérée à Berlin par les Puissances occidentales, tandis qu'au même moment, l'on commencerait, non l'introduction effective du mark soviétique dans toutes les zones de Berlin, mais seulement la discussion à ce sujet. La délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques voterait donc contre le projet de résolution.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait alors observer que la question dont le Conseil était saisi n'était pas celle des instructions, mais celle de la menace contre la paix créée par les mesures de blocus imposées par l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Il a déclaré que le Gouvernement des Etats-Unis était prêt à discuter en Conseil des Ministres des affaires étrangères toute question relative à l'Allemagne dans son ensemble, notamment l'unification de l'Allemagne et Berlin, ainsi que toutes les questions qui se rattachaient à l'institution d'une monnaie unique à Berlin, pourvu que l'Union des Républiques socialistes soviétiques ait levé les mesures unilatérales de blocus qu'elle avait édictées, sans quoi il ne saurait y avoir de négociations.

Le projet de résolution proposé par les représentants de l'Argentine, de la Belgique, du Canada, de la Chine, de la Colombie et de la Syrie a été mis aux voix au cours de la même séance (25 octobre). Il a recueilli 9 voix contre 2 (République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des Républiques socialistes soviétiques). Un des membres permanents du Conseil de sécurité ayant voté contre le projet de résolution, il n'a pas été adopté. Le Conseil de sécurité reste donc saisi de la question.

d) Efforts entrepris en dehors du Conseil de sécurité

Grâce aux efforts de M. Bramuglia, Président du Conseil de sécurité, les quatre Puissances intéressées ont accepté, pendant que le Conseil siégeait à Paris, la création d'un comité technique qui serait composé d'experts en finances, désignés par les membres neutres du Conseil de sécurité, et d'un représentant du Secrétaire général, pour examiner les moyens d'instituer à Berlin une monnaie unique sous le contrôle des quatre Puissances, et présenter des recommandations à cet égard.

Le 11 février 1949, le Comité a présenté un long rapport confidentiel, indiquant au Président du Conseil de sécurité que le Comité n'avait pas été en mesure de parvenir à une solution acceptable pour les deux parties. Ce rapport a été rendu public par le Président, le 15 mars 1949, sous forme d'un communiqué de presse ; le Conseil de sécurité n'a pas examiné le rapport lui-même.

En avril 1949, il a été annoncé que ces entretiens officieux relatifs à la question de Berlin avaient eu lieu entre M. Malik, représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et

M. Jessup, représentant des Etats-Unis d'Amérique. Par la suite, le représentant du Royaume-Uni et celui de la France ont été invités à prendre part aux négociations. Le 4 mai 1949, une déclaration officielle annonçait que tous les problèmes suscités par la situation à Berlin avaient fait l'objet d'un examen et que l'accord s'était fait sur toutes les importantes questions de principe. Le 4 mai 1949, les représentants de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique ont adressé au Secrétaire général une lettre le priant de bien vouloir porter à la connaissance des membres du Conseil de sécurité le fait que leurs Gouvernements avaient conclu avec le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques un accord sur la question de Berlin. Cette lettre était accompagnée du texte d'un communiqué qui annonçait que les quatre Puissances avaient conclu un accord aux termes duquel toutes les restrictions instituées depuis le 1er mars 1948 par toutes les parties, sur les communications, les transports et le commerce entre Berlin et chacune des zones d'occupation en Allemagne, ainsi que d'une zone à l'autre, seraient levées à la date du 12 mai 1949 et que, le 23 mai 1949, une réunion du Conseil des Ministres des affaires étrangères aurait lieu à Paris pour examiner les questions relatives à l'Allemagne et les problèmes suscités par la situation à Berlin, y compris la question de la monnaie dans cette ville.

Lors de la sixième session du Conseil des Ministres des affaires étrangères qui s'est tenue à Paris du 23 mai 1949 au 20 juin 1949, il a été convenu que les autorités d'occupation procéderaient à Berlin, sur une base quadripartite, à des consultations qui porteraient en particular sur les relations commerciales, financières et économiques, le mouvement des personnes et des marchandises et l'échange d'informations entre les zones occidentales et la zone orientale, ainsi qu'entre Berlin et les zones, et sur les questions d'intérêt commun relatives à l'administration des quatre secteurs de Berlin. Les autorités d'occupation pourraient faire appel à l'aide d'experts allemands et d'organismes allemands compétents. Elles prendraient les mesures nécessaires pour assurer, dans des conditions normales, le fonctionnement des transports par chemin de fer, par eau et par route, et recommanderaient aux principaux organismes économiques allemands des différentes zones de faciliter l'établissement de liens économiques plus étroits entre les zones. Les quatre Etats sont convenus, en outre, que l'Accord conclu à New-York, le 4 mai 1949, demeurerait en vigueur.

Au cours de la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale, les quatre Gouvernements échangeraient des vues sur la date de la prochaine session du Conseil des Ministres des affaires étrangères relative à l'Allemagne et sur les autres arrangements à prévoir à ce sujet.

F.–Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Bulgarie et en Hongrie

Le 16 mars 1949, le Gouvernement bolivien a demandé l'inscription de la question suivante à l'ordre du jour de la deuxième partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale: "Etude du procès contre le cardinal hongrois Mindszenty, en relation avec l'Article premier, paragraphe 3, et l'Article 55, alinéa c, de la Charte."

Le 19 mars 1949, le Gouvernement australien a demandé l'inscription à ce même ordre du jour de la question suivante: "Le respect des libertés et droits fondamentaux de l'homme en Bulgarie et en Hongrie, et notamment la question des libertés religieuses et civiques, telle qu'elle s'est posée, en particulier, à l'occasion des procès qui ont eu lieu récemment contre des dignitaires de l'Eglise."

Au cours des débats que le Bureau a consacrés à l'inscription de cette question à l'ordre du jour, le représentant de l'Australie et celui de la Bolivie ont accepté de fondre en un seul texte les deux questions présentées séparément par eux; voici ce texte: "La question du respect, en Bulgarie et en Hongrie, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, eu égard aux dispositions de la Charte et des Traités de paix, et notamment la question des libertés religieuses et civiques, telle qu'elle s'est posée, en particulier, à l'occasion des procès qui ont eu lieu récemment contre des dignitaires ecclésiastiques."

Les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Pologne au Bureau de l'Assemblée ont exprimé l'avis qu'il ne fallait pas inscrire cette question à l'ordre du jour, puisqu'elle concernait uniquement la juridiction nationale de la Bulgarie et de la Hongrie et qu'il n'y avait pas encore "chose jugée", aucune décision n'ayant encore été prise au sujet des pourvois en appel contre ce jugement. Ils ont également déclaré que l'Assemblée générale n'était pas compétente pour examiner cette affaire, puisque l'Article 107 de la Charte place la question des traités de paix et celle de leur application en dehors de la juridiction de l'Assemblée générale, et qu'en outre les Traités de paix avec la Bulgarie et la Hongrie prévoient eux-mêmes une procédure spéciale pour régler tout différend qui surgit au sujet de leur application ou de leur interprétation.

Sur la recommandation du Bureau, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour et de la renvoyer à la Commission politique spéciale pour qu'elle l'examine et soumette un rapport à son sujet.

Avant d'aborder la discussion générale, le Bureau a décidé d'inviter le représentant de la Bulgarie et celui de la Hongrie à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question. Le Secrétaire général a communiqué cette décision au Gouvernement de la Bulgarie et à celui de la Hongrie.

La Commission politique spéciale a examiné la question entre le 19 et le 22 avril 1949. Après la clôture des débats et l'adoption d'une résolution, le Secrétaire général a reçu la réponse du Gouvernement bulgare et celle du Gouvernement hongrois; ils déclaraient qu'ils ne pouvaient accepter l'invitation qui leur était adressée pour cette principale raison que l'Organisation des Nations Unies n'avait pas à connaître de cette question, laquelle, à leur avis, relevait de la juridiction nationale des Etats intéressés.

Le 22 avril, le Bureau, après avoir repoussé divers amendements, a adopté, par 34 voix contre 6, avec 11 abstentions, un projet de résolution présenté par la Bolivie. La majorité du Bureau estimait que la question relevait de la compétence de l'Organisation des Nations Unies, mais qu'il n'était pas opportun, au stade actuel, que l'Assemblée générale ouvrît une enquête sur les actes qu'auraient commis la Bulgarie et la Hongrie et qui seraient contraires aux buts de l'Organisation des Nations Unies et à l'obligation qui incombe à ces pays, en vertu des Traités de paix, d'assurer à tous, dans leur juridiction respective, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales; en effet, plusieurs Etats, signataires des Traités de paix avec la Bulgarie et la Hongrie, avaient déjà fait des démarches conformément aux clauses des Traités.

Les représentants de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie, qui ont voté contre la résolution, ont déclaré que les Nations Unies n'ont pas compétence pour intervenir dans cette affaire, qui, à leur avis, relève de la juridiction nationale des Etats intéressés. Ils ont fait observer que l'examen de cette question par l'Assemblée générale serait en contradiction avec la procédure établie dans les Traités de paix. Ils ont également souligné que les procès intentés en Bulgarie et en Hongrie contre des dignitaires ecclésiastiques ou des prêtres avaient eu pour motif, non pas la situation des accusés, mais le fait que ces personnes avaient commis des crimes tombant sous le coup de la législation pénale des pays intéressés.

L'Assemblée générale a examiné le rapport de la Commission politique spéciale les 29 et 30 avril, et a adopté par 34 voix contre 6, avec 9 abstentions, la résolution proposée par la Commission.

Dans cette résolution, l'Assemblée générale a exprimé le profond souci que lui inspiraient les graves accusations portées contre le Gouvernement de la Bulgarie et celui de la Hongrie, a noté avec satisfaction que plusieurs Etats signataires des Traités de paix avec la Bulgarie et la Hongrie avaient déjà pris des mesures touchant ces accusations, a attiré l'attention du Gouvernement de la Bulgarie et de celui de la Hongrie sur les obligations qui leur incombent en vertu des Traités de paix et a décidé de garder la question inscrite à l'ordre du jour de la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale.

G.–La question de l'Espagne franquiste

Le représentant de la Pologne ayant demandé, le 19 août 1948, l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la troisième session ordinaire, l'Assemblée générale a, le 24 septembre 1948, renvoyé à la Première Commission, pour qu'elle l'examine et fasse rapport à son sujet, la question suivante: "Question de l'Espagne franquiste; mise en œuvre des résolutions et des recommandations adoptées par l'Assemblée générale le 12 décembre 1946 et le 17 novembre 1947."

Au cours des débats en commission, qui ont commencé le 4 mai 1949, un certain nombre de représentants ont appuyé un projet de résolution déposé par le représentant de la Pologne, projet qui réaffirmait la condamnation antérieure du régime franquiste par l'Assemblée et qui recommandait à tous les Etats Membres de cesser d'exporter vers l'Espagne du matériel de guerre et du matérial d'intérêt stratégique et de ne pas conclure d'accords ou de traités avec l'Espagne franquiste. D'après le préambule du projet de résolution, le renforcement des restrictions adoptées en 1946 n'est pas justifié uniquement par l'évolution récente de la situation intérieure en Espagne, mais aussi par le fait qu'au cours des dernières années, les relations diplomatiques et économiques entre le Gouvernement espagnol et plusieurs autres pays, particulièrement les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, s'étaient renforcées, ce qui avait empêché l'institution d'un régime démocratique.

D'autres représentants se sont déclarés en faveur d'un projet de résolution présenté conjointement par la Bolivie, le Brésil, la Colombie et le Pérou et demandant que l'Assemblée générale laissât aux Etats Membres une entière liberté d'action en ce qui concerne leurs relations diplomatiques avec l'Espagne. Cette nouvelle version de la résolution de 1946 reposait sur le fait qu'une proposition visant à confirmer la résolution du 12 décembre 1946 n'avait pas obtenu la majorité requise des deux tiers des voix à la deuxième session, en 1947, et qu'à la suite de ce vote plusieurs Mem-

bres de l'Organisation avaient accrédité à Madrid des ambassadeurs et des ministres plénipotentiaires.

C'est ce projet commun de résolution que, dans son rapport, la Première Commission a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter. Mis aux voix le 16 mai 1949 à l'Assemblée, il n'a pas obtenu (26 voix pour, 15 contre, 16 abstentions) la majorité requise des deux tiers.

L'Assemblée générale a ensuite voté sur le projet de résolution polonais qui lui avait été de nouveau soumis après son échec à la Première Commission; il a été repoussé par 40 voix contre 6, avec 7 abstentions.

Au cours des débats en commission et en séance plénière, un certain nombre de représentants ont exprimé, sous des formes différentes, le désir de maintenir la condamnation antérieure du régime franquiste, mais ils ont estimé que les arguments présentés n'étaient pas suffisants pour justifier de nouvelles restrictions, qui seraient dans l'ensemble préjudiciables au peuple espagnol.

Les deux projets de résolution soumis à l'Assemblée générale ayant été repoussés, l'attitude de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'Espagne franquiste n'a pas changé.

H.–La question de l'indépendance de la Corée

Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son dernier rapport annuel, l'Assemblée générale a adopté, le 14 novembre 1947, une résolution portant création de la Commission temporaire des Nations Unies pour la Corée et assignant à cette Commission un certain nombre de tâches destinées à rétablir l'indépendance nationale de la Corée. La Commission a commencé ses travaux en Corée en janvier 1948. Le dernier rapport annuel du Secrétaire général traite de l'activité qu'elle a déployée jusqu'au 24 mai 1948, telle qu'elle ressort de la première partie de son rapport à l'Assemblée générale. La deuxième partie de ce rapport porte sur la période comprise entre le 24 juillet et le 14 octobre 1948; en voici le résumé.

a) Consultations entre le Gouvernement coréen et la Commission temporaire

Le 10 juin 1948, la Commission temporaire a décidé de faire savoir aux députés élus à l'Assemblée nationale coréenne par le vote du 10 mai 1948 que la Commission était prête à procéder avec eux à toutes les consultations qu'ils pourraient désirer sur la façon dont elle comptait poursuivre l'exécution de son mandat.

Dans une lettre du 6 août 1948, le président Rhee a informé la Commission temporaire de la formation du Gouvernement de la République de Corée. Dans la même lettre, le président proposait des consultations avec la Commission, en se fondant en particulier sur le paragraphe 4 de la résolution 112 (II) B adoptée par l'Assemblée générale le 14 novembre 1947, relatif à la constitution de forces nationales de sécurité, la prise en charge des fonctions gouvernementales et le retrait des forces d'occupation. Le 14 août 1948, la Commission temporaire a décidé, par 4 voix contre 2, avec une abstention, d'accéder à la requête du président; elle a laissé à son Comité principal le soin de procéder aux consultations. Ce Comité a conféré, le 25 août, avec des représentants du Ministère des affaires étrangères de la République de Corée. Ces représentants ont fait connaître au Comité que les négociations entre leur Gouvernement et les autorités des Etats-Unis se poursuivaient à la satisfaction des deux parties, qu'un accord provisoire sur le transfert au Gouvernement coréen du commandement des forces de sécurité existantes avait été signé le 24 août 1948 et que, pour l'instant, il n'y avait aucune question sur laquelle le Gouvernement coréen désirât consulter la Commission.

b) Rédaction de la deuxième partie du rapport de la Commission temporaire à l'Assemblée générale

Conformément à la décision prise le 19 août 1948, par la Commission temporaire, un Comité de rédaction a quitté Séoul pour Lake Success afin de rédiger la deuxième partie du rapport à l'Assemblée générale. La Commission temporaire, arrivée elle-même un peu plus tard à Lake Success, a adopté, le 15 octobre 1948, à Paris, le texte définitif de la deuxième partie de son rapport.

Dans cette deuxième partie, la Commission a déclaré que l'instauration d'une procédure de négociations pacifiques était une nécessité urgente et qu'elle devait intervenir avant que l'évacuation des forces militaires d'occupation n'abandonnât la Corée à l'arbitraire de régimes politiques rivaux, dont les forces armées pourraient se trouver entraînées dans une guerre fratricide. Faisant observer que la question de la Corée n'était qu'un aspect particulier des antagonismes dont souffrent présentement les relations internationales, la Commission a cependant exprimé sa conviction qu'on pouvait espérer qu'avec le temps s'atténuerait la tension qui régnait entre le nord et le sud de la Corée. Elle estimait que l'Assemblée générale devait rester saisie de ce problème, rechercher la pleine coopération de tous les Etats Membres et prendre telles autres mesures qu'elle jugerait nécessaires pour assurer l'indépendance nationale et l'unité de la Corée.

Le 17 septembre 1948, la Commission temporaire a décidé de se rendre à Paris pour assister

aux débats de l'Assemblée générale sur la question coréenne.

c) EXAMEN DE LA QUESTION CORÉENNE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE PENDANT LA PREMIÈRE PARTIE DE SA TROISIÈME SESSION

i) *Discussion à la Première Commission*

Le 24 septembre 1948, l'Assemblée générale a renvoyé à la Première Commission, pour examen et rapport, le rapport de la Commission temporaire des Nations Unies pour la Corée et le rapport de la Commission intérimaire sur les consultations que la Commission temporaire lui avait demandées au sujet de la Corée.

Le 15 novembre, avant que la Première Commission n'eût abordé l'examen de la question coréenne inscrite à son ordre du jour, le représentant de la Tchécoslovaquie a proposé à la Commission d'examiner immédiatement un projet de résolution de la délégation tchécoslovaque invitant la délégation de la République démocratique populaire de Corée à participer à la discussion de la question de l'indépendance de la Corée. Ce même représentant a ajouté qu'il fallait prendre une décision sur-le-champ pour permettre à la délégation de la République démocratique populaire de Corée d'arriver à Paris en temps voulu pour prendre part aux débats. La Première Commission a refusé d'examiner immédiatement ce projet de résolution.

Le 6 décembre 1948, la Première Commission a abordé l'examen de la question de l'indépendance de la Corée. Par 34 voix contre 6, avec 8 abstentions, elle a repoussé la proposition tchécoslovaque d'inviter les représentants du Gouvernement de la République démocratique populaire de Corée à participer à la discussion. Le même jour, la Commission a adopté un projet de résolution, proposé par la Chine et amendé par l'Australie, invitant la délégation du Gouvernement de la République de Corée à prendre part, sans droit de vote, aux débats de la Commission relatifs à la question. Elle a également décidé, sans soulever d'objection, d'inviter le Rapporteur de la Commission temporaire à présenter le rapport de la Commission.

La plupart des débats se sont circonscrits autour de deux projets de résolution, l'un proposé conjointement par l'Australie, la Chine et les Etats-Unis d'Amérique, l'autre par l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Le projet commun de résolution approuvait notamment les conclusions du rapport de la Commission temporaire et prévoyait la création d'une nouvelle commission pour la Corée. Les membres qui appuyaient ce projet de résolution approuvaient également les conclusions du rapport de la Commission temporaire et estimaient que le Gouvernement de la République de Corée représentait la volonté du peuple de la partie de la Corée où la Commission avait pu s'acquitter de ses fonctions. Plusieurs des orateurs qui soutenaient cette opinion ont déclaré que l'Assemblée générale avait pour tâche de reconnaître comme légitime le Gouvernement de la République de Corée et d'instituer une nouvelle commission pour la Corée, qui serait chargée d'effectuer l'unification de ce pays, d'encourager le développement d'un régime représentatif, d'observer le retrait effectif des forces d'occupation, d'aider le peuple coréen à réaliser l'unité nationale et à supprimer les barrières économiques; et d'abattre les obstacles qui s'opposaient à l'existence de relations amicales entre la Corée du Nord et la Coré du Sud.

Le projet de résolution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques comportait, entre autres choses, la dissolution de la Commission temporaire. Les partisans de ce projet de résolution ont exprimé en général les idées suivantes: l'Assemblée générale n'aurait dû prendre aucune mesure à l'égard de la Corée, car cette question avait fait l'objet de l'Accord de Moscou et devait être traitée par les Gouvernements alliés intéressés. Ainsi, la création de la Commission temporaire constituait une violation directe des accords internationaux et n'avait absolument aucun fondement juridique ou constitutionnel. En consultant la Commission intérimaire, la Commission temporaire était sortie de sa compétence, car la résolution de 1947 avait prévu des élections dans tout le territoire de la Corée. A leur avis, la Commission intérimaire était, elle aussi, un organe illégalement institué. La décision de la Commission temporaire d'observer les élections dans la Corée du Sud avait été adoptée par une minorité des membres de la Commission, et, sur les 4 membres (sur un total de 9) qui avaient voté en faveur de cette décision, 3 étaient acquis à l'opinion des Etats-Unis et le quatrième avait exprimé des doutes sérieux sur l'opportunité de cette décision. Le régime instauré à la suite des élections — qui avaient été boycottées par tous les partis sauf l'extrême-droite — était un gouvernement fantoche uniquement appuyé par d'anciens collaborateurs des Japonais et par les autorités militaires des Etats-Unis. C'est le Gouvernement de la République démocratique populaire de Corée, élu par une majorité écrasante de la population de la Corée du Nord et de la Corée du Sud, qui exprimait la volonté du peuple coréen. Répondant aux désirs de ce peuple, le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques avait annoncé son intention de retirer ses forces d'occupation avant le 1er janvier 1949, alors qu'on n'avait aucune indication sur la date où les Etats-Unis retireraient les leurs. Le retrait immédiat de ces forces serait le meil-

leur présage de l'indépendance et de l'unité de la Corée.

Le 8 décembre 1948, la Première Commission a adopté, par 41 voix contre 6, avec 2 abstentions, le projet commun de résolution présenté par l'Australie, la Chine et les Etats-Unis d'Amérique. Elle a également adopté une proposition des Etats-Unis tendant à donner à la nouvelle commission la même composition que celle de la Commission temporaire. Les représentants de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie n'ont pas pris part au vote sur cette proposition et le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine a déclaré que son Gouvernement ne participerait à aucun des travaux de la Commission.

Le même jour, la Première Commission a rejeté, par 42 voix contre 6, avec 3 abstentions, le projet de résolution présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

ii) *Discussion à l'Assemblée générale*

Le 9 décembre 1948, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté à l'Assemblée générale un texte remanié de son projet de résolution. Ce nouveau projet de résolution déclarait que la Commission temporaire, par son activité passée, n'avait pas contribué à liquider les conséquences funestes de la domination du Japon en Corée, ni à restaurer la Corée en tant qu'Etat démocratique indépendant, ni à créer les conditions favorables au développement de ce pays sur des bases démocratiques. La Commission n'avait pas contribué à faire tenir des élections libres, mais, au contraire, son activité avait eu pour conséquence que les élections en Corée du Sud s'étaient déroulées dans une atmosphère d'oppression policière et de mesures répressives. Elle servait à masquer une politique antidémocratique et à instituer en Corée du Sud un régime réactionnaire et hostile au peuple, ainsi qu'à démembrer la Corée et à écraser les forces démocratiques au sein du peuple coréen. Pour tous ces motifs, le projet de résolution demandait la dissolution de la Commission temporaire.

Le 12 décembre 1948, l'Assemblée générale a examiné le rapport de la Première Commission et le projet de résolution présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Après avoir adopté un amendement déposé par le Canada, qui proposait de retirer le Canada et la République socialiste soviétique d'Ukraine de la liste des membres de la nouvelle Commission pour la Corée, l'Assemblée a adopté, par 48 voix contre 6, avec une abstention, la résolution présentée par la Première Commission. Au cours de la même séance, elle a repoussé par 46 voix contre 6 le projet de résolution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Voici les principales dispositions de la résolution adoptée: l'Assemblée approuvait les conclusions des rapports de la Commission temporaire et déclarait qu'un Gouvernement légitime (le Gouvernement de la République de Corée) était établi, qui exerçait effectivement son autorité et sa juridiction sur la partie de la Corée où la Commission temporaire avait été en mesure de procéder à des observations et à des consultations et dans laquelle résidait la grande majorité de la population totale de la Corée; que ce Gouvernement était issu d'élections qui avaient été observées par la Commission temporaire et qui étaient l'expression valable de la libre volonté du corps électoral de cette partie de la Corée; et que ledit Gouvernement était le seul qui, en Corée, possédât cette qualité. La résolution recommandait aux Puissances occupantes de retirer de Corée, aussitôt que possible, leurs troupes d'occupation. Elle décidait de créer une Commission, qui serait composée de représentants de l'Australie, de la Chine, de la France, de l'Inde, des Philippines, du Salvador et de la Syrie, et serait chargée de poursuivre la tâche de la Commission temporaire et de mettre en œuvre les dispositions de la résolution, en tenant compte du statut du Gouvernement de la République de Corée tel que la résolution le définissait. La Commission devait, notamment, prêter ses bons offices pour amener l'unification de la Corée et l'intégration de toutes les forces de sécurité coréennes conformément aux principes énoncés par l'Assemblée générale dans sa résolution de 1947; s'efforcer de faciliter l'élimination des obstacles que la division de la Corée opposait aux relations économiques et sociales et aux autres relations amicales; se tenir prête à procéder à des observations et à des consultations concernant l'extension d'un régime représentatif fondé sur la volonté librement exprimée du peuple; observer le retrait effectif des forces d'occupation et, à cette fin, demander, si elle le désirait, le concours d'experts militaires des deux Puissances occupantes. La Commission devait se rendre en Corée dans un délai de trente jours après l'adoption de la résolution, et serait considérée comme remplaçant la Commission temporaire; elle serait autorisée à se déplacer, à procéder à des consultations et à des observations dans l'ensemble de la Corée; pourrait consulter la Commission intérimaire pour l'exercice de ses fonctions à la lumière des événements et conformément aux dispositions de la résolution. La Commission devait présenter un rapport à l'Assemblée générale lors de sa prochaine session ordinaire ainsi que lors de toute session extraordinaire

qui pourrait être convoquée dans l'intervalle. Les Etats Membres intéressés, le Gouvernement de la République de Corée, et tous les Coréens, étaient invités à prêter toute assistance et tout concours à la Commission dans l'accomplissement de sa tâche. Les Etats Membres étaient également priés de s'abstenir de tout acte préjudiciable aux résultats qu'avait obtenus ou qu'obtiendrait l'Organisation des Nations Unies dans le sens de l'indépendance et de l'unité complètes de la Corée. La résolution recommandait enfin aux Etats Membres et aux autres nations de tenir compte, dans l'établissement de relations avec le Gouvernement de la République de Corée, des faits énoncés dans la résolution au sujet de l'institution de ce Gouvernement.

d) Organisation de la Commission des Nations Unies pour la Corée

La Commission des Nations Unies pour la Corée a tenu sa première séance à Séoul, le 2 février 1949, et, peu après, elle a créé deux sous-commissions. La Sous-Commission 1 a été chargée d'utiliser tous les moyens disponibles pour convaincre le peuple de tout le territoire coréen que la Commission désirait sincèrement prêter ses bons offices pour éliminer les obstacles qui s'opposaient à l'unification de la Corée; d'étudier la nature et l'importance des obstacles d'ordre économique, social ou autre que la division de la Corée a suscités dans les relations amicales, de recueillir des renseignements complets sur les efforts entrepris pour faire disparaître ces obstacles et de recommander des méthodes qui permettraient d'améliorer la situation; d'étudier les moyens de favoriser les relations sociales et culturelles parmi la population de toute la Corée, et, pour s'acquitter de sa tâche, d'entrer immédiatement en contact avec la Corée du Nord en vue de préparer les visites de la Commission, de ses organes subsidiaires ou de certains de leurs membres. Conformément à son mandat, la Sous-Commission 1 a entendu des personnalités coréennes et a visité les provinces. Les démarches qu'elle a faites pour entrer en contact avec la Corée du Nord sont résumées plus loin au paragraphe *e*).

La Sous-Commission 2 a été chargée d'étudier l'extension du régime représentatif en Corée. Elle devait se tenir prête à procéder à des entretiens avec les autorités gouvernementales, à fournir tous les renseignements et conseils qui lui seraient demandés, et à recueillir auprès d'experts et d'organisations les opinions et les vues qui pourraient être en rapport avec l'extension du régime représentatif en Corée. En conséquence, la Sous-Commission 2 a entendu des personnalités coréennes et a effectué des visites pour faire les observations nécessaires à son étude.

Le 26 mai 1949, la Commission s'est constituée en comité spécial pour examiner si la résolution du 12 décembre 1948 de l'Assemblée générale autorisait la constitution de groupes d'observateurs et quelles seraient les fonctions et l'utilité de ces groupes, et pour faire rapport à la Commission à ce sujet. Le Comité spécial s'est ajourné *sine die* après avoir tenu une séance et a rapporté qu'il était inutile, pour le moment, de poursuivre l'examen de cette question.

Le 13 juin, la Commission a créé une Sous-Commission chargée d'observer et de contrôler le retrait des forces d'occupation des Etats-Unis. Les travaux de cette Sous-Commission sont exposés plus loin, au paragraphe *f*).

e) Contacts avec la Corée du Nord

Sur la recommandation de la Sous-Commission 1, la Commission, par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies, a demandé, le 18 février 1949, au Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de prêter ses bons offices en vue de réaliser un contact avec des personnalités marquantes de Corée du Nord. La Commission n'a reçu aucune réponse de ce Gouvernement. Le 18 mars, la Commission a chargé le chef de son secrétariat d'envoyer une lettre au général Kim Il Sung, en Corée du Nord, pour lui demander de faciliter une visite de la Commission dans cette partie de la Corée afin de lui permettre d'observer la situation au nord du 38ème parallèle. La Commission a été plus tard informée que le capitaine commandant un bateau soviétique avait accepté, le 8 avril 1949, de faire parvenir la lettre au général Kim Il Sung. Le 18 mai, la Commission a décidé qu'en attendant de recevoir une réponse, la Sous-Commission devait continuer à rechercher toutes les autres méthodes possibles pour entrer en contact avec la Corée du Nord.

f) Observation du retrait des forces d'occupation

Par une lettre du 14 avril 1949, l'Ambassadeur des Etats-Unis en Corée a fait connaître à la Commission qu'il abordait, avec le Président de la République de Corée, la question du retrait des troupes. Il déclarait que son Gouvernement avait pour principe d'informer soigneusement la Commission de toutes les mesures prises par lui qui pourraient intéresser son activité.

Le 23 mai, la Commission a adopté, après amendements de l'auteur et avec quelques modifications, un projet de résolution déposé par le représentant des Philippines; la résolution déclarait que la Commission n'avait pas à assumer la responsabilité de fixer le moment du retrait des forces d'occupation ni de faciliter ce retrait. Cette résolution a été adoptée par 3 voix contre une, avec 2 abstentions.

Les membres qui se sont abstenus estimaient que cette résolution était inutile, et celui qui a voté contre ne pensait pas que la Commission pût être dégagée de toute responsabilité touchant le retrait ou le non-retrait des troupes.

Le 13 juin, la Commission, attentive aux dispositions de l'alinéa *d*) du paragraphe 4 de la résolution 195 (III) de l'Assemblée générale, a décidé: 1) d'observer le retrait des forces d'occupation des Etats-Unis restant en Corée et de constater ce retrait lorsqu'il serait effectué; 2) de créer une Sous-Commission composée des représentants de l'Australie, de la Chine, du Salvador et de l'Inde, chargée d'étudier les méthodes à suivre pour observer ce retrait et de faire rapport à ce sujet. Le représentant de l'Australie a été nommé président de cette Sous-Commission. Le 20 juin, la Commission a adopté le rapport de la Sous-Commission 3 et l'a autorisée à "observer et constater le retrait de Corée des forces d'occupation". Cette tâche ne devait pas se limiter à la Corée du Sud, mais s'accomplir également, dans toute la mesure du possible, en Corée du Nord.

I.–La question Inde-Pakistan

a) Rapport provisoire de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan

La Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan, créée par les résolutions du 20 janvier et du 21 avril 1948 du Conseil de sécurité, et composée des représentants de l'Argentine, de la Belgique, de la Colombie, des Etats-Unis d'Amérique et de la Tchécoslovaquie, est arrivée dans la péninsule indienne le 7 juillet 1948. De nombreux entretiens ont eu lieu à Karachi et à la Nouvelle-Delhi entre la Commission ou certains de ses membres et des représentants des deux Gouvernements.

A la suite de ces entretiens, la Commission a adopté, le 13 août, une résolution où elle proposait aux deux parties de cesser le feu et de conclure un accord de trêve. Cet accord, qui suivrait les grandes lignes de la résolution du 21 avril 1948, du Conseil de sécurité, tenait compte de l'ensemble de la situation et, en particulier, du fait que les troupes du Pakistan se trouvaient dans l'Etat de Jammu et Cachemire.

A la suite de cette résolution et après avoir reçu des indications complémentaires et des précisions orales, le Gouvernement de l'Inde a fait connaître qu'il acceptait la résolution dans son ensemble. Le Gouvernement du Pakistan a subordonné son acceptation à certaines conditions, notamment en ce qui concerne l'organisation d'un plébiscite libre.

Le Conseil de sécurité a été saisi, le 22 novembre 1948, d'un rapport provisoire sur l'activité de la Commission entre sa première séance, tenue le 15 juin 1948, et le 22 septembre 1948, date de son départ de la péninsule indienne.

b) Examen du rapport provisoire par le Conseil de sécurité

Le 30 août 1948, le Conseil de sécurité a été convoqué pour prendre connaissance d'un message du Président de la Commission pour l'Inde et le Pakistan au sujet de la désignation d'observateurs militaires. Après un long échange de vues, le Conseil a décidé de ne pas inscrire cette question à son ordre du jour.

Le 25 novembre 1948, le Conseil de sécurité a examiné le rapport provisoire de la Commission. Il a promis son appui total à la Commission dans l'exécution de ses travaux et a approuvé l'appel qu'elle avait adressé aux deux parties pour les inviter à s'abstenir de toute action qui pourrait aggraver la situation et nuire aux négociations en cours.

c) Ordre de cesser le feu et deuxième rapport provisoire de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan

A la suite de conversations qu'elle a eues à Paris avec les représentants de l'Inde et du Pakistan à l'Assemblée générale, la Commission a été en mesure de présenter, le 11 décembre 1948, des propositions additionnelles à sa résolution du 13 août. Par des communications datées respectivement du 23 et du 25 décembre 1948, le Gouvernement de l'Inde et celui du Pakistan ont fait connaître qu'ils acceptaient ces propositions, qui avaient pour objet d'organiser un plébiscite.

Le 1er janvier 1949, les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan ont déclaré que, les propositions de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan étant acceptées, il n'y avait plus aucune raison de poursuivre les hostilités et ils ont annoncé qu'ils étaient convenus de donner l'ordre de cesser le feu, cet ordre étant exécutoire le 1er janvier 1949, à 23 h. 59.

Le 13 janvier 1949, le Conseil de sécurité a été saisi du deuxième rapport provisoire de la Commission, qui portait sur son activité après son retour de la péninsule indienne (25 septembre 1948-5 janvier 1949). Le Président du Conseil a félicité la Commission pour ses travaux et les parties pour la bonne volonté dont elles avaient fait preuve. Au nom du Conseil, il a exprimé le vœu que la Commission retourne dans la péninsule indienne aussitôt qu'elle le jugerait opportun, de manière à appliquer les décisions prises.

d) Application de la résolution de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan

A son arrivée dans la péninsule indienne, le 4 février 1949, la Commission des Nations Unies

pour l'Inde et le Pakistan a entrepris de mettre en œuvre les propositions qui avaient été acceptées. Elle a constitué une Sous-Commission chargée de rédiger un projet d'accord de trêve; après plusieurs entretiens avec les représentants des deux armées et en liaison avec le conseiller militaire de la Commission, l'accord s'est fait sur le tracé d'une ligne de démarcation.

Le 28 avriil, après trois mois de débats, la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan a présenté aux deux Gouvernements des propositions détaillées en vue d'une trêve et leur a demandé d'en accepter les termes sans réserve. Le 6 juin 1949, la Commission a fait connaître que les deux Gouvernements n'avaient pas cru pouvoir accéder à la demande qu'elle leur avait adressée le 28 avril.

Après un nouvel examen de la question, la Commission a décidé de renouveler ses efforts pour arriver à concilier les deux points de vue.

e) Nomination de l'Administrateur du plébiscite

Le 21 mars 1949, l'amiral Chester Nimitz a été nommé Administrateur du plébiscite par le Secrétaire général des Nations Unies, d'accord avec la Commission et après consultation des deux Gouvernements. L'amiral Nimitz est arrivé au siège des Nations Unies; mais, comme les négociations relatives à la trêve sont toujours en cours, il n'est pas encore parti pour la péninsule indienne.

J.–La question du Haïderabad

a) Plainte du Haïderabad au Conseil de sécurité

Par lettre du 21 août 1948, le Secrétaire du Département des affaires extérieures de l'Etat de Haïderabad et Bérar a communiqué au Président du Conseil de sécurité une demande de son Gouvernement tendant, conformément au paragraphe 2 de l'Article 35 de la Charte, à attirer l'attention du Conseil sur le grave différend qui s'était produit entre le Haïderabad et l'Inde. Suivant la lettre en question, ce différend, à moins d'un règlement conforme au droit international et à la justice, risquait de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Au cours des derniers mois, le Haïderabad a été exposé à des actes violents d'intimidation, à des menaces d'invasion et à un blocus économique visant à le contraindre de renoncer à son indépendance. L'action entreprise par l'Inde menace l'existence de l'Etat de Haïderabad, la paix de l'Inde et du continent asiatique tout entier, ainsi que les principes des Nations Unies. Dans le cas de ce différend, le Gouvernement du Haïderabad acceptait les obligations de règlement pacifique prescrites par la Charte.

Le 8 septembre, par une nouvelle communication, le Gouvernement du Haïderabad, pour faciliter une solution pacifique du problème, a demandé à devenir partie au Statut de la Cour internationale de Justice. Par câblogramme du 13 décembre, le Secrétaire du Département des affaires extérieures a fait connaître au Secrétaire général que le Haïderabad venait d'être envahi et que les hostilités avaient éclaté en différentes régions du pays. Le 15 septembre, pour confirmer la plainte qu'il avait adressée au Conseil de sécurité, le Gouvernement du Haïderabad a présenté un exposé écrit de cette plainte, ainsi qu'un mémoire.

Le 16 septembre, le Conseil de sécurité, siégeant à Paris, a décidé par 8 voix contre zéro, avec 3 abstentions, d'inscrire la question à son ordre du jour. Plusieurs représentants ont fait cette réserve que la décision ne préjugeait la compétence du Conseil sur aucun des points de fond de l'affaire considérée.

Le représentant du Haïderabad a exposé les faits et a répondu aux arguments d'ordre juridique que l'on avait avancés pour contester la compétence du Conseil et le droit qu'avait le Haïderabad d'engager la procédure.

Il a demandé au Conseil de faire usage, pour arrêter l'invasion et demander le retrait des troupes, des pouvoirs que lui a conférés la Charte. Il a ensuite exprimé l'espoir que le Conseil étudierait la question de façon approfondie et ferait des recommandations concernant la situation telle qu'elle existait au moment où le différend avait été pour la première fois signalé à l'attention du Conseil, en application des dispositions du paragraphe 2 de l'Article 35.

Le représentant de l'Inde a soutenu que le Haïderabad n'avait pas qualité pour saisir le Conseil de sécurité d'aucune question, qu'il ne constituait ni un Etat ni une entité indépendante. Si l'on permettait à un territoire qui n'avait pas le caractère d'un Etat de présenter ses doléances au Conseil, l'utilité de l'Organisation des Nations Unies se trouverait réduite et la cause de la paix en souffrirait. Sans aborder le fond de l'affaire, le représentant de l'Inde a évoqué la terreur exercée dans le Haïderabad par des bandes d'irréguliers et certains autres événements qui avaient obligé le Gouvernement de l'Inde à prendre des mesures.

b) Le Nizam retire sa plainte

A la séance tenue par le Conseil le 20 septembre, le représentant de l'Inde a donné lecture d'un télégramme adressé par le Nizam au Président de la délégation du Haïderabad et transmis par l'agent général de l'Inde dans le Haïderabad; ce télé-

gramme prescrivait le retrait de la plainte du Haïderabad au Conseil de sécurité. Le représentant du Haïderabad a fait connaître au Conseil que sa délégation n'avait reçu aucune instruction directe du Nizam.

Par câblogramme du 22 septembre, le Nizam a confirmé le message cité par le représentant de l'Inde. Pour lever tout doute à ce sujet, il demandait officiellement au Conseil de prendre note de ce qu'il retirait la plainte déposée par son Gouvernement. Il ajoutait que le ministère qui avait porté plainte avait démissionné le 17 septembre, et qu'à cette date, il avait assumé le gouvernement personnel de l'Etat. La délégation au Conseil de sécurité, envoyée à la demande de ce ministère, n'avait donc plus aucune autorité pour représenter ni lui-même ni son Etat.

Par note du 24 septembre, la délégation du Haïderabad a fait connaître au Président du Conseil de sécurité que les autorités indiennes avaient introduit dans le Haïderabad d'importantes réformes constitutionnelles et administratives, qui n'avaient aucun rapport avec le maintien de l'ordre public, objet prétendu de ces mesures. Le Nizam avait été contraint d'abandonner complètement le pouvoir au commandant militaire indien. Il était donc d'une nécessité impérieuse que le Conseil procédât à un examen de la situation et limitât les dommages du "fait accompli".

Le 28 septembre, le Conseil a débattu la question des pouvoirs de la délégation du Haïderabad et celle de son droit à prendre part désormais aux séances du Conseil. Le représentant du Haïderabad a déclaré qu'un envahisseur qui avait réussi dans son entreprise avait retiré les pouvoirs délivrés par le Gouvernement légitime; il a demandé si une telle procédure était compatible avec l'autorité qu'exerce l'Organisation des Nations Unies et les buts qu'elle vise. Sa délégation croyait devoir laisser au Conseil le soin de décider de l'importante question du statut de la délégation à l'égard des Nations Unies. De son côté, le représentant de l'Inde a cité les déclarations du Nizam et de lord Mountbatten pour montrer que c'était à la suite d'un coup d'Etat intervenu dans le Haïderabad que le ministère extrémiste qui avait porté la question devant le Conseil s'était emparé du pouvoir. Le Nizam était tombé sous l'influence de ce groupe extrémiste et venait d'en être libéré. Le représentant de l'Inde a engagé le Conseil à demander si la cause de la paix ne serait pas mieux servie s'il retirait cette question de son ordre du jour.

Dans une lettre du 11 octobre 1948, le chef de la délégation du Haïderabad a déclaré que, puisqu'il avait exposé au Conseil, à sa dernière séance, les idées de sa délégation touchant la validité des pouvoirs de ses membres, ainsi que les questions connexes, il n'avait pas l'intention de demander que sa délégation fût représentée à la prochaine séance que le Conseil allait consacrer à la question.

c) Intervention du Pakistan et délibérations ultérieures

Dans une lettre du 6 octobre 1948, le Ministre des affaires étrangères du Pakistan a demandé au Conseil d'autoriser le Pakistan, conformément à l'Article 31 de la Charte, à participer à la discussion de la question du Haïderabad. Dans une autre lettre, du 20 novembre, il a déclaré que, d'après les rapports récents, la situation du Haïderabad continuait à empirer et qu'il serait prudent que le Conseil de sécurité prît des mesures pour y porter remède.

La question a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la séance que le Conseil devait tenir le 25 novembre. Entre temps, le chef de la délégation de l'Inde a informé le Président du Conseil que la délégation qui s'occupait de la question du Haïderabad avait été rappelée. Le Conseil a décidé de renvoyer la discussion de la question à une prochaine séance. Le 2 décembre, le Secrétaire général lui a fait connaître que la délégation de l'Inde ne lui avait adressé aucune communication pour lui faire connaître qu'elle *comptait* un représentant qualifié pour participer à l'examen de la question.

Par lettre du 10 décembre, le Gouvernement de l'Inde a informé le Conseil que la paix et la tranquillité régnaient dans le Haïderabad et que l'accès en était libre par air, par rail et par route. Dans ces conditions, le Gouvernement de l'Inde n'avait pas l'intention d'envoyer un représentant au Conseil de sécurité pour discuter la question du Haïderabad.

Dans une lettre du 12 décembre, le chef de la délégation du Haïderabad a déclaré qu'il était désormais clair que les prétendues instructions concernant le retrait de la plainte avaient été données sous la contrainte et que la délégation avait la preuve que le Nizam approuvait les efforts qu'elle continuait à déployer pour s'assurer l'appui des Nations Unies. En conséquence, la délégation réaffirmait les pouvoirs qui lui avaient été primitivement conférés.

Par lettre du 13 décembre, le représentant de l'Inde a adressé au Président du Conseil un rapport sur la situation dans le Haïderabad. Cet exposé ne préjugeait pas la question de la compétence du Conseil.

Le 15 décembre, le Conseil a invité le représentant du Pakistan à participer à la discussion; il a cependant remis l'examen de la question à une séance qui se tiendrait après que le Conseil de sécurité serait revenu à Lake Success.

La discussion s'est poursuivie les 19 et 24 mai 1949. Le représentant de l'Inde a maintenu son interprétation de la situation juridique et a en-

suite exposé les circonstances qui avaient obligé l'Inde à prendre des mesures pour mettre fin aux désordres prolongés qui troublaient le Haïderabad et les régions limitrophes de l'Inde. Après avoir rappelé les événements récents, il a parlé de la coopération qui s'affirmait de plus en plus entre les deux communautés, ainsi qu'entre les fonctionnaires indiens d'une part, et le Nizam et ses fonctionnaires d'autre part. Il a fait valoir que les tentatives répétées visant à créer de l'agitation au sein du Conseil de sécurité n'étaient qu'un prétexte pour faire des déclarations qui attisaient les passions dans l'Inde et troublaient la tranquillité intérieure du pays. Il a demandé quelle utilité il y avait à maintenir la question du Haïderabad à l'ordre du jour du Conseil.

Le représentant du Pakistan a présenté une analyse détaillée de la situation, et a répondu aux arguments avancés par le représentant de l'Inde. S'il subsistait encore le moindre doute quant à la compétence du Conseil, il fallait, conformément à l'Article 96 de la Charte, demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice. Entre temps, le Conseil devait prendre les mesures provisoires visées par l'Article 40, notamment des dispositions en vue d'une amnistie générale pour les Razakars et autres groupements. Au cas où la Cour conclurait à la compétence du Conseil et où les faits révéleraient une agression injustifiée, le devoir du Conseil serait de prendre des mesures appropriées pour rétablir le *statu quo* dans toute la mesure du possible. Si le Conseil avait encore des doutes sur la question, il avait le moyen de s'assurer des faits par lui-même. Si l'on devait tenir un plébiscite, il devait avoir lieu sous la direction, la surveillance et le contrôle du Conseil. Le représentant du Pakistan a adjuré le Conseil de prendre, aussitôt que possible, des mesures pour redresser une situation qui créait un sentiment d'inimitié entre musulmans et hindous et ajoutait aux difficultés que le Gouvernement de l'Inde et celui du Pakistan éprouvaient à maintenir des relations amicales.

Depuis cette séance, aucun fait nouveau n'est intervenu à cet égard, et le Conseil demeure saisi de la question du Haïderabad.

K.–Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine

a) Demande formulée le 12 juillet 1948 par le Gouvernement de l'Inde

Dans une lettre adressée le 12 juillet 1948 au Secrétaire général, le représentant de l'Inde a déclaré que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine ne s'était pas conformé à la résolution 44 (I) adoptée le 8 décembre 1946 par l'Assemblée générale, et n'avait apporté, depuis l'adoption de cette résolution, aucun changement à ses lois ni à ses pratiques de discrimination raciale contre ses ressortissants d'origine indienne. Le Gouvernement de l'Inde demandait aux Nations Unies d'examiner à nouveau la question du traitement des Indiens établis dans l'Union Sud-Africaine et de prendre des mesures appropriées conformément aux Articles 10 et 14 de la Charte; il demandait par conséquent que cette question fût inscrite à l'ordre du jour provisoire de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale.

Au moment où le Bureau discutait de l'ordre du jour provisoire, le représentant de l'Union Sud-Africaine a demandé au Bureau, le 22 septembre 1948, de ne pas recommander l'inscription de cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, alléguant qu'il s'agissait d'une question d'ordre essentiellement intérieur qu'aux termes du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, les Nations Unies n'avaient pas compétence pour trancher. Cependant, comme aucun membre du Bureau n'a formellement proposé de recommander le retrait de la question, le Bureau a recommandé à l'Assemblée de la maintenir à l'ordre du jour. Le 28 septembre 1948, l'Assemblée générale a donc inscrit le point à son ordre du jour et l'a renvoyé à la Première Commission, malgré les objections soulevées par le représentant de l'Union Sud-Africaine contre la compétence des Nations Unies sur cette question.

b) Examen par la Première Commission

La Première Commission n'a examiné la question que le 10 mai 1949, c'est-à-dire lors de la deuxième partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale. La Commission était saisie d'une motion du représentant de l'Union Sud-Africaine demandant que la Première Commission, avant de passer à l'examen du fond de la plainte du Gouvernement de l'Inde, examine et tranche la question de la compétence des Nations Unies en la matière. Cette motion a été repoussée par 33 voix contre 7, avec 10 abstentions.

i) *Projet de résolution présenté par le représentant de l'Union Sud-Africaine*

Le représentant de l'Union Sud-Africaine a présenté alors un projet de résolution invitant l'Assemblée générale à décider que la question du traitement des Indiens dans l'Union Sud-Africaine ne relevait pas de la compétence de l'Assemblée générale. Il a déclaré que sa délégation ne participerait pas aux débats sur le fond de la plainte du Gouvernement de l'Inde, car, en y participant, elle reconnaitrait aux Nations Unies le droit d'intervenir dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale d'un Etat Membre.

Le 11 mai 1949, le projet de résolution présenté par le représentant de l'Union Sud-Africaine a été mis aux voix et repoussé.

ii) *Projet de résolution présenté conjointement par les représentants de l'Australie, du Danemark et de la Suède*

Dès le début de la discussion, les représentants de l'Australie, du Danemark et de la Suède ont présenté une proposition commune invitant le Gouvernement de l'Inde et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à renouveler leurs efforts pour aboutir à un accord réglant leur différend par une conférence de la table ronde ou par d'autres moyens tels que la médiation et la conciliation, et priant le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général de fournir toute assistance pour rapprocher les parties et, avec leur assentiment, de désigner un médiateur. Plus tard, au cours des débats, le projet de résolution a été retiré par ses auteurs.

iii) *Projet de résolution présenté par le représentant de l'Inde*

Le représentant de l'Inde a présenté un projet de résolution invitant l'Assemblée générale à préciser qu'à son avis le traitement des personnes originaires de l'Inde ou du Pakistan établies dans l'Union Sud-Africaine n'était conforme ni aux dispositions pertinentes de la Charte, ni aux résolutions de l'Assemblée, ni aux obligations internationales découlant des accords conclus entre les deux Gouvernements, et à recommander, la création d'une commission composée de représentants de trois Etats Membres des Nations Unies dont un désigné par l'Inde, un par l'Union Sud-Africaine et le troisième par les deux représentants ainsi désignés. Cette commission serait chargée: *a*) d'étudier la situation résultant du traitement des personnes originaires de l'Inde ou du Pakistan établies dans l'Union Sud-Africaine; et *b*) de faire rapport à l'Assemblée, lors de sa quatrième session ordinaire, sur les résultats de cette étude et de lui soumettre des recommandations pour la solution du problème.

La proposition de l'Inde a été adoptée par la Première Commission par 21 voix contre 17, avec 12 abstentions.

iv) *Projet de résolution présenté conjointement par les représentants de la France et du Mexique*

Les représentants de la France et du Mexique ont présenté une proposition commune invitant les Gouvernements de l'Inde et de l'Union Sud-Africaine à entrer en pourparlers sur un pied d'entière égalité, prenant en considération les buts et principes de la Charte des Nations Unies et la Déclaration des droits de l'homme, et à prier le Gouvernement du Pakistan de participer à ces consultations.

Le représentant de l'Iran a proposé de modifier le projet de résolution de manière à inclure le Gouvernement du Pakistan au nombre des parties invitées à participer aux pourparlers. Cet amendement a été accepté par les auteurs du projet.

Par 39 voix contre 2, avec 9 abstentions, la Première Commission a approuvé le projet commun franco-mexicain, modifié par l'amendement du représentant de l'Iran.

c) Résolution adoptée le 14 mai 1949 par l'Assemblée générale

Le 14 mai 1949, l'Assemblée générale a examiné le rapport de la Première Commission qui contenait les deux projets de résolutions mentionnés aux alinéas iii) et iv) ci-dessus. Le représentant de l'Inde a déclaré qu'il n'insisterait pas pour que l'on votât sur le projet de résolution présenté par sa délégation, et l'Assemblée générale a consenti à ce retrait. Le projet de résolution des représentants de la France et du Mexique a été alors adopté par l'Assemblée générale par 47 voix contre une, avec 10 abstentions (résolution 265 (III)).

L.–La question indonésienne

a) Rapports de la Commission des bons offices du Conseil de sécurité à la suite de l'Accord du "Renville" des 17 et 19 janvier 1948

Au moment où le Secrétaire général terminait son dernier rapport annuel, la Commission des bons offices du Conseil de sécurité poursuivait ses efforts en Indonésie en vue de faire conclure à la délégation des Pays-Bas et à celle de la République d'Indonésie un accord politique détaillé, fondé sur les dix-huit principes politiques que les parties avaient acceptés en même temps qu'un accord de trêve, par l'Accord du *Renville* des 17 et 19 janvier 1948. A la fin de juin et au début de juillet 1948, le Conseil de sécurité a examiné le troisième rapport provisoire de la Commission, qui indiquait les nombreux problèmes importants qui restaient à résoudre et exprimait la préoccupation de la Commission devant l'absence de tout progrès notable. Au cours de cette discussion, le représentant de la République d'Indonésie a accusé les Pays-Bas d'avoir imposé à la République un blocus économique; le représentant des Pays-Bas a repoussé cette allégation. Le Conseil a décidé de demander à la Commission des bons offices de lui adresser le plus tôt possible un rapport sur les restrictions imposées à l'époque au commerce intérieur et extérieur de l'Indonésie et sur les raisons qui retardaient l'application de l'article 5 de l'Accord de trêve du *Renville*, concernant la reprise du commerce et des relations économiques.

Le 23 juillet 1948, la Commission a communiqué au Conseil une déclaration de la délégation de la République d'Indonésie, selon laquelle, les négociations politiques étant au point mort depuis huit semaines et la délégation des Pays-Bas refusant de discuter les propositions faites par l'Australie et les Etats-Unis en vue d'un règlement politique général, que le Gouvernement républicain considérait comme l'unique moyen de sortir de l'impasse, seuls les membres de la délégation dont la présence était nécessaire pour l'application de l'Accord de trêve partiraient pour Batavia après l'expiration de la période de négociations dans la capitale républicaine, le 23 juillet. Le jour suivant, la Commission a présenté au Conseil son rapport sur les restrictions commerciales, dans lequel elle déclarait qu'en attendant la conclusion d'un accord rendant à l'Indonésie son unité économique et politique, la situation économique des territoires soumis à l'autorité républicaine ne pourrait être sensiblement améliorée, tant qu'on n'aurait pas trouvé le moyen d'assouplir la réglementation actuelle en matière de commerce intérieur et extérieur, promulguée par les autorités civiles et militaires des Indes néerlandaises entre janvier 1947 et la signature de la Convention d'armistice, et qui était restée en vigueur jusqu'à cette date. La Commission constatait que les parties n'étaient pas du même avis sur la nécessité de cette réglementation et que leur assouplissement exigerait une amélioration radicale dans l'attitude des deux parties.

Après avoir examiné ces rapports au cours de deux séances tenues le 29 juillet, le Conseil de sécurité a adopté une résolution invitant le Gouvernement des Pays-Bas et celui de la République d'Indonésie, avec le concours de la Commission des bons offices, à observer strictement et de façon continue les clauses tant militaires qu'économiques de l'Accord de trêve du *Renville* et à appliquer immédiatement et pleinement les dix-huit principes politiques du *Renville*. La résolution a été adoptée par 9 voix contre zéro; les représentants de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques se sont abstenus, affirmant que la Commission n'avait pas mené à bien sa tâche et que la résolution donnait l'impression erronée que les deux parties étaient également responsables des difficultés du moment.

b) Reprise des hostilités. Résolutions des 24 et 28 décembre 1948 du Conseil de sécurité

Le 15 novembre 1948, la Commission des bons offices a remis au Conseil son quatrième rapport provisoire et, les 12 et 18 décembre, des rapports complémentaires spéciaux. Ces rapports exposaient les récents événements survenus en Indonésie, les efforts infructueux de la Commission pour amener une reprise des négociations, et l'échec des conversations directes entre les parties. La Commission doutait que l'on pût continuer à observer la trêve, même dans la mesure, peu satisfaisante pourtant, où on l'observait à cette époque, l'accord politique devenant de moins en moins probable.

Le 20 décembre, le Conseil de sécurité s'est réuni à Paris en session extraordinaire, à la demande du représentant des Etats-Unis, pour reprendre l'examen de la question indonésienne en fonction des opérations militaires dont on signalait la reprise en Indonésie le 19 décembre. Les 20 et 22 décembre, la Commission des bons offices a fait savoir que le Gouvernement des Pays-Bas avait dénoncé l'Accord du *Renville* et avait entrepris des opérations militaires contre la République. La Commission exprimait l'avis que les Pays-Bas avaient agi en violation de leurs obligations aux termes de l'Accord de trêve en ne communiquant pas, comme ils le devaient, à la Commission et à la République leur dénonciation de cet accord et que les possibilités de négociations sous les auspices de la Commission n'avaient pas été examinées sérieusement.

Au début de la discussion de fond, le Président du Conseil a invité les représentants des Pays-Bas, de la République d'Indonésie, de l'Australie, d l'Inde et des Philippines à s'asseoir à la table du Conseil qui avait approuvé leur demande, présentée en vertu des Articles 31 et 32 de la Charte, de participer, sans droit de vote, aux débats relatifs à la question d'Indonésie. Toutefois, le représentant des Philippines n'a pu assister aux séances tenues à Paris.

Le représentant des Pays-Bas a exposé en détail les idées de son Gouvernement sur les événements d'Indonésie. Il a déclaré que le but que les Pays-Bas avaient publiquement assigné à leur politique, comme l'avaient confirmé les principes des Accords de Linggadjati et du *Renville*, était de garantir la liberté de l'Indonésie pour créer un Etat souverain d'Indonésie, lié, en toute liberté et sur un pied d'égalité, au Royaume des Pays-Bas dans une Union néerlando-indonésienne. Il a accusé le Gouvernement de la République d'Indonésie d'avoir, tout en s'engageant à coopérer aux mêmes fins, violé de plus en plus gravement l'Accord de trêve du *Renville*, et il a cité un certain nombre d'exemples pour prouver que le Gouvernement républicain avait poussé au sabotage, aux violations et aux représailles. Le représentant des Pays-Bas a commenté brièvement les mesures que son Gouvernement avait prises au cours des derniers mois en vue de tenter une reprise des négociations avec la République et il a terminé sa déclaration en répétant que, de l'avis du Gouverne-

ment des Pays-Bas, la question indonésienne n'était pas de la compétence du Conseil.

Le représentant de la République d'Indonésie a repoussé les accusations du représentant des Pays-Bas et a déclaré que l'action militaire ne constituait que la dernière phase d'une guerre économique et politique poursuivie par les Pays-Bas en violation de l'Accord du *Renville*. Il a demandé au Conseil de donner sur-le-champ l'ordre de cesser le feu, d'ordonner aux Pays-Bas de retirer immédiatement leurs troupes sur les positions qu'elles occupaient en vertu de l'Accord de trêve et d'exiger que l'on remette immédiatement en liberté les personnalités de la République dont les forces néerlandaises s'étaient emparées. Il a demandé, en outre, que l'exécution de cet ordre s'effectue sous le contrôle des observateurs militaires de la Commission des bons offices et que cette Commission reçoive des pouvoirs plus étendus.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a souligné qu'à son avis la résolution adoptée le 1er août 1947 par laquelle le Conseil ordonnait de cesser le feu continuait à lier les deux parties et qu'elle avait été violée par la récente action militaire des Pays-Bas. Il s'est associé au représentant de la Colombie et à celui de la Syrie pour présenter un projet de résolution invitant les parties: i) à cesser les hostilités sur-le-champ; et ii) à retirer immédiatement leurs forces armées, chacune de son côté, en deçà des zones démilitarisées établies aux termes de l'Accord de trêve du 17 janvier 1948.

Les représentants de la Chine, du Royaume-Uni et du Canada ont pris la parole pour appuyer, d'une façon générale, le projet commun de résolution. Le représentant de l'Australie a proposé un amendement, appuyé plus tard par le représentant de la Syrie, prescrivant la mise en liberté immédiate du Président de la République et des autres prisonniers politiques arrêtés depuis le 18 décembre; le représentant de l'Inde a soutenu la même opinion.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'à son avis, le Conseil de sécurité n'avait pas encore agi de façon ferme et n'avait pas pris de mesures complètes quant à l'affaire d'Indonésie. Il a résumé ses idées dans un projet de résolution condamnant l'agression commise par le Gouvernement des Pays-Bas et demandant: i) la cessation immédiate des opérations militaires; ii) le retrait des troupes néerlandaises sur les positions qu'elles occupaient avant la reprise des opérations militaires; et iii) la remise en liberté immédiate du Président de la République et des autres chefs politiques républicains. Ce projet de résolution prévoyait également la création d'une Commission du Conseil de sécurité composée de représentants de tous les Etats membres du Conseil et qui serait chargée de surveiller l'exécution de la résolution et de contribuer au règlement du conflit.

Le représentant de la France et celui de la Belgique ont tous deux réaffirmé leur opinion précédente, que la compétence du Conseil de sécurité dans la question indonésienne n'était pas établie.

Votant paragraphe par paragraphe sur le projet commun de résolution et sur l'amendement australien, le Conseil a adopté le 24 décembre, par 7 voix contre zéro, avec 4 abstentions (Belgique, France, République socialiste soviétique d'Ukraine[1] et Union des Républiques socialistes soviétiques), les paragraphes invitant les parties à cesser les hostilités et demandant la mise en liberté immédiate du Président et des autres chefs politiques arrêtés depuis le 18 décembre. Le paragraphe relatif au retrait des troupes a obtenu 5 voix (Chine, Colombie, Syrie, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique), il y a eu 6 abstentions[1]; il n'a donc pas été adopté. La résolution, telle qu'elle a été amendée et adoptée, donnait aussi pour instructions à la Commission des bons offices d'adresser d'urgence au Conseil de sécurité un rapport détaillé sur les événements survenus en Indonésie depuis le 12 décembre 1948, de surveiller l'exécution des dispositions de la résolution par les parties et de faire rapport à ce sujet.

Le projet de résolution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a également fait l'objet d'un vote paragraphe par paragraphe; aucun de ces paragraphes n'a été adopté. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a voté pour tous les paragraphes, les représentants de la Chine, de la Syrie et de la Colombie pour plusieurs paragraphes; les autres représentants se sont abstenus[1].

Le représentant du Canada, mentionnant le rejet de la disposition du projet commun de résolution relatif au retrait des troupes, a présenté un nouveau projet de résolution qui, après adoption d'une modification de forme, donnait pour instructions à la Commission des bons offices "de soumettre aussitôt que possible un rapport permettant au Conseil de décider quelles mesures susceptibles de réalisation il pourrait prendre, étant donné la situation actuelle en Indonésie, pour y rétablir rapidement des conditions pacifiques". Le représentant de la Syrie a proposé d'y ajouter le membre de phrase: "plus particulièrement en ce qui concerne les possibilités techniques d'un retrait des forces armées sur les positions qu'elles occupaient avant le 18 décembre". Le représentant de l'Australie a proposé d'ajouter

[1] Le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine, qui, comme on l'explique plus bas, était absent, a été compté parmi les membres qui se sont abstenus.

en outre la phrase suivante: "Invite la Commission consulaire à continuer à mettre les services des ses observateurs militaires à la disposition de la Commission des bons offices." Le projet de résolution du Canada et les amendements que l'on avait proposé d'y apporter n'ont pas obtenu les sept voix nécessaires et n'ont donc pas été adoptés.

A la séance suivante, le 27 décembre, le représentant des Pays-Bas a signalé au Conseil que l'action entreprise n'avait généralement pas conduit à des hostilités de grande envergure et que la phase des opérations était pratiquement terminée à Java. Il a déclaré, en outre, que tous ceux qui participeraient aux prochaines consultations en vue d'instituer un gouvernement fédéral provisoire pourraient le faire en pleine liberté, même si leur liberté de mouvement se trouvait encore restreinte en ce moment; entre temps, quatorze dirigeants républicains de Batavia avaient déjà été mis en liberté.

Le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine, qui n'avait pu arriver à temps pour le début de la session extraordinaire, a exposé les idées de sa délégation sur l'ouverture des hostilités et a présenté un projet de résolution, aux termes duquel il était indispensable que "les troupes néerlandaises soient retirées immédiatement sur les positions qu'elles occupaient avant la reprise des opérations militaires contre la République d'Indonésie".

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, estimant que la déclaration des Pays-Bas constituait, de la part du Gouvernement des Pays-Bas, un refus direct de cesser les hostilités, a présenté un projet de résolution ordonnant de cesser les opérations militaires dans les vingt-quatre heures.

Les représentants de l'Inde, de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique, de la Colombie et de la Chine ont tous exprimé l'avis que le Gouvernement des Pays-Bas n'avait pas encore observé intégralement la résolution adoptée par le Conseil le 24 décembre 1948. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que la réponse provisoire du Gouvernement des Pays-Bas prouvait que ce Gouvernement se rendait compte de la gravité de la situation. Le représentant de la Colombie a proposé, sans toutefois le déposer officiellement avant la séance suivante, un projet de résolution invitant les représentants consulaires à Batavia, que le Conseil avait mentionnés dans sa résolution du 25 août 1947, à adresser le plus tôt possible un rapport complet sur la situation existant dans la République, dans lequel ils exposeraient la manière dont les ordres de cesser le feu étaient observés, et les conditions qui existaient dans les zones militairement occupées ou qui auraient pu être évacuées par les forces armées qui les occupaient à ce moment.

Le représentant de l'Argentine a déclaré que le Conseil devrait tout d'abord faire cesser les hostilités, mais qu'il convenait d'étudier attentivement les autres aspects de la question, et notamment les objections touchant la compétence du Conseil.

Le projet de résolution de l'Ukraine a obtenu 5 voix (Chine, Colombie, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des Républiques socialistes soviétiques) contre zéro, il y a eu 6 abstentions; le projet de résolution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a obtenu 4 voix (Colombie, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des Républiques socialistes soviétiques) contre une, il y a eu 7 abstentions. Aucun de ces projets de résolution n'a donc été adopté.

Le Conseil de sécurité s'est réuni de nouveau le lendemain, 28 décembre 1948, et le représentant de la République d'Indonésie a signalé au Conseil que, selon un communiqué officiel des Pays-Bas, les autorités néerlandaises procédaient au transfert des chefs républicains dans des hôtels situés hors de Java.

Le représentant de la Chine a présenté un projet de résolution constatant que le Gouvernement des Pays-Bas n'avait pas, jusqu'alors, remis en liberté le Président de la République d'Indonésie ni tous les autres prisonniers politiques, dont la résolution du 24 décembre demandait la mise en liberté, et invitant le Gouvernement des Pays-Bas "à remettre immédiatement en liberté ces prisonniers politiques et à faire rapport au Conseil de sécurité dans les vingt-quatre heures de l'adoption de la présente résolution". Le Conseil a adopté cette résolution par 8 voix contre zéro, avec 3 abstentions (Belgique, France et Royaume-Uni). Par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions (République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des Républiques socialistes soviétiques), le Conseil a également adopté le projet de résolution de la Colombie, demandant aux représentants consulaires à Batavia de présenter un rapport.

Le Conseil de sécurité a tenu, le 29 décembre 1948, la dernière de ses séances exceptionnelles de Paris. A cette séance, le représentant des Pays-Bas a fait savoir au Conseil que, en ce qui concernait les forces nèerlandaises, les hostilités cesseraient à Java le 31 décembre, à 24 heures, et à Sumatra deux ou trois jours plus tard; il a ajouté qu'il resterait évidemment nécessaire de poursuivre les mesures contre les éléments de désordre. Il a déclaré que le Gouvernement des Pays-Bas lèverait les restrictions imposées à la liberté de mouvement d'un certain nombre de personnalités en vue lorsque cesseraient les mesures militaires, étant entendu que les intéressés devraient s'abstenir de toute activité qui pourrait compromettre la sécurité publique.

Le représentant de la République d'Indonésie s'est déclare déçu par le tour qu'avaient pris les débats et par les décisions du Conseil. A son avis, la communication du représentant des Pays-Bas constituait un véritable défi à la résolution du Conseil.

Plusieurs représentants au Conseil ont estimé peu satisfaisante la communication des Pays-Bas, mais, aucun d'entre eux n'ayant présenté de nouvelle résolution, le Conseil a décidé de reprendre la discussion à Lake Success au début de 1949.

c) Résolution du 28 janvier 1949 du Conseil de sécurité

Lorsque le Conseil de sécurité s'est de nouveau réuni à Lake Success, le 7 janvier 1949, il était saisi d'un rapport de la Commission des bons offices, déclarant que ni les dispositions du paragraphe de la résolution du 24 décembre 1948 du Conseil invitant les parties à cesser les hostilités, ni les dispositions du paragraphe de cette résolution demandant la mise en liberté immédiate du Président de la République et des autres prisonniers politiques n'avaient été appliquées. Avant d'ouvrir la discussion, le Conseil a approuvé les demandes que la Belgique et la Birmanie avaient présentées en vue de participer, sans droit de vote, à la discussion sur la question indonésienne, en même temps que les autres pays non membres du Conseil invités précédemment. A la première séance, le représentant des Pays-Bas a déclaré que les hostilités avaient cessé, en ce qui concernait les forces néerlandaises, dans tout l'ancien territoire républicain, mais que le Gouvernement des Pays-Bas devait décliner toute responsabilité si les chefs républicains continuaient à faire des déclarations hostiles susceptibles de provoquer de nouvelles rencontres avec des groupes dispersés. Il a ajouté que les autorités néerlandaises avaient pris des mesures pour mettre fin à la résidence forcée des chefs républicains, bien que quelques-uns d'entre eux, pour des raisons de sécurité publique, aient vu momentanément leur liberté de mouvement restreinte à l'île de Banka.

Le représentant de la République a déclaré que le Gouvernement néerlandais n'avait tenu compte de l'ordre de cesser le feu qu'après avoir atteint ses buts militaires; il a affirmé que le Gouvernement néerlandais n'avait pas exécuté l'ordre du Conseil prescrivant de remettre en liberté le Président et les membres du Gouvernement républicain, puisque ces chefs ne jouissaient pas d'une entière liberté de mouvement. Il a demandé au Conseil d'obliger les Pays-Bas à appliquer les termes de sa résolution et d'examiner à nouveau la question du retrait des troupes néerlandaises.

Après une première discussion générale, les représentants de la Chine, de Cuba, de la Norvège et des Etats-Unis d'Amérique se sont associés pour présenter un projet de résolution détaillé. En bref, ce projet de résolution constatait que les résolutions des 24 et 28 décembre 1948 du Conseil n'avaient pas été intégralement observées; invitait le Gouvernement des Pays-Bas à faire cesser immédiatement toutes opérations militaires, à remettre en liberté les prisonniers politiques arrêtés dans la République depuis le 17 décembre 1948, à faciliter le retour immédiat à Djokjakarta des fonctionnaires du Gouvernement de la République et à leur donner toutes facilités pour s'acquitter efficacement de leurs fonctions dans la région de Djokjakarta; invitait le Gouvernement de la République à ordonner en même temps à ses partisans armés de mettre fin à la guérilla; invitait les deux parties à collaborer au rétablissement de la paix et au maintien de l'ordre public; chargeait la Commission des bons offices, qui s'appellerait désormais Commission des Nations Unies pour l'Indonésie, de prêter son concours aux parties en vue de l'application de la résolution; conférait à la Commission un certain nombre d'attributions supplémentaires, notamment celle d'indiquer aux parties dans quelle mesure les régions contrôlées par la République en vertu de l'Accord du *Renville* devraient progressivement être à nouveau confiées à son administration et celle de contrôler l'exécution de ce transfert et d'indiquer, le cas échéant, quelles forces néerlandaises devraient être temporairement maintenues dans une région donnée en vue de contribuer au maintien de l'ordre public et à exercer le contrôle des élections. Enfin, le projet de résolution recommandait la reprise de négociations en vue de constituer des Etats-Unis fédéraux, indépendants et souverains d'Indonésie, autorisait la Commission à inviter des représentants de régions de l'Indonésie qui ne font pas partie de la République à y participer, fixait un délai à ces négociations, et priait la Commission d'adresser un rapport au Conseil si ce délai n'était pas observé.

Au cours de la discussion du projet commun de résolution, le Conseil a reçu une résolution adoptée par une conférence relative à la question indonésienne, tenue à la Nouvelle-Delhi, du 20 au 23 janvier 1949, et composée de représentants de dix-neuf Gouvernements d'Asie et d'Australie; ces Gouvernements demandaient au Conseil d'accorder à la résolution toute l'importance qui lui était due. Tout en constatant l'analogie fondamentale de ces deux résolutions, les représentants de l'Inde, de l'Egypte, des Philippines, de la République d'Indonésie, de l'Australie et de la Birmanie ont insisté pour modifier le projet commun de résolution dont le Conseil était saisi de façon à l'harmoniser, dans la mesure du possible, avec la résolution de la Nouvelle-Delhi. Les auteurs du projet commun de résolution ont introduit

plusieurs amendements destinés à incorporer dans leur texte certaines des modifications proposées au cours des débats, et ils ont accepté du représentant du Canada un amendement explicatif.

Le représentant des Pays-Bas a déclaré que son Gouvernement devait s'élever contre certains éléments de ce projet commun de résolution, du fait surtout que ce projet constituait une intervention sans précédent dans les affaires intérieures des Pays-Bas, violant ainsi les dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, et que l'application en était impossible.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine se sont opposés au projet commun de résolution, et le premier de ces représentants a soumis au Conseil un amendement disposant que "les troupes néerlandaises se replieront immédiatement sur les positions prévues par l'Accord du *Renville*".

Le 28 janvier 1949, le Conseil a adopté le projet commun de résolution, qu'il a voté paragraphe par paragraphe. Le représentant de la France s'est abstenu sur tous les paragraphes et les représentants de l'Argentine, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques se sont abstenus sur certains paragraphes; tous les autres représentants ont voté pour tous les paragraphes. L'amendement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a obtenu 4 voix (Cuba, Egypte, République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des Républiques socialistes soviétiques) contre zéro, il y a eu 7 abstentions; l'amendement n'a donc pas été adopté.

d) Instructions adressées par le Conseil de sécurité à la Commission des Nations Unies pour l'Indonésie le 23 mars 1949

Le 1er mars 1949, la Commission des Nations Unies pour l'Indonésie a remis son premier rapport au Conseil de sécurité, en exécution de la résolution du 28 janvier 1949; elle avait préalablement obtenu du Conseil l'autorisation de reporter la date de sa remise, primitivement fixée au 15 février. Le rapport constatait d'abord que le Gouvernement des Pays-Bas n'avait pas rempli les conditions préalables essentielles à une nouvelle action aux termes de la résolution. Il faisait remarquer que le Gouvernement des Pays-Bas n'avait pas remis en liberté les prisonniers politiques de la République et qu'il avait refusé d'autoriser le rétablissement du Gouvernement républicain dans ses fonctions à Djokjakarta, qu'il n'y avait pas eu de négociations en application de la résolution et qu'il n'y avait eu aucune cessation effective ou complète des hostilités. Le rapport donnait aussi des détails d'une proposition faite par le Gouvernement néerlandais en vue de convoquer à La Haye une conférence de la table ronde sur la question indonésienne, et demandait au Conseil des instructions sur l'attitude que la Commission devrait adopter en ce qui concernait une invitation qu'elle avait reçue de participer à cette conférence.

Le Conseil de sécurité a examiné ce rapport au cours de cinq séances tenues en mars 1949 et a approuvé la demande que lui avait adressée le Gouvernement du Pakistan de participer à la discussion, sans droit de vote, avec d'autres pays non membres du Conseil. Le représentant des Pays-Bas a déclaré que son Gouvernement maintenait ses objections à l'égard de certains aspects de la résolution, notamment le rétablissement du Gouvernement républicain à Djokjakarta, mais qu'il avait pris certaines mesures essentielles, conformément à la résolution. Il a expliqué que si les Pays-Bas avaient présenté une proposition tendant à la convocation d'une conférence de la table ronde, c'était surtout afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour tranférer intégralement la souveraineté à l'Indonésie dans un délai de quelques mois et pour établir en même temps l'Union néerlando-indonésienne.

Le représentant de la République d'Indonésie a déclaré que le Gouvernement des Pays-Bas avait présenté cette nouvelle proposition au lieu d'observer la résolution du 28 janvier du Conseil, mais il a ajouté que la République ne se refusait pas à ce qu'on essayât de hâter le transfert de la souveraineté à l'Indonésie au moyen d'une conférence de la table ronde, si l'on garantissait que la résolution du 28 janvier du Conseil ne deviendrait pas caduque; cependant, toute décision de participer à une conférence de ce genre devrait être prise en séance plénière de cabinet par le Gouvernement républicain fonctionnant à Djokjakarta.

Le 23 mars, le Conseil, sur la proposition du représentant du Canada, a décidé de donner pour instructions à la Commission d'aider les parties à conclure un accord touchant: i) l'application de la résolution du 28 janvier du Conseil, et notamment les paragraphes de cette résolution relatifs à la cessation des hostilités et au rétablissement du Gouvernement républicain; et ii) les conditions dans lesquelles se tiendrait la conférence qu'on se proposait de tenir à La Haye et la date à laquelle elle aurait lieu. Les représentants de la France, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques se sont abstenus de voter sur la proposition du Canada.

e) Présentation de la question indonésienne à l'Assemblée générale

Par lettres des 30 et 31 mars 1949, la délégation de l'Inde et celle de l'Australie ont demandé que

la question indonésienne fût inscrite à l'ordre du jour de la deuxième partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale. Le 12 avril 1949, par 41 voix contre 3, avec 12 abstentions, l'Assemblée a approuvé la recommandation de son Bureau tendant à inscrire la question à l'ordre du jour et à la renvoyer à la Première Commission, étant entendu qu'elle pourrait être par la suite renvoyée à la Commission politique spéciale, si l'état d'avancement des travaux de ces deux Commissions rendait souhaitable ce renvoi. Par 40 voix contre 10, avec 6 abstentions, l'Assemblée a repoussé une proposition du représentant de la Norvège tendant à ajourner toute désision sur cette recommandation.

Le 2 mai 1949, le point de l'ordre du jour relatif à la question indonésienne a été renvoyé à la Commission politique spéciale. A l'ouverture des débats en Commission, le 9 mai, la délégation de l'Inde et celle de l'Australie ont déposé un projet de résolution qui prenait note des résultats des négociations préliminaires engagées en exécution des instructions du 23 mars du Conseil de sécurité (voir plus bas), exprimait l'espoir que cet accord contribuerait à réaliser un règlement durable conformément aux intentions de la résolution du 28 janvier 1949 du Conseil, et renvoyait la suite de l'examen de ce point à la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale. Cette résolution, présentée sur la recommandation de la Commission politique spéciale, a été adoptée le 11 mai par 43 voix contre 6, avec 3 abstentions.

f) Pourparlers engagés en Indonésie en vertu des instructions du 23 mars 1949 du Conseil de sécurité

Le 9 mai, la Commission pour l'Indonésie a fait savoir au Conseil de sécurité que les parties s'étaient mises d'accord sur des déclarations officielles dont elles avaient donné lecture le 7 mai à l'une des séances tenues en vertu des instructions du 23 mars du Conseil. Le chef de la délégation de la République d'Indonésie avait déclaré que le Président et le Vice-Président de la République l'avaient autorisé à faire savoir qu'il convenait d'adopter pour principes, le plus tôt possible après le rétablissement du Gouvernement à Djokjakarta, i) de donner l'ordre aux partisans armés de la République de mettre fin à la guérilla; ii) de collaborer au rétablissement de la paix et au maintien de l'ordre public; et iii) de participer, à La Haye, à une conférence de la table ronde en vue de hâter le transfert inconditionnel, réel et complet de la souveraineté, des Pays-Bas aux Etats-Unis d'Indonésie; le Président et le Vice-Président de la République inviteraient expressément le Gouvernement de la République à adopter cette ligne de conduite dès son retour à Djokjakarta.

De son côté le Président de la délégation néerlandaise a déclaré notamment que, étant donné l'engagement que venait de prendre la délégation républicaine, le Gouvernement néerlandais approuvait le retour à Djokjakarta du Gouvernement de la République et convenait que ce Gouvernement aurait toutes les facilités nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions dans la résidence de Djokjakarta; le Gouvernement néerlandais affirmait à nouveau qu'il était prêt à faire cesser immédiatement toutes opérations militaires et à remettre en liberté tous les prisonniers politiques arrêtés dans la République depuis le 17 décembre 1948.

Le 22 juin 1949, la Commission a publié un communiqué de presse annonçant que de nouveaux progrès avaient été accomplis au cours des discussions. Aux termes de ce communiqué, les délégations des parties avaient manifesté une "communauté de vues" qui permettrait à la délégation républicaine de présenter au Gouvernement de la République, le plus tôt possible après le rétablissement de ce Gouvernement, des propositions concernant la cessation des hostilités, ainsi que la date d'ouverture de la Conférence de la table ronde à La Haye et les conditions dans lesquelles elle se tiendrait. Dans un mémorandum qui mentionnait leur "communauté de vues" sur cette dernière question, les deux parties déclaraient qu'elles s'efforceraient de réunir la Conférence le 1er août 1949 au plus tard et que la souveraineté devrait être transférée aux Etats-Unis d'Indonésie avant la fin de 1949. Le mémorandum ajoutait que les participants à la Conférence seraient les Pays-Bas, la République d'Indonésie, l'Assemblée consultative fédérale (représentant les régions d'Indonésie autres que le territoire actuel de la République) et la Commission des Nations Unies pour l'Indonésie; il donnait l'ordre du jour de la Conférence, énumérait certaines questions essentielles de procédure et indiquait la procédure de ratification des accords auxquels aboutirait cette Conférence.

Le communiqué du 22 juin annonçait, en outre, que le Gouvernement des Pays-Bas ordonnerait à ses troupes de commencer le 24 juin à évacuer la résidence de Djokjakarta. Des communiqués de presse ultérieurs ont signalé que l'évacuation s'était terminée dans de bonnes conditions, le 30 juin, sous la surveillance des observateurs des Nations Unies. Le Sultan de Djokjakarta a assuré l'ordre et, le 6 juillet, le Gouvernement républicain est rentré dans la capitale de la République.

M.–Le sort des anciennes colonies italiennes

a) L'Organisation des Nations Unies est saisie de la question

Le 15 septembre 1948, les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont adressé au Secrétaire général une communication pour lui faire connaître que l'Assemblée générale était, à cette date, saisie de la question du sort des anciennes colonies italiennes, en application de l'article 23 et du paragraphe 3 de l'annexe XI du Traité de paix avec l'Italie.

Le 24 septembre 1948, l'Assemblée générale a inscrit la question à son ordre du jour et l'a renvoyée pour examen et rapport à la Première Commission. N'ayant pas eu le temps de l'étudier durant la première partie de la troisième session ordinaire qui s'est tenue à Paris, la Première Commission a entrepris l'examen du problème à Lake Success, le 6 avril 1949, au début de la deuxième partie de la troisième session ordinaire.

b) La Première Commission entend les partis ou organisation intéressés

Le 6 avril 1949, la Première Commission a invité le Gouvernement italien à se faire représenter, sans droit de vote, pendant qu'elle procédait à l'examen de la question. Le représentant de l'Italie a fait une déclaration générale le 11 avril 1949.

Au cours de la discussion, les membres de la Première Commission qui avaient eu connaissance du *Rapport de la Commission d'enquête des quatre Puissances dans les anciennes colonies italiennes* ont manifesté le désir de recueillir des renseignements directs sur la question auprès des organisations représentatives de la Libye, de l'Erythrée et de la Somalie italienne. A cet effet, la Première Commission a créé, le 11 avril 1949, une Sous-Commission (Sous-Commission 14) composée de onze membres et chargée d'examiner les demandes présentées, le 23 avril au plus tard, par les partis politiques ou les organisations des territoires intéressés. La Sous-Commission devait faire rapport sur la mesure dans laquelle ces organismes représentaient une fraction importante de l'opinion publique des territoires en question et indiquer si la Première Commission devait les entendre et, dans l'affirmative, de quelle façon.

A la suite des recommandations faites par la Sous-Commissions dans cinq rapports provisoires, la Première Commission a entendu, au cours de la discussion générale, les représentants des organisations ou partis ci-dessous:

Pour la Libye, le Congrès national de la Cyrénaïque, le Conseil national pour la libération de la Libye, la Communauté juive de Tripolitaine, l'Association des anciens combattants de Libye.

Pour l'Erythrée, la Ligue musulmane de l'Erythrée, le Parti *Pro Italia* de la nouvelle Erythrée, le Parti unioniste, l'Association italo-érythréenne

Pour la Somalie, la Ligue de la jeunesse somalie, la Conférence de Somalie et la Ligue progressiste de Mijertein.

Pour les trois territoires, les Associations nationales des réfugiés de Libye et d'Afrique orientale.

Par la suite, la Commission a accordé une deuxième audience à sept de ces organisations pour leur permettre d'exprimer leur sentiment sur les divers projets de résolution présentés au cours des débats.

c) Discussion générale à la Première Commission

La discussion générale à la Première Commission a duré vingt séances, du 6 avril au 5 mai 1949.

Tous les membres de la Première Commission ont exprimé le ferme désir de régler une question qui intéresse trois millions de personnes et l'avenir de l'Organisation elle-même; mais, ils ont eu dès le début conscience des difficultés soulevées par un problème que les quatre Puissances avaient examiné pendant trois ans sans arriver à lui trouver une solution. Les déclarations faites par les diverses délégations au cours du débat général ont fait apparaître de grandes divergences de vues sur les propositions formulées pour résoudre le problème. Quelques délégations ont proposé d'accorder immédiatement l'indépendance à certains territoires, tandis que d'autres souhaitaient en général placer les anciennes colonies italiennes sous un régime de tutelle internationale, mais sans pouvoir s'entendre sur les modalités de ce régime de tutelle. Chacune des trois formes d'administration prévues par la Charte—administration par l'Organisation elle-même, par un groupe d'Etats ou par un seul Etat—avait ses partisans et ses adversaires. En ce qui concerne la durée de la tutelle, les propositions variaient entre cinq et vingt-cinq ans et, dans certains cas, quelques délégations ont préconisé une tutelle d'une durée indéterminée. Les divergences d'opinion étaient tout aussi grandes touchant le pays ou les pays à qui serait confiée l'administration des territoires. Dans certains cas particuliers, on a suggéré l'incorporation directe à un pays limitrophe. On a également préconisé des solutions temporaires, comme la création d'une Commission spéciale d'enquête chargée de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa quatrième session.

Cette diversité d'opinions s'est reflétée dans les divers projets de résolution et d'amendement présentés à la Première Commission à la fin de la discussion générale.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé de placer chacun des territoires intéressés sous la tutelle directe de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil de tutelle aurait désigné un administrateur investi de la totalité du pouvoir exécutif, qui aurait été assisté d'un comité consultatif de neuf membres composé de représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Italie, de l'Ethiopie (ou de l'Egypte pour la Libye), d'un représentant de la population européenne et de deux représentants de la population autochtone. En outre, l'indépendance aurait été accordée à la Libye et à l'Erythrée au bout de cinq ans et à la Somalie italienne au bout de dix. Enfin, une concession territoriale aurait été consentie en Erythrée en faveur de l'Ethiopie, de manière à lui ménager un accès à la mer au port d'Assab.

Le représentant du Royaume-Uni, appuyé par celui des Etats-Unis d'Amérique, a présenté un projet de résolution recommandant le plan suivant:

Pour la Libye, indépendance à l'expiration d'un délai de dix ans, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale. Pendant la période de transition, la Cyrénaïque aurait été placée sous la tutelle du Royaume-Uni et le reste de la Libye sous un régime de tutelle qu'un groupe de cinq Etats devait proposer à l'Assemblée générale lors de sa quatrième session;

Pour l'Erythrée (à l'exception de la Province de l'Ouest, qui devait être incorporée au Soudan), incorporation à l'Ethiopie avec des dispositions spéciales visant à protéger les diverses minorités;

Pour la Somalie italienne, tutelle italienne.

Le représentant de l'Inde a proposé de placer la Libye et la Somalie italienne sous la tutelle directe des Nations Unies pour une période de dix ans au minimum et de vingt ans au maximum. A la fin de cette période, la population aurait fait connaître ses vœux par voie de plébiscite. Quant à l'Erythrée, une commission spéciale de sept membres y aurait été envoyée immédiatement pour s'informer avec précision des vœux des populations notamment en ce qui concerne l'annexion partielle ou totale du territoire à l'Ethiopie.

D'autre part, dix-huit Etats d'Amérique latine ont présenté un projet commun de résolution recommandant que chacun des trois territoires soit placé sous le régime international de tutelle, les modalités et conditions de ce régime devant être proposées à l'Assemblée générale lors de sa quatrième session ordinaire par un groupe de cinq nations, comprenant les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Ethiopie (l'Egypte pour la Libye). En outre, l'indépendance aurait été accordée à la Libye à l'expiration d'une période de dix ans, si l'Assemblée générale en décidait ainsi, et à l'Erythrée et à la Somalie italienne, à une date indéterminée. Enfin, les justes revendications de l'Ethiopie devaient recevoir satisfaction.

Le représentant de l'Irak a présenté des propositions recommandant: en ce qui concerne la Libye, l'indépendance immédiate; pour la Somalie italienne, une tutelle collective par cinq Etats, les modalités et conditions de cette tutelle devant être proposées à la quatrième session ordinaire par un groupe de cinq Etats (Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Royaume-Uni); en ce qui concerne l'Erythrée, une commission de cinq Etats Membres des Nations Unies aurait déterminé les vœux de la population et présenté un rapport à la quatrième session ordinaire.

Le représentant de l'Australie a présenté un projet de résolution proposant la création d'une Commission spéciale de sept membres chargée de procéder à une enquête et de faire rapport avant le 1er septembre 1949.

d) Résolutions adoptées par la Première Commission

Le 9 mai 1949, à la suite d'une proposition des Etats-Unis d'Amérique, amendée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la Première Commission a constitué une Sous-Commission de seize membres (Sous-Commission 15) chargée d'examiner les différentes propositions présentées, de rédiger une résolution et de faire rapport à la Commission.

La Sous-Commission 15, après avoir tenu quatre séances, a adopté par 10 voix contre 4, avec une abstention, un projet de résolution fondé sur la proposition du Royaume-Uni, modifiée pour tenir compte des négociations qui venaient d'avoir lieu entre le Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni et celui de l'Italie.

Cette résolution, que plusieurs délégations ont acceptée dans un "esprit de compromis", recommandait:

i) D'accorder son indépendance à la Libye dix ans après l'adoption de la résolution, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale; et

1) De placer la Cyrénaïque sous la tutelle du Royaume-Uni;

2) De placer le Fezzan sous la tutelle de la France;

3) De placer la Tripolitaine sous la tutelle de l'Italie, à la fin de 1951, et de maintenir jusque là l'administration temporaire britannique, avec le concours d'un conseil consultatif composé de représentants de l'Egypte, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, du Royaume-Uni et d'un représentant de la population du territoire;

ii) De placer la Somalie italienne sous la tutelle de l'Italie;

iii) D'incorporer à l'Ethiopie l'Erythrée, à l'exception de la Province de l'Ouest et avec des garanties suffisantes pour la protection des minorités et des chartes municipales pour les villes d'Asmara et de Massaouah, et d'incorporer au Soudan la Province de l'Ouest;

iv) Enfin, que le Conseil de tutelle, ou la Commission intérimaire de l'Assemblée générale, selon le cas, élabore le texte de l'accord destiné à donner effet à ces recommandations et le soumette à l'approbation de l'Assemblée générale lors de sa quatrième session.

La Première Commission, après avoir reçu le rapport de la Sous-Commission 15, a décidé d'entendre les délégations des partis politiques et des organisations précédemment entendues, de manière à connaître leur opinion sur les divers projets de résolution présentés au cours de la discussion. Sept de ces délégations ont été entendues.

La Première Commission, après avoir repoussé les propositions présentées auparavant par les délégations de l'Irak, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de l'Inde, a finalement voté, paragraphe par paragraphe, le projet de résolution recommandé par la Sous-Commission 15. Les divers paragraphes ont été adoptés avec des amendements d'importance secondaire, à l'exception du paragraphe relatif à la Province de l'Ouest de l'Erythrée, qui a été repoussé. L'ensemble du projet de résolution de la Sous-Commission 15 a été adopté par 34 voix contre 16, avec 7 abstentions.

La Première Commission a également adopté un projet de résolution présenté par la délégation du Chili et recommandant que le Conseil économique et social prenne en considération les problèmes qui se posent dans les anciennes colonies italiennes lorsqu'il étudiera un plan pour le développement économique des régions insuffisamment développées.

e) L'Assemblée générale ajourne sa décision finale

L'Assemblée générale a commencé l'examen de la question le 17 mai 1949, sur la base du rapport de la Première Commission et des deux projets de résolution présentés par elle.

Elle a été saisie de divers amendements aux résolutions de la Première Commission, ainsi que de quatre autres projets de résolution. Les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Irak et de l'Inde ont présenté les projets de résolution qu'ils avaient déjà déposés devant la Première Commission. Le représentant du Pakistan a présenté, sous une forme différente, l'ancien projet de résolution de l'Australie.

Après avoir entendu divers représentants, l'Assemblée générale a d'abord voté sur la résolution générale proposée par la Première Commission. Les paragraphes concernant la Cyrénaïque et le Fezzan ont été adoptés, mais le paragraphe soumettant la Tripolitaine à la tutelle de l'Italie n'a pu recueillir la majorité requise des deux tiers des voix (33 voix pour, 17 contre, 8 abstentions). Les représentants de l'Argentine, de la France, de l'Union Sud-Africaine, du Salavador et de l'Uruguay ont déclaré qu'ils voteraient contre l'ensemble de la résolution puisque l'une de ses dispositions essentielles avait été repoussée. La résolution de la Première Commission a été rejetée par 37 voix contre 14, avec 7 abstentions.

L'Assemblée générale a ensuite repoussé tous les autres projets de résolution présentés par les diverses délégations.

Enfin, le 18 mai, après avoir repoussé un projet de résolution présenté par les représentants de Costa-Rica, de Cuba et de l'Uruguay, et qui renvoyait la question à la Commission intérimaire pour qu'elle l'examinât et fît rapport à la quatrième session ordinaire, l'Assemblée générale a adopté, par 51 voix contre zéro, avec 6 abstentions, une résolution de la délégation de la Pologne, résolution par laquelle elle décidait de remettre à sa quatrième session ordinaire tout nouvel examen du point de son ordre du jour intitulé: Question du sort des anciennes colonies italiennes.

N.–Admission de nouveaux Membres

a) Demande d'admission présentée par Ceylan

Par une lettre du 25 mai 1948 adressée au Secrétaire général, le Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Ceylan a demandé, au nom de son Gouvernement, que Ceylan soit admis comme Membre de l'Organisation des Nations Unies. Le 11 juin 1948, le Conseil de sécurité a renvoyé cette demande à son Comité d'admission des nouveaux Membres pour examen et rapport.

Dans son rapport, le Comité déclarait que la majorité de ses membres s'étaient prononcés en faveur de cette demande, mais que les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la République socialiste soviétique d'Ukraine avaient réservé leur attitude à cet égard. Le Conseil a examiné ce rapport le 18 août et a rejeté un projet de résolution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques proposant que l'examen de cette demande soit ajourné jusqu'à ce que le Gouvernement de Ceylan ait fait parvenir des renseignements détaillés sur son statut et sur sa Constitution ainsi que des preuves suffisantes attestant que Ceylan était un Etat souverain et indépendant.

Un projet de résolution présenté par le représentant de la Chine et recommandant à l'Assemblée générale d'admettre Ceylan comme Membre de l'Organisation des Nations Unies a recueilli 9 voix pour et 2 voix contre (République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des Républiques socialistes soviétiques). L'un des représentants qui ont voté contre étant membre permanent du Conseil de sécurité, la proposition n'a pas été adoptée.

Le Conseil de sécurité a présenté à l'Assemblée générale, lors de sa troisième session ordinaire en 1948, un rapport spécial sur l'admission de Ceylan; l'Assemblée générale a renvoyé ce rapport à la Commission politique spéciale pour examen et rapport. Au cours de la discussion de ce rapport en séance plénière, les représentants de l'Australie, de la Birmanie, de l'Inde, du Pakistan et des Philippines ont présenté des amendements au projet de résolution recommandé par la Commission politique spéciale. Dans cette résolution, qu'elle a adoptée avec amendements le 3 décembre 1948 (résolution 197 (III) I), l'Assemblée générale a pris acte du fait qu'il ressort de la discussion au sein de la Commission politique spéciale que, de l'avis unanime, Ceylan est un Etat pacifique, qu'il est capable de s'acquitter des obligations que lui impose la Charte et disposé à le faire et qu'il devrait, par conséquent, être admis comme Membre des Nations Unies; l'Assemblée générale priait le Conseil de sécurité de procéder, dans le plus bref délai possible, à un nouvel examen de la demande d'admission de Ceylan. Cette résolution a été transmise par le Président de l'Assemblée générale au Président du Conseil de sécurité le 9 décembre 1948.

Le 15 décembre 1948, le Conseil a repris l'examen de cette demande. Une proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques tendant à ajourner l'examen de cette question a été repoussée par 7 voix contre 2 (République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des Républiques socialistes soviétiques), avec 2 abstentions (Argentine et Syrie). La demande d'admission de Ceylan a recueilli 9 voix pour et 2 voix contre (Ukraine et Union soviétique). Cependant, l'un des membres permanents du Conseil de sécurité ayant voté contre, le demande d'admission de Ceylan n'a pas été recommandée par le Conseil.

Par une lettre en date du 17 mars 1949, le Président du Conseil de sécurité a fait connaître au Président de l'Assemblée générale le résultat du nouvel examen de la demande de Ceylan. Le 13 avril, pendant la deuxième partie de sa troisième session, l'Assemblée générale a pris acte de la lettre que le Président du Conseil de sécurité avait adressée à ce sujet au Président de l'Assemblée générale.

b) NOUVEL EXAMEN DES DEMANDES D'ADMISSION

i) *Demandes présentées par l'Assemblée générale*

Outre la résolution concernant Ceylan, l'Assemblée générale, au cours de sa troisième session ordinaire, a adopté, le 8 décembre 1948, huit autres résolutions sur l'admission de nouveaux Membres.

Dans la résolution 197 (III) A, l'Assemblée générale recommandait à chacun des membres du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, lors du vote sur l'admission de nouveaux Membres, de se conformer à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 28 mai 1948.

Dans la résolution 197 (III) B, l'Assemblée générale demandait au Conseil de sécurité d'examiner à nouveau, en tenant compte des circonstances propres à chaque cas, les demandes d'admission à l'Organisation des Nations Unies qui n'avaient pas été recommandées par le Conseil de sécurité et qui étaient mentionnées dans ses rapports spéciaux.

Dans ses résolutions 197 (III) C à H, l'Assemblée générale demandait au Conseil de sécurité d'examiner à nouveau les demandes d'admission du Portugal, de la Transjordanie, de l'Italie, de la Finlande, de l'Irlande et de l'Autriche. Dans ces résolutions, l'Assemblée générale a réaffirmé que le Portugal, la Transjordanie, l'Italie, la Finlande et l'Irlande sont des Etats pacifiques au sens de l'Article 4 de la Charte, qu'ils sont capables de remplir les obligations que leur impose la Charte et disposés à le faire et qu'ils devraient par conséquent être admis comme Membres des Nations Unies. En ce qui concerne l'Autriche, elle a réaffirmé que ce pays est un Etat pacifique au sens de l'Article 4.

ii) *Renouvellement de demandes d'admission*

Au cours des douze derniers mois, les pays suivants ont renouvelé leurs demandes d'admission comme Membres dans l'Organisation des Nations Unies:

1. République populaire de Bulgarie, par des communications en date du 22 septembre et du 9 octobre 1948 émanant du Ministère des affaires étrangères. Cette demande a été inscrite à l'ordre du jour provisoire du Conseil de sécurité le 28 septembre 1948, mais l'examen en a été ajourné à la demande du Gouvernement bulgare.

2. Hongrie, par des communications en date du 27 septembre et du 3 octobre 1948 émanant du Ministre de Hongrie à Paris.

3. République populaire d'Albanie, par des communications en date du 12 octobre et du 2 décembre 1948 émanant du Ministre des affaires étrangères d'Albanie.

4. République populaire de Mongolie, par des communications en date des 12 et 25 octobre 1948

émanant du Premier Ministre, Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Mongolie.

5. République populaire de Roumanie, par des communications en date du 12 octobre et du 9 novembre 1948 émanant du Ministre des affaires étrangères de Roumanie.

iii) *Nouvel examen de douze demandes d'admission*

Le 16 juin 1949, le Conseil de sécurité a examiné les demandes présentées par l'Assemblée générale et les communications précitées de la Bulgarie, de la Hongrie, de l'Albanie, de la République populaire de Mongolie et de la Roumanie. Le représentant de l'Argentine a présenté sept projets de résolution concernant le Portugal, la Transjordanie, l'Italie, la Finlande, l'Irlande, l'Autriche et Ceylan, demandant au Conseil de sécurité de recommander à l'Assemblée générale l'admission de ces Etats.

Le 21 juin, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté un projet de résolution invitant le Conseil à recommander à l'Assemblée générale d'admettre comme Membres dans l'Organisation des Nations Unies les Etats suivants: Albanie, République populaire de Mongolie, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Finlande, Italie, Portugal, Irlande, Transjordanie, Autriche et Ceylan.

Les débats se sont poursuivis le 24 juin, mais le Conseil n'a pris jusqu'à présent aucune décision.

c) Demande d'admission présentée par l'Etat d'Israël

Par une lettre en date du 29 novembre 1948 adressée au Secrétaire général, le Ministre des affaires étrangères du Gouvernment provisoire de l'Etat d'Israël a présenté, au nom de son Gouvernement, une demande d'admission dans l'Organisation des Nations Unies.

Le 2 décembre 1948, le Conseil de sécurité a renvoyé cette demande à son Comité d'admission des nouveaux Membres. Ce Comité a fait savoir, le 7 décembre, qu'il ne disposait pas des renseignements nécessaires pour pouvoir prendre une décision. Au cours d'une séance du Conseil, tenue le 15 décembre, le représentant du Royaume-Uni a présenté un projet de résolution demandant d'ajourner l'examen de cette demande d'admission. Quatre représentants ayant voté pour (Belgique, Chine, Syrie et Royaume-Uni) et 7 représentants s'étant abstenus, le projet de résolution n'a pas été adopté.

Le 17 décembre, à la séance suivante du Conseil, le représentant de la France a proposé d'ajourner d'un mois l'examen de la demande d'admission présentée par l'Etat d'Israël. Six membres ont voté en faveur de cette proposition, mais 5 se sont abstenus (Argentine, Colombie, Etats-Unis, République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des Républiques socialistes soviétiques); la proposition n'a donc pas été adoptée. A la même séance, le représentant de Syrie a proposé que la Cour internationale de Justice soit invitée à donner un avis consultatif sur les diverses questions relatives aux aspects juridiques de la question palestinienne. Le projet de résolution présenté par la Syrie a été repoussé, 2 représentants s'étant prononcés en sa faveur (Belgique et Syrie) et 9 s'étant abstenus.

Le même jour, le vote sur la demande d'Israël a donné les résultats suivants: 5 voix pour, une voix contre, et 5 abstentions; le Conseil de sécurité n'a donc pu recommander cette demande d'admission.

Par une lettre en date du 24 février adressée au Secrétaire général, le représentant de l'Etat d'Israël a demandé que la demande d'admission présentée par son pays fasse l'objet d'un nouvel examen. En conséquence, le Conseil de sécurité a réexaminé, le 4 mars 1949, la demande d'admission de l'Etat d'Israël. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a présenté un projet de résolution recommandant à l'Assemblée générale d'admettre l'Etat d'Israël comme Membre dans l'Organisation des Nations Unies; ce projet de résolution a été adopté par 9 voix contre une (Egypte), avec une abstention (Royaume-Uni).

Le Président du Conseil de sécurité a transmis au Président de l'Assemblée générale, le 7 mars 1949, la recommandation du Conseil de sécurité. Le 2 mai, pendant la deuxième partie de sa troisième session ordinaire, l'Assemblée générale a renvoyé la recommandation du Conseil de sécurité à la Commission politique spéciale pour examen et rapport.

La Commission politique spéciale a examiné cette question au cours de dix séances. Sur la proposition du représentant du Salvador, la Commission a invité le représentant du Gouvernement israélien à participer sans droit de vote à la discussion, en vue de préciser l'attitude de son Gouvernement quant à la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale sur l'internationalisation de Jérusalem et des régions avoisinantes et sur le problème des réfugiés. Le représentant de l'Etat d'Israël a répondu aux questions que certains représentants lui ont posées au cours des séances. A l'issue de la discussion générale, deux projets de résolution furent mis aux voix:

1. Un projet de résolution, présenté par le Liban, qui proposait d'ajourner toute décision sur l'admission de l'Etat d'Israël jusqu'à la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale, a été repoussé par 25 voix contre 19, avec 12 abstentions.

2. Un projet de résolution, présenté conjointement par l'Australie, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, le Guatemala, Haïti, le Panama et l'Uruguay, et amendé par le Chili, qui recommandait à l'Assemblée générale d'admettre l'Etat d'Israël comme Membre dans l'Organisation des Nations Unies, a été adopté par 33 voix contre 11, avec 13 abstentions.

Le 11 mai 1949, l'Assemblée générale a adopté, par 37 voix contre 12, avec 9 abstentions, la résolution proposée par la Commission politique spéciale et a admis Israël comme Membre dans l'Organisation des Nations Unies.

d) Demande d'admission présentée par la République de Corée

Par une lettre en date du 19 janvier 1949, adressée au Secrétaire général, le Ministre des affaires étrangères par intérim de la République de Corée a présenté, au nom de son Gouvernement, une demande tendant à l'admission de cette République comme Membre dans l'Organisation des Nations Unies.

Le 15 février, le Conseil de sécurité a renvoyé cette demande à son Comité d'admission des nouveaux Membres. Au début de la séance, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est élevé contre l'inscription de cette question à l'ordre du jour en faisant valoir que le Gouvernement de la République de Corée avait été imposé à ce pays par les forces d'occupation des Etats-Unis et qu'il ne possédait donc pas les titres requis pour devenir Membre dans l'Organisation des Nations Unies. Cette objection a été repoussée par 8 voix contre 2, avec une abstention.

Le 9 mars, le Comité d'admission des nouveaux Membres a fait savoir qu'après discussion, la question avait été mise aux voix et que 8 représentants s'étaient prononcés en faveur de la demande d'admission et 2 contre (un représentant était absent).

Pendant la discussion du rapport du Comité par le Conseil, le représentant de la Chine a présenté, le 8 avril 1949, un projet de résolution recommandant à l'Assemblée d'admettre la République de Corée comme Membre dans l'Organisation des Nations Unies. Neuf représentants ont voté en faveur de cette résolution et 2 contre (République socialiste soviétique d'Ukraine et Union des Républiques socialistes soviétiques). Un membre permanent du Conseil ayant voté contre, le projet de résolution n'a pas été adopté.

A propos de la demande d'admission présentée par la République de Corée, il y a lieu de signaler que, le 9 février 1949, le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire de la Corée a adressé un télégramme au Secrétaire général dans lequel il demandait que la République démocratique populaire de la Corée soit admise comme Membre dans l'Organisation des Nations Unies. Le 15 février, cette demande a été inscrite à l'ordre du jour provisoire du Conseil de sécurité sur la proposition du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Au cours de la discussion, ce représentant a proposé de renvoyer cette demande au Comité d'admission des nouveaux Membres conformément à la procédure habituelle. Le 16 février, la proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a été repoussée par 8 voix contre 2, avec une abstention.

e) Demande d'admission présentée par le Népal

Par une lettre en date du 13 février 1949 adressée au Secrétaire général, le Directeur général du Ministère des affaires étrangères du Gouvernement du Népal a présenté, au nom de son Gouvernement, une demande tendant à l'admission du Népal comme Membre dans l'Organisation des Nations Unies. Le 10 mars, le Gouvernement du Népal a présenté une déclaration aux termes de laquelle il acceptait les obligations contenues dans la Charte.

Le 8 avril, le Conseil de sécurité a renvoyé cette demande à son Comité d'admission des nouveaux Membres pour examen et rapport. Au cours de l'examen de cette demande, le Comité a adopté, le 24 mai, une résolution invitant le Gouvernement du Népal à fournir des renseignements supplémentaires sur ce pays et, en particulier, sur son statut d'Etat souverain et indépendant.

O.–Appel adressé aux grandes Puissances pour qu'elles redoublent d'efforts en vue de concilier leurs désaccords et d'établir une paix durable

Le 30 septembre 1948, au cours de la première partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale, qui s'est tenue à Paris, le représentant du Mexique a déposé un projet de résolution qui faisait appel aux grandes Puissances pour qu'elles redoublent d'efforts en vue de concilier leurs désaccords et d'établir une paix durable.

Le 16 octobre 1948, l'Assemblée générale a renvoyé cette question à la Première Commission pour qu'elle l'examine et fasse rapport. La Première Commission, après une brève discussion générale, a créé, le 21 octobre, une Sous-Commission composée de représentants de la Birmanie, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, d'Haïti, du Mexique, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Tchécoslovaquie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Venezuela. La Sous-Commission a été chargée d'examiner le projet de résolution déposé par le Mexique, ainsi que les amendements que l'on avait proposé d'apporter à ce projet, et de se mettre d'accord sur un texte.

La Sous-Commission s'est mise d'accord à l'unanimité sur le texte d'un projet de résolution et elle a fait rapport à la Première Commission le 22 octobre 1948. Après un bref échange de vues, la Commission a approuvé à l'unanimité ce projet de résolution. Le 3 novembre 1948, l'Assemblée générale l'a également adopté à l'unanimité (résolution 190 (III)).

La résolution rappelle les déclarations faites à Yalta, le 11 février 1945, par MM. Churchill, Roosevelt et Staline. Elle les fait siennes et exprime sa conviction que les grandes Puissances alliées conformeront leur politique à l'esprit de ces déclarations. Elle recommande aux Puissances signataires des Accords de Moscou du 24 décembre 1945 et aux Puissances qui ont adhéré par la suite à ces Accords de redoubler d'efforts, dans un esprit de solidarité et de compréhension mutuelle, pour assurer dans le plus bref délai possible la liquidation totale de la guerre et la conclusion de tous les règlements de paix. Elle recommande également aux Puissances en question "d'associer à l'accomplissement de cette noble tâche les Etats qui ont signé la déclaration de Washington du 1er janvier 1942 et ceux qui ont adhéré à cette déclaration".

Le 13 novembre 1948, le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général des Nations Unies ont adressé en commun une communication au chef de la délégation des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques dont les Gouvernements ont signé les Accords de Moscou du 24 décembre 1945. Une copie de cette communication a été également adressée au chef de la délégation de la Chine.

Dans cette communication, le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général attiraient l'attention sur la résolution de l'Assemblée générale mentionnée plus haut et sur le fait que les représentants de toutes les Puissances signataires des Accords de Moscou s'étaient déclarés sans réserve en faveur de cette résolution et avaient voté pour elle. Les auteurs de la communication étaient d'avis que la première mesure à prendre pour mettre en œuvre la résolution était de résoudre la question de Berlin. Ils insistaient auprès des Gouvernements de ces Puissances sur la nécessité de procéder à des conversations immédiates et de prendre toutes les autres mesures qui s'imposaient pour résoudre cette question et ouvrir ainsi la voie à une prompte reprise des négociations en vue du règlement final des questions encore en suspens touchant la paix avec l'Allemagne, l'Autriche et le Japon. Ils ajoutaient qu'à leur avis, les grandes Puissances devaient prêter leur entier et actif concours aux efforts de médiation entrepris au sujet du différend de Berlin par le Président du Conseil de sécurité et ils se déclaraient prêts à apporter toute l'aide nécessaire, par des moyens tels que l'étude monétaire à laquelle procédait le Secrétaire général, afin d'aider les grandes Puissances à résoudre la question[1].

P.–Commission intérimaire de l'Assemblée générale

a) Travaux de la Commission intérimaire pendant sa première année d'essai

Le mandat de la Commission intérimaire pour sa première année figure dans la résolution 111 (II), adoptée par l'Assemblée générale le 13 novembre 1947. Pendant cette période, la Commission intérimaire a tenu vingt-neuf séances, du 5 janvier au 5 août 1948, et a étudié les questions suivantes, au sujet desquelles elle a fait rapport à l'Assemblée générale lors de sa troisième session ordinaire.

i) Consultation demandée par la Commission intérimaire des Nations Unies pour la Corée (un compte rendu détaillé de cette consultation figurait dans le dernier rapport annuel);

ii) Question du vote au Conseil de sécurité (voir chapitre premier, section Q);

iii) Etude des méthodes destinées à favoriser le développement de la coopération internationale dans le domaine politique;

iv) Opportunité de créer une commission permanente de l'Assemblée générale.

i) *Etude des méthodes destinées à favoriser le développement de la coopération internationale dans le domaine politique*

Conformément à son mandat, énoncé à l'alinéa *c*) du paragraphe 2 de la résolution 111 (II) de l'Assemblée générale, la tâche de la Commission intérimaire avait sur ce point un caractère facultatif et devait porter plutôt sur l'étude des méthodes à adopter pour appliquer les principes exposés au paragraphe 1 de l'Article 11 et à l'alinéa a du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte, que sur l'étude de ces principes eux-mêmes.

La Commission intérimaire a, le 26 juillet 1948, adopté avec certaines modifications le rapport de la Sous-Commission 2, nommée le 2 mars 1948 par la Commission intérimaire pour étudier diverses propositions, notamment celles qu'avaient faites les représentants du Liban, de la Belgique, du Royaume-Uni, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, du Canada et de l'Equateur.

Dans son rapport à l'Assemblée générale, la Commission intérimaire a recommandé d'adopter les projets suivants:

1. Une résolution tendant à restituer son efficacité première à l'Acte général du 26 septembre 1928 pour le règlement pacifique des différends;

[1] Voir aussi section E du chapitre premier.

2. Des amendements au règlement intérieur de l'Assemblée générale, prévoyant la nomination d'un rapporteur ou d'un conciliateur;

3. Une résolution comprenant des propositions adressées au Conseil de sécurité au sujet de l'accomplissement de fonctions de conciliation par un rapporteur ou un conciliateur du Conseil de sécurité;

4. Une résolution relative à l'établissement d'une liste de personnalités en vue de la constitution de commissions d'enquête ou de conciliation.

Dans son rapport, la Commission intérimaire déclarait que, si son mandat était prorogé, elle devrait étudier d'abord le règlement pacifique des différends, et continuer par les autres aspects de la coopération internationale dans le domaine politique. La Commission intérimaire a également été d'avis que le paragraphe 1 de l'Article 11 et l'alinéa a du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte ne se limitaient pas au domaine du règlement pacifique des différends et qu'en élaborant les méthodes par lesquelles l'Assemblée générale pourrait s'acquitter des devoirs qui lui incombent à cet égard, la Commission intérimaire aurait certainement l'occasion d'examiner, en plus du règlement pacifique des différends, toute une série de sujets.

Le 15 novembre 1948, l'Assemblée générale a renvoyé à la Commission politique spéciale le rapport de la Commission intérimaire, précédemment confié à la Première Commission.

Le 9 décembre 1948, la Commission politique spéciale a approuvé les deux premières des quatre recommandations présentées par la Commission intérimaire et a décidé de remettre jusqu'à la deuxième partie de la troisième session ordinaire l'examen des deux autres recommandations.

Pendant la deuxième partie de la session, la Commission politique spéciale a présenté un rapport sur les deux autres recommandations de la Commission intérimaire; l'Assemblée générale a examiné les deux rapports en même temps, les 25 et 28 avril 1949. Au cours des débats, les représentants de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie se sont opposés aux recommandations de la Commission intérimaire en alléguant principalement qu'elles étaient illégales et qu'elles étaient faites par un organe illégalement constitué.

Le 28 avril, l'Assemblée générale a suivi les recommandations de la Commission politique spéciale en prenant les décisions suivantes:

1. Elle a chargé le Secrétaire général d'arrêter, en tenant compte des amendements adoptés par l'Assemblée, un texte revisé de l'Acte général et de le tenir ouvert à l'adhésion des Etats;

2. Elle a recommandé au Conseil de sécurité, quand son attention aura été appelée sur une situation ou un différend conformément à l'article 6 du règlement intérieur provisoire du Conseil et au plus tard aussitôt après les exposés initiaux des parties intéressées, d'inviter les parties à conférer avec le Président du Conseil de sécurité et à s'efforcer de se mettre d'accord sur le nom d'un représentant au Conseil de sécurité qui, pour l'affaire en cause, assumera les fonctions de rapporteur ou de conciliateur. Le représentant ainsi choisi d'un commun accord pourra être le Président ou tout autre représentant siégeant au Conseil que le Président désignera alors pour remplir les fonctions de rapporteur ou de conciliateur. Dans le cas où un rapporteur ou un conciliateur aura été désigné, il sera souhaitable que le Conseil de sécurité s'abstienne de prendre toute autre mesure concernant l'affaire considérée pendant une période suffisante, au cours de laquelle se poursuivront les efforts effectifs de conciliation. Le rapporteur, ou conciliateur, ainsi désigné s'efforcera de régler par voie de conciliation la situation ou le différend, et fera rapport au Conseil en temps utile;

3. L'Assemblée générale a décidé que les amendements aux articles 31 et 58 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, qui prévoient la nomination d'un rapporteur ou d'un conciliateur, seraient renvoyés à la Commission intérimaire pour plus ample examen dans le cadre plus large des études qu'elle doit entreprendre sur les méthodes que peut suivre l'Assemblée générale pour le règlement pacifique des différends;

4. L'Assemblée générale a invité chaque Etat Membre à désigner de une à cinq personnes qui, en raison de leur formation, de leur expérience, de leur réputation et de leur position, sont jugées aptes à devenir membres de commissions d'enquête ou de conciliation, et qui seraient disposées à assumer ces fonctions. Elle a demandé au Secrétaire général de prendre les dispositions administratives nécessaires pour l'établissement de cette taire général de prendre les dispositions administannexés à la résolution qui fixent la composition et la procédure d'utilisation de la liste de personnalités établie en vue de la constitution de commissions d'enquête ou de conciliation.

ii) *Opportunité de créer une commission permanente de l'Assemblée générale*

La Sous-Commission 4, créée par la Commission intérimaire pour étudier d'un point de vue général son fonctionnement et pour définir les fonctions que pourrait utilement accomplir une commission permanente de l'Assemblée générale, ainsi que pour déterminer le champ d'action où

doivent s'exercer ces fonctions, a présenté son rapport à la Commission intérimaire en juillet 1948. Elle a recommandé principalement la prorogation de la Commission intérimaire pour une autre année d'essai au moins après la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale avant que l'on ne décide si l'on doit en faire une commission permanente de l'Assemblée générale ; elle a recommandé, en outre, que la Commission intérimaire, si son existence était prolongée, reçût essentiellement les mêmes pouvoirs que ceux qui sont énoncés dans la résolution 111 (II) de l'Assemblée générale.

La Commission intérimaire a approuvé le rapport de la Sous-Commission et a décidé à l'unanimité de recommander dans son rapport à l'Assemblée générale de proroger le mandat de la Commission intérimaire pour une autre année d'essai au moins.

La Commission politique spéciale, à laquelle cette question a été renvoyée, a discuté le rapport de la Commission intérimaire les 19 et 20 novembre 1948 et a adopté, avec des modifications d'ordre secondaire, le projet de résolution proposé par la Commission intérimaire.

Un certain nombre de représentants ont estimé qu'il était trop tôt pour décider s'il fallait donner à la Commission intérimaire un caractère permanent. D'autre part, les représentants de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie se sont élevés contre la prorogation de cet organe.

Le 3 décembre 1948, l'Assemblée générale a examiné le rapport de la Commission politique spéciale et adopté, par 40 voix contre 6, avec une abstention, le projet de résolution qui y figurait. Les clauses essentielles du dispositif étaient les suivantes :

1. La Commission intérimaire était prorogée pour une année, avec les fonctions suivantes : *a*) étudier les questions qui lui seraient renvoyées par l'Assemblée générale ou en vertu d'une autorisation de celle-ci et faire rapport à leur sujet à l'Assemblée générale en lui soumettant des conclusions ; *b*) étudier tout différend ou toute situation dont l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale aurait été demandée par un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, ou par un Etat non membre ou par le Conseil de sécurité, à condition que la Commission décidât auparavant qu'il s'agissait d'une question importante requérant une étude préliminaire ; *c*) procéder, en prenant comme point de départ les recommandations et les études de la Commission intérimaire qui se trouvent dans son rapport, à l'examen systématique de la façon de poursuivre l'application des dispositions pertinentes du paragraphe 1 de l'Article 11 et de l'alinéa a du paragraphe 1 de l'Article 13 ; d'apprécier, à propos de toute question en discussion au sein de la Commission intérimaire, si la situation appelle la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale ; *e*) conduire des enquêtes et désigner des commissions d'enquête, dans la limite de ses fonctions et dans la mesure où elle le juge utile et nécessaire ; et *f*) faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa prochaine session ordinaire, sur toute modification à sa propre constitution, à sa durée ou à son mandat, qu'elle pourrait, à la lumière de l'expérience, juger souhaitable ;

2. La Commission intérimaire était autorisée à demander à la Cour internationale de Justice des avis consultatifs sur les questions juridiques qui se poseraient dans le cadre de son activité ;

3. La Commission intérimaire était priée, dans l'accomplissement de ses fonctions, de prendre à tout moment en considération les responsabilités confiées par la Charte au Conseil de sécurité, et de tenir dûment compte également des fonctions que la Charte, l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité a confiées à d'autres Conseils ou à tout comité ou commission.

b) TRAVAUX DE LA COMMISSION INTÉRIMAIRE PENDANT SA DEUXIÈME ANNÉE D'ESSAI

Lors de la première séance de la Commission intérimaire, qui a eu lieu le 31 janvier 1949, ses membres se sont demandé s'ils pouvaient normalement siéger et prendre des décisions entre la première et la deuxième partie de la troisième session, étant donné que le paragraphe 1 de la résolution 196 (III) prorogeait la Commission intérimaire pour la période allant de la clôture de la troisième session à l'ouverture de la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale. La Commission a décidé qu'elle pouvait exercer normalement ses fonctions, puisque le paragraphe 5 de la même résolution disposait que la Commission devait se réunir le 31 janvier 1949 au plus tard.

i) *Modifications à apporter au règlement intérieur de la Commission intérimaire*

Dans sa résolution 196 (III), l'Assemblée générale a prévu que les délibérations de la Commission intérimaire et celles des sous-commissions et commissions qu'elle pourrait créer seraient régies par le règlement intérieur que la Commission intérimaire avait adopté le 9 janvier 1948, avec les modifications et additions que la Commission pourrait juger nécessaires. Le 31 janvier 1949, la Commission intérimaire a nommé une Sous-Commission chargée du règlement intérieur (Sous-Commission 5) qui a par la suite recommandé de procéder à un certain nombre de modifications, de façon à mettre les nouveaux articles du règlement

intérieur en harmonie avec le texte de la résolution de l'Assemblée, ainsi qu'avec la décision prise par l'Assemblée générale d'adopter l'espagnol comme langue de travail. La Commission intérimaire a adopté, avec de légères modifications, les articles proposés par la Sous-Commission.

ii) *Etude des méthodes destinées à favoriser le développement de la coopération internationale dans le domaine politique*

Lors de sa séance du 31 janvier 1949, la Commission intérimaire, en vertu de l'alinéa *c*) du paragraphe 2 de la résolution 196 (III), a constitué la Sous-Commission 6, qu'elle a chargée de préparer soigneusement un plan de travaux pour l'exécution d'un programme à longue portée dans le domaine de la coopération politique internationale, et elle a invité le Secrétaire général à présenter ses idées et ses propositions touchant le plan d'études et, d'une façon générale, le cours suivi par les travaux.

Dans son exposé à la Commission, le Secrétaire général, après avoir déclaré que le domaine auquel peuvent s'étendre les études indiquées au paragraphe 1 de l'Article 11 et à l'alinéa a du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte est un très vaste domaine, a exprimé des doutes sur la possibilité d'entreprendre pour l'instant autre chose que des études d'une portée réduite, étant donné le volume considérable de l'expérience accumulée. Comme programme de travail, le Secrétaire général a pensé que la Sous-Commission désirerait peut-être choisir certains aspects particuliers et certains problèmes à étudier, tout en proposant que la Commission intérimaire se réservât une certaine marge en ce qui concerne l'examen des autres aspects et autres problèmes à venir.

En raison des instructions qu'avait reçues la Sous-Commission de donner la priorité aux travaux déjà entrepris dans le domaine du règlement pacifique des différends et d'insister sur un examen systématique, le Secrétaire général a déclaré qu'il pouvait être souhaitable d'avoir une étude d'ensemble résumant les expériences relatives au règlement pacifique des différends, puisqu'il n'existe à l'heure actuelle aucune étude générale de ce genre. Parmi ces aspects, le Secrétaire général a sugéré que l'on pourrait procéder à une étude détaillée des problèmes qui se sont posés quand il s'est agi d'organiser et de faire fonctionner les diverses commissions et comités établis par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité pour s'occuper de différends et de situations dans diverses parties du monde. Le Secrétaire général a également émis l'idée que l'on pourrait avec profit élargir l'étude de la façon de régler les différends internationaux et en faire une étude générale des méthodes et des moyens employés par les organismes internationaux de tous types lorsqu'ils s'efforcent de résoudre les problèmes politiques internationaux quels qu'ils soient.

La Sous-Commission 6 a examiné l'exposé du Secrétaire général et a nommé un Groupe de travail chargé de dresser un plan de travail divisé en deux parties; un plan d'ensemble, portant s'il se peut sur plusieurs années, et un plan à exécuter pendant l'année en cours. Le Groupe de travail a présenté un *Projet pour un programme de travail de la Commission intérimaire en vue de la mise en œuvre des dispositions du paragraphe 2, c) de la résolution 196 (III) de l'Assemblée générale,* qui a été approuvé le 28 mars 1949 par la Sous-Commission 6. Dans son rapport à la Commssion intérimaire, la Sous-Commission 6 a déclaré qu'après avoir procédé à un échange de vues sur le sens des parties pertinentes du paragraphe 1 de l'Article 11 et de l'alinéa a du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte, elle était arrivée à la conclusion qu'une interprétation précise et complète de ces articles n'est pas souhaitable à l'heure actuelle, alors que la Charte n'est en vigueur que depuis peu de temps. Tout en reconnaissant que les études que l'on pourrait entreprendre en vertu des dispositions de l'alinéa a du paragraphe 1 de l'Article 13 pourraient s'étendre au fond des problèmes internationaux dans la mesure où elles viseraient à favoriser la coopération internationale dans le domaine politique, la Sous-Commission n'a pas recommandé d'entreprendre à l'heure actuelle aucun travail intéressant le fond des questions politiques. Au sujet du règlement pacifique des différends, la Sous-Commission a estimé que l'on devait laisser à la Commission intérimaire une certaine latitude pour examiner, lorsque cela semblerait utile, les problèmes qui se rattachent étroitement à cette étude.

En ce qui concerne les autres aspects de la coopération internationale, la Sous-Commission n'a pas essayé de les énumérer ou d'en limiter le contenu; elle s'est bornée à mentionner certains domaines possibles à titre d'exemple. Le programme des travaux qui se rapporte au règlement pacifique prescrit de suivre, pour le plan de cette étude, les méthodes indiquées dans le mémoire du Secrétariat intitulé: *Usage fait par les Nations Unies des différentes méthodes et procédures de règlement pacifique,* c'est-à-dire d'adopter une méthode d'analyse uniforme pour étudier de quelle façon les différends et situations ont été réglés par les organes intéressés.

Comme sujets à étudier immédiatement, la Sous-Commission a recommandé:

1. L'étude de l'organisation et du fonctionnement des diverses commissions des Nations Unies;

2. L'étude du règlement, par l'Assemblée générale, des différends et des problèmes politiques spéciaux.

La Sous-Commission a noté que, pour rédiger des études et formuler des recommandations, la Commission intérimaire continuerait à se fonder sur les études préparatoires que le Secrétaire général met à sa disposition.

La Commission intérimaire a discuté, le 31 mars, le rapport de la Sous-Commission 6 et l'a adopté sans modification. Elle a décidé que la Sous-Commission 6 porterait à l'avenir le nom de "Sous-Commission de la coopération internationale dans le domaine politique".

La Commission intérimaire ayant adopté ce programme de travail, le Secrétaire général poursuit ses études sur l'organisation et le fonctionnement des commissions des Nations Unies. Le 27 mai, la Sous-Commission 6 a nommé deux Groupes de travail chargés respectivement de l'étude de l'organisation des commissions des Nations Unies et de la procédure qu'elles appliquent, et de l'étude du règlement, par l'Assemblée générale, des différends et des problèmes politiques spéciaux.

En ce qui concerne la décision prise le 28 avril 1949 par l'Assemblée générale au sujet des projets d'amendement aux articles 31 et 58 du règlement intérieur de l'Assemblée générale relatifs à la nomination d'un rapporteur ou d'un conciliateur, le Président de la Commission intérimaire a renvoyé cette question à la Sous-Commission 6 aux fins d'examen.

iii) *Opportunité de créer une commission permanente de l'Assemblée générale*

Le 31 mars, la Commission intérimaire a créé la Sous-Commission 7 pour appliquer les dispositions de l'alinéa *f*) du paragraphe 2 de la résolution 196 (III) de l'Assemblée générale. La Sous-Commission a été chargée de procéder à une revision des constitution, durée et mandat actuels de la Commission intérimaire et de faire rapport à la Commission intérimaire le 15 août 1949 au plus tard.

Q.–La question du vote au Conseil de sécurité

Le 21 novembre 1947, lors de sa deuxième session ordinaire, l'Assemblée générale a adopté la résolution 117 (II) qui renvoyait à la Commission intérimaire, aux fins d'examen et de rapport, la question de la procédure de vote au Conseil de sécurité et qui invitait les membres permanents du Conseil à examiner en commun la question.

La Commission intérimaire a créé, le 15 mars 1948, la Sous-Commission 3 chargée d'examiner et d'analyser les propositions déjà présentées ou qui pourraient être présentées sur cette question. Du 7 au 9 juillet 1948, la Commission intérimaire a étudié les deux rapports que lui avait présentés la Sous-Commission 3; elle les a approuvés et incorporés, avec certaines modifications et adjonctions, dans son propre rapport à l'Assemblée générale. Ce rapport comportait les quatre parties suivantes:

1. Une classification, par catégories, des décisions que peut prendre le Conseil de sécurité avec l'indication des critères sur lesquels cette classification est fondée;

2. Une énumération des décisions que pourrait prendre le Conseil de sécurité, avec des conclusions et des commentaires sur la procédure de vote appropriée applicable à chacune de ces décisions;

3. Les méthodes à employer pour appliquer les conclusions énoncées par la Commission dans la deuxième partie de son rapport;

4. Les conclusions finales de la Commission intérimaire soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.

Lors de la première partie de la troisième session de l'Assemblée générale, le rapport de la Commission intérimaire, ainsi qu'une question proposée par le représentant de l'Argentine tendant à convoquer une conférence générale en vertu de l'Article 109 de la Charte pour étudier la question du veto, ont été inscrits ensemble à l'ordre du jour de l'Assemblée sous ce titre général: "La question du vote au Conseil de sécurité". Cette question a d'abord été renvoyée à la Première Commission, puis assignée le 15 novembre 1948 à la Commission politique spéciale.

Au cours des débats de la Commission politique spéciale, le représentant de l'Argentine a présenté un projet de résolution tendant à convoquer une conférence générale des Nations Unies en vue de discuter la revision de la Charte et de prendre une décision à ce sujet. La Commission a repoussé ce projet de résolution par 22 voix contre 9, avec 10 abstentions.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté un projet de résolution proposant que l'Assemblée générale: *a*) insiste sur l'importance qui s'attache à ce que tous les Etats Membres s'efforcent de renforcer l'autorité de l'Organisation des Nations Unies conformément aux principes de la Charte; *b*) fasse appel aux Nations Unies pour qu'elles développent la coopération internationale et évitent toute réglementation et tout formalisme inutiles dans le fonctionnement de leurs organes; et *c*) exprime la conviction qu'en raison de l'importance du principe de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité, ce Conseil tiendra dûment compte de l'expérience acquise en recourant à la méthode des consultations et en s'efforçant de faciliter l'adoption de décisions unanimes. La Commission a repoussé ce projet de résolution par 23 voix contre 6, avec 9 abstentions. Présenté

une nouvelle fois au cours de la discussion du rapport de la Commission par l'Assemblée générale, il a été repoussé par 40 voix contre 6, avec 5 abstentions.

Les représentants de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni ont présenté en commun un projet de résolution recommandant: *a*) que les membres du Conseil de sécurité considèrent comme étant de procédure les trente-cinq types de décisions énumérées dans une annexe à la résolution; *b*) que les membres permanents du Conseil s'efforcent de se mettre d'accord sur les décisions au sujet desquelles ils pourraient s'abstenir d'exercer leur droit de veto, lorsque sept votes affirmatifs ont déjà été émis par le Conseil, qu'ils se concertent dans toute la mesure du possible chaque fois que le Conseil de sécurité devra prendre des décisions importantes ou avant de passer au vote si leur unanimité est essentielle, qu'ils n'exercent le droit de veto que lorsqu'ils estiment que la question présente une importance capitale; et *c*) que les Membres des Nations Unies, dans les accords conférant des attributions au Conseil de sécurité, excluent, dans la plus large mesure possible, l'application de la règle de l'unanimité.

Le représentant de l'Australie a présenté un amendement proposant que les membres permanents du Conseil de sécurité soient invités à s'abstenir d'exercer leur droit de veto sauf dans les cas d'application du Chapitre VII de la Charte. La Commission a repoussé cet amendement par 22 voix contre 9, avec 10 abstentions. Le projet de résolution commun a été adopté par la Commission par 33 voix contre 6, avec 4 abstentions, puis par l'Assemblée générale, le 14 avril 1949, au cours de la deuxième partie de la troisième session ordinaire, par 43 voix contre 6, avec 2 abstentions. Le texte de la résolution (267 (III)) a été communiqué au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, dans une lettre en date du 25 avril 1949.

R.–Garde des Nations Unies

a) Texte original de la proposition du Secrétaire général

Lors de la première partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a proposé la création d'une "garde des Nations Unies" pour aider les missions envoyées sur les lieux par les Nations Unies. Dans le rapport qu'il a présenté à ce sujet à l'Assemblée générale, le Secrétaire général a déclaré que la pratique des missions envoyées sur place par les Nations Unies, conformément aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, a fait ressortir de façon décisive combien il est nécessaire de fournir rapidement à ces missions un personnel suffisant pour assurer les services d'observation, de protection, ainsi que les services techniques. Dans bien des cas, il était possible, à son avis, d'éliminer les besoins essentiels à une garde des Nations Unies, relativement peu nombreuse, qui serait à la disposition immédiate de l'Organisation et qui pourrait fournir le minimum de protection indispensable ainsi que certains services techniques pour permettre aux missions des Nations Unies d'accomplir leur tâche et d'établir leur autorité. Les Commissions compétentes de l'Assemblée générale devraient examiner à fond la question de la formation d'une garde des Nations Unies forte de plusieurs milliers d'hommes et présenter un rapport à ce sujet.

Pour faire face aux besoins immédiats, le Secrétaire général a proposé la formation immédiate d'une garde des Nations Unies forte de huit cents hommes, comprenant un effectif initial permanent de trois cents hommes stationnés et instruits soit au siège de l'Organisation, soit en Europe dans un lieu approprié, et une réserve d'un maximum de cinq cents hommes, formée de volontaires recrutés sur une base internationale, qui resteraient dans leurs pays respectifs; cette réserve serait à la disposition du Secrétaire général.

b) Examen par l'Assemblée générale

L'Assemblée générale a d'abord renvoyé la proposition à la Première Commission aux fins d'étude et de rapport; ultérieurement, elle l'a assignée à la Commission politique spéciale.

La Commission politique spéciale n'a discuté la question qu'à la deuxième partie de la troisième session ordinaire. Au début de la discussion, le 7 avril 1949, un représentant du Secrétaire général a lu un exposé donnant de plus amples détails sur la proposition.

Pendant la discussion générale qui a suivi, le représentant des Philippines a présenté un projet de résolution relatif à la création par l'Assemblée générale d'une Commission spéciale chargée d'étudier, sous tous ses aspects pertinents, la proposition de créer une garde des Nations Unies, et de présenter un rapport à la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale. Un certain nombre de représentants ont approuvé la proposition de la délégation des Philippines, parce qu'ils estimaient que la question demandait plus ample examen, et qu'il fallait en étudier toutes les incidences avant de prendre une décision sur la création de la garde.

Le représentant de la France, tout en ne s'opposant pas à la création d'une Commission spéciale, a exprimé de sérieux doutes sur la valeur pratique de la garde des Nations Unies. Le représentant de l'Union Sud-Africaine a invité la Commission spéciale à étudier la possibilité d'utiliser pour les services de garde les polices nationales des pays intéressés. Les représentants de la Ré-

publique socialiste soviétique de Biélorussie, de la Pologne, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie ont soutenu que la proposition du Secrétaire général était contraire à la Charte.

Le projet de résolution des Philippines a été amendé et recommandé à l'Assemblée générale par la Commission politique spéciale. Le 29 avril 1949, l'Assemblée générale l'a adopté par 47 voix contre 6, avec une abstention. Par sa résolution 270 (III), l'Assemblée a constitué une Commission spéciale composée de représentants particulièrement qualifiés de l'Australie, du Brésil, de la Chine, de la Colombie, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Grèce, d'Haïti, du Pakistan, de la Pologne, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. La Commission spéciale était chargée d'étudier, sous tous ses aspects, la proposition de création d'une garde des Nations Unies, notamment aux points de vue des problèmes techniques, budgétaires et juridiques qu'elle pose, ainsi que toutes autres propositions qui seraient présentées par les Etats Membres et par le Secrétaire général touchant d'autres méthodes analogues destinées à améliorer l'efficacité des services mis par le Secrétaire général à la disposition des missions des Nations Unies. La Commission devait présenter, aux fins d'examen, à l'Assemblée générale lors de sa quatrième session ordinaire un rapport contenant ses observations et recommandations.

c) Examen par la Commission spéciale d'une proposition revisée du Secrétaire général

La Commission spéciale créée le 29 avril 1949 par l'Assemblée générale s'est réunie pour la première fois le 24 juin et a été saisie d'une proposition revisée du Secrétaire général.

Dans cette proposition revisée, le Secrétaire général proposait la création de deux services — un service mobile des Nations Unies et un tableau de réserve. Le service mobile comprendrait trois cents hommes qui seraient détachés par les Gouvernements; il aurait pour tâche d'assurer: les transports par voie de terre nécessaires aux missions et, éventuellement, par voie aérienne; les communications par radio nécessaires aux missions; la protection des membres des missions et des locaux de l'Organisation des Nations Unies; la garde du matériel, des registres et des archives; le maintien de l'ordre au cours des séances, des auditions de témoins et des enquêtes; les services de garde au siège de l'Organisation. En règle générale, aucune arme d'aucune sorte ne serait distribuée aux membres du service mobile.

D'autre part, le Secrétaire général a souligné que le service mobile ne serait point chargé de surveiller l'exécution des clauses d'une trêve, de protéger les lieux neutralisés au cours d'une trêve ou les lignes de ravitaillement prévues dans un accord de trêve, ou de surveiller les bureaux de vote au cours d'un plébiscite. Ces dernières fonctions seraient assurées par des personnes choisies sur le tableau de réserve, c'est-à-dire sur une liste de personnes qualifiées qui ne seraient appelées qu'à la suite d'une décision spéciale de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité, ou d'un organe autorisé par l'Assemblée générale ou le Conseil.

La Commission spéciale étudie actuellement la proposition revisée du Secrétaire général.

S.–Comité d'état-major

Au cours des douze derniers mois, le Comité d'état-major a tenu vingt-huit séances ordinaires.

Suivant les instructions du 16 février 1946 du Conseil de sécurité, le Comité d'état-major a poursuivi l'étude, sur le plan militaire, de l'Article 43 de la Charte.

Comme l'indique le dernier rapport du Secrétaire général, en attendant que le Conseil de sécurité ait achevé l'examen du rapport du 30 avril 1947 du Comité d'état-major, le Comité a entrepris, selon les grandes lignes exposées dans un programme de travail qu'il a adopté le 16 mai 1947, un examen provisoire de la puissance d'ensemble et de la composition des forces armées que les Etats Membres doivent mettre à la disposition du Conseil de sécurité.

Le 23 juin 1948, le Comité d'état-major a achevé l'examen du rapport que son Sous-Comité lui avait présenté le 23 décembre 1947. Mais l'unanimité ne s'est pas faite sur la question de la puissance d'ensemble et de la composition des forces armées.

Le 2 juillet 1948, le Président du Comité d'état-major a fait connaître au Président du Conseil de sécurité que le Comité n'était pas en mesure de fixer de façon définitive la puissance d'ensemble et la composition des forces armées et de faire des progrès dans cette question tant que le Conseil de sécurité n'aurait pas concilié les divergences de vues sur les principes généraux, au sujet desquelles il avait, le 30 avril 1947, présenté un rapport au Conseil de sécurité.

L'unanimité n'ayant pu se faire sur la question de la puissance d'ensemble et de la composition des forces armées, le Comité d'état-major a abordé l'examen du programme de ses travaux futurs. Sur ce point également, les cinq délégations n'ont pu parvenir à un accord unanime; en conséquence, les 6 et 12 août 1948, le Président du Comité d'état-major a informé le Conseil de sécurité des divergences d'opinion des cinq délégations.

Depuis lors, le Comité d'état-major a continué à se réunir régulièrement tous les quinze jours, comme il en avait l'habitude, mais n'a pas discuté la question des forces armées que, aux termes de

l'Article 43 de la Charte, les Membres des Nations Unies doivent mettre à la disposition du Conseil de sécurité.

T.–Commission de l'énergie atomique

Le dernier rapport annuel signalait que le Conseil de sécurité avait adopté, le 22 juin 1948, une résolution prescrivant au "Secrétaire général de transmettre à l'Assemblée générale et aux nations Membres de l'Organisation des Nations Unies, en attirant leur attention sur l'importance de la question, les premier, deuxième et troisième rapports de la Commission de l'énergie atomique, ainsi que le procès-verbal des débats du Conseil de sécurité qui s'y rapportent".

L'étude des rapports de la Commission de l'énergie atomique était inscrite à l'ordre du jour de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale; l'Assemblée a décidé, le 24 septembre 1948, de les renvoyer à la Première Commission pour qu'elle les étudie et fasse rapport à leur sujet.

a) ETUDE DU RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE PAR LA PREMIÈRE COMMISSION

La Première Commission a examiné ce rapport de sa 144ème à sa 153ème séance. Elle a été saisie d'un certain nombre de propositions, de projets de résolution et d'amendements. Afin d'étudier ces propositions et de s'efforcer de se mettre d'accord sur le texte d'une résolution, elle a créé le 7 octobre une Sous-Commission composée de représentants du Brésil, du Canada, de la Chine, de l'Equateur, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, du Royaume-Uni, de la Suède et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Après huit séances, la Sous-Commission a adopté à l'unanimité, le 15 octobre, un rapport adressé à la Première Commission et où figurait le texte de trois projets de résolution.

i) *Projet de résolution proposé par la délégation du Canada*

Un projet de résolution, présenté par la délégation du Canada et modifié par la Sous-Commission, proposait que l'Assemblée générale: 1) approuve les conclusions générales (deuxième partie, C) et les recommandations (troisième partie) du premier rapport, ainsi que les propositions concrètes de la deuxième partie du deuxième rapport de la Commission, comme constituant les éléments de base nécessaires à l'établissement d'un système efficace pour le contrôle international de l'énergie atomique, pour assurer son utilisation à des fins purement pacifiques et éliminer les armes atomiques des armements nationaux, conformément au mandat de la Commission; 2) exprime les graves préoccupations que lui cause l'impasse à laquelle ont abouti les travaux de la Commission de l'énergie atomique, ainsi qu'il ressort du troisième rapport de cette Commission, et ses regrets de ce qu'un accord unanime n'ait pu encore se faire; et 3) demande aux six promoteurs de la résolution du 24 janvier 1946 de l'Assemblée générale, qui sont les membres permanents de la Commission de l'énergie atomique, de se réunir et de se concerter pour déterminer le moment où il existera une base d'accord sur le contrôle international de l'énergie à des fins purement pacifiques et d'éliminer des armements nationaux les armes atomiques, et de prier à ce moment le Secrétaire général de réunir à nouveau la Commission de l'énergie atomique dont les travaux ont été suspendus, pour que cette Commission reprenne sa tâche, qui est de rédiger, pour le soumettre le plus tôt possible au Conseil de sécurité, un projet de traité ou de traités, de convention ou de conventions où se trouveront incorporées les dernières propositions de la Commission. En tout état de cause, les promoteurs de la résolution devaient présenter un rapport sur les résultats de leurs consultations au plus tard à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale.

ii) *Projet de résolution présenté par la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques*

L'Union des Républiques socialistes soviétiques a déposé un projet de résolution selon lequel l'Assemblée aurait recommandé au Conseil de sécurité et à la Commission de l'énergie atomique de poursuivre leurs travaux dans le sens déterminé par les résolutions du 24 janvier et du 14 décembre 1946 de l'Assemblée générale et de rédiger les projets de convention relatifs à l'interdiction des armes atomiques et à l'établissement d'un contrôle international efficace de l'énergie atomique, étant entendu que ces deux conventions doivent être signées et mises en vigueur simultanément.

iii) *Projet de résolution proposé par la délégation de l'Inde*

La délégation de l'Inde a déposé un projet de résolution selon lequel l'Assemblée générale n'aurait approuvé en substance que celles des parties du premier et du deuxième rapports qui sont mentionnées dans le projet de résolution du Canada, et aurait invité la Commission à reprendre et à continuer ses travaux, à poursuivre l'étude de toutes les questions indiquées dans son mandat, et à rédiger, pour le soumettre le plus tôt possible au Conseil de sécurité, un projet de traité ou de convention où se trouveraient incorporées les dernières propositions de la Commission.

La Première Commission a étudié le rapport de la Sous-Commission de sa 162ème à sa 165ème

séance. Elle a été saisie d'un certain nombre d'amendements au projet de résolution canadien et le représentant du Canada a lui-même proposé un texte revisé de son projet dans lequel il tenait compte de diverses propositions avancées au cours des débats. On a proposé notamment que l'Assemblée générale invite la Commission de l'énergie atomique à se réunir de nouveau, à examiner son plan de travail et à reprendre l'étude des questions encore inscrites à ce plan de travail qu'elle jugerait possible et utile d'étudier.

Le 20 octobre, la Première Commission a repoussé le projet de résolution présenté par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et celui du représentant de l'Inde. Par 41 voix contre 6, avec 10 abstentions, elle a adopté le projet de résolution canadien modifié.

b) Résolution du 4 novembre 1948 de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale a consacré trois séances à l'étude du rapport de la Première Commission. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé que le projet de résolution soviétique, repoussé par la Première Commission, fût soumis à l'Assemblée et mis aux voix. Ce projet a été repoussé par 40 voix contre 6, avec 5 abstentions. Le représentant de l'Inde a également demandé la mise aux voix d'un amendement reprenant les principales dispositions de son projet de résolution repoussé par la Première Commission; l'Assemblée a repoussé cet amendement par 31 voix contre 5, avec 15 abstentions.

L'Assemblée générale a finalement adopté, le 4 novembre 1948, le texte recommandé par la Première Commission.

Par sa résolution 191 (III), l'Assemblée générale approuvait les conclusions générales (deuxième partie, C) et les recommandations (troisième partie) du premier rapport, ainsi que les propositions concrètes de la deuxième partie du deuxième rapport de la Commission, comme constituant les éléments de base nécessaires à l'établissement d'un système efficace de contrôle international de l'énergie atomique permettant d'assurer l'utilisation de celle-ci à des fins purement pacifiques et d'éliminer les armes atomiques des armements nationaux, conformément au mandat de la Commission de l'énergie atomique; elle exprimait les graves préoccupations que lui causait l'impasse à laquelle avaient abouti les travaux de la Commission de l'énergie atomique, ainsi qu'il ressortait du troisième rapport de cette Commission, et regrettait qu'un accord unanime n'ait pu encore être réalisé. Elle demandait aux six promoteurs de la résolution du 24 janvier 1946 de l'Assemblée générale, qui sont les membres permanents de la Commission de l'énergie atomique, de se réunir et de se concerter en vue de déterminer s'il existe une base d'accord sur le contrôle international de l'énergie atomique permettant d'assurer l'utilisation de celle-ci à des fins purement pacifiques et d'éliminer des armements nationaux les armes atomiques, et de présenter un rapport sur les résultats de leurs consultations, au plus tard à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale. Enfin, elle invitait la Commission de l'énergie atomique à se réunir de nouveau, à examiner son plan de travail et à reprendre l'étude de celles des questions encore inscrites à ce plan de travail qu'elle jugerait possible et utile d'étudier.

c) Travaux de la Commission de l'énergie atomique en 1949

Le 1er janvier 1949, en conséquence des changements intervenus dans la composition du Conseil de sécurité, les représentants de la Belgique, de la Colombie et de la Syrie se sont retirés de la Commission et ont été remplacés par les représentants de Cuba, de l'Egypte et de la Norvège.

La Commission de l'énergie atomique s'est réunie de nouveau le 18 février 1949 pour examiner les recommandations que l'Assemblée générale lui avait adressées par sa résolution 191 (III). Au cours de la discussion générale, le représentant du Canada et celui de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont présenté des projets de résolution. Le projet de résolution du Canada prescrivait au Secrétaire général de rédiger les documents ci-après: 1) un document de travail reproduisant le texte des recommandations que l'Assemblée générale avait adoptées à sa troisième session ordinaire touchant le contrôle international de l'énergie et l'interdiction des armes atomiques; 2) un tableau comparatif fondé sur les rapports et les débats de la Commission de l'énergie atomique et de ses comités, ainsi que de l'Assemblée générale et de ses Commissions, et montrant la position adoptée par la majorité et par la minorité au sein de la Commission sur les sujets discutés jusqu'alors; et 3) un index des trois rapports et des débats tant de la Commission et de ses comités que de l'Assemblée générale et de ses Commissions. Le projet de résolution proposé par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques chargeait la Commission d'entreprendre immédiatement l'élaboration de deux projets de convention, l'une relative à l'interdiction de l'arme atomique et l'autre au contrôle de l'énergie atomique, ces deux conventions devant être conclues et mises en vigueur simultanément; les projets de convention seraient soumis au Conseil de sécurité avant le 1er juin 1949.

Les débats relatifs aux instructions qui figurent dans la résolution 191 (III), aux documents de travail rédigés par le Secrétaire général et au projet de résolution présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, se sont déroulés

parallèlement de la dix-septième à la vingt-deuxième séance de la Commission, et de la quarante-quatrième à la quarante-neuvième séance du Comité de travail. Ils peuvent se résumer de la façon suivante.

i) *Projet de résolution proposé par le Canada*

La Commission a commencé par adopter, le 18 février 1949, le projet de résolution proposé par le Canada. Le 25 février, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a présenté un projet de résolution proposant de renvoyer au Comité de travail, aux fins d'examen, la résolution de l'Assemblée générale et les projets préliminaires de documents de travail rédigés par le Secrétariat. Ultérieurement, ce même représentant a supprimé dans son projet de résolution toute référence à la résolution de l'Assemblée générale ; le projet de résolution des Etats-Unis ainsi modifié a été adopté le 22 mars.

Le document de travail rédigé par le Secrétariat au sujet des "recommandations" et l'index des trois rapports ont été approuvés le 1er juin par le Comité de travail et transmis le 15 juin par son président à la Commission de l'énergie atomique. Le Secrétaire général a communiqué aux membres un projet préliminaire de tableau comparatif, mais la Commission n'a pris aucune décision à ce sujet. L'index des débats de la Commission, de ses comités, de l'Assemblée générale et de ses Commissions est maintenant en voie d'achèvement.

ii) *Projet de résolution présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques*

Le 25 mai 1949, la Commission a décidé de renvoyer au Comité de travail, pour plus ample examen, le projet de résolution proposé par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Le Comité a consacré trois séances à l'étude de ce projet. Le 3 juin, le représentant de la Chine a déposé un projet de résolution qui prenait note de ce qu'aucun nouvel élément n'avait été apporté qui vînt s'ajouter aux documents soumis antérieurement à l'Assemblée générale, à la Commission et au Comité de travail, et concluait qu'il ne serait d'aucune utilité d'engager, au sein du Comité, une nouvelle discussion des propositions déjà examinées et rejetées par les organes appropriés des Nations Unies. Ce projet de résolution a été adopté par 7 voix contre 2, avec 2 abstentions.

iii) *Résolution 191 (III) de l'Assemblée générale*

La Commission a décidé de renvoyer au Comité de travail, pour plus ample examen, les recommandations de l'Assemblée générale. Après un échange de vues entre le représentant des Etats-Unis d'Amérique et celui de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le représentant de Cuba et celui de l'Argentine ont présenté un projet de résolution déclarant qu'une étude plus approfondie par le Comité de travail ne présentait pas d'utilité avant que les six auteurs de la résolution 1 (I), adoptée le 24 janvier 1946 par l'Assemblée générale, se soient réunis et aient fait connaître qu'il existe une base d'accord. Le représentant de Cuba a ultérieurement retiré la référence précise au travail accompli par la Commission ; le projet de résolution ainsi modifié a été adopté par 8 voix contre 2, avec une abstention.

Le 21 juin, le Président du Comité de travail a communiqué les deux résolutions à la Commission de l'énergie atomique.

Le Groupe de la Commission de l'énergie atomique et de ses comités, qui, au sein du Secrétariat des Nations Unies, assure le secrétariat de la Commission, a en outre poursuivi la compilation de sa *Bibliographie internationale de l'énergie atomique*. Une édition provisoire du volume I (aspects politiques, économiques et sociaux) et du volume II (aspects scientifiques) a été remise aux délégations des Etats Membres, lors de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale, pour leur fournir des indications sur les documents des Nations Unies consacrés à l'énergie atomique et sur les très nombreux ouvrages publiés dans ce domaine. Depuis l'automne 1948, on poursuit la revision de ces publications en y faisant entrer les renseignements complémentaires communiqués par les Etats Membres. Un texte imprimé du volume I a paru en juin 1949, et l'on pense pouvoir publier à temps pour la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale un texte imprimé du volume II où figureront 25.000 titres environ.

On envisage également la rédaction, en 1950, d'une étude d'ensemble sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

U.–Commission des armements de type classique

Au cours de la période étudiée dans le présent rapport, la Commission des armements de type classique a tenu sept séances, échelonnées entre le 2 août 1948 et le 30 juin 1949. Le Comité de travail de la Commission a tenu cinq séances, entre le 26 juillet 1948 et le 30 juin 1949.

a) Activité du Comité de travail

A sa dix-septième séance, le 26 juillet 1948, le Comité de travail a poursuivi la discussion des principes généraux relatifs à la réglementation et à la réduction des armements et des forces armées (point 2 du plan de travail adopté par la Commission le 18 juin 1947). Il a examiné deux documents concernant les principes généraux ; le premier était le texte revisé d'un projet de résolution déposé par la délégation du Royaume-Uni et résumant l'opinion de la majorité telle qu'elle s'était exprimée lors des précédentes séances ; le deuxième était composé d'une série de proposi-

tions tendant à préciser le premier paragraphe de la liste de questions à discuter, présentée le 3 octobre 1947 au Comité par l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Le Comité de travail a adopté par 9 voix contre 2 le projet de résolution du Royaume-Uni. Les principes généraux que le Comité a ainsi approuvés sont les suivants :

1. Un système de réglementation et de réduction des armements et des forces armées doit prévoir l'adhésion de tous les Etats. Pour commencer, il doit comprendre au moins tous les Etats qui disposent de ressources militaires importantes.

2. Un système de réglementation et de réduction des armements et des forces armées n'est applicable que dans une atmosphère de confiance et de sécurité internationales. Les mesures visant la réglementation et la réduction des armements qui suivraient l'instauration d'un état de confiance suffisant entraîneraient vraisemblablement à leur tour une recrudescence de cette confiance et justifieraient par là de nouvelles mesures de réglementation et de réduction.

3. Les conditions essentielles à l'établissement de cette confiance et de cette sécurité sont, par exemple :

a) La mise en vigueur d'un système d'accords efficaces conformément à l'Article 43 de la Charte. Tant que les Etats ne se seront pas engagés à fournir au Conseil les forces sur lesquelles on se sera mis d'accord, il sera impossible de prendre aucune mesure essentielle en vue d'établir un système de sécurité collective ;

b) L'instauration du contrôle international de l'énergie atomique. Le travail de la Commission des armements de type classique suppose nécessairement que la Commission de l'énergie atomique fera des propositions concrètes pour éliminer des armements nationaux l'arme atomique et les autres engins de destruction massive ;

c) La conclusion de traités de paix avec l'Allemagne et le Japon. Les conditions nécessaires à la paix et à la sécurité internationales ne seront pas pleinement réalisées tant que l'on ne sera pas convenu des mesures qui doivent empêcher à l'avenir ces Etats de se livrer à l'agression.

4. Un système de réglementation et de réduction des armements et des forces armées doit, pour ne détourner vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde, conformément à l'Article 26 de la Charte des Nations Unies, limiter les armements et les forces armées au volume nécessaire et suffisant au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ces armements et ces forces armées ne devront pas être supérieurs à ceux qui sont indispensables aux Membres pour s'acquitter des obligations et protéger les droits que leur a conférés la Charte des Nations Unies.

5. Un système de réglementation et de réduction des armements et des forces armées doit comprendre un système de mesures de sûreté efficace qui, en comprenant un système convenu de surveillance internationale, assurera le respect, de la part de tous les Etats qui y sont parties, des dispositions du traité ou de la convention. Un système de mesures de sûreté ne peut être suffisant que s'il présente les caractéristiques suivantes :

a) Il doit être techniquement réalisable et pratique ;

b) Il doit permettre de déceler promptement les cas de violation ;

c) Il doit entraîner pour les divers aspects de la vie de chaque pays aussi peu d'ingérence que possible et leur imposer le minimum de charges.

6. Le système doit comprendre une clause prévoyant une action coercitive efficace en cas de violation.

Les propositions de l'Union soviétique, qui n'ont pas fait l'objet d'un vote du Comité, énuméraient les principes généraux ci-après :

1. La réglementation et la réduction générales des armements et des forces armées devraient s'appliquer à tous les pays et à tous les types d'armement et de forces armées.

2. La réglementation et la réduction générales des armements et des forces armées devraient comporter :

a) La réduction des forces terrestres, navales et aériennes en ce qui concerne tant les effectifs que les armements ;

b) La limitation des caractéristiques de combat de certaines catégories d'armement et l'interdiction de certaines catégories particulières d'armements ;

c) La réduction des budgets militaires et des dépenses engagées par les Etats pour la production des armements ;

d) La réduction de la production du matériel de guerre.

3. La réglementation et la réduction générales des armements et des forces armées devraient comporter, en premier lieu, l'interdiction totale de la production et de l'utilisation des armes atomiques et autres catégories d'armes destinées à la destruction massive, ainsi que la destruction des stocks d'armes de ce genre déjà fabriquées.

4. Afin d'assurer l'exécution des mesures prises pour la réglementation et la réduction des armements et des forces armées, il y aurait lieu d'établir, dans le cadre du Conseil de sécurité, et en tant que partie intégrante du plan élaboré pour cette

réglementation et cette réduction, un système international de contrôle qui protégerait les Etats respectueux de leurs obligations contre le danger de voir violer ou éluder l'application de l'accord relatif à la réduction des armements.

Les dix-huitième, dix-neuvième et vingtième séances du Comité de travail ont été consacrées à la rédaction d'un premier rapport à la Commission sur l'état des travaux du Comité, d'après un projet de texte établi par le Secrétariat. Après certaines rectifications apportées par les délégations, le rapport a été enfin adopté dans son ensemble à la vingtième séance, le 9 août 1948.

A la fin de cette même séance, le représentant de la France a présenté des propositions relatives à l'étude d'un système international de vérification et d'inspection des armements de type classique. Ces propositions n'ont pas été mises en discussion; plus tard, la délégation française les a retirées.

A sa vingt et unième séance, tenue le 26 mai 1949, le Comité de travail a été saisi d'une résolution de la Commission qui lui donnait pour instructions de formuler les propositions visées au sixième paragraphe de la résolution 192 (III) adoptée par l'Assemblée générale le 19 novembre 1948 (voir la section *c* ci-dessous). Le représentant de la France a présenté un document de travail traitant du rassemblement, de la publication et de la vérification de données relatives aux effectifs et aux armements de type classique, à l'exclusion des renseignements concernant le matériel relevant d'opérations telles que la recherche, les expériences et les essais. Le Comité a commencé la discussion du document de travail français à sa vingt et unième séance et l'a poursuivie à sa vingt-deuxième séance, le 21 juin 1949.

b) Travaux de la Commission

La Commission des armements de type classique s'est réunie le 2 août 1948 pour examiner le premier rapport sur l'activité du Comité de travail, ainsi que la résolution définissant la compétence de la Commission et la résolution sur les principes généraux que le Comité de travail avait adoptées le 9 septembre 1947 et le 26 juillet 1948 respectivement. Les onzième, douzième et treizième séances, tenues du 2 au 12 août 1948, ont été consacrées surtout à l'examen de l'activté du Comité de travail jusqu'à cette époque, et à la situation en ce qui concerne la réglementation et la réduction générales des armements et des forces armées. Les principaux points sur lesquels a porté la discussion étaient: 1) la compétence de la Commission en matière d'armes atomiques et d'autres engins de destruction massive; et 2) les rapports entre la réglementation et la réduction générales des armements et des forces armées, d'une part, et les facteurs qui influent sur l'état actuel des relations internationales, d'autre part.

A la douzième séance de la Commission, tenue le 9 août 1948, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a de nouveau présenté les propositions de sa délégation relatives aux principes généraux et dont le Comité de travail avait été saisi précédemment. Ces propositions, qui ont reçu l'appui de la République socialiste soviétique d'Ukraine, n'ont pas été mises aux voix.

A la séance suivante, le 12 août 1948, la Commission, interrompant son examen du rapport du Comité de travail, a mis aux voix et adopté deux résolutions que le Comité lui avait présentées: la première, relative à la compétence de la Commission (8 voix pour, 2 voix contre, un représentant étant absent); la deuxième, relative aux principes généraux (9 voix pour, 2 voix contre).

Ensuite, la Commission s'est occupée de la rédaction de son deuxième rapport au Conseil de sécurité sur les travaux de la Commission. Par 8 voix contre 2, avec une abstention, la Commission a décidé de présenter au Conseil de sécurité un rapport unique, qui ferait également état de l'activité du Comité de travail. A ce rapport seraient jointes, en annexe, les déclarations des diverses délégations.

Les quatorzième et quinzième séances de la Commission, tenues le 17 août 1948, ont été consacrées à l'examen par paragraphes d'un projet rédigé par le Secrétariat du rapport en question. Après y avoir apporté quelques amendements, la Commission a décidé de faire distribuer aux délégations, pour examen et approbation, le texte définitif du projet de rapport. Si aucune demande tendant à un nouvel examen du projet ne parvenait à la Commission avant le 15 septembre 1948, le rapport serait considéré comme adopté.

Le 14 septembre 1948, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a adressé au Président une lettre, par laquelle il lui faisait connaître que sa délégation ne pouvait approuver le texte préliminaire du deuxième rapport sur les travaux accomplis. Cependant, comme la première partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale était sur le point de s'ouvrir à Paris, la Commission n'a pu se réunir de nouveau immédiatement pour continuer l'examen du projet de rapport. Lorsqu'elle a finalement repris la question, à sa dix-septième séance, le 23 février 1949, elle a décidé de renvoyer à une date ultérieure toute nouvelle discussion du sujet.

c) Résolution 192 (III) adoptée par l'Assemblée générale le 19 novembre 1948

Le 25 septembre 1948, à la première partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale, le représentant de l'Union des Républiques

socialistes soviétiques a déposé un projet de résolution destiné à mettre en œuvre les résolutions du 24 janvier et du 14 décembre 1946, dont la première était relative à l'interdiction de l'arme atomique et au contrôle de l'énergie atomique, et la seconde à la réglementation et à la réduction générales des armements et des forces armées. Le projet de résolution proposait aux membres permanents du Conseil de sécurité, comme premier pas vers la réduction des armements et des forces armées, de réduire d'un tiers, pendant une année, toutes les forces terrestres, navales et aériennes dont ils disposaient; d'interdire l'arme atomique, qui était une arme destinée à des fins d'agression et non à des buts défensifs. Il demandait aussi la création, dans le cadre du Conseil de sécurité, d'un organe de contrôle international, pour surveiller et contrôler l'application des mesures relatives à la réduction des armements et des forces armées, ainsi qu'à l'interdiction de l'arme atomique.

La Première Commission de l'Assemblée générale et le Sous-Comité 12 de la Première Commission ont examiné la proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques aux séances qui se sont tenues entre le 8 octobre et le 13 novembre 1948. Au cours de la discussion, d'autres délégations ont présenté un certain nombre de variantes. La Première Commission a finalement décidé, par 40 voix contre, 6, avec une abstention, de recommander à l'Assemblée d'adopter le texte amendé d'un projet de résolution présenté par la délégation de la Belgique.

A sa 106ème séance plénière, le 19 novembre 1948, l'Assemblée générale, par 43 voix contre 6, avec une abstention, a adopté le projet belge de résolution, amendé. Cette résolution: *a*) recommandait au Conseil de sécurité de poursuivre l'étude de la réglementation et de la réduction des armements de type classique et des forces armées, par l'intermédiaire de la Commission des armements de type classique, pour obtenir le plus tôt possible des résultats concrets; *b*) proposait qu'en appliquant son plan de travail, la Commission se préoccupe de formuler tout d'abord des propositions pour la réception, la vérification et la publication, par un organisme international de contrôle dans le cadre du Conseil de sécurité, d'informations complètes à fournir par les Etats Membres touchant leurs effectifs et leurs armements de type classique; *c*) invitait le Conseil de sécurité à faire rapport à l'Assemblée générale, au plus tard à la quatrième session ordinaire, sur la suite donnée à la recommandation de l'Assemblée.

A la même séance, l'Assemblée, votant paragraphe par paragraphe, a repoussé un texte revisé du projet de résolution de l'URSS, ainsi qu'un projet de résolution par la délégation de la Pologne.

Le Secrétaire général a transmis au Président du Conseil de sécurité, le 14 janvier 1949, la résolution de l'Assemblée générale.

Le 7 février 1949, à sa 407ème séance, le Conseil de sécurité a ouvert la discussion sur la résolution de l'Assemblée. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déposé un projet de résolution aux termes duquel il convenait de formuler des mesures concrètes en vue de réduire d'un tiers les armements et les forces armées des membres permanents du Conseil de sécurité, d'après: *a*) un plan que soumettrait la Commission des armements de type classique; et *b*) deux projets de convention concernant l'interdiction des armes atomiques et le contrôle de l'énergie atomique, conventions que soumettrait la Commission de l'énergie atomique et qui entreraient en vigueur simultanément.

A sa 408ème séance, le 10 février 1949, le Conseil de sécurité a repoussé le projet de résolution de l'URSS (3 voix pour, zéro contre, avec 8 abstentions). Par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions, il a décidé de transmettre la résolution de l'Assemblée à la Commission des armements de type classique, conformément au mandat de cette Commission.

La Commission a étudié la résolution 192 (III) de l'Assemblée générale lors de ses seizième et dix-septième séances, tenues respectivement les 15 et 23 février 1949. A cette dernière date, la Commission, par 9 voix contre 2, a adopté une résolution qui donnait pour instructions au Comité de travail de formuler en premier lieu les propositions visées au sixième paragraphe de la résolution.

Chapitre II

QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES

DANS le domaine économique et social, la période de préparation et de mise en place des organismes administratifs est pratiquement terminée et l'Organisation des Nations Unies, au cours de l'année passée, s'est attaquée à quelques-unes des questions importantes dont elle est chargée. La place occupée par les questions économiques et sociales dans les débats des principaux organes des Nations Unies, et notamment de l'Assemblée générale, donne une idée de l'étendue de la tâche à laquelle l'Organisation doit faire face.

Cette tâche consiste en premier lieu à rassembler, à analyser, à présenter et à répandre des renseignements sur les questions économiques et sociales. Des progrès considérables ont été accomplis dans ce domaine. L'analyse des questions économiques et sociales a donné lieu à des études dont le nombre et la variété ne cessent de croître. Ces études comprennent le *Rapport sur l'économie mondiale, 1948,* des enquêtes économiques régionales sur l'Europe, l'Asie et l'Extrême-Orient, ainsi que — pour la première fois — sur l'Amérique latine, des publications statistiques et démographiques, une étude sur l'apatridie et de nombreux autres ouvrages techniques, manuels, bulletins et annuaires.

Une deuxième tâche, de la plus haute importance, s'accomplit au moyen des réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et au moyen des diverses conférences et réunions d'experts convoquées par le Conseil. Grâce à elles, on a préparé des accords et conventions internationaux, on a conclu des arrangements officieux et échangé des renseignements d'ordre technique. Les commissions régionales comme les commissions techniques du Conseil économique et social ont contribué dans une large mesure à écarter les nombreux obstacles qui empêchent les nations de collaborer efficacement pour résoudre les problèmes économiques et sociaux. La Commission économique pour l'Europe a remporté des succès particulièrement nets dans l'amélioration des relations économiques entre pays européens. Dans beaucoup de domaines, comme la stabilité et le développement économiques, les transports, les statistiques, le logement, l'urbanisme, les mesures pour empêcher le crime, la cartographie, la protection de l'enfance et la migration, le Conseil fait des recommandations sur les mesures internationales nécessaires.

La troisième tâche consiste à faire adopter des conventions et accords internationaux et à veiller à leur application. La Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée à Paris, le 10 décembre 1948, n'est que la première étape sur la route de l'action internationale en matière de protection des droits et libertés fondamentales, et le Pacte qui sera la deuxième étape est en cours de rédaction. Comme autres exemples de conventions et accords internationaux, citons la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, le Projet de convention relatif à la transmission internationale des informations et au droit de vérification, le Protocole plaçant certaines drogues synthétiques sous contrôle international, le Projet de convention pour la répression de l'exploitation de la prostitution d'autrui, le Projet de convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues, l'Accord conclu avec l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime et le Protocole transférant aux Nations Unies certains pouvoirs et fonctions exercés par la Société des Nations en vertu de la Convention de 1928 concernant les statistiques économiques. La dernière année a donc été féconde en accords internationaux dans des domaines importants.

En dernier lieu, l'Organisation des Nations Unies est appelée à intervenir dans le domaine très important et très étendu de l'assistance technique, domaine dans lequel les institutions spécialisées sont étroitement associées à l'œuvre des Nations Unies.

Deux résolutions de l'Assemblée générale ont ouvert la voie à une action positive, la résolution 58 (I), qui a arrêté un programme de fonctions

consultatives en matière de service social, et la résolution 200 (III), qui organise l'assistance technique aux pays insuffisamment développés pour favoriser leur développement économique.

Le programme de service social est actuellement dans sa troisième année d'exécution, et l'augmentation considérable du nombre de demandes de conseillers, de bourses, de "séminaires" et de matériel de démonstration indique que l'on obtient des résultats concrets. En ce qui concerne le développement économique, avant même l'adoption de la résolution 200 (III), on avait pris des dispositions, en se fondant sur la résolution adoptée par le Conseil économique et social au cours de sa quatrième session, pour envoyer en Haïti une mission technique des Nations Unies chargée de conseiller le Gouvernement haïtien sur certaines questions relatives au développement économique de ce pays, et l'on avait constitué, de concert avec certaines institutions spécialisées, un groupe de spécialistes. Le rapport de ce groupe d'experts est actuellement sous presse. Conformément à la résolution 200 (III), un groupe d'experts s'est rendu en Equateur pour aider le Gouvernement équatorien à réorganiser ses services administratifs et ses finances publiques. On envisage actuellement d'envoyer des missions dans d'autres pays. Des experts assistent actuellement de leurs conseils une grande partie des quarante ou cinquante pays qui se préparent à procéder en 1950 ou en 1951 à leur premier recensement d'après-guerre, tant directement qu'en formant des spécialistes. On a amorcé l'exécution d'un programme de bourses destiné à contribuer au développement économique; elle progresse de façon satisfaisante.

En outre, une résolution que le Conseil économique et social a adoptée à sa huitième session envisage de mettre en œuvre un programme encore plus ambitieux et encore plus efficace en matière d'assistance technique en vue du développement économique. En application de cette résolution, le Secrétaire général, de concert avec certaines institutions spécialisées, a rédigé un rapport où il expose un plan complet de programme élargi d'assistance technique, sur une base coopérative, aux pays insuffisamment développés, programme destiné à aider ces pays à résoudre les problèmes économiques ainsi que les problèmes sociaux qui sont directement en rapport avec eux. Ce rapport indique également les méthodes de financement du programme et les moyens de coordonner sa préparation et son exécution.

Tandis que l'Organisation se prépare ainsi à prendre la tête d'un vaste effort en faveur du développement économique et du relèvement des niveaux de vie, elle consacre également une grande partie de son activité à soulager la misère humaine. L'œuvre du Fonds international de secours à l'enfance, dont l'efficacité n'a cessé de croître au cours de ses trois années d'existence, ainsi que l'aide apportée aux réfugiés arabes de Palestine ont compté parmi les plus importantes réalisations des Nations Unies au cours de l'année.

Pour conclure, il convient de souligner que, par suite de la corrélation étroite qu'il y a entre les diverses questions économiques et sociales, l'Organisation a consacré beaucoup d'attention à coordonner les efforts accomplis dans toutes les phases de son activité dans ce domaine.

1.–QUESTIONS ECONOMIQUES

A.–Etudes économiques

En application de la résolution 118 (II), adoptée par l'Assemblée générale le 31 octobre 1947 et qui invitait le Secrétaire général à collaborer avec le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires en leur fournissant des études fondées sur des faits et les analyses dont ils auraient besoin pour examiner la situation et les tendances de l'économie mondiale, le Secrétariat a rédigé au cours de l'année écoulée trois rapports qui résument et analysent l'état de l'économie mondiale.

En juillet 1948, un rapport intitulé *Recueil d'indices sur l'économie mondiale* a été remis au Conseil économique et social qui tenait sa septième session. Ce rapport complète le *Rapport économique, aspects caractéristiques de la situation mondiale, 1945-1947,* qui avait été remis au Conseil lors de sa précédente session; il offre un résumé statistique des caractéristiques principales des tendances de l'économie en 1947 et au début de 1948. En janvier 1949, un rapport intérimaire sur l'etat de l'économie mondiale en 1948, intitulé *Les changements principaux dans le domaine économique en 1948,* a fourni au Conseil économique et social les données de fait pour son examen, à sa huitième session, en février 1949, de la situation économique du moment. On termine actuellement l'étude complète de l'état le plus récent de l'économie mondiale; cette étude paraîtra en juillet 1949 sous le titre de *Rapport sur l'économie mondiale, 1948.* Elle tient compte des rapports des commissions économiques régionales des Nations Unies pour l'Europe, l'Amérique latine, l'Asie et l'Extrême-Orient, et des travaux des institutions spécialisées dans le domaine économique.

Dans le rapport intitulé *Recueil d'indices sur l'économie mondiale,* on a fait observer que le déséquilibre de la situation économique mondiale en 1947, signalé dans le *Rapport économique* précédent, s'est maintenu pendant le début de 1948 et s'est traduit dans la plupart des pays par une pénurie de produits de base essentiels, particulièrement des denrées alimentaires, par une pression inflationniste importante et des déficits d'une am-

pleur inconnue jusqu'ici dans le commerce extérieur de la plupart des pays. Pour illustrer les tendances importantes, on a présenté pour tous les pays une évaluation de la production industrielle et agricole et du commerce, ainsi que des indices statistiques pour l'emploi, les salaires, les prix, le coût de la vie et d'autres aspects de la situation de l'économie mondiale. Le rapport note qu'en 1947, le niveau de la production et de l'emploi dans le monde a dépassé largement celui d'avant-guerre, mais que la production mondiale de denrées alimentaires a été inférieure à celle d'avant-guerre. D'un autre côte, la production industrielle mondiale a dépassé celle d'avant-guerre dans une mesure importante. Le rapport appelle l'attention sur les différences que l'on constate pour les divers pays entre les niveaux de la production industrielle et agricole atteints en 1947 et ceux d'avant-guerre et sur de fortes disparités dans les niveaux de production de produits de base pour 1947 et pour les années d'avant-guerre.

Lorsqu'on a examiné l'évolution de l'économie au cours de l'année suivante dans *Les changements principaux dans le domaine économique en 1948,* on a attiré l'attention sur l'amélioration très importante de la situation de l'économie mondiale. On a fait observer que la production de denrées alimentaires en 1949 augmenterait dans une mesure appréciable à cause des meilleures récoltes de l'été 1948 et que cette augmentation fournirait un moyen supplémentaire de réduire la pression inflationniste, de développer la production en général et d'augmenter le volume des échanges internationaux. Le rapport notait que la pénurie de certains produits de base essentiels s'était atténuée en 1948 et qu'à l'automne de cette même année, la production industrielle, dans la plupart des pays dévastés par la guerre, était près d'atteindre le niveau d'avant-guerre ou l'avait déjà dépassé. Tout en signalant que la pression inflationniste générale n'avait pas diminué dans une mesure importante, le rapport faisait observer qu'au cours du dernier trimestre de 1948, des symptômes de déflation commençaient à se manifester dans certains pays, pour la première fois depuis la fin des hostilités. Le rapport conclut qu'à cause de l'importance moins grande des obstacles temporaires de l'après-guerre, les problèmes auxquels le monde avait à faire face pour continuer à augmenter la production en 1949 seraient vraisemblablement des problèmes d'un caractère plus permanent et à plus longue portée, et que les difficultés que rencontrait le commerce international s'opposaient aussi à l'expansion de la production mondiale. En conséquence, le rapport avançait l'idée qu'il fallait étudier la nouvelle situation résultant des nouvelles relations commerciales qui se nouaient ou semblaient devoir se nouer du fait des changements intervenus dans les besoins intérieurs des divers pays par suite des modifications apportées pendant la guerre et des plans dressés pour l'après-guerre.

Le rapport complet sur l'état de l'économie mondiale, qui doit paraître en juillet 1949, analyse en grand détail ces nouvelles tendances ainsi que d'autres qui se sont manifestées au cours des derniers mois de 1948 et au début de 1949; il analyse également l'évolution de l'économie en 1948 d'une manière plus complète que le rapport intérimaire. On trouvera à la section J des indications sur les études économiques rédigées par les secrétariats des commissions économiques régionales.

B.–Développement économique des régions insuffisamment développées

a) Assistance technique prévue par la résolution 200 (III) de l'Assemblée générale

Le problème de l'assistance technique en vue du développement économique n'a cessé, au cours de l'année écoulée, de constituer une des préoccupations majeures des Etats Membres. Lors de sa deuxième session, en juin 1948, la Sous-Commission du développement économique a consacré presque tous ses efforts à l'étude de l'assistance technique; elle a élaboré une série de recommandations touchant les principes à suivre pour agir dans ce domaine. Le Gouvernement de la Birmanie, celui du Chili, celui de l'Egypte, celui d'Haïti et celui du Pérou ont fait figurer un bon nombre de ces recommandations dans un projet de résolution qu'ils ont présenté à l'Assemblée générale, lors de sa troisième session ordinaire. Ce projet de résolution, modifié, a été adopté le 4 décembre 1948 et constitue la résolution 200 (III).

Avant même l'adoption de la résolution 200 (III), le Gouvernement d'Haïti, profitant des facilités en matière d'assistance technique que le Conseil économique et social avait offertes par sa résolution du 28 mars 1947, a demandé au Secrétaire général, le 10 juillet 1948, de lui assurer les services d'une mission technique des Nations Unies, qui le conseillerait sur divers problèmes touchant au développement économique d'Haïti. Après avoir arrêté d'un commun accord les termes du mandat de la Mission des Nations Unies en Haïti, on a constitué une équipe d'experts d'accord avec quatre des institutions spécialisées, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds monétaire international, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et l'Organisation mondiale de la santé, qui ont été invitées à désigner des experts pour faire partie de la Mission. Les autres membres de l'équipe, y compris le chef de la Mission, étaient des fonctionnaires du Département des questions économiques

du Secrétariat des Nations Unies. La Mission s'est rendue vers le milieu du mois d'octobre en Haïti, où elle a passé deux mois à étudier de façon très approfondie les problèmes que soulève le développement du pays. Elle a terminé son rapport en mai 1949; on examine actuellement ce rapport en commun avec le Gouvernement haïtien.

Aux termes de la résolution 200 (III), l'Assemblée générale a voté un crédit de 288.000 dollars pour permettre au Secrétaire général de remplir, lorsque les Etats Membres en font la demande, les fonctions suivantes: prendre les dispositions pour organiser des équipes internationales composées d'experts et s'assurer les services d'experts indépendants pour conseiller le Gouvernement d'un Etat Membre au sujet de son programme de développement économique; prendre des dispositions pour assurer la formation d'experts à l'étranger; prendre des dispositions pour organiser, dans les pays insuffisamment développés, la formation de techniciens locaux en encourageant les visites d'experts; fournir des facilités pour aider les Gouvernements à se procurer le personnel, le matériel et les fournitures techniques nécessaires; organiser des "séminaires" chargés d'étudier des problèmes particuliers du développement économique; prendre des dispositions pour l'échange de renseignements techniques. La résolution pose un certain nombre de principes applicables à l'assistance technique à fournir par les Nations Unies en vue du développement économique, elle invite le Secrétaire général à faire rapport à chacune des sessions du Conseil économique et social sur les mesures qu'il aura prises pour appliquer les dispositions de la résolution.

Le Secrétaire général a communiqué son premier rapport sur l'assistance technique en vue du développement économique, au Conseil économique et social, lors de sa huitième session, le 19 février 1949; ce rapport indique les mesures prises pour l'application de la résolution.

Le deuxième rapport du Secrétaire général a trait aux mesures prises par la suite, il a été remis au Conseil économique et social lors de sa neuvième session, le 25 mai 1949. On trouvera ci-dessous un compte rendu succinct de ces mesures.

Les demandes officielles suivantes ont été reçues touchant les missions économiques complètes envisagées à l'alinéa *a*) du paragraphe 3 de la résolution 200 (III).

Demande du Gouvernement de l'Equateur—Le Gouvernement de l'Equateur a demandé officiellement au Secrétaire général, le 29 mars 1949, de bénéficier des services d'un groupe d'experts qui l'assisteraient dans ses efforts de développement économique en le conseillant sur les dispositions qu'il doit prendre pour réorganiser ses services administratifs, remanier la gestion des finances publiques, les lois et l'administration en la matière, et pour procéder au recensement général de la population qui doit avoir lieu bientôt. L'on estime que l'assistance technique que demande l'Equateur entraînera pour l'Organisation des Nations Unies une dépense de l'ordre de 45.000 dollars. Pour sa part, le Gouvernement supportera tous les frais de subsistance des experts pendant leur séjour en Equateur, les frais médicaux, les frais de bureau et de secrétariat, les frais de voyage à l'intérieur des frontières, ainsi que certaines autres dépenses déterminées. Le Secrétaire général a reçu confirmation de l'accord du Gouvernement équatorien touchant le mandat de la Mission, les conditions et les dispositions à prendre. Les préparatifs que nécessite l'envoi en Equateur des experts demandés sont déjà très avancés.

Demande du Gouvernement du Guatemala.— Le 29 avril 1949, le Secrétaire général a reçu une demande officielle du Gouvernement guatémaltèque qui le priait d'envoyer une mission économique complète pour étudier la situation économique du Guatemala et conseiller le Gouvernement au sujet de son programme de développement économique. Les conversations se poursuivent encore à l'heure actuelle entre des représentants du Secrétaire général et le Gouvernement guatémaltèque touchant les détails relatifs à la nature de la mission, son mandat et sa composition, son organisation financière, etc. L'on compte qu'un certain nombre d'institutions spécialisées participeront aux frais et l'on prévoit que les frais imputables à l'Organisation des Nations Unies seront de l'ordre de 35.000 dollars.

Demande du Gouvernement du Mexique.— Le 10 mai 1949, le Secrétaire général a reçu de la délégation permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies une communication préliminaire demandant que l'on envoyât des experts, principalement pour conseiller l'Office des recherches industrielles de la Banque du Mexique sur les questions techniques et économiques relatives à l'industrie mexicaine du fer et de l'acier, à la grosse industrie chimique, et au développement et à l'organisation d'industries agricoles de base. La délégation s'est aussi enquise de la possibilité de faire venir des experts pour participer à la direction d'un "séminaire" qu'elle a l'intention d'organiser en 1950 pour étudier les problèmes relatifs au développement industriel, en s'attachant plus particulièrement à ce qui a été fait en Amérique latine touchant le développement des grosses industries de base et des industries agricoles. Les négociations engagées avec les autorités mexicaines ne sont pas encore très avancées. L'on compte que le Banque du Mexique supportera une partie importante des

frais qu'entraînera cette assistance technique, et l'on prévoit que les frais qui incomberont à l'Organisation des Nations Unies se monteront à environ 10.000 dollars.

Demande du Gouvernement de la Birmanie.—Le 13 mai 1949, le Secrétaire général a reçu du représentant du Gouvernement de la Birmanie la demande des services d'un expert en statistique économique; il s'agirait d'aider ce Gouvernement à organiser un système de rassemblement et d'analyse des données statistiques relatives aux ressources du pays et, d'une façon générale, de collaborer à la création d'un service moderne de statistique. Les conversations en sont à leurs débuts, et l'on n'a encore aucun détail. On prévoit que les frais imputables à l'Organisation des Nations Unies au titre de ces services techniques se monteront, au cours de l'année 1949, à environ 7.000 dollars.

Demandes adressées par d'autres Gouvernements.—Le Secrétaire général a reçu des Gouvernements d'un certain nombre d'autres Etats Membres des demandes officieuses touchant la possibilité d'envoyer dans ces pays des missions complètes ou des missions spéciales qui les conseilleraient sur une série de problèmes généraux ou particuliers. Les pourparlers à cet égard ne sont pas encore terminés, mais il est d'ores et déjà évident qu'il ne sera pas possible d'apporter ce genre d'assistance à tous les pays qui en ont fait la demande. Le Secrétaire général, qui a été chargé de décider de "l'importance des services et des conditions financières dans lesquelles ils seront fournis aux divers Gouvernements intéressés", ne manquera pas de prendre ses décisions "en tenant dûment compte des considérations d'ordre géographique".

Programme de bourses.—En rapport avec l'alinéa *b*) du paragraphe 3 de la résolution 200 (III), le Secrétaire général a adressé, le 18 février 1949, au Gouvernement de chaque Etat Membre une lettre et un mémorandum pour lui faire connaître que soixante bourses environ seraient disponibles en 1949 et lui indiquer la marche à suivre s'il désirait introduire des demandes de bourses pour ses ressortissants. Cette communication indiquait aussi les titres requis des candidats et les conditions générales d'octroi des bourses. Au 30 juin 1949, le Secrétaire général avait reçu de vingt Gouvernements des communications officielles; ces Gouvernements proposaient 148 candidats aux bourses.

Les études envisagées pour les candidats désignés par les Gouvernements ressortissent entre autres aux domaines suivants: le développement de la production et de la distribution de l'énergie électrique, l'hydraulique fluviale, ses techniques et ses applications, les techniques des transports et communications; les procédés industriels; les techniques d'exploitation des mines; la planification du développement économique et les moyens propres à le favoriser; la mise en valeur combinée des ressources; les méthodes financières modernes; les méthodes d'administration publique relatives au développement économique.

Le 14 avril 1949, on a institué dans le cadre du Département des questions économiques un Comité d'attribution des bourses chargé de faire des recommandations touchant l'octroi des bourses. Sur les 148 demandes de bourse reçues par le Secrétaire général, le Comité avait fait, au 30 juin 1949, des recommandations favorables dans 38 cas.

Comme il se peut que d'autres demandes de bourses parviennent encore au Secrétaire général, il est clair que le nombre de demandes de bourses sera plus de deux fois plus grand que le nombre de bourses prévu lorsque la Cinquième Commission a examiné les incidences financières du programme d'assistance technique.

Dispositions à prendre dans le cadre des pays d'accueil.—On n'avisera pas les candidats qu'une bourse leur a été attribuée avant de s'être assuré que les moyens d'études et d'observation nécessaires peuvent être mis à la disposition des boursiers. Dans le mémoire du 18 février 1949 du Secrétaire général, déjà mentionné, il est dit que le succès du programme des bourses d'études dépend de la pleine coopération des Etats Membres qui sont en mesure de prendre des dispositions pour permettre à un expert venant d'un pays insuffisamment développé de faire un stage dans une institution ou un organisme public ou privé pour étudier et observer un aspect général ou particulier du développement économique. Des communications sont parvenues des Gouvernements de l'Australie, de la Belgique, du Canada, du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde, de la Norvège et des Pays-Bas, qui expriment le désir de ces Gouvernements d'accueillir des boursiers des Nations Unies, et qui, dans certains cas, énumèrent avec précision les possibilités actuelles. Les moyens généreusement offerts par ces Etats intéressent toute une série de domaines. Les dispositions pour la mise en place d'un certain nombre de boursiers aux Etats-Unis seront bientôt achevées. On prend aussi des mesures qui permettront à plusieurs pays d'Europe d'accueillir des boursiers.

La formation dans les pays insuffisamment développés.—La principale des tâches qui découlent de l'alinéa *c*) du paragraphe 3 de la résolution 200 (III) relative à l'assistance technique aux Etats Membres a incombée jusqu'à présent au Bureau de statistique des Nations Unies qui fournit une assistance technique aux Etats Membres

pour la préparation des recensements nationaux qui doivent avoir lieu en 1950 et en 1951. Ce service, qui entraînera pour l'Organisation des Nations Unies une dépense d'environ 48.000 dollars en 1949, est déjà mentionné dans la section I du présent chapitre, sous la rubrique "Services de statistiques de l'Organisation des Nations Unies".

Aide à apporter aux Gouvernements pour qu'ils se procurent le personnel, le matériel, les fournitures et les renseignements techniques.—Le Secrétaire général a commencé à prendre quelques dispositions pour communiquer aux Etats Membres qui en feront la demande en vertu de l'alinéa *d*) du paragraphe 3 de la résolution 200 (III) les renseignements techniques dont ils ont besoin pour leur développement économique.

On a pris des dispositions pour commencer la publication de manuels techniques traitant de problèmes spéciaux qui intéressent particulièrement les pays insuffisamment développés, comme la construction, l'organisation et l'exploitation de fonderies d'importance restreinte qui conviendraient aux petites communautés rurales pour la fabrication d'outillage agricole.

Pour faciliter le travail relatif aux demandes actuelles et futures des pays de l'Amérique latine, on a pris des dispositions pour recueillir une documentation sur les besoins techniques de l'Amérique latine et sur les sources disponibles d'assistance technique.

On a également pris les premières dispositions pour commencer la publication d'un bulletin périodique consacré particulièrement aux problèmes du développement économique. On insiste principalement sur les aspects économiques fondamentaux du développement économique, mais le bulletin comprendra aussi des nouvelles relatives à l'activité de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans le domaine du développement économique, ainsi que des renseignements sur l'application de la technique aux problèmes industriels spéciaux qui se posent dans les pays insuffisamment développés.

On a également pris des dispositions pour créer, dans le cadre du Secrétariat, un bureau central de renseignements concernant les services et le matériel techniques disponibles. Quoique le Secrétariat ne soit pas en mesure de répondre directement à la plupart des questions relatives à l'équipement et aux fournitures industrielles, et aux autres services que les diverses organisations publiques ou entreprises et laboratoires privés peuvent offrir, il peut faire office de bureau central et aiguiller les demandes dans la bonne direction. Il peut, en outre, dans certains cas, fournir des bibliographies, des résumés ou des exemplaires de documents techniques traitant de questions particulières, ainsi que des renseignements sur les films techniques et les films fixes qu'il est possible de se procurer, et donner des conseils à cet effet.

L'on estime que les frais qu'entraînera, pour l'Organisation des Nations Unies, la fourniture aux Etats Membres des divers services techniques énumérés dans les quatre alinéas du paragraphe 3 de la résolution 200 (III) seront de l'ordre de 290.000 dollars, auxquels il faut ajouter une somme supplémentaire d'environ 55.000 dollars destinée à couvrir les frais afférents au personnel qu'exige l'exécution du programme d'assistance technique. Les crédits budgétaires alloués étant de 288.000 dollars, le Secrétaire général ne pourra évidemment pas fournir aux Etats Membres, au cours de l'année 1949, tous les services indiqués plus haut.

b) PROJET D'ÉLARGISSEMENT DU PROGRAMME COOPÉRATIF D'ASSISTANCE TECHNIQUE

A sa huitième session, le Conseil économique et social a examiné le premier rapport du Secrétaire général sur les mesures prises pour appliquer la résolution 200 (III) de l'Assemblée générale; le 4 mars 1949, il a adopté une résolution priant le Secrétaire général de rédiger, de concert avec les directeurs généraux des institutions spécialisées, "un projet complet pour l'élargissement du programme coopératif visant à assurer, par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, l'assistance technique en vue du développement économique, en faisant la part due aux questions d'ordre social qui conditionnent directement le développement économique" et à indiquer "les méthodes de financement de ce programme et notamment la création de budgets spéciaux" ainsi que "les moyens d'assurer la coordination pour ce qui est de l'élaboration et de l'exécution du programme".

Des consultations ont donc, par l'entremise du Comité administratif de coordination, eu lieu entre le Secrétaire général et les directeurs généraux des institutions spécialisées intéressées qui se sont mis d'accord sur un rapport et l'ont présenté à la neuvième session du Conseil économique et social.

Le rapport offre le premier programme complet d'assistance technique à fournir sur le plan international en vue du développement économique des régions insuffisamment développées. L'on estime que les dépenses qu'entraînera l'assistance technique prévue dans le programme présenté par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées seront de l'ordre de 35.900.000 dollars pour la première année, et de 50.100.000 dollars pour l'année suivante. La part de ces dépenses qui incombe à l'Organisation des Nations Unies au titre de son propre programme s'élève à 4.855.500 dollars pour la première année et à 7.643.500 dollars pour l'année suivante; des

sommes s'élevant pour la première année à 1.084.500 dollars et pour la deuxième à 1.601.500 dollars seront fournies par les institutions spécialisées qui collaborent avec l'Organisation des Nations Unies à la réalisation des projets communs; la dépense globale sera donc de l'ordre de 5.940.000 dollars pour la première année et de 9.245.000 dollars pour la deuxième année, compte non tenu des dépenses qui incomberont aux Gouvernements bénéficiaires appelés à payer une part des frais de l'assistance technique qui leur est apportée.

Le programme auquel ces chiffres correspondent viendra s'ajouter aux formes normales d'assistance technique des institutions intéressées ainsi qu'aux travaux entrepris par les Gouvernements eux-mêmes, et par les institutions privées. L'un des objectifs de ce programme est, sans s'occuper directement de placements de capitaux, d'ouvrir la voie à ces placements, qui représentent par eux-mêmes une nouvelle étape vitale du développement économique. Ce programme est surtout fait d'entreprises dont la nature, l'importance, la réalisation dans l'espace, et le prix dépendront dans chaque cas d'espèce des demandes des Gouvernements.

Le rapport signale qu'en matière de développement économique, les progrès doivent se mesurer par dizaines d'années et non par années, et que les projets indiqués dans le programme ne sont qu'une esquisse des dispositions à prendre dans l'avenir. L'assistance technique que l'on envisage d'apporter n'a d'autre but que d'aider les pays insuffisamment développés à s'efforcer de développer eux-mêmes leurs ressources et leur capacité de production car, à la longue, c'est de la part prise par les pays intéressés que dépendra dans une large mesure la réussite du programme. Pendant toute l'opération, la contribution propre des pays qui bénéficieront de l'aide technique devra être bien supérieure à toute l'aide extérieure reçue par eux et l'on compte bien que ces pays réaliseront les conditions qui permettront l'utilisation efficace de l'assistance reçue.

Pour assurer une collaboration aussi étroite que possible entre les organisations internationales dans l'établissement et la réalisation de leurs programmes d'assistance technique, le rapport propose la création, par le Comité administratif de coordination, d'un comité qui servirait de bureau central et qui serait composé d'un représentant de chacune des institutions intéressées.

Dans sa lettre d'envoi au Président du Conseil économique et social, le Secrétaire général a fait observer qu'au cours de la rédaction du rapport, diverses méthodes permettant de financer l'élargissement du programme coopératif avaient été examinées, et des préférences s'étaient manifestées pour différentes méthodes. Le Secrétaire général pensait que, pour la bonne coordination des travaux, le meilleur moyen de financer le programme aurait été de créer un fonds commun unique auquel les Etats auraient versé toutes les contributions spéciales prévues et sur les ressources duquel on aurait attribué des crédits aux diverses organisations internationales pour faire face, dans le cadre des principes d'ensemble qu'auraient pu poser le Conseil économique et social et l'Assemblée générale, aux divers besoins des Etats en matière d'assistance technique, à mesure qu'ils se seraient présentés. La majorité des représentants des institutions spécialisées n'avait pas cru devoir souscrire à cet avis. Cependant, ils avaient finalement abouti à un compromis: chaque institution spécialisée acceptait d'établir un budget spécial pour l'assistance technique en vue du développement économique et de demander à ses membres de verser à ce budget des contributions en plus de leurs contributions au budget normal. Le budget spécial d'assistance technique des Nations Unies serait divisé en deux parties portant respectivement: i) sur un programme d'assistance technique que l'Organisation des Nations Unies exécuterait par elle-même; et ii) sur un crédit supplémentaire que le Secrétaire général pourrait employer, d'accord avec le Comité administratif de coordination, à financer les projets d'assistance technique que devraient exécuter conjointement les organisations participant au programme et à compléter les budgets d'assistance technique de ces organisations lorsqu'il faudrait des fonds supplémentaires pour faciliter l'exécution des projets essentiels.

Le Secrétaire général attirait également l'attention sur le fait que le plan se bornait à l'indication des types d'entreprises et des méthodes permettant de les exécuter; il n'envisageait pas des tâches précises à accomplir dans un pays déterminé à un moment donné. C'était, bien entendu, l'application pratique du plan qui avait le plus d'importance et le Secrétaire général était persuadé qu'un programme comme celui qu'exposait le rapport pourrait contribuer de façon sensible à atteindre l'objectif de l'Article 55 de la Charte.

c) Etudes en matière de développement économique

Conformément aux instructions que lui avait données la Commission des questions économiques et de l'emploi, la Sous-Commission du développement économique a procédé à une étude intitulée *Assistance technique pour le développement économique fournie par les Nations Unies et les institutions spécialisées,* étude qui a paru en 1948. Cette étude récapitule les diverses formes disponibles d'assistance technique. Elle rend compte des réalisations et des projets des Nations Unies

et des institutions spécialisées dans ce domaine. Ce rapport a été communiqué à tous les Etats Membres, conformément à la résolution adoptée à cet effet par le Conseil économique et social à sa septième session.

Le deuxième volume de l'étude intitulée *Mise en valeur économique de certains pays choisis, plans, programmes et institutions,* a été achevé en 1948 et sera publié sous peu. Ce volume poursuit les études du volume précédent sur les programmes et projets actuels de développement économique; il intéresse les pays suivants: Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine, Rhodésie du Sud, Philippines, Porto-Rico, Iran, Colombie et Bulgarie.

La Sous-Commission du développement économique a également pris connaissance d'un rapport préliminaire intitulé *Développement économique des territoires non autonomes* et qui analyse les renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte.

Un rapport, intitulé *Mesures envisagées par le Conseil économique et social et les institutions spécialisées pour favoriser le développement économique et relever le niveau de vie des pays insuffisamment développés,* a été rédigé conformément à la résolution 179 (VIII) du Conseil économique et social qui doit l'examiner lors de sa neuvième session. Le rapport, qui comprend surtout des tableaux, donne un aperçu succinct mais complet des mesures prises en vue du développement économique: missions techniques (et aussi les services d'experts isolés), autres formes de conseils techniques et d'assistance technique (notamment les recherches et la diffusion des renseignements techniques); formation technique et bourses; prêts; fourniture de matériel, etc.

Un autre rapport a trait aux problèmes propres aux régions insuffisamment développées; il a été rédigé pour la neuvième session du Conseil économique et social grâce à la collaboration des institutions spécialisées et est intitulé *Méthodes de financement du développement économique des régions insuffisamment développées.* Cette étude traite séparément du développement économique au moyen de capitaux locaux et de capitaux étrangers; elle indique d'abord la portée et l'importance données à certaines méthodes particulières de financement dans les divers rapports remis par les institutions spécialisées et analyse ensuite les modes de financement dont ces rapports ne traitent pas. A la demande du Conseil économique et social, une étude a été rédigée en vue de sa neuvième session sur la *Possibilité de se procurer des insecticides du type DDT pour la lutte contre le paludisme dans les régions agricoles.* Le rapport expose les facteurs qui affectent la production des divers insecticides pour la lutte contre le paludisme, leur existence sur le marché et leur prix, et il analyse les possibilités techniques et économiques de production de ces insecticides dans les régions insuffisamment développées.

Une étude sur les *Rapports des prix après la guerre dans les échanges entre les pays industrialisés et les pays insuffisamment développés* a été présentée à la Sous-Commission du développement économique à sa session du début de 1949. Le rapport analyse la hausse du prix des marchandises importées par les pays insuffisamment développés, notamment en ce qui concerne les biens de production, l'outillage et le matériel, et la compare à la hausse du prix des exportations des pays insuffisamment développés constituées principalement de produits de base. L'étude cherche également à déterminer dans quelle mesure les marchandises importées par ces pays auraient été payées au moyen de devises étrangères accumulées plutôt qu'avec le produit des exportations courantes. Le rapport est en cours de revision, il doit être imprimé en 1949.

C.–Conférence scientifique de l'Organisation des Nations Unies pour la conservation et l'utilisation des ressources naturelles

La Conférence scientifique de l'Organisation des Nations Unies pour la conservation et l'utilisation des ressources naturelles est une importante initiative de l'Organisation des Nations Unies tendant à réunir des savants, des ingénieurs et des économistes éminents et d'autres spécialistes de toutes les parties du monde pour échanger des renseignements sur les techniques relatives aux ressources naturelles, les frais et les avantages économiques qui en découlent, ainsi que les rapports existant entre elles. La Conférence se tiendra à Lake Success, du 17 août au 6 septembre 1949.

Avec l'aide du Comité préparatoire mentionné dans le rapport de l'année dernière, le Secrétaire général a établi le programme définitif de la Conférence en tenant compte des commentaires et des suggestions des Etats Membres. Dix-huit séances plénières seront consacrées aux aspects généraux des problèmes relatifs à l'utilisation et à la conservation des ressources naturelles, à l'interdépendance des catégories principales de ressources naturelles et aux techniques des ressources naturelles qui présentent une importance particulière pour les pays moins développés. Le programme prévoit également soixante séances de section au cours desquelles les spécialistes pourront échanger des renseignements sur leurs méthodes et leur expérience concernant les problèmes et les techniques d'un caractère spécial. Ces séances de section seront consacrées à des problèmes particuliers concernant la conservation et l'utilisation

des ressources minérales, des combustibles et de l'énergie, de l'eau, des forêts, du sol, du gibier, des poissons et d'autres ressources marines.

Des spécialistes appartenant à environ quarante pays sont en train de préparer pour ces réunions plus de quatre cents documents. Les auteurs de ces documents ont été choisis par le Secrétaire général sur la recommandation du Comité préparatoire, ou désignés par les Gouvernements invités à choisir des personnes pour traiter des sujets particuliers.

Conformément à la décision du Conseil économique et social, le Secrétaire général adresse des invitations à des spécialistes appartenant à plus de soixante-quinze pays. Au nombre de ces spécialistes se trouvent des personnes désignées par les Etats Membres et par les Gouvernements représentés aux Commissions régionales et économiques des Nations Unies, des personnes désignées par les institutions spécialisées, des spécialistes éminents invités à titre individuel, notamment les auteurs des documents de la Conférence, des personnes désignées par certaines sociétés savantes choisies dans le monde entier et des représentants des organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil économique et social a accordé le statut consultatif. Ces personnes assisteront à la Conférence à titre individuel et non pas en tant que représentants des Gouvernements. La Conférence n'aura pas pour tâche de donner des directives, et ses conclusions n'engageront ni les Gouvernements ni les organisations, et elle ne leur adressera aucune recommandation.

On espère que cette Conférence se distinguera parmi les conférences internationales par la haute portée scientifique de son objet et par le fait que ces savants et ces spécialistes appartenant aux pays les plus divers ne se borneront pas à échanger le plus de renseignements possible sur l'expérience qu'ils ont acquise, mais s'occuperont tout spécialement de l'application économique des techniques. Bien que la Conférence soit chargée d'étudier les techniques applicables à toutes les régions, elle accordera une attention particulière aux besoins et aux problèmes des régions moins développées. A cet égard, la Conférence et les procès-verbaux des débats constitueront une contribution importante de l'Organisation des Nations Unies à la solution du problème général de l'assistance technique aux régions moins développées.

D.–Stabilité économique et plein emploi

Le Secrétariat a poursuivi ses études sur les problèmes de l'inflation et de l'emploi. Les résultats de ces travaux figureront dans l'étude intitulée *Tendances inflationnistes et déflationnistes pendant la période 1946-1948*, qui sera publiée en juillet 1949. Cette étude analyse les caractéristiques des mouvements inflationnistes dans plusieurs parties du monde pendant la période 1946-1948, et traite également des tendances déflationnistes qui se sont manifestées récemment.

Le Secrétariat n'a pas seulement étudié la situation économique actuelle, il s'est également occupé du problème à longue échéance que pose le plein emploi. En juillet 1948, en application d'une résolution adoptée le 3 mars 1948 par le Conseil économique et social, le Secrétaire général a envoyé aux Gouvernements et aux institutions spécialisées des mémorandums dans lesquels il demandait des renseignements sur les mesures nationales et internationales visant à réaliser ou à maintenir le plein emploi et la stabilité économique et sur les plans susceptibles d'être rendus publics et destinés à empêcher un fléchissement de l'emploi et de la stabilité économique. Les questions posées se rapportaient surtout aux problèmes qui pourraient se présenter dans de nombreux pays une fois seulement qu'auraient cessé de jouer certains facteurs spéciaux et de caractère temporaire qui déterminent actuellement le niveau élevé de l'activité économique. Les réponses à ces questions, qui apportent des renseignements précieux, ont été soumises lors de sa huitième session au Conseil économique et social et une analyse sera présentée à la neuvième session du Conseil.

Conformément au programme d'études des problèmes à longue échéance que pose le plein emploi, un document intitulé *Les éléments du plein emploi* a été présenté à la Sous-Commission de la stabilité économique et de l'emploi au printemps de 1949.

E.–Relations financières et commerciales sur le plan international

L'inflation s'étant atténuée, et la période de reconstruction économique tirant à sa fin dans la plupart des pays dévastés par la guerre, la persistance d'un grave déséquilibre international dans le domaine économique n'a pas manqué de susciter un intérêt accru. Les recherches relatives au système de règlement plurilatéral de comptes dans le passé, dont il est question dans le rapport de l'année dernière, ont été poursuivies ; en même temps, l'attention s'est portée sur les relations internationales actuelles dans le domaine du commerce et des finances. Ces analyses paraîtront sans doute ultérieurement sous forme de publications spéciales, mais les travaux déjà faits sont incorporés dans divers documents présentés au Conseil économique et social et à la Sous-Commission du développement économique.

C'est ainsi que le *Rapport sur les changements principaux dans le domaine économique en 1948* s'attache particulièrement à étudier le déséquilibre extérieur qu'on constate actuellement dans différents pays et auquel on fait face au moyen

d'importants subsides et prêts gouvernementaux et de contrôles étroits du commerce extérieur et des paiements. Ce problème est encore examiné, dans le *Rapport sur l'économie mondiale, 1948,* qui essaie d'analyser les profonds changements de structure intervenus dans le commerce international depuis la période d'entre deux guerres et propose, entre autres, de lier la solution définitive du problème délicat du rétablissement de l'équilibre des opérations commerciales extérieures de l'Europe au développement économique des vastes régions encore en défaut de croissance économique. Ainsi, deux des tâches les plus importantes et les plus difficiles que le monde affronte aujourd'hui se complètent mutuellement.

A la demande de la Sous-Commission du développement économique, une étude a été faite, au début de 1949, sur les mouvements internationaux de capitaux pendant la période d'entre deux guerres (*International Capital Movements during the Inter-War Period*) qui a été présentée à la Sous-Commission à sa troisième session. Cette étude note l'importance, la nature et la direction des mouvements des capitaux étrangers entre 1919 et 1938, ainsi que l'expérience acquise pendant cette période par les pays débiteurs et les pays créanciers. Cette étude est en cours de revision et paraîtra en 1949. Ont en outre été présentés à la Sous-Commission des rapports concernant les investissements étrangers dans deux pays (Brésil et Chine) et les effets qu'ils ont exercés sur leur développement économique. D'autres études du même genre, consacrées à d'autres pays, sont en préparation.

Au cours de l'année dernière, le Secrétariat a terminé et publié une étude statistique intitulée *Balance des paiements, 1939-1945,* rédigée en grande partie par les soins de la Société des Nations pendant la dernière année de son existence. Cette publication amène les travaux statistiques des Nations Unies sur la balance des paiements au point où ils se raccordent avec les annuaires de la balance des paiements du Fonds monétaire international, dont le premier, contenant les statistiques des années 1938, 1946 et 1947, est en cours de préparation et paraîtra au milieu de 1949. Ces annuaires contiendront sans doute une grande partie des rapports et analyses que le Conseil économique et social a demandés lors de sa quatrième session, en vue d'aider la Commission des questions économiques et de l'emploi et ses sous-commissions à étudier les problèmes économiques relatifs aux balances des paiements ou soulevés par l'étude des balances de paiements. Le Secrétariat et le Fonds monétaire international continuent à collaborer en matière de balance des paiements.

Il y a lieu également de signaler la collaboration continue et l'échange constant d'informations relatives aux finances et au commerce internationaux, établie avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

Ainsi qu'il a été dit dans le dernier rapport annuel, la Conférence de La Havane sur le commerce et l'emploi a institué la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce dont l'objet est d'exercer certaines fonctions en attendant la création de l'Organisation internationale du commerce. Le Comité exécutif de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce a tenu sa deuxième session à Genève du 25 août au 15 septembre 1948. Elle avait pour but de continuer les préparatifs en vue de la première Conférence internationale du commerce et de la première année d'activité de l'organisation, notamment la rédaction de recommandations concernant les relations de l'OIC avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées et les travaux préparatoires concernant l'activité que l'OIC doit exercer dans le domaine du développement économique et de la reconstruction.

Les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ont tenu leur deuxième session à Genève, du 16 août au 15 septembre 1948. Quatre protocoles à l'Accord général y ont été signés, et il a été convenu, en vue d'obtenir la participation et l'adhésion de nouveaux Gouvernements à l'Accord général, d'ouvrir une nouvelle série de négociations relatives aux tarifs douaniers, analogues à celles qui se sont déroulées en 1947. L'une des décisions contenue dans ces protocoles tendait à reproduire, dans l'Accord, la substance des dispositions de la Charte de La Havane, traitant de l'application dans certaines limites déterminées, par les pays insuffisamment développés ou ravagés par la guerre, de mesures de protection, telles que les contingents d'importation, destinées à faciliter le développement économique et la reconstruction de certaines industries particulières ou de certaines branches de l'agriculture. Dès le mois de mars 1949, les vingt-trois Etats qui avaient participé aux négociations de 1947 mettaient tous en application, à titre provisoire, l'Accord général. En avril 1949 ont commencé la troisième réunion des parties contractantes et les négociations avec onze autres pays; elles se poursuivaient encore à la fin du mois de juin.

F.–Problèmes internationaux relatifs aux produits de base

La Commission provisoire de coordination pour les ententes internationales relatives aux produits de base a été instituée par le Conseil économique

et social, le 28 mars 1947, pour "se tenir au courant des consultations ou de l'action intergouvernementales dans ce domaine". La résolution recommandait que, en attendant la création de l'Organisation internationale du commerce, les Membres de l'Organisation des Nations Unies s'inspirent, d'une manière générale, dans les consultations, ou actions, intergouvernementales concernant les produits de base, des principes exposés au Chapitre VII de la Charte de La Havane relatif aux ententes internationales sur les produits de base.

La Commission a coopéré étroitement avec d'autres organes du Conseil, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et plusieurs autres organismes internationaux s'occupant des produits de base. En 1947, elle a élaboré un *Rapport sur des ententes internationales relatives aux produits de base.* Elle a continué à suivre la situation des produits de base et, à sa deuxième session, tenue à Genève, au mois de septembre 1948, a élaboré le *Rapport sur les problèmes internationaux relatifs aux produits de base, 1948.* L'étude des produits de base particuliers a été reliée à la situation économique générale, et le *Rapport* est l'un des documents qui ont servi de base aux débats de la huitième session du Conseil économique et social sur la situation économique dans le monde.

La troisième session de la Commission provisoire de coordination s'est tenue à Paris, en juin 1949.

Au cours de la période 1948-1949, la production de nombreux produits de base importants a augmenté. Cet accroissement de la production s'est accompagné, surtout vers la fin de ladite période, de baisse des prix. La Commission s'attache à faciliter les consultations intergouvernementales et l'action concernant les problèmes actuels relatifs aux produits de base faisant l'objet d'échanges internationaux. En avril 1949, cinq pays exportateurs et trente-six pays importateurs ont signé un accord international du blé. Au cours de la même année, des organismes internationaux dont l'activité avait pour objet le sucre et l'étain ont examiné l'opportunité et la possibilité pratique de conclure des ententes intergouvernementales. Au mois de février 1949, un accord international du thé a été conclu pour une période de courte durée entre les groupements producteurs de quatre pays. Par des études en cours, on recherche les moyens propres à provoquer une augmentation de la consommation de coton et des produits de coton, ainsi qu'un équilibre suffisant entre la production et la consommation de coton. Par l'intermédiaire de la Commission provisoire de coordination pour les ententes internationales relatives aux produits de base, où siègent des membres désignés par la Commission préparatoire de l'Organisation internationale du commerce et par l'OAA, les travaux des groupements précités et des institutions spécialisées concernant les produits de base ont été reliés au programme économique de l'Organisation des Nations Unies.

G.–Questions de finances publiques

La tendance à la réforme des finances publiques a continué de se manifester pendant l'année écoulée. L'amélioration des conditions économiques et l'accentuation des efforts des administrations financières nationales ont contribué à réduire les déficits dans plusieurs pays.

Le Secrétariat poursuit l'analyse des données et des tendances récentes en matière de finances publiques pour en tirer des conclusions qui éclairent la situation économique internationale, et procéder à une étude des mesures fiscales et de leurs effets sur le commerce international, le mouvements des capitaux, le développement et la stabilité économiques.

Une *Etude des finances publiques* est en préparation. On se propose, par un classement systématique des faits, de dégager les tendances en matière de politique financière. Pendant l'année écoulée, le Secrétariat a préparé des études préliminaires pour vingt-trois pays. Elles contiennent des tableaux résumés des budgets nationaux et des comptes de dépenses, recettes, avoirs en espèces et dette publique. Une partie de ces renseignements provient d'un questionnaire établi en collaboration avec le Fonds monétaire international, qui permet de dégager certains effets des mesures financières sur le système monétaire, le niveau des prix, le revenu national et l'activité économique en général. Le Secrétariat a publié en outre un ouvrage intitulé *La dette publique de 1914 à 1946,* exposant la situation dans cinquante-deux pays et son évolution pendant la période indiquée.

Dans le domaine fiscal, les relations internationales posent des problèmes d'ordre juridique et économique. Dans l'ordre juridique, le Secrétariat étudie à la fois des conventions internationales et des lois et règlements internes. Ces conventions font actuellement l'objet d'analyses approfondies. Un volume intitulé *Conventions fiscales internationales* a été publié, contenant plus de cent accords internationaux conclus depuis 1936 concernant la double imposition et l'évasion fiscale. La dernière publication du précédent volume sous les auspices de la Société des Nations remonte à 1936. En outre, le Secrétariat a fait une enquête auprès des Gouvernements pour connaître leurs vues sur les deux modèles de convention bilatérale de la Société des Nations en la matière.

Les conventions internationales ne constituent qu'un aspect du problème, le statut fiscal des étrangers étant essentiellement régi par les diverses législations nationales. Le Secrétariat a transmis aux Gouvernements un questionnaire dé-

taillé sur les dispositions fiscales qui frappent les ressortissants et les avoirs étrangers ainsi que les transactions internationales. Les réponses à ce questionnaire ont permis d'établir des études déjà publiées qui traitent des législations fiscales de quinze pays. Enfin, le Secrétariat prépare un questionnaire spécial sur les procédés d'assiette et de recouvrement, dont le but est d'aider à négocier des accords en vue d'une assistance administrative contre l'évasion fiscale.

Les problèmes d'ordre économique dus au conflit des législations fiscales font l'objet d'une étude particulière. Il est difficile d'isoler les conséquences internationales des mesures fiscales parce qu'il y a d'autres facteurs économiques dont l'influence quantitative sur le commerce international et le mouvement des capitaux est plus importante.

Tous ses travaux s'inspirent de la résolution 67 (V) du Conseil économique et social du 24 juillet 1947 et des recommandations contenues dans le rapport de la deuxième session de la Commission des finances publiques (document E/1104).

Au cours des douze mois passés, les demandes d'assistance technique en matière fiscale se sont multipliées. La Division des finances publiques du Secrétariat a pris part à une mission des Nations Unies en Haïti et elle se prépare à participer à la mission en Equateur (voir *supra*, section B). Dans les pays où des industries nouvelles sont en cours de développement, la complexité des procédés de financement (emprunt direct, garanties, etc.) et les réformes qu'implique l'importance croissante des finances publiques soulèvent des problèmes qu'il est nécessaire d'étudier avant que l'Organisation ne fournisse un concours d'ordre technique.

H.–Transports et communications

a) Collaboration internationale en matière de transports et de communications

L'organisation internationale en matière de transports et de communications a fait, au cours des douze mois passés, d'importants progrès dans le cadre des Nations Unies.

En premier lieu, dans le domaine de la navigation maritime, la convention conclue à la Conférence maritime des Nations Unies (Genève, février-mars 1948), en vue de l'institution de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (IMCO), a été ratifiée par quelques pays; mais le nombre de ratifications nécessaires pour l'entrée en vigueur de la convention n'a pas été atteint. Aussi, l'IMCO n'a-t-elle pu entrer en activité. Entre temps, le Comité préparatoire, organe intérimaire de l'Organisation, s'est occupé des problèmes administratifs que pose la réunion prochaine de la première assemblée de l'IMCO, et il en a établi l'ordre du jour provisoire.

De plus, le Comité préparatoire, conformément aux pouvoirs que lui a donnés la Conférence maritime des Nations Unies, a négocié un projet d'accord entre l'IMCO et les Nations Unies. Le texte en a été approuvé, pour l'Organisation des Nations Unies, par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale. Pour entrer en vigueur, il doit encore obtenir l'approbation de la première assemblée de l'IMCO.

Dans ce même domaine, il convient de mentionner le problème de l'unification des règles de jaugeage. Ce problème, d'un intérêt pratique considérable pour la navigation internationale, a fait, depuis quelque temps, l'objet d'efforts internationaux. Il a récemment reçu une solution régionale par accord intergouvernemental et est repris maintenant sur le plan mondial.

La Commission des transports et des communications, qui a soulevé ce problème, a suggéré au Conseil économique et social d'inviter les Gouvernements à donner leur avis sur l'opportunité et la possibilité de rechercher une adhésion plus générale aux règles codifiées dans l'accord régional susmentionné. Ainsi, l'étude de ce problème va peut-être aboutir prochainement à la conclusion d'un accord général.

Enfin, l'entente des institutions spécialisées sur la sécurité en mer et dans les airs marque bien les progrès qui ont été faits dans la coordination d'activités appliquées à des domaines aussi variés que ceux de la navigation maritime, de l'aviation civile, des postes, des télécommunications et de la météorologie. Cette collaboration doit encore se développer dans l'avenir.

En second lieu, les transports intérieurs, qui sont avant tout d'intérêt régional, présentent eux aussi des aspects généraux qu'il convient de traiter sur le plan mondial. Tel est le cas, par exemple, des problèmes concernant les transports routiers internationaux. A ce sujet, le Secrétaire général, sur la base d'une décision du Conseil économique et social, a convié la Conférence des Nations Unies pour les transports routiers automobiles à se réunir à Genève, en août 1949. Il est en effet nécessaire que les deux conventions désuètes de 1926 et de 1931, relatives aux transports routiers automobiles et à la signalisation, soient remplacées par une nouvelle convention internationale. Cette conférence aura aussi à décider des mesures qu'il conviendrait de prendre dans un avenir proche pour résoudre les problèmes connexes présentant un caractère d'urgence.

Mais la collaboration internationale en matière de transports intérieurs reste avant tout régionale. Les travaux ont marqué un progrès continu, surtout dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe. En outre, les services compétents de cette Commission ont collaboré de façon très ef-

ficace à la préparation de la Conférence mondiale mentionnée ci-dessus.

En Asie, l'équipe organisée par la Commission économique régionale pour s'occuper du développement industriel s'est aussi intéressée aux questions de transports. Ses recommandations à ce sujet et certaines autres questions évoquées par le Conseil économique et social à l'instigation de la Commission des transports et des communications figureront à l'ordre du jour de la réunion des experts des pays représentés au sein de la Commission régionale, réunion prévue pour le second semestre de l'année 1949.

La Commission économique pour l'Amérique latine a commencé à s'occuper, elle aussi, des questions de transports et la Commission des transports et des communications a été priée par le Conseil économique et social de donner à la Commission régionale toute l'assistance nécessaire. De plus, au cours de ses enquêtes, la Commission régionale a soulevé les problèmes de navigation maritime concernant l'Amérique latine, y compris les taux de fret. A la demande de cette Commission, le Conseil économique et social a chargé la Commission des transports et des comunications de faire une étude de ces problèmes pour permettre à la Commission régionale d'aborder au plus tôt ces questions. Cette étude est actullement en cours.

Enfin, en attendant la décision du Conseil économique et social relative à la création d'une Commission économique pour le Moyen-Orient, les problèmes de transports intérieurs dans cette région n'ont pas encore été envisagés ; leur examen, préconisé par la Commission des transports et des communications, relèvera vraisemblablement de la Commission régionale à venir.

Dans leurs travaux relatifs aux transports, les commissions régionales sont en contact les unes avec les autres et avec le siège des Nations Unies, de façon à mettre leur expérience en commun et à éviter d'inutiles chevauchements et doubles emplois.

Ainsi, sur le plan mondial comme sur le plan régional, l'activité internationale dans le domaine des transports et des communications fait preuve d'une coordination toujours accrue.

b) Abaissement des obstacles au mouvement des personnes et des marchandises

Les travaux qui tendent à réduire, simplifier et unifier les formalités nécessaires au passage des frontières ont fait de nouveaux progrès. En particulier, un certain nombre de pays, suivant en cela les recommandations de la Conférence d'experts tenue à Genève au printemps de 1947, ont abandonné, par voie unilatérale ou par accord bilatéral, l'exigence du visa. Le Secrétaire général se propose de suivre tout nouveau développement dans ce domaine, mais on n'envisage pour le moment aucune nouvelle enquête auprès des Gouvernements.

En application d'une décision du Conseil économique et social, la Commission des transports et des communications a été invitée à prendre note des améliorations survenues dans le domaine général des voyages et à en rendre compte. Il faut noter, à ce propos, les travaux d'un certain nombre d'institutions internationales, visant à faciliter les voyages et le tourisme entre pays. Dans certains cas, ils s'étendent sur le monde entier. Dans d'autres, au contraire, il concernent plus spécialement l'Amérique, l'Europe ou l'Extrême-Orient.

Quant aux marchandises, l'important problème des barrières qui s'opposent à leur transport, évoqué au Congrès de la Chambre de commerce internationale, en 1947, a fait l'objet d'une étude préliminaire préparée en commun par le Secrétariat et par le Secrétaire exécutif de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce. Cette étude vise d'abord à délimiter la compétence des différentes institutions internationales impliquées, à savoir : la Commission des transports et des communications, d'une part, et, d'autre part, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime et la future Organisation internationale du commerce.

En fait, plusieurs des recommandations de la Chambre de commerce internationale ont trait à des questions qu'étudient déjà différentes institutions spécialisées ou autres organismes internationaux.

La Commission des transports et des communications, suivant le projet de répartition des fonctions qu'elle a soumis au Conseil économique et social, aurait à s'occuper en particulier de la réduction du nombre des documents nécessaires au transport international des marchandises et de l'abolition du manifeste de transit. Cependant, la Commission a souligné le fait que tous les aspects du problème sont liés et que la plupart d'entre eux ne peuvent être étudiés convenablement par un seul organisme et exigent la coopération des différents organismes intéressés.

Le problème des barrières opposées au transport international des marchandises est évidemment de ceux que les Gouvernements doivent prendre immédiatement en considération. On est en droit d'espérer que ces travaux, ainsi qu'une enquête auprès des Gouvernements pour obtenir leurs vues sur les différentes recommandations de la Chambre de commerce internationale, aboutiront à faire relâcher peu à peu ou même à supprimer les entraves actuelles.

I.–Services de statistiques des Nations Unies

Les services de statistiques des Nations Unies sont chargés des statistiques internationales dans tous les domaines intéressant les Nations Unies. En tant qu'organe administratif de la Commission de statistique et de la Sous-Commission des sondages statistiques, le Bureau de statistique s'efforce de contribuer à la mise au point d'un système adéquat et bien constitué de statistiques comparables sur le plan mondial, d'améliorer d'une manière générale les méthodes statistiques, de rassembler, d'interpréter et de diffuser les renseignements d'ordre statistique. Voici quelles ont été au cours de l'année passée, les principales fonctions exercées par le Bureau afin d'accomplir ces tâches générales.

a) Recherches relatives aux normes statistiques internationales et mesures tendant à l'adoption de ces normes

Au cours de sa quatrième session (avril-mai 1949), la Commission de statistique a continué d'établir des normes statistiques internationales, de relever la qualité des méthodes statistiques utilisées dans le monde entier et de développer la comparabilité des statistiques des divers pays.

La Commission a examiné un projet de revision de la *Liste type de marchandises pour les statistiques du commerce international* de la Société des Nations, établie par un groupe d'experts, et elle a renvoyé ce projet au Bureau de statistique en le chargeant d'en poursuivre la vérification. La Commission a également pris note d'un projet de *Classification nationale type des professions* établie par l'Organisation internationale du Travail.

La Sous-Commission des sondages statistiques a recommandé aux Gouvernements des Etats Membres de continuer à réunir des renseignements en matière de sondages. La Sous-Commission a également rendu compte de la normalisation des termes techniques et de l'application des méthodes de sondage aux divers domaines de la statistique.

En matière de statistiques démographiques, l'œuvre de standardisation et d'amélioration des définitions, des méthodes, des concepts et de la présentation s'est poursuivie. Des recommandations ont été envoyées aux Gouvernements sur des questions importantes à l'égard desquelles il est particulièrement désirable d'assurer la comparabilité des recensements de 1950. Le Bureau de statistique a publié une série de monographies sur des aspects techniques des recensements de la population et de l'agriculture, préparées en coopération avec la Division de la population du Secrétariat, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. La publication des *Etudes sur les méthodes de recensement* s'est poursuivie et, à l'heure actuelle, seize études de cette série ont été achevées ou sont en préparation. On a amorcé l'étude des problèmes que posent la standardisation et l'amélioration des statistiques démographiques.

Les recherches se sont poursuivies dans le domaine des statistiques du revenu national. On s'est efforcé d'élaborer des définitions et des statistiques comparables pour les éléments du revenu national. Le Bureau de statistique a préparé des études relatives aux statistiques de formation du capital, de dépenses de consommation et d'autres sujets. Conformément aux recommandations de la Commission, ces études seront, avant publication, soumises pour observations aux Gouvernements des Etats Membres et aux institutions spécialisées. Le Bureau de statistique a élaboré des méthodes uniformes pour la mesure du revenu national en prix constants. Les autres sujets étudiés comprennent l'étude des méthodes de comptabilité sociale utilisées dans les divers pays et des propositions tendant à améliorer la comparabilité des statistiques relatives à la répartition des revenus suivant leur importance. La Commission de statistique a également préconisé l'adoption de méthodes propres à augmenter l'exactitude des évaluations du revenu national.

Dans le domaine de la production industrielle, la Commission de statistique a examiné une étude et enquête préparatoire à laquelle le Bureau de statistique avait procédé afin d'améliorer la comparabilité internationale des indices nationaux; la Commission a invité le Secrétaire général à achever l'étude des problèmes en cause et à soumettre ses propositions à l'examen de la Commission au cours de sa cinquième session.

Le Bureau de statistique a rassemblé les documents nécessaires à l'étude du problème des indices des prix, y compris les indices des prix du commerce extérieur et les indices des prix destinés à exprimer le revenu national en prix constants. La Commission de statistique, au cours de sa quatrième session, a demandé qu'un projet de rapport sur les moyens d'uniformiser davantage les méthodes utilisées dans les divers pays soit établi et communiqué pour observations.

Les autre sujets étudiés par la Commission de statistique comprennent les statistiques des finances publiques et de la dette publique, les statistiques des transports, les statistiques de la migration, les enquêtes sur les budgets familiaux, les statistiques du coût de la vie et les statistiques sociales. La Commission a également demandé d'établir un rapport relatif aux observations présentées par les Gouvernements sur la *Classification internationale type, par industries, de toutes les branches d'activité économique* et l'application pratique de cette classification.

L'Assemblée générale, par sa résolution 255 (III) adoptée le 18 novembre 1948, a approuvé les termes d'un protocole transférant à l'Organisation des Nations Unies les fonctions et tâches exercées antérieurement par la Société des Nations en vertu de la Convention internationale concernant les statistiques économiques. Le protocole a été envoyé aux vingt-cinq signataires initiaux de la Convention, et à ce jour quatorze d'entre eux l'ont signé.

b) Rassemblement et publication de statistiques

Des progrès considérables ont été accomplis en matière de rassemblement des séries statistiques existantes. Grâce à ces progrès, les publications du Bureau de statistique, jointes à celles des institutions spécialisées, fournissent les données statistiques de base nécessaires à l'analyse des problèmes économiques et sociaux.

Le *Bulletin mensuel de statistique* a beaucoup augmenté d'importance au cours de l'année passée en s'enrichissant de nombreuses séries statistiques nouvelles; des chiffres relatifs à un certain nombre d'autres pays figurent désormais régulièrement au *Bulletin*. On s'efforce continuellement d'améliorer la qualité et la comparabilité internationale des séries du *Bulletin*. Afin de maintenir approximativement le format actuel du *Bulletin mensuel* tout en enrichissant son contenu, un certain nombre de tableaux seront publiés à tour de rôle.

Le *Supplément du Bulletin mensuel de statistiques* a été publié en septembre 1948, et l'on prépare une nouvelle édition pour 1950. Les définitions et notes explicatives qui figurent au *Supplément* ont beaucoup augmenté l'utilité des séries statistiques publiées dans le *Bulletin mensuel*.

La préparation de la première édition de l'*Annuaire démographique* approche rapidement de sa fin. L'*Annuaire* comprendra environ 500 pages, dont 400 pages de tableaux et 100 pages de texte, bibliographie et notes explicatives. Le format de cette édition est supérieur d'environ 50 pour 100 au format prévu, les réponses envoyées par les divers pays au questionnaire démographique que leur avait adressé le Bureau de statistique ayant été beaucoup plus nombreuses qu'on ne pensait. En préparant l'*Annuaire*, le Bureau de statistique a bénéficié d'une aide considérable de la part du personnel de la Division de la population du Secrétariat.

L'*Annuaire statistique* est presque achevé, et les tableaux vont maintenant à l'impression. Cet *Annuaire* sera également plus important qu'on ne pensait et comprendra, quand ce sera possible, des chiffres relatifs à une période de vingt ans. Il portera sur un grand nombre de questions et contiendra beaucoup de renseignements statistiques dont on ne disposait pas jusqu'à présent sous une forme commode et assurant la comparabilité.

Les statistiques du revenu national de divers pays, 1938-1947, ont été publiées en anglais en janvier 1949, et les éditions française et espagnole de cet ouvrage en mars et en avril. Ce volume contient les statistiques pertinentes pour trente-neuf pays et traite également des concepts de base et de la méthodologie. On a commencé la préparation d'une deuxième édition, qui doit paraître en 1950.

La publication des comptes rendus des débats des conférences statistiques internationales tenues à Washington en septembre 1947 n'est pas encore achevée. Le volume II de la série, qui contiendra les documents et comptes rendus des débats du Congrès mondial de statistique des Nations Unies, sera bientôt prêt à paraître.

En outre, on a commencé la publication d'une série d'*Etudes statistiques*. Ces études comprennent divers rapports et mémorandums consacrés à des discussions et des renseignements relatifs aux statistiques et à la méthodologie statistique. Les études déjà publiées dans cette série comprennent les rapports sur les statistiques démographiques *Population and Vital Statistics Reports* (mensuels), les *Notes statistiques* (trimestrielles), ainsi qu'un ensemble d'études consacrées à des questions diverses, publiées de temps à autre. Des études relatives au commerce international, à la formation de capital, aux dépenses de consommation et aux statistiques des prix et de la production sont en préparation.

Grâce également au grand nombre de données statistiques reçues de nombreux pays, le Bureau de statistique a pu préparer une série d'études spéciales pour les divers organes et départements de l'Organisation des Nations Unies et pour d'autres organisations internationales.

c) Coordination des activités statistiques

Des accords officiels concernant les statistiques ont été conclus entre l'Organisation des Nations Unies et douze institutions spécialisées. Au cours des premières séances du Comité consultatif pour les questions de statistique et des réunions spéciales entre les organes de l'Organisation et certaines institutions spécialisées, on est parvenu à une répartition encore plus poussée des travaux de statistique.

La Commission de statistique, au cours de sa quatrième session, a examiné et approuvé ces accords. Elle a invité le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour que les plans établis par toutes les institutions spécialisées en matière de rassemblement des données soient communiqués au Secrétaire général à l'avance, en

cas de besoin sous forme d'états trimestriels, afin de permettre une coordination appropriée.

Les arrangements pris par le Bureau de statistique avec les bureaux régionaux tiennent compte des responsabilités générales et des tâches lointaines de l'organisme statistique central, tout en réservant aux bureaux régionaux l'étude directe des statistiques détaillées relatives à certains problèmes courants qui présentent pour eux un intérêt particulier.

Conformément à une résolution adoptée par le Conseil économique et social au cours de sa septième session, les statisticiens européens ont tenu une réunion régionale afin de faciliter les consultations entre représentants des organismes statistiques des Gouvernements européens. Cette réunion a fait rapport à la Commission de statistique sur les mesures de la productivité et les indices de la production industrielle, les problèmes que posent les statistiques du commerce extérieur et d'autres questions d'ordre statistique.

d) Elaboration des statistiques nationales et assistance technique aux gouvernements

La question du développement des services statistiques des Etats Membres a fait l'objet à nouveau d'une attention approfondie de la Commission de statistique. Il est particulièrement opportu d'aider les Gouvernements des Etats Membres lorsque cette assistance est en partie nécessitée par l'obligation qu'ils ont assumée de communiquer des renseignements statistiques à l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées et à d'autres organisations intergouvernementales.

Au cours de l'année passée, le Bureau de statistique a amorcé l'exécution d'un programme d'assistance technique. Le Bureau a contribué à organiser des stages de formation professionnelle en matière de méthodes de recensement, qui ont eu lieu au Mexique en septembre 1948 et au Guatemala en mai 1949.

Le Bureau de statistique organise, de concert avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, les organisations régionales et les Gouvernements des Etats Membres, des stages analogues qui se tiendront, en 1949, à la Nouvelle-Delhi, au Caire et à Santiago du Chili.

On envisage de préparer un certain nombre de manuels techniques au fur et à mesure de l'exécution du programme d'assistance technique du Bureau de statistique. Un manuel intitulé *The Preparation of Sampling Survey Reports* a été achevé, et deux autres, un *Handbook of Population Census Methods* et un *Manual for Compiling and Reporting National Income Statistics,* sont en préparation. Dans le cadre du programme croissant d'assistance technique, on envisage de publier diverses autres études.

La Commission de statistique, ayant pris note des mesures déjà prises par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Institut international de statistique, afin d'amorcer l'exécution d'un programme d'enseignement de la statistique, a recommandé de prendre les dispositions nécessaires pour développer les services de formation théorique et pratique des statisticiens.

J.–Commissions régionales

a) Commission économique pour l'Europe

La Commission économique pour l'Europe, créée conformément à une résolution adoptée par le Conseil économique et social à sa quatrième session le 28 mars 1947, a tenu à Genève, du 9 au 22 mai 1949, sa quatrième session, au cours de laquelle elle a passé en revue la situation économique de l'Europe, examiné les rapports de ses organes auxiliaires et étendu son activité dans les domaines de l'agriculture et du commerce.

La Commission est composée des Membres européens de l'Organisation des Nations Unies et des Etats-Unis d'Amérique. Usant des prérogatives qui lui ont été accordées aux termes du mandat de la Commission, le Secrétaire exécutif a invité les pays européens non membres de l'Organisation, à l'exception de l'Espagne, à participer à titre consultatif aux travaux de la Commission et de ses organes auxiliaires. De plus, certains pays situés hors d'Europe et Membres de l'Organisation ont participé aux travaux de certains comités techniques de la Commission auxquels ils étaient particulièrement intéressés.

Pour faciliter l'examen des problèmes techniques que posent la reconstruction et le développement économiques de l'Europe, la Commission a créé une série de comités, sous-comités et groupes de travail. A la fin de la quatrième session de la Commission, les Comités principaux suivants étaient en existence: Comités du charbon, de l'énergie électrique, de l'industrie et des matériaux de base, des transports intérieurs, de la main-d'œuvre, de l'acier, du bois, des problèmes agricoles, du développement du commerce. Ces deux derniers comités ont été créés au cours de cette session.

La collaboration avec les institutions spécialisées a été très étroite. Le secrétariat de deux des comités précités (bois et problèmes agricoles) a été assuré conjointement par l'OAA et la CEE.

Dans son rapport annuel qui sera présenté à la neuvième session du Conseil économique et social, la Commission a passé en revue les travaux qu'elle a entrepris pour faciliter la reconstruction et le développement de l'économie européenne, elle a résumé les vues exprimées lors de la quatrième session sur les travaux de la Commission et pris note de l'*Etude sur la situation économique de*

l'Europe en 1948, préparée par le secrétariat de la Commission.

i) *Généralités*

L'économie européenne a enregistré des progrès sensibles pendant l'année 1948. Les principaux goulots d'étranglement de la production industrielle qui ont existé immédiatement après la guerre et dans les années suivantes ont à peu près complètement disparu et l'amélioration de l'approvisionnement en charbon et en matières premières a permis d'accroître sensiblement la production industrielle. En 1948, quinze pays européens qui, avant la guerre, représentaient 80 pour 100 de la production industrielle totale de l'Europe (Union des Républiques socialistes soviétiques non comprise) ont enregistré une augmentation de 16 pour 100 de leur production par rapport à l'année précédente. La production industrielle de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a augmenté de 27 pour 100 au cours de cette même année. Le niveau de la consommation des denrées alimentaires s'est également élevé par rapport aux années suivant immédiatement la guerre. Le rythme de formation des capitaux s'est lui aussi sensiblement accru et le volume des investissements nets a dépassé d'un quart celui de 1938. La production des industries lourdes a continué à augmenter plus rapidement que celle des autres branches de l'industrie. L'Allemagne non comprise, la production européenne de l'acier en 1948 a dépassé d'environ un sixième celle de 1938 et des augmentations encore plus substantielles se sont produites dans les industries chimiques et de constructions mécaniques. L'augmentation du commerce d'outre-mer a été supérieure à celle de la production. Toutefois, le commerce intereuropéen, malgré une augmentation importante enregistrée en 1948, est resté d'environ 30 pour 100 inférieur au volume de 1938 et le niveau du commerce entre la partie orientale et la partie occidentale de l'Europe a été encore plus bas. La Commission s'est efforcée de trouver des solutions à ces difficultés et les récents changements et additions dans l'organisation de ses comités reflètent ces efforts. L'amélioration du commerce est-ouest a été une des principales préoccupations de la Commission au cours de 1948. De nombreuses discussions et analyses ont été consacrées à ce problème.

ii) *Problème agricoles*

Sur la recommandation de son Comité spécial pour les problèmes agricoles créé au cours de sa session précédente, la Commission économique pour l'Europe a établi, à sa quatrième session, un Comité chargé des problèmes agricoles pour l'aider à formuler des moyens de coopération européenne tendant à développer la production agricole en Europe et à faciliter les échanges de produits agricoles.

Le secrétaire de la Commission, agissant conformément aux instructions du Comité spécial, a commencé l'étude de certains problèmes au sujet desquels le Comité a estimé utile que des mesures soient prises immédiatement, telles que le commerce intereuropéen des produits agricoles, machines agricoles, engrais, produits chimiques et insecticides et la mise sur le marché de denrées périssables.

iii) *Problèmes du charbon*

En 1948, la production européenne de houille a atteint, par rapport à 1937, un niveau de 87 pour 100 et la consommation un niveau d'environ 89 pour 100. Dans l'ensemble, on a constaté un retour à des conditions de marché plus normales. La situation européenne du charbon ne pose plus de difficultés critiques immédiates, mais des problèmes à long terme à la suite de l'augmentation de la production. Il en résulte que la Comité du charbon s'est donné pour but actuel de ses travaux d'aboutir à ce que la production de l'Europe couvre ses besoins et a adopté de nouvelles méthodes pour allouer les disponibilités de charbon en tenant compte des qualités de charbon. Il est intéressant de signaler que, tandis qu'on avait prévu l'importation en 1948 de 41 millions de tonnes de charbon des Etats-Unis d'Amérique, les importations effectives de cette source ne se sont élevées qu'à 17 millions de tonnes. Le Comité a continué, par l'intermédiaire de son Sous-Comité des allocations, à recommander la répartition des quantités disponibles de combustibles solides entre les pays européens importateurs, conformément à la nouvelle méthode.

L'amélioration de la production européenne de charbon n'a cependant pas automatiquement résolu toutes les difficultés en cette matière. Certains facteurs, tels que les difficultés de paiement et les difficultés techniques de l'utilisation des catégories et types de charbon disponible, ont retardé l'établissment d'un équilibre entre l'offre et la demande.

A la suite de cette évolution, le Comité du charbon a considéré que certaines questions, telles que l'approvisionnement en outillage minier et en poteaux de mines, sont devenues moins urgentes et a concentré son attention sur des études de base concernant l'utilisation et la classification du charbon ayant un intérêt pour la période actuelle aussi bien que pour l'époque où l'Europe sera parvenue à subvenir à ses propres besoins. Le Comité du charbon et ses organes auxiliaires ont également traité des questions concernant le brai à briquettes, ainsi que les renseignements statistiques.

iv) *Problèmes de l'énergie électrique*

Le Comité de l'énergie électrique a continué à étudier les meilleurs moyens d'assurer le développement coordonné des ressources européennes

d'énergie électrique et a commencé des enquêtes sur la législation comparée relative aux fleuves et lacs internationaux et à la transmission d'énergie. Le Comité et ses organes auxiliaires ont également examiné des plans régionaux et des projets particuliers de développement de l'énergie électrique, ainsi que d'autres questions telles que la normalisation de l'outillage électrique et les statistiques.

v) *Problèmes de l'industrie et des matériaux*

Le Comité de l'industrie et des matériaux s'est occupé d'une série de goulots d'étranglement qui n'ont pas permis d'utiliser plus complètement la capacité de production et a envisagé un grand nombre de problèmes à long et à court terme concernant l'industrie mécanique, l'industrie chimique, les matériaux industriels et les matériaux de construction. Le Comité a fourni son assistance lors des négociations qui ont abouti à l'accord de principe sur la livraison par l'Italie de pièces de rechange à la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie.

vi) *Problèmes de transports intérieurs*

Le Comité des transports intérieurs s'est occupé des difficultés qui s'opposent à un fonctionnement optimum des transports intérieurs européens. Les recommandations du Comité sur la reprise des "règlements sur l'utilisation réciproque des wagons dans le trafic international" (RIV) ont été généralement acceptées et il en résulte que les règles de RIV sont ajourd'hui appliquées dans la plus grande partie de l'Europe et que l'échange de wagons dans le trafic international s'effectue conformément à ces règles. En matière de chemins de fer, ce sont maintenant les problèmes à long terme qui ont pris la première place.

Un accord a été réalisé sur un projet de convention douanière réglant le trafic des voitures de tourisme et des voitures commerciales, ainsi que sur un projet de convention internationale concernant le transport routier et automobile.

Le Comité s'est occupé, par l'intermédiaire de ses organes auxiliaires, d'un grand nombre de questions techniques, telles que construction de routes, trafic, construction de matériel ferroviaire, transport de denrées périssables, questions juridiques et informations statistiques; il a fait diverses recommandations tendant à améliorer la situation.

A sa quatrième session, le Comité a adopté plusieurs résolutions nouvelles et pris des mesures pour donner suite à celles qu'il avait précédemment adoptées.

vii) *Problèmes de main-d'œuvre*

Bien que le Comité de la main-d'œuvre n'ait pas siégé dans sa première session, le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe a consulté le Bureau international du Travail au sujet de l'execution des tâches entreprises par ce dernier sur la recommandation du Comité de la main-d'œuvre.

viii) *Problèmes de l'acier*

Le Comité de l'acier a continué à s'occuper des méthodes d'augmentation de la production européenne d'acier et des obstacles qui s'opposent à cette augmentation. Le Comité a poursuivi ses efforts en vue de diriger le coke destiné à la mise en marche des installations arrêtées et a attiré l'attention des Gouvernements sur la nécessité de réduire les quantités de charbon à coke employées pour des fins autres que la production de coke métallurgique. Il a fait des recommandations au Comité du charbon sur l'allocation des ressources en coke et sur la définition des méthodes permettant d'obtenir l'utilisation optimum des différentes qualités de coke. Au cours de 1948 et au commencement de 1949, les disponibilités en coke n'ont pas cessé d'augmenter, de sorte que, pour le premier trimestre de 1949, elles ont été suffisantes pour faire face à 100 pour 100 des besoins.

Le Comité de l'acier s'est également occupé des problèmes de la ferraille, des minerais, de l'outillage nécessaire pour la production d'acier, des briques réfractaires, ainsi que des statistiques. Les travaux du Comité ont contribué à une augmentation, en 1948, de 30 pour 100 de la production d'acier d'Europe (l'Union des Républiques socialistes soviétiques non comprise) par rapport à l'année précédente. La production s'approche rapidement du niveau d'avant-guerre.

ix) *Problèmes du bois*

Le Comité du bois a examiné les problèmes relatifs à la production maximum et à la meilleure utilisation des bois d'Europe. Un accord de principe a été réalisé par l'intermédiaire du Comité entre les pays européens qui exportent du bois et des produits forestiers et ceux qui en importent; cet accord prévoit l'échange d'outillage fabriqué en Europe contre du bois et l'attribution par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement de crédits en dollars pour financer les achats d'outillage aux Etats-Unis, crédits garantis par le paiement en dollars, par les pays importateurs d'Europe, des achats de bois effectués, ce qui doit permettre une nouvelle expansion de la production et du commerce du bois en Europe. Des négociations dans ce sens sont en cours entre les représentants des pays intéressés et la Banque internationale.

A sa quatrième session en mars 1949, le Comité du bois a constaté qu'un équilibre temporaire entre la demande et l'offre de bois a été réalisé en Europe en 1948 et se maintiendra probablement au cours de 1949. Le Comité a estimé, par conséquent, qu'il n'était pas nécessaire de fixer des limites à l'achat de bois pour l'importation au moment de sa réu-

nion, mais a décidé de réexaminer la question à sa prochaine session. Il s'est également occupé des questions de statistiques, de poteaux de mines et de l'utilisation du bois.

x) *Problèmes du commerce*

La Commission économique pour l'Europe a créé, à sa quatrième session, le Comité du développement du commerce pour effectuer des études, procéder à des consultations et soumettre des recommandations sur les mesures nécessaires au développement du commerce intereuropéen, aussi bien que du commerce entre les pays d'Europe et les pays situés en dehors de ce continent. La Commission a pris cette mesure sur la recommandation du Comité spécial du développement industriel et du commerce qui avait été créé à sa session précédente.

Antérieurement à sa création par la Commission, le Comité du développement du commerce s'était réuni à titre provisoire et s'était préoccupé principalement de l'élaboration d'un programme de travail ainsi que du problème du rassemblement de statistiques sur les possibilités existantes en matière de commerce européen — condition indispensable à l'étude des moyens propres à provoquer l'expansion des échanges.

xi) *Activités futures des comités techniques*

A sa quatrième session, la Commission économique pour l'Europe a adopté une résolution, donnant pour instructions à ses comités de passer en revue leurs activités en étroite liaison avec le secrétaire exécutif, de mettre fin à celles qui ne sont plus utiles, d'examiner quelles activités il conviendrait d'entreprendre ou de poursuivre après 1950 et de faire rapport à ce sujet à la cinquième session de la Commission. Aux termes de cette résolution, le secrétaire exécutif est chargé d'établir un rapport de synthèse contenant ses commentaires sur ce que devrait être le programme de travail des comités après l'année 1950.

xii) *Etude de la situation économique en Europe en 1948*

En plus de la masse considérable d'études préparées par le Secrétariat pour les travaux de la Commission et de ses Comités, Sous-Comités et Groupes de travail, une *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1948* a été publiée à Genève en mai 1949. Cette étude fournit une documentation statistique et économique abondante au sujet de l'économie européenne et contient également une analyse complète des tendances économiques en Europe au cours de 1948 et des premiers mois de 1949.

Les principaux chapitres de cette étude portent sur l'amélioration de la production, sur le commerce et sur les problèmes de l'économie européene concernant la balance des paiements. Elle constate les progrès remarquables réalisés dans l'économie de l'Europe en 1948. Cependant, la solution des problèmes auxquels l'Europe doit faire face, à savoir le relèvement des niveaux de vie peu élevés de l'Europe, dépend de l'élimination du déficit de la balance des paiements de l'Europe et de l'accroissement de la productivité du travail actuellement très basse. L'amélioration de la situation en ce qui concerne le problème particulier de la balance des paiements dépendra en partie de la mesure dans laquelle les produits de base se feront moins rares; elle dépendra également de la politique économique future des Etats-Unis d'Amérique, qui influencera la balance des paiements de l'Europe autant que toute mesure que les pays d'Europe peuvent prendre indépendamment.

b) Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, créée par le Conseil économique et social à sa quatrième session, a tenu quatre sessions, dont la quatrième à Lapstone (Australie) du 29 novembre au 11 décembre 1948. Une réunion du Comité plénier, autorisée à la quatrième session, a été tenue à Bangkok (Thaïlande) du 28 mars au 5 avril 1949.

La Commission est composée des membres suivants:

Australie, Birmanie, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni, Thaïlande, Union des Républiques socialistes soviétiques.

En outre, les territoires suivants ont été admis à siéger à la Commission en qualité de membres associés:

Cambodge, Ceylan, Hong-Kong, Laos, Malaisie et Bornéo britannique, Népal, République d'Indonésie ainsi que le reste de l'Indonésie.

Aucun changement dans la composition de la Commission n'a eu lieu pendant l'année étudiée. Parmi les membres associés, le Népal, la République d'Indonésie et le reste de l'Indonésie ont été admis à la quatrième session de la Commission. La Corée a été comprise au nombre des territoires susceptibles d'être admis en qualité de membre associé par le Conseil économique et social lors de sa huitième session, de février-mars 1949.

Etant donné la situation à Changhaï, le secrétariat a été déplacé temporairement à Bangkok où il a installé ses bureaux.

i) *Généralités*

A la quatrième session, les membres de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient ont proclamé avec force que le temps était venu pour la Commission de passer du stade des études à celui de l'action effective. A ses trois premières sessions et en particulier à la seconde

et à la troisième, la Commission a examiné une masse importante de faits relatifs à la situation économique et aux besoins de la région.

Lors de sa quatrième session, la Commission était saisie des rapports circonstanciés, préparés par le secrétariat et différents groupes de travail, sur le développement industriel, les besoins de l'agriculture, les dispositions financières propres à faciliter le commerce, les rapports existants entre les diverses économies de la région et l'économie japonaise, l'encouragement du commerce et la formation technique. Plusieurs de ces rapports contenaient un grand nombre de recommandations visant des mesures concrètes; quelques-unes concernaient l'action à entreprendre par les différents Gouvernements, d'autres appelaient une action internationale. En raison du grand nombre et du caractère très approfondi des recommandations, la Commission a estimé que, malgré la volonté déclarée d'aboutir à une action rapide, les Gouvernements des Etats Membres n'ont pas disposé d'un temps suffisant pour étudier avec tout le soin voulu les rapports et examiner les recommandations. Aussi, a-t-on, en général, réparti les recommandations en deux groupes. Dans le premier figuraient celles qui avaient trait à des mesures prises par des Gouvernements isolés; elles ont été dans l'ensemble approuvées par la Commission, et le Secrétariat a été invité à les porter à la connaissance des pays intéressés. Pour ce qui est du second groupe, soit des recommandations susceptibles d'aboutir à des mesures internationales, la Commission a décidé de les renvoyer au Comité plénier qu'elle a dès lors décidé de créer. Ce Comité devait se réunir environ deux mois après la session de la Commission afin d'accorder aux différents Gouvernements un délai suffisant pour examiner les rapports et les recommandations.

Le Comité plénier s'est réuni le 28 mars 1949, tout particulièrement pour envisager quelle serait l'organisation administrative la plus efficace pour mettre en œuvre celles des recommandations comportant une action internationale jugée utile par la Commission.

A l'issue de ces débats, il a été créé un Comité représentatif de l'industrie et du commerce qui, en principe, doit se réunir deux fois par an, l'une de ces réunions devant se tenir immédiatement avant la session annuelle de la Commission. Un sous-comité du fer et de l'acier et un sous-comité du tourisme ont également été prévus. D'autres recommandations ont été renvoyées au Secrétariat pour une nouvelle étude, avant leur examen par le Comité de l'industrie et du commerce ou par la Commission.

ii) *Problèmes du développement industriel*

Conformément à la demande formulée par la Commission à sa troisième session, le Groupe de travail du développement industriel s'est réuni à nouveau le 26 août 1948 et a siégé sans discontinuer jusqu'au 25 octobre. Le groupe a porté son effort sur les six branches suivantes: combustible et énergie, transports et matériel de transport, engrais et besoins de l'agriculture, produits de base, textiles et construction mécanique lourde. Les travaux se sont poursuivis avec le concours de treize experts cooptés dans les Etats Membres, d'un représentant de la Commission économique pour l'Europe et d'un représentant de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Les rapports des experts, rédigés après qu'ils eurent rendu visite aux pays intéressés, ainsi que le dépouillement des réponses au questionnaire envoyé aux Gouvernements membres et associés de la région, ont été terminés à la fin d'octobre. Le rapport et les recommandations du Groupe de travail du développement industriel ont été communiqués en décembre à la quatrième session de la Commission, accompagnés en annexe des rapports des experts.

A sa quatrième session, la Commission a, dans l'ensemble, adopté les recommandations du Groupe de travail relatives à l'action à entreprendre par des Gouvernements isolés. Par contre elle a ajourné jusqu'à la réunion du Comité plénier l'examen des recommandations ayant trait à une action internationale éventuelle.

Le Comité plénier, après avoir examiné les rapports et les recommandations, a dressé comme suit le programme de travail en matière de développement industriel.

Un sous-comité représentatif du fer et de l'acier composé d'experts créé par le Comité plénier et agissant de concert avec le Secrétariat:

1. Procédera aux études et évaluations nécessaires pour déterminer si les prospections déjà faites en ce qui concerne le minerai de fer et d'autres ressources essentielles à la production régionale d'acier sont suffisantes;

2. Déterminera les progrès réalisés dans la mise en œuvre des projets de développement de l'industrie du fer et de l'acier dans la région ainsi que les causes qui ont pu retarder la réalisation de ces projets;

3. Centralisera toutes données scientifiques et techniques existantes ainsi que les résultats de toutes les recherches sur la fabrication du fer et de l'acier à l'aide de combustibles autres que le charbon à coke; et

4. Etudiera les moyens éventuels d'utiliser pour la production de l'acier des quantités plus importantes de ferraille.

Une étude critique des relevés géologiques existants et de tous autres renseignements concernant les gisements de charbon dans la région est en cours. Cette étude portera également sur la possi-

bilité d'accroître la production de charbon et comprendra l'examen des problèmes relatifs à d'autres relevés géologiques si le besoin s'en fait sentir.

On étudiera les possibilités et les méthodes de production d'alcool pour moteur et d'autres succédanés du pétrole notamment en dressant un état des entreprises existant dans la région, des résultats des travaux d'expérimentation avec la description des méthodes de fabrication actuellement appliquées.

De concert avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, il sera fait une étude de la production et de l'emploi d'engrais chimiques dans la région.

Les travaux de rassemblement et d'examen critique des projets de développement industriel dans les différents pays de la région seront poursuivis en mettant l'accent sur la constitution d'une documentation sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de projets et de programmes déterminés et sur l'analyse des résultats ainsi obtenus.

D'autres travaux intéressant le domaine du développement industriel, qui seront mis en route si l'on dispose d'un personnel suffisant, porteront sur les conditions à remplir pour développer industriellement et de façon systématique les produits de la construction mécanique lourde, et sur la possibilité de développer dans la région l'industrie chimique lourde et celle de la pâte à papier.

iii) *Problèmes de transport*

Il sera créé au sein du Secrétariat un service chargé d'enquêter sur les problèmes relatifs aux transports et au matériel de transport ainsi que sur les perspectives qui s'ouvrent à la coopération internationale dans ce domaine. Une conférence d'experts des transports intérieurs de la région se tiendra en automne 1949.

iv) *Problèmes financiers*

Eu égard aux problèmes financiers que soulèvent, d'une part, le volume considérable des importations nécessaires au développement industriel et, d'autre part, la mobilisation des capitaux intérieurs destinée à financer les besoins du pays, le Secrétariat, à la demande de la Commission, a entrepris deux études. La première, qui concerne les lois et les règlements régissant les investissements étrangers dans la région, est entreprise de concert avec la Banque internationale. La seconde, à laquelle on reconnaît un caractère d'extrême urgence, concerne les moyens dont dispose la région pour mobiliser ses ressources dans les domaines financier et monétaire, afin d'encourager les placements productifs, et a pour objet de signaler les possibilités qui s'offrent d'améliorer ces moyens.

v) *Problèmes du commerce*

Le commerce de la région a été gravement bouleversé par la guerre et ses répercussions. Non seulement le volume des échanges a été beaucoup plus bas pendant les années d'après-guerre, mais, de plus, l'important solde actif d'autrefois s'est transformé en un solde négatif considérable. La région qui, auparavant, avait un excédent net d'exportations de produits alimentaires, a maintenant un fort excédent d'importations de ces mêmes produits. La situation a également empiré en ce qui concerne plusieurs autres produits de base. Le commerce avec le Japon a été complètement arrêté pendant quelque temps et ne reprend que lentement.

La Commission et le Secrétariat ont attaché une importance considérable aux problèmes du commerce. En vertu de l'autorisation donnée par la Commission lors de sa troisième session, une section d'encouragement du commerce a été créée au sein du Secrétariat et un groupe de travail a été organisé pour étudier les dispositions financières de nature à faciliter l'activité commerciale.

Le groupe de travail, composé de huit spécialistes venant de pays membres, de deux fonctionnaires du Fonds monétaire international et d'un fonctionnaire de la Banque internationale, s'est réuni en août et septembre 1948 et a rédigé un rapport que la Commission a examiné à sa quatrième session. La Commission, après examen du rapport, a adopté une résolution invitant le Fonds monétaire international à entreprendre une étude de la balance des paiements et des échanges commerciaux de la région en vue de déterminer s'il est possible d'y établir un système de compensation plurilatéral. Le Fonds a été d'accord pour entreprendre cette étude en collaboration avec le Secrétariat. Elle est actuellement en cours. La Commission a également adopté un certain nombre de recommandations détaillées adressées aux Gouvernements des Etats Membres et destinées à supprimer les entraves au commerce dans la région.

La Commission a, par ailleurs, mis en évidence l'importance du commerce avec le Japon. Elle a invité le Secrétariat à fournir, en collaboration avec les institutions spécialisées compétentes, un rapport sur tous les aspects de la pénurie de dollars dans la région et, en particulier, sur toutes les mesures déjà prises et encore à prendre pour y remédier.

Outre les questions énumérées ci-dessus, la section d'encouragement du commerce, qui a entrepris l'enquête sur les services commerciaux des pays de la région, a commencé à fonctionner, quelque peu comme centre d'échange d'informations commerciales et, notamment, d'informations relatives aux possibilités qui s'offrent au commerce; elle travaille aussi à l'analyse des accords de commerce et de paiements et des règlements concernant le contrôle du commerce et des échanges ainsi

qu'à un glossaire des termes commerciaux en usage dans la région.

En avril 1949, le Comité plénier a créé un Sous-Comité représentatif du tourisme chargé d'examiner les rapports d'un groupe de travail sur les facilités offertes aux voyageurs; ce groupe de travail serait composé des représentants des agences de voyage fonctionnant dans la région. Ce groupe de travail doit faire une enquête sur la situation actuelle en ce qui concerne les entraves aux voyages, étudier les moyens de supprimer ces obstacles et examiner tous les autres moyens de développer le trafic touristique.

vi) *Problèmes d'assistance et de formation techniques*

L'insuffisance numérique des experts techniques dans presque tous les domaines constitue l'un des principaux obstacles au développement industriel de la région. On a constitué le noyau d'une section de formation technique, afin d'intensifier les efforts en vue de fournir des facilités de formation technique dans les différents pays de la région ou à l'étranger. Ce travail a permis d'établir qu'il existe dans la région quelque quatre-vingt-neuf institutions où les travailleurs venus d'autres pays peuvent recevoir une formation technique. De différentes sources, notamment des institutions spécialisées, on a recueilli, sur les possibilités de formation technique en dehors de la région, des renseignements que l'on a mis à la disposition des Gouvernements.

En collaboration avec le Secrétariat, l'Organisation internationale du Travail a détaché, en juillet 1948, un expert chargé de rédiger un rapport concernant l'enseignement technique professionnel dans les pays d'Extrême-Orient qui a été communiqué à l'OIT et à la quatrième session de la Commission. S'appuyant sur ce rapport, le Conseil d'administration du BIT a adopté, à sa 107ème session, des propositions en vue de nommer un comité tripartite de la main-d'œuvre qui s'occuperait notamment de la formation technique et qui réunirait en Asie, à une date rapprochée, une Conférence de techniciens et créerait, en Asie également, un Bureau local de la formation technique.

A sa quatrième session, la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient s'est déclarée satisfaite des propositions adoptées par l'OIT. Elle a affirmé l'intérêt constant qu'elle porte à la question de la formation technique en rapport avec le développement économique. Elle a invité le Secrétariat à préparer un rapport sur les branches du développement économique de la région qui souffrent d'un manque de personnel qualifié et a invité l'OIT à faire rapport à la Commission au sujet des progrès réalisés, dans la région, dans le domaine de la formation technique.

La Commission a également demandé au secrétaire exécutif de poursuivre et d'intensifier les travaux déjà commencés dans le domaine de l'assistance technique en relation avec le développement économique. Etant donné que le Japon est actuellement l'une des sources éventuelles d'assistance technique pour les pays de la région, on s'est mis en rapport avec les autorités de contrôle dans ce pays quant à la possibilité de satisfaire à un nombre important de demandes précises de techniciens japonais, venues de plusieurs pays de la région.

vii) *Problèmes d'alimentation et d'agriculture*

La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, en collaboration avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, a continué à rechercher les moyens d'améliorer la situation alimentaire dans la région.

Conformément à une résolution adoptée à la troisième session, un groupe de travail mixte de l'OAA et de la CEAEO a été créé pour s'occuper des besoins de l'agriculture. Un rapport sur les progrès réalisés a été établi le 28 octobre 1948 et un rapport définitif le 15 novembre 1948. Les deux rapports ont été examinés par la Commission à sa quatrième session. La Commission a également été saisie d'un rapport rédigé par l'OAA intitulé *Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et en Extrême-Orient en 1948.*

Après avoir examiné ces rapports, la Commission a invité le Secrétariat à signaler aux Etats Membres les recommandations relatives à l'action à entreprendre sur le plan national pour accroître les ressources nécessaires à l'agriculture. Elle a également demandé au Secrétaire exécutif et à l'OAA d'insister auprès des Etats Membres de la région afin qu'ils entreprennent des études en vue de déterminer dans quelle mesure les méthodes de culture actuelles font obstacle à l'adoption de nouvelles techniques et à l'emploi efficace d'engrais, d'antiparasites, de produits et matériel vétérinaires, de machines agricoles et de semences sélectionnées.

La Commission a recommandé la convocation par l'OAA et la CEAEO conjointement d'une conférence des fonctionnaires occupés dans la région aux travaux de reconstruction relatifs à l'alimentation et à l'agriculture. Des dispositions préparatoires ont été prises en vue de convoquer cette conférence aussitôt après la fin de la réunion régionale préliminaire de l'OAA prévue pour septembre 1949.

La Commission a recommandé en outre à l'OAA de prendre les mesures opportunes pour signaler le caractère urgent des besoins de la région à cet égard aux pays des autres parties du monde qui produisent des articles nécessaires à

la région dans le domaine de l'agriculture et d'en informer les organisations internationales intéressées afin qu'elles développent de façon satisfaisante leurs fournitures aux pays de la région. L'OAA doit convoquer en 1949 une conférence des pays qui produisent les fournitures nécessaires à l'agriculture afin d'examiner les moyens de satisfaire les besoins mondiaux à cet égard.

Des dispositions ont été prises, de concert avec l'OAA, pour que le secrétariat de la Commission fournisse un rapport trimestriel sur la situation économique que cette organisation pourra utiliser lors de la future réunion régionale préparatoire à la conférence précitée ainsi que pour l'établissement de son rapport annuel.

viii) *Problèmes d'hydraulique fluviale*

Conformément aux résolutions adoptées aux troisième et quatrième sessions de la Commission et approuvées par le Conseil économique et social à ses septième et huitième sessions, il a été créé un Bureau d'experts en hydraulique fluviale. Ce Bureau a été constitué en novembre 1948. Cependant, en raison des difficultés qui font obstacle au recruitement d'un personnel approprié, son chef n'a été nommé qu'en février 1949 et n'est entré en fonction qu'en avril de la même année. Le programme des travaux de ce Bureau sera communiqué au Conseil économique et social à sa neuvième session. On commencera de toute urgence une enquête approfondie sur les besoins des contrées de la région qui ont le plus à souffrir des inondations provoquées par des cours d'eau non régularisés.

ix) *Etude de la situation économique*

On a préparé une étude complète de la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1948. Cette étude, qui fait ressortir les changements constatés en 1948 par rapport à 1947, indique aussi les modifications profondes survenues dans l'économie de la région depuis la période d'avant-guerre. Elle traite des aspects les plus importants de la situation économique et comporte quatre parties principales sur la production, les faits nouveaux dans le domaine monétaire et financier, l'inflation et le mouvement des prix, le commerce et la balance des paiements.

c) Commission économique pour l'Amérique latine

La Commission économique pour l'Amérique latine (CEAL), créée par le Conseil économique et social à sa sixième session, a tenu deux sessions, la première, à Santiago du Chili, du 7 au 25 juin 1948, et la deuxième, à La Havane (Cuba), du 29 mai au 14 juin 1949.

Font partie de la Commission les vingt républiques de l'Amérique latine, ainsi que la France, les Etats-Unis d'Amérique, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Les territoires situés dans les limites géographiques fixées à la compétence de la Commission peuvent, sur demande présentée à la Commission par l'Etat Membre chargé des relations internationales de ces territoires, parties ou groupe de territoires, être admis par la Commission en qualité de membres associés. Jusqu'ici, la Commission n'a reçu aucune demande d'admission en qualité de membre associé.

A sa première session, la Commission a examiné le programme des travaux à entreprendre en exécution de son mandat, tel que l'a fixé le Conseil. Les résolutions adoptées à cette session ont chargé le Secrétariat d'entreprendre une enquête sur la situation économique de l'Amérique latine et une enquête sur les besoins de cette région en matière d'assistance technique, et une étude à effectuer par un groupe de travail de la CEAL et de l'OAA sur les mesures d'ordre agricole propres à augmenter la production de denrées alimentaires en Amérique latine ainsi que d'autres études relatives aux problèmes économiques urgents.

Conformément à son mandat et à une résolution particulière adoptée à la première session, le travail de la Commission doit être coordonné avec l'activité du Conseil économique et social interaméricain.

A sa deuxième session, la Commission a été saisie de plusieurs rapports élaborés par le Secrétariat, conformément aux résolutions adoptées à la session précédente. Ces rapports comprennent notamment une enquête économique sur l'Amérique latine et des rapports sur la production agricole et alimentaire, sur les possibilités de l'expansion commerciale, sur la création d'un système de compensation multilatérale pour des paiements internationaux[1], ainsi que sur les besoins en assistance technique.

Dans le rapport annuel qu'elle a présenté au Conseil économique et social et qui sera discuté à la neuvième session de celui-ci, la Commission a rendu un compte détaillé du travail qu'elle a effectué au cours de la première année de son existence et des résultats de sa deuxième session.

i) *Généralités*

La plus importante des tâches confiées à la Commission au cours de sa première session a été la rédaction de l'*Enquête économique sur l'Amérique latine*, document présenté à la deuxième session, qui devait servir de base pour une évaluation objective des besoins les plus urgents dans le domaine économique. Au cours de la préparation de cette étude, la Commission s'est tenue en un contact étroit avec le Conseil économique et social interaméricain.

A la deuxième session, l'*Enquête* a fait l'objet d'une analyse approfondie. La Commission a de-

[1] Conformément à la résolution adoptée à la première session, ce rapport a été présenté par le Fonds monétaire international.

mandé au Secrétaire exécutif d'effectuer une deuxième enquête pour sa troisième session.

ii) *Problèmes relatifs à l'agriculture et à la production de denrées alimentaires*

A sa sixième session, le Conseil économique et social a invité la Commission à étudier et à recommander, de concert avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, une coordination des mesures propres à augmenter la production agricole en remédiant à l'insuffisance des ressources. En conséquence, la Commission a adopté, à sa première session, une résolution invitant le Secrétariat à entrer en consultation avec l'OAA, en vue d'instituer un groupe de travail mixte chargé de donner effet à la résolution du Conseil.

Le Groupe de travail mixte a été organisé à la fin du mois d'octobre 1948 et, après plusieurs mois de séjour dans les vingt pays de l'Amérique latine, a présenté un rapport préliminaire, dans lequel il étudiait l'utilisation du matériel agricole nécessaire en Amérique latine, ainsi que les facteurs qui ralentissent l'accroissement de la production alimentaire dans cette région.

En examinant ce rapport à sa deuxième session, la Commission a décidé qu'il fallait entreprendre les études ultérieures relatives aux problèmes agricoles particuliers en collaboration avec l'OAA. Ces études porteraient principalement sur les questions de crédit agricole, l'utilisation des ressources hydrauliques, les transports dans leurs rapports avec le développement agricole, l'emmagasinage, les problèmes de distribution et de vente.

iii) *Formation professionnelle et aide technique*

L'importance considérable que revêtent pour l'Amérique latine et son développement économique la formation professionelle et l'aide technique ont fait l'objet de débats au cours de la première session de la Commission. A la suite de ces débats, celle-ci a adopté une résolution invitant le Secrétariat à entreprendre une enquête préliminaire sur les besoins des pays de l'Amérique latine en éléments, moyens et facilités techniques et administratifs, de même que sur les disponibilités présentes dans ce domaine, sans oublier les nécessités de la formation technique.

Conformément à cette résolution, on a adressé aux Etats Membres un questionnaire leur demandant les éléments nécessaires d'information. Sur la base des réponses parvenues et de l'étude spéciale relative aux besoins en aide technique, un rapport a été présenté à la Commission à sa deuxième session. Ce rapport, sans épuiser le problème tel qu'il se pose dans la région considérée, donne une idée du genre d'aide technique dont l'Amérique latine a besoin pour assurer son développement économique.

A sa deuxième session, la Commission, après avoir étudié le rapport établi par le Secrétariat, a décidé qu'il y avait lieu de poursuivre et d'achever l'enquête sur les besoins de l'Amérique latine en aide technique, en coopération avec l'Organisation des Etats d'Amérique. Les résultats de ces études pourraient, sans doute, être utiles à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées dans l'exécution de leurs programmes respectifs d'aide technique. En même temps, la Commission a demandé au Secrétariat de créer des facilités pour pouvoir aider les Gouvernements des pays d'Amérique latine à évaluer leurs besoins les plus urgents en aide technique pour leur développement économique.

Par ailleurs, la Commission a chargé le Secrétariat de faire une enquête spéciale sur les facilités disponibles en Amérique latine pour la recherche économique et la formation d'économistes, en vue de déterminer ses besoins dans ce domaine.

iv) *Autres problèmes de développement économique*

Les problèmes de développement économique ont été examinés à la deuxième session de la Commission, d'après la résolution 198 (III), adoptée par l'Assemblée générale, le 4 décembre 1948, et la résolution 179 (VIII), adoptée par le Conseil économique et social, le 4 mars 1949.

La Commission a étudié divers aspects du développement économique, dans leurs rapports avec l'agriculture, l'industrie et le commerce, ainsi que l'importance que présentait un développement équilibré de l'agriculture et de l'industrie. A la suite des débats consacrés à ces questions et à un document, rédigé par un consultant, sur le développement économique en Amérique latine et sur ses principaux problèmes, la Commission a demandé de faire d'autres études, ayant un caractère d'analyses et d'interprétations, concernant le développement économique de l'Amérique latine, et d'entreprendre en même temps une étude sur les fluctuations cycliques dans cette région.

En ce qui concerne le financement du développement économique, le Secrétariat a été invité à se concerter avec le secrétariat du Conseil économique et social interaméricain et avec les institutions spécialisées intéressées, pour étudier, de façon coordonnée, les conditions d'ordre juridique, économique et financier intéressant les placements de capitaux privés en Amérique latine.

v) *Perspectives d'expansion commerciale*

A sa deuxième session, la Commission a été saisie d'une étude analysant les problèmes commerciaux d'après-guerre pour les pays de l'Amérique latine. Suivant cette étude, il y a deux causes aux difficultés actuelles de l'Amérique latine. D'une part, malgré une certain amélioration enregistrée au cours des quelques dernières an-

nées, l'Amérique latine n'a pu encore retrouver la structure traditionnelle de son commerce. Celui-ci était caractérisé par un excédent d'exportations vers l'Europe, excédent susceptible de procurer les ressources nécessaires pour payer les importations en provenance des Etats-Unis d'Amérique. D'autre part, les importations provenant des Etats-Unis atteignent aujourd'hui un niveau beaucoup plus élevé qu'avant la guerre. Aussi, la plupart des pays de l'Amérique latine souffrent-ils d'une pénurie aiguë de dollars des Etats-Unis. L'étude conclut qu'à défaut d'autres ressources financières, les pays intéressés pourraient négocier des accords spéciaux de commerce et de paiements, ayant pour objet de maintenir à un niveau élevé les échanges commerciaux entre l'Europe et l'Amérique latine.

Cette étude a été examinée à la deuxième session de la Commisison, conjointement avec une étude sur la compensation plurilatérale des paiements internationaux, effectuée par le Fonds monétaire international. La Commission, après examen de ces deux études, est arrivée à la conclusion qu'il faudrait charger le Secrétariat de procéder à des études spéciales sur le commerce extérieur et de convoquer des réunions officieuses d'experts gouvernementaux, pour examiner ces études lorsqu'elles seraient suffisamment avancées, en vue d'adresser des recommandations à la Commission pour sa troisième session. En ce qui concerne l'étude préparée par le Fonds monétaire international, la Commission a conclu que les circonstances n'étaient pas favorables à la conclusion d'un accord de compensation plurilatérale pour la région considérée. Le Fonds international a, toutefois, été invité à effectuer d'autres études, de concert avec le Secrétariat, et à examiner la possibilité de conclure, pour la région, des accords partiels de compensation plurilatérale.

d) Autres régions

On se souviendra que le Conseil économique et social, à sa septième session, a décidé de différer l'examen de la question de la création d'une commission économique pour le Moyen-Orient. Toutefois, l'Assemblée générale, par sa résolution 199 (III) du 4 décembre 1948, a recommandé au Conseil de hâter l'examen de la question. A la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, où ce problème a été débattu, il a été également question de créer une commission économique pour l'Afrique.

Le Conseil économique et social, à sa huitième session, était saisi d'un rapport de son Comité spécial relatif aux facteurs intéressant la création d'une commission économique pour le Moyen-Orient, dans lequel on recommandait la création d'une telle commission.

Toutefois, en raison de la situation toujours instable dans le Moyen-Orient, le Conseil a décidé à l'unanimité de renvoyer l'examen de cette question à sa prochaine session.

2.–QUESTIONS SOCIALES

A.–Droits de l'homme

Au nombre des événements marquants d'une année où des progrès notables ont été accomplis dans le domaine des droits de l'homme figurent l'adoption par l'Assemblée générale, lors de sa troisième session ordinaire, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et l'approbation d'une Convention relative à la transmission internationale des informations et au droit de rectification. Conformément à la résolution 217 (III) de l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme a préparé un projet de texte pour la deuxième partie de la Charte internationale des droits de l'homme — Pacte relatif aux droits de l'homme — et elle a entrepris des études complémentaires touchant la troisième partie de la Charte, celle qui traite des mesures de mise en œuvre. La Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse, qui a été reconstituée, a entrepris de mettre sur pied un vaste programme de travaux variés; le mandat de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ayant été prorogé pour une période de trois ans par la Commission qui l'a instituée, cette Sous-Commission a commencé d'examiner les importants problèmes qui rentrent dans le champ maintenant élargi de sa compétence.

a) Charte internationale des droits de l'homme

A la demande de l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme a continué d'accorder la première place dans son programme de travail à la préparation d'un projet de pacte relatif aux droits de l'homme et de propositions de mesures d'application. A sa cinquième session, elle a été à même d'élaborer un projet de pacte qui sera communiqué aux Etats Membres aux fins d'observations. La Commission compte pouvoir préparer, au début de l'année 1950, sur la base de ces observations, un projet revisé qui serait soumis ultérieurement à l'Assemblée générale au cours de cette même année.

Le projet actuel de pacte a été rédigé en 1948 sur la base d'un texte préparé par le Comité de rédaction de la Commission. Ce projet est destiné à devenir finalement une convention internationale ou un traité international assurant l'application concrète de certains des principes déjà proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le dispositif du présent projet de pacte constitue en fait un code international des droits

de l'homme. Il énonce en termes clairs et précis — dont certains ont été empruntés directement à la Déclaration — les droits et les libertés fondamentaux de l'homme qui, de l'avis de la Commission, doivent devenir l'objectif commun de tous les Etats adhérant à ce Pacte.

Aux termes de la rédaction actuelle du Pacte, chaque Etat s'engage à garantir à tous les individus relevant de sa juridiction certains droits de l'homme et libertés fondamentales. Lorsque ces droits ne sont pas déjà garantis, chaque Etat s'engage à prendre, dans un délai raisonnable, les mesures législatives ou autres qui sont nécessaires pour leur donner effet. Chaque Etat s'engage aussi à garantir à tout individu dont les droits et libertés définis dans le présent Pacte auront été violés, un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes, même dans le cas où l'infraction aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Enfin, les Etats sont convenus que certains droits sont inaliénables en toutes circonstances, mais que l'exercice de certains autres peut être suspendu dans le cas d'absolue nécessité et dans la stricte mesure où la situation l'exigerait, en cas de guerre ou d'autre danger public menaçant les intérêts de la population.

La Commission n'a pas eu le temps d'examiner un certain nombre d'articles additionnels traitant des droits économiques et sociaux présentés par plusieurs représentants. Mais, comme elle estime qu'il importe de garantir à tout individu la jouissance de ces droits, elle a demandé au Secrétaire général de faire procéder à une enquête sur les activités des autres organes des Nations Unies et des institutions spécialisées en ce qui concerne les questions rentrant dans le cadre des articles 22 à 27 de la Déclaration.

Dès 1946, le Conseil économique et social avait reconnu que l'Organisation des Nations Unies ne pourrait atteindre les objectifs qu'elle s'était fixée en ce qui concerne les progrès et le respect effectif des droits de l'homme si des dispositions n'étaient prises pour assurer l'exercice de ces droits. Conformément au programme général des travaux établis par la Commission à sa troisième session, il a été procédé à l'analyse et à la classification de toutes les suggestions relatives aux mesures d'application contenues, soit dans les propositions ou observations présentées par divers Gouvernements, soit dans le rapport du Groupe de travail des mesures d'application. A ce propos, le Secrétaire général a fait observer que la Commission devra décider du rapport qui existera entre le Pacte et les mesures d'application envisagées et il a proposé les trois modalités possibles d'application indiquées ci-après : *a*) des dispositions de mise en application insérées dans le texte du Pacte; *b*) un protocole, annexé au Pacte, contenant les mesures d'application; *c*) des mesures internationales de mise en application distinctes du Pacte. On a également attiré l'attention des membres de la Commission sur le fait qu'il était souhaitable d'établir une procédure de mise en application assez souple et facilement modifiable de manière à profiter de l'expérience acquise au cours des premières années d'application.

On a également préparé, à l'intention de la Commission, un schéma, établi sur le modèle de l'Acte général relatif au règlement pacifique des différends internationaux du 26 septembre 1928, et qui autoriserait chaque Etat à adopter la mesure de mise en application qu'il préfère.

A la demande de la Commission, un document de travail a été élaboré groupant toutes les propositions sur les mesures d'application parvenues jusqu'alors au Secrétariat. Après avoir examiné ce document, la Commission a demandé que l'on établisse un questionnaire sur les mesures de mise en application. Elle a ensuite examiné ce questionnaire et elle a décidé d'y ajouter plusieurs questions; elle a aussi demandé au Secrétaire général de le transmettre aux Etats Membres de manière que ceux-ci puissent faire parvenir leurs réponses et soumettre des observations sur la mise en application, d'ici le 1er janvier 1950. La Commission a également prié le Secrétaire général de communiquer aux Gouvernements toutes les propositions des divers représentants sur la question de la mise en application et sur les nouveaux articles relatifs aux questions sociales et économiques ainsi que le compte rendu des débats auquel ces deux questions ont donné lieu.

Parallèlement au travail qu'elle a accompli en ce qui concerne la préparation du projet de Pacte des droits de l'homme, la Commission a commencé à exécuter un vaste programme de diffusion du texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme intéressant tous les peuples du monde. Des traductions de ce texte dans toutes les langues possibles sont en cours et des exemplaires en ont déjà été publiés et distribués dans les cinq langues officielles. En outre, le texte de la Déclaration fait l'objet d'une diffusion au moyen des programmes de radio et de télévision, de disques, de films animés et de films fixes, d'affiches et de brochures; il figure dans beaucoup de publications régulières de l'Organisation, y compris le *Bulletin des Nations Unies*. Enfin, on s'est assuré le concours des organisations non gouvernementales pour porter la Déclaration à l'attention des peuples de tous les pays.

b) Liberté de l'information

La résolution 59 (I) adoptée par l'Assemblée générale au cours de sa première session et aux termes de laquelle elle invitait le Conseil économique et social à convoquer une conférence in-

ternationale sur la liberté de l'information a été l'instrument de progrès notables dans ce domaine. La Conférence, réunie à Genève au printemps 1948, a proposé des conventions relatives aux questions suivantes: *a*) accès aux informations et transmission de celles-ci d'un pays à l'autre, *b*) institution du droit de rectification en matière internationale et *c*) liberté de l'information.

La Conférence a encore adopté quarante-trois résolutions traitant des divers aspects de la liberté de l'information; elle a rédigé des articles relatifs à la liberté de l'information pour le projet de Déclaration universelle des droits de l'homme et pour le projet de Pacte des droits de l'homme. Les recommandations de la Conférence ont été transmises au Conseil économique et social qui, à sa septième session, a revisé le projet de convention relative à l'accès aux informations et à leur transmission d'un pays à l'autre: le temps lui a manqué cependant pour examiner les deux autres projets de convention.

Au cours de la deuxième partie de sa troisième session ordinaire, l'Assemblée générale a décidé de fusionner les projets de convention relatifs à l'accès aux informations et à leur transmission d'un pays à l'autre et au droit international de rectification; elle a donné son approbation à un projet de convention relative à la transmission internationale des informations et au droit de rectification. Elle a renvoyé à sa quatrième session ordinaire le projet de convention relative à la liberté de l'information en invitant l'Assemblée à donner priorité, lors de cette session, à l'examen de cette question (résolution 277 (III)). Elle a aussi décidé que le projet de convention relative à la transmission internationale des informations et au droit de rectification ne sera pas ouvert à la signature tant que l'Assemblée générale n'aura pas pris une décision définitive en ce qui concerne le projet de convention relative à la liberté de l'information.

Lors de la préparation de la Conférence, le Secrétaire général avait envoyé une demande de renseignements, fondée sur l'ordre du jour provisoire de la Conférence, à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres invités à participer à ladite Conférence. On a réuni ultérieurement toutes les réponses reçues des Gouvernements et elles seront publiées en un volume, en 1949.

A sa huitième session, le Conseil économique et social a accepté, avec quelques légères modifications, les propositions de la Conférence touchant un nouveau mandat pour la Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse. Après avoir prorogé la durée du mandat de la Sous-Commission jusqu'au 31 décembre 1952, il a décidé que le mandat des membres de la première Sous-Commission était abrogé, et que de nouveaux membres, faisant eux aussi fonctions d'experts à titre individuel et non à titre de représentant de leurs Gouvernements, seraient élus par la Commission des droits de l'homme, réunie en session spéciale. Cette session a eu lieu le 11 avril 1949.

A sa troisième session tenue à Lake Success, du 31 mai au 4 juin 1949, la Sous-Commission a examiné le programme et l'ordre d'urgence de ses travaux préparés à son intention par le Secrétaire général sur la demande du Conseil économique et social. Elle a adopté, concernant les tâches essentielles qu'elle doit entreprendre au cours des trois années de son existence, le programme de travail et l'ordre d'urgence des travaux, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous:

i) Valeur des informations dont disposent les peuples du monde et obstacles au libre échange des informations entre eux;

ii) Classement et analyse des accords en vigueur relatifs à la liberté de l'information;

iii) Etude des dispositions constitutionnelles, des législations nationales et des usages administratifs qui affectent la libre diffusion des nouvelles;

iv) Moyens de favoriser la diffusion d'informations exactes pour combattre la propagande nazie ou fasciste ou toute autre propagande en faveur de l'agression ou de mesures discriminatoires pour motifs de race, de nationalité, de religion ou autre motif;

v) Questions relatives au personnel de la presse:

1. Lois et pratiques régissant le statut et le travail du personnel de presse étranger;
2. Mesures tendant à faciliter le travail du personnel de presse étranger;
3. Définition des correspondants professionnels étrangers et pièces d'identité de ceux-ci;
4. Indépendance du personnel de la presse;
5. Echange des membres du personnel de la presse;
6. Ecoles de journalisme et problèmes connexes.

vi) Examen de propositions visant à la création d'un Institut international de la presse et de l'information;

vii) Examen des mesures qu'il est nécessaire ou souhaitable de prendre pour élever le niveau de la conscience professionnelle et pour définir les obligations et les responsabilités des journalistes et du personnel de la presse et de l'information; notamment, examen de la possibilité de rédiger un code d'honneur international et d'instituer un tribunal d'honneur international;

viii) Examen des mesures d'application des conventions proposées par la Conférence sur la liberté de l'information;

ix) Examen du fonctionnement des dispositions du projet de Pacte des droits de l'homme relatives à la liberté de l'information;

x) Examen des propositions concernant une "Journée de l'amitié".

c) LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET PROTECTION DES MINORITÉS

Les travaux concernant l'élaboration de mesures concrètes pour la lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités qui avaient marqué un temps d'arrêt en 1948 ont repris leur cours au printemps de 1949 lorsque la Commission des droits de l'homme a précisé et élargi le mandat de sa Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qu'elle a prorogé de trois ans la durée du mandat des membres actuels et renvoyé à cette Sous-Commission, pour examen, le texte de la résolution 217 (III) C de l'Assemblée générale sur le sort des minorités.

La Sous-Commission a consacré à la question des minorités la majeure partie de la deuxième session qu'elle a tenue à Lake Success, en juin 1949. Elle a demandé aux divers Gouvernements de lui fournir des renseignements complets sur l'existence et le statut des minorités reconnues dans leurs pays respectifs et sur les dispositions législatives prises pour assurer leur protection. Elle a demandé à la Commission des droits de l'homme de présenter à l'Assemblée générale un projet de résolution recommandant aux Gouvernements des Etats Membres de prendre, pour permettre aux groupes minoritaires reconnus — qui le désirent — de conserver leur patrimoine culturel, des dispositions garantissant, dans les districts, régions et territoires où les groupes minoritaires représentent une fraction appréciable de la population, des facilités appropriées permettant: *a*) d'employer dans la procédure judiciaire la langue de ces groupes; et *b*) d'enseigner dans les écoles entretenues par l'Etat la langue des différents groupes.

Le projet de résolution affirme que ces groupes devront jouir de ces droits ou d'autres droits aussi longtemps qu'ils n'en feront pas usage pour menacer ou compromettre la sécurité des Etats.

Le Secrétaire général a préparé, pour l'information de la Sous-Commission, une étude sur les causes et les principales formes de discrimination qui contient un exposé systématique des constatations faites par de nombreux psychologues, sociologues, anthropologues, économistes, statisticiens et autres spécialistes dans ce domaine. Après avoir proposé certaines notions de base d'ordre sociologique et juridique permettant de définir les pratiques discriminatoires, l'étude expose les mesures légales et éducatives qui pourraient être prises pour les empêcher. La Sous-Commission a favorablement accueilli cette étude; elle a décidé de l'utiliser comme document de travail et d'inscrire la question dont elle traite à l'ordre du jour provisoire de sa troisième session. Elle a également décidé d'étudier, lors de sa troisième session, la question de la définition et du classement des minorités, la possibilité de publier un annuaire sur les minorités et la question des dispositions à incorporer dans le projet de pacte relatif aux droits de l'homme en ce qui concerne la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités.

d) ANNUAIRE DES DROITS DE L'HOMME

Pour donner effet à une résolution du Conseil économique et social chargeant le Secrétaire général de prendre toutes dispositions en vue de "composer et de publier un annuaire des droits et coutumes relatifs aux droits de l'homme", l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1947*, le deuxième de la série, a été publié. Cet annuaire est divisé en trois parties. La première contient toutes les dispositions constitutionnelles relatives aux droits de l'homme promulguées dans l'ensemble du monde en 1947, ainsi que les textes législatifs relatifs aux droits de l'homme édictés en 1947. La deuxième est consacrée aux traités et accords internationaux conclus en 1947. Parmi ces textes, figurent les dispositions relatives aux droits de l'homme inscrites dans les traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Finlande, la Hongrie, l'Italie et la Roumanie et les Accords de tutelle approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1947. La troisième partie de l'annuaire contient une étude complète de l'activité de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme depuis l'adoption de la Charte des Nations Unies, en 1945, jusqu'à la fin de 1947. Cette étude comprend une discussion des dispositions de la Charte relatives aux droits de l'homme, une description des divers organes des Nations Unies qui s'occupent de cette question, et un résumé des travaux de la Commission des droits de l'homme, de ses sous-commissions et comités et de la Conférence sur la liberté de l'information. Une annexe documentaire, rattachée à la troisième partie, reproduit des textes et des extraits (accompagnés de références et notices bibliographiques) des décisions prises par les divers organes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

e) APATRIDIE

Le Secrétaire général, en consultation avec l'Organisation internationale pour les réfugiés et pour donner suite à une requête du Conseil économique et social, a publié une étude en deux parties sur la situation des apatrides.

La première partie, qui concerne l'amélioration de la condition des apatrides, décrit la situation

des apatrides dont la condition n'a pas été réglée et traite, en partie, des difficultés et des problèmes que soulève l'apatridie. Elle indique les efforts qui ont été faits jusqu'ici pour améliorer la condition de l'apatride au moyen de mesures comme le bénéfice de la protection internationale, la délivrance de titres spéciaux de voyage, leur accès aux services consulaires et l'octroi du statut juridique. Cette première partie expose et analyse les moyens qui pourraient être employés pour améliorer la condition de l'apatride; on y reconnaît toutefois qu'il ne s'agit là que de solutions temporaires et que le but assigné à l'action internationale dans ce domaine est l'élimination complète de l'apatridie.

La deuxième partie, qui traite de l'élimination de l'apatridie, expose les causes de l'apatridie, indique les efforts faits jusqu'à ce jour pour les supprimer et propose les moyens d'en empêcher le retour à l'avenir. On y étudie aussi la possibilité de réduire le nombre des apatrides existants. Enfin, cette deuxième partie contient des recommandations sur les mesures provisoires qui pourraient être prises par les Nations Unies pour la protection des apatrides et sur l'intérêt qu'il y aurait à conclure une autre convention sur l'apatridie.

f) Droits syndicaux

Deux aspects de la question des droits syndicaux ont fait l'objet d'études au cours de l'année, à savoir: *a*) la définition du principe de la liberté d'association; et *b*) la question des dispositions à prendre, sur le plan international, pour la protection des droits syndicaux.

Les articles 20 et 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale au cours de sa troisième session ordinaire traitent du principe de la liberté d'association. Ils affirment: *a*) que toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques; *b*) que nul ne peut être obligé de faire partie d'une association; et *c*) que toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats pour la défense de ses intérêts.

A la demande du Conseil économique et social, la Commission des droits de l'homme, en élaborant, au cours de sa cinquième session, le projet de pacte relatif aux droits de l'homme, a tenu compte des décisions relatives à la liberté d'association prises par la Conférence internationale du Travail à sa trente et unième session, y compris la teneur de la Convention de 1948 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical et la résolution relative aux dispositions à prendre sur le plan international pour garantir la liberté d'association. L'article 19 du projet de pacte des droits de l'homme, qui traite de la liberté d'association et qui a été préparé par la Commission, a la teneur suivante:

"1. Toute personne a droit à la liberté d'association.

"2. Cette liberté ne pourra faire l'objet que des seules restrictions imposées en application de la loi et qui constituent des mesures nécessaires à la protection de la sécurité nationale, de la sécurité publique, de l'ordre public, de l'hygiène ou de la morale, ou des droits et libertés fondamentaux d'autrui.

"3. La législation nationale ne pourra porter atteinte ni être appliquée de manière à porter atteinte aux garanties prévues par la Convention internationale sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical pour autant que ceci intéresse les Etats parties à cette Convention."

L'Assemblée générale, lors de sa deuxième session, a recommandé l'étude du contrôle de l'application pratique des droits syndicaux (résolution 128 (II), du 17 novembre 1947) et elle a demandé à l'Organisation internationale du Travail de poursuivre d'urgence l'étude de cette question. Un représentant du Secrétaire général a assisté ultérieurement aux discussions de la cent quatrième session du Conseil d'administration du BIT tenue à Genève et à celles de la trente et unième session de la Conférence internationale du Travail réunie à San-Francisco. Cette dernière Conférence a chargé le Conseil d'administration du BIT d'entrer en consultations avec les organes compétents des Nations Unies en vue d'examiner quelles seraient les mesures à prendre, sur le plan international, pour garantir la liberté d'association. Conformément aux instructions du Conseil économique et social, le Secrétaire général est entré en consultations avec le Directeur général du Bureau international du Travail pour examiner la question du respect effectif des droits syndicaux et procéder à une étude commune portant sur le contrôle de l'application pratique des droits syndicaux et de la liberté d'association.

g) Travail forcé

Le Secrétariat s'est étroitement associé au Bureau international du Travail en ce qui concerne la préparation d'avant-projets d'enquête sur le travail forcé et sur les mesures tendant à l'abolir. Le Conseil économique et social, lors de sa huitième session, a pris acte du mémoire relatif à l'enquête sur le travail forcé présenté par la Fédération américaine du travail et il a jugé qu'il était souhaitable de procéder à une enquête impartiale sur les accusations concernant le travail forcé formulées au cours du débat dont ce mémoire a fait l'objet. Etant donné que l'Organisation internationale du Travail a déjà adopté certains règlements internationaux concernant la question du travail forcé, le Conseil a invité cette organisation à poursuivre l'examen du problème du travail forcé, de son caractère et de sa portée,

à la lumière de tous les renseignements qui pourraient être obtenus.

A la demande du Conseil, le Secrétaire général a écrit aux Gouvernements de tous les Etats Membres pour leur demander de quelle manière et dans quelle mesure ils seraient prêts à coopérer à une enquête impartiale sur la mesure dans laquelle le travail forcé existe dans leur pays, notamment sur les raisons pour lesquelles des personnes sont astreintes au travail forcé et sur la façon dont elles sont traitées. Les réponses reçues ont été communiquées au Conseil pour qu'il les examine lors de sa neuvième session.

Lorsque, au cours de sa cinquième session, la Commission des droits de l'homme a rédigé un projet de pacte relatif aux droits de l'homme, elle a tenu compte du mémoire de la Fédération américaine du travail et des comptes rendus des délibérations du Conseil sur cette question. Elle a décidé d'incorporer au texte du projet de pacte un article relatif au travail forcé ou obligatoire, article ainsi rédigé :

"Article 8

"3. Nul ne sera astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire s'il n'a été condamné à cette peine pour un crime par un tribunal compétent.

"4. Aux fins du présent article, les termes "travail forcé ou obligatoire" ne s'appliquent pas : *a*) à tout travail qui n'est pas équivalent au travail forcé, requis normalement dans les établissements pénitentiaires d'une personne soumise à détention à la suite du jugement régulier d'un tribunal ; *b*) à tout service de caractère militaire, ou, dans le cas d'objecteurs de conscience, dans les pays où ce cas est pris en considération, à un service requis en vertu de lois qui instituent un service national obligatoire ; *c*) à tout service requis dans le cas de crimes ou de calamités qui menacent la vie et le bien-être de la communauté ; *d*) à tout travail ou à tout service formant partie des obligations civiques normales."

h) Communications

Les communications concernant les droits de l'homme et autres questions connexes qui émanent de particuliers et d'organismes répartis dans le monde entier ont continué d'affluer régulièrement au Secrétariat au cours de l'année, leur nombre allant s'accroissant depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Si bon nombre de leurs auteurs formulent des observations et des suggestions, bien plus nombreux encore sont ceux dont les communications contiennent des accusations de violation des droits de l'homme et qui en demandent réparation. Le Secrétariat reçoit également de nombreuses communications qui n'ont qu'un rapport lointain avec les droits de l'homme, notamment des lettres écrites par des particuliers qui se trouvent dans une situation difficile et qui considèrent l'Organisation des Nations Unies comme un pouvoir souverain capable de les aider à résoudre leurs problèmes personnels et familiaux.

Ces communications ont été traitées suivant la procédure établie à cet effet par le Conseil économique et social. Une liste confidentielle de communications contenant une brève indication de la teneur de chacune d'entre elles est établie pour chacune des sessions de la Commission des droits de l'homme, de ses sous-commissions et de la Commission de la condition de la femme. Ces organismes n'ont pu que prendre note de ces diverses listes, puisqu'ils n'ont pas encore été autorisés à agir sur la base de ces plaintes.

Le Secrétaire général, se fondant sur l'expérience acquise en ce qui concerne les communications reçues depuis deux ans, a attiré l'attention de la Commission des droits de l'homme, lors de sa cinquième session, sur quelques-unes des difficultés que soulève cette question et il a formulé des suggestions concernant les modifications qu'il pourrait y avoir lieu de recommander. La Commission a estimé que toute la question relative à la manière de traiter les communications reçues était si étroitement liée à celle de la mise en œuvre des droits de l'homme qu'il ne convenait pas de l'examiner avant que les projets d'articles sur les mesures d'application aient été rédigés. La Commission a, néanmoins, proposé certaines modifications à la procédure actuellement employée. Elle a proposé au Conseil économique et social de modifier ses résolutions pertinentes de manière qu'à l'avenir le Secrétaire général fournisse à chaque Etat Membre intéressé une copie de toutes communications relatives aux droits de l'homme qui concerneraient expressément cet Etat ou des territoires placés sous sa juridiction. Elle a également recommandé qu'à l'avenir deux listes de communications soient dressées : *a*) une liste non confidentielle contenant un bref aperçu de la teneur de chaque communication traitant des principes qui sont à la base du respect universel et effectif des droits de l'homme ; et *b*) une liste confidentielle contenant une brève indication de la teneur des autres communications relatives aux droits de l'homme.

La Commission de la condition de la femme a simplement pris note de la liste confidentielle des communications préparée à son intention par le Secrétaire général et elle n'a formulé aucune recommandation concernant la procédure. Toutefois, les deux sous-commissions de la Commission des droits de l'homme ont jugé que la procédure employée n'était pas appropriée et elles ont demandé qu'elle soit modifiée de façon sensible.

La Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse, lors de sa troisième session, a demandé que le Secrétaire général soit autorisé à dresser et à distribuer chaque mois aux membres

de la Sous-Commission une liste, avec un bref résumé pour chacune des communications reçues: *a*) de toutes entreprises ou associations légalement constituées, nationales ou internationales, de presse, d'information, de radiodiffusion ou d'actualités cinématographiques; *b*) de tout membre d'une organisation professionnelle du domaine de l'information; et *c*) de tout organe légalement constitué et compétent dans le domaine de l'opinion publique. La Sous-Commission a demandé également que le Secrétaire général soit autorisé, chaque fois que les communications contiendront des plaintes contre les Gouvernements, à en informer les Gouvernements intéressés, en les priant de fournir tels renseignements qu'ils peuvent vouloir donner tant sur le fond de la communication que sur son auteur.

Au cours de la deuxième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, plusieurs de ses membres se sont prononcés contre la procédure existante en ce qui concerne la manière de traiter les communications reçues, en faisant ressortir qu'elle ne tenait pas suffisamment compte des obligations morales des Etats Membres qui découlent de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Sous-Commission a recommandé que le Secrétaire général soit autorisé à examiner les pétitions ayant trait aux mesures discriminatoires et à communiquer à la Sous-Commission celles qui, à son avis, indiquent l'existence de problèmes urgents. On l'autoriserait encore à communiquer ces pétitions aux membres de la Sous-Commission avant l'ouverture des sessions de celle-ci. La Sous-Commission déciderait alors s'il convient de pousser plus avant l'étude de certains cas particuliers. Dans l'affirmative, elle constituerait un comité de pétitions qui collaborerait de manière confidentielle avec le Secrétariat et chercherait à obtenir la documentation la plus complète possible pour chacun de ces cas. Le comité des pétitions ferait rapport à la Sous-Commission.

La Commission a étudié la question du droit qu'ont les individus, les groupements et les organisations de présenter des pétitions à l'Organisation des Nations Unies en cas de violation des droits de l'homme; cette question lui avait été renvoyée par l'Assemblée générale, lors de sa troisième session ordinaire. Différents membres de la Commission ont estimé qu'une telle procédure doit être élaborée progressivement. En conséquence, la Commission a demandé que le Secrétaire général soit chargé par le Conseil économique et social de préparer une étude sur cette question et d'examiner les communications, relatives aux droits de l'homme, reçues par les Nations Unies en vue de soumettre à l'examen de la Commission des droits de l'homme, lors de sa sixième session, les communications qui seraient recevables dans les conditions proposées dans cette étude.

B.–Condition de la femme

Pour faire plus largement comprendre les problèmes qu'elle s'efforce de résoudre et les programmes qu'elle a entrepris d'exécuter dans le domaine de la condition de la femme, ainsi que pour s'assurer l'appui croissant des organisations féminines et autres des diverses régions du monde, la Commission de la condition de la femme, répondant à une invitation du Gouvernement libanais, a tenu sa troisième session à Beyrouth, du 21 mars au 4 avril 1949. Les membres de la Commission ont aussi participé à une conférence régionale sur la condition de la femme, conçue et organisée par des organismes officiels et des organisations non gouvernementales de l'Orient et qui s'est tenue à Beyrouth, en même temps que la troisième session de la Commission. Grâce à cette Conférence, les membres de la Commission ont pu faire plus ample connaissance avec beaucoup d'importants groupes féminins et ils ont appris à connaître quels étaient les idées et les points de vue de ces groupes sur les problèmes qui se posent dans le domaine dont se préoccupe la Commission.

La Commission a fait porter l'effort principal de cette session sur l'élaboration de mesures concrètes visant: *a*) à faire disparaître les mesures discriminatoires actuellement en vigueur à l'égard des femmes en matière de droits politiques; *b*) à déterminer dans quelle mesure l'accès des femmes aux études est, dans les divers pays, l'objet de mesures discriminatoires; *c*) à assurer l'égalité des femmes et des hommes dans l'exercice du droit à la nationalité et à prévenir les situations dans lesquelles la femme devient apatride, ainsi que les inconvénients de toute sorte que peuvent entraîner pour la femme les conflits de lois et d'usages en ce domaine; et *d*) à agir sur l'opinion publique en faveur d'une égalité plus grande entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de l'activité humaine. Elle a aussi effectué des travaux préliminaires en vue de l'examen, à sa quatrième session, des effets de l'application du droit pénal à la femme et d'une étude du régime des biens de la femme mariée.

La Commission a aussi reconnu que l'Organisation internationale du Travail est l'institution spécialisée qui est particulièrement compétente en ce qui concerne le principe: "A travail égal, salaire égal, pour les hommes et pour les femmes". Elle a aussi exprimé l'espoir que, dans ses efforts pour remédier à la pénurie mondiale de personnel médical qualifié et notamment d'infirmières, l'Organisation mondiale de la santé usera largement de

l'expérience que les femmes ont acquise comme médecins et comme infirmières.

a) Droits politiques de la femme

La Commission a constaté avec satisfaction que, depuis sa dernière session, les femmes avaient obtenu, en Belgique et au Chili, l'entière égalité avec les hommes en ce qui concerne le droit de vote et l'admission aux fonctions publiques. Elle s'est donc employée énergiquement à réaliser son programme qui vise à l'application totale de la résolution 56 (I) adoptée par l'Assemblée générale, le 11 décembre 1946. La Commission estime que la Convention sur l'octroi des droits politiques aux femmes, signée à Bogotá, en 1948, par quatorze républiques américaines, constitue un exemple dont pourraient utilement s'inspirer les Etats qui n'ont pas encore fait disparaître les mesures discriminatoires en vigueur à l'égard des femmes en cette matière; en conséquence, elle a décidé d'examiner, lors de sa quatrième session, la possibilité de proposer une convention semblable à tous les Etats Membres des Nations Unies. La Commission espère pouvoir disposer alors de renseignements émanant de chaque pays et indiquant si, dans chacun de ces pays, les femmes jouissent de l'égalité de droits avec les hommes en matière politique, notamment en ce qui concerne le droit de vote et l'admission aux fonctions publiques, ou s'il existe des lois et des coutumes autorisant la pratique de mesures discriminatoires fondées sur le sexe et qui rendent impossible la participation des femmes à la politique.

A la demande du Conseil économique et social, le Secrétaire général a adressé une nouvelle communication aux Gouvernements qui n'avaient pas encore répondu à la lettre qu'il leur avait adressée en application du paragraphe *b*) de la résolution 56 (I) de l'Assemblée générale. Dans cette communication, le Secrétaire général demande aux Gouvernements qui n'accordent pas aux femmes la plénitude des droits politiques, de lui faire connaître de quelle façon ils avaient l'intention de réaliser "l'égalité des droits des hommes et des femmes" proclamée par la Charte, notamment en ce qui concerne le droit de vote et l'admission aux fonctions publiques, et les presse de prendre sans retard les mesures nécessaires. Le Secrétaire général continue également, dans l'intérêt des femmes admises récemment au droit de suffrage, à recueillir des renseignements sur des programmes efficaces d'éducation politique; il étudie les mesures qui permettraient de donner des conseils techniques aux pays où les femmes ne jouissent pas de l'égalité politique avec les hommes. Le Secrétaire général a aussi rédigé et mis à la disposition du grand public une brochure qui indique dans quelle mesure les femmes sont parvenues à l'égalité politique avec les hommes.

b) Accès de la femme aux études

La Commission a examiné un rapport du Secrétaire général sur les incapacités qui frappent actuellement les femmes dans le domaine de l'accès aux études et aux carrières et, après avoir consulté le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, elle a décidé que la question de l'accès des femmes aux études devrait faire l'objet d'une enquête complémentaire. La Commission a estimé notamment qu'il faudrait compléter le rapport du Secrétaire général, qui donne surtout des renseignements sur les conditions juridiques de l'accès des femmes aux études dans les différents pays, par une enquête portant sur l'état de fait dans le domaine de l'éducation des femmes. Elle a demandé au Secrétaire général de collaborer avec l'UNESCO dans la préparation et la réalisation d'une enquête de cette nature et de s'assurer la coopération des divers Gouvernements.

c) Nationalité de la femme mariée

A la demande du Conseil économique et social, le Secrétaire général a rédigé, sur la nationalité des femmes mariées, trois rapports destinés à la troisième session de la Commission. Le premier de ces rapports analyse les réponses faites à la section G (nationalité) du questionnaire sur la condition juridique et le traitement de la femme; le second constitue un recueil des traités et conventions relatifs à la nationalité des femmes; le troisième passe en revue les études effectuées par la Société des Nations dans ce domaine.

Ayant examiné ces rapports, la Commission a noté, dans le domaine de la nationalité de la femme mariée, de nombreux conflits de lois et d'usages, dont certains empêchent les femmes mariées d'exercer leurs droits, en ce domaine, sur un pied d'égalité avec les hommes, tandis que d'autres laissent se créer des situations dans lesquelles la femme devient apatride ou, encore, l'exposent aux inconvénients de toutes sortes résultant de conflits de lois dans ce domaine. La Commission a décidé d'effectuer des travaux préliminaires en vue de soumettre à l'Assemblée générale, pour sa session de 1950 si possible, un projet de convention sur la nationalité de la femme mariée. A cette fin, elle a demandé au Conseil économique et social et au Secrétaire général de prendre les mesures utiles pour rassembler une documentation complète sur ce sujet.

d) Principe: "A travail égal, salaire égal, pour les hommes et pour les femmes"

A sa huitième session, le Conseil économique et social a pris note du fait que l'Organisation internationale du Travail, reconnue comme institution spécialisée dans ce domaine, effectue de nou-

velles études et enquêtes concernant le principe: "A travail égal, salaire égal, pour les hommes et pour les femmes", en vue d'élaborer des conventions et des recommandations internationales. Elle a invité l'OIT à faire spécialement rapport sur ce point au Conseil économique et social, après le premier examen, à la trente-troisième session de la Conférence internationale du Travail, des conventions et recommandations envisagées.

La Commission de la condition de la femme a également reconnu que l'Organisation internationale du Travail est une institution spécialisée particulièrement compétente pour l'élaboration de conventions internationales et de recommandations dans ce domaine. Comme la différence est encore sensible, dans un grand nombre de pays, entre les salaires des hommes et ceux des femmes, elle a estimé qu'il fallait prendre des mesures pour faire disparaître certains des facteurs qui sont à l'origine de cette différence. Elle a notamment proposé à l'Organisation internationale du Travail d'examiner les points suivants:

1. Adoption du principe du salaire spécifique pour chaque emploi, de préférence à celui d'un coefficient de salaire différent pour les deux sexes;

2. Octroi aux femmes des mêmes possibilités qu'aux hommes en ce qui concerne la formation et l'orientation professionnelles, l'accès aux emplois et l'avancement;

3. Abolition des pratiques restrictives pouvant affecter, en droit ou en fait, le salaire de la main-d'œuvre féminine; et

4. Adoption, en faveur des femmes qui exercent une profession, de mesures susceptibles de leur faciliter les tâches qu'elles accomplissent dans leurs foyers, ainsi que celles de la maternité.

e) Programme de recherches

Pour répondre aux besoins de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, de la Commission des droits de l'homme et d'autres organismes des Nations Unies et leur fournir des renseignements à jour touchant la condition de la femme, le Secrétaire général a mis sur pied un vaste programme de recherches dans ce domaine. Ce programme repose, dans une large mesure, sur les renseignements fournis par les Gouvernements en réponse au questionnaire sur la condition juridique et le traitement de la femme. Les réponses à la première partie du questionnaire forment la base des recommandations mentionnées plus haut, qui concernent les droits politiques des femmes et les droits et possibilités des femmes dans le domaine des études. La Commission a fait dresser une liste complémentaire de questions rattachée à la première partie du questionnaire et concernant la nationalité et le domicile, dans la mesure où ils affectent la condition de la femme mariée; elle a demandé que l'on communique cette liste aux Gouvernements. Des réponses à ces questions dépendront les nouvelles mesures à prendre dans le domaine de la nationalité. Les deuxième, troisième et quatrième parties du questionnaire ont été rédigées, mais elles ne seront pas communiquées aux Gouvernements avant que la Commission ne les ait examinées lors de sa prochaine session.

Le Conseil économique et social a attiré l'attention de la Commission sur les divergences des législations en ce qui concerne les droits de la femme mariée, certaines restreignant le droit de la femme mariée d'agir en qualité de tutrice, de disposer de ses biens et de ses gains, d'exploiter une entreprise pour son propre compte et de se consacrer à certaines autres tâches, et d'autres restreignant de diverses manières le droit de la femme mariée d'hériter et de recevoir une pension. La Commission a donc demandé que les sections du questionnaire à adresser aux Gouvernements lui soient présentées au moins quatre mois avant sa prochaine session pour qu'elle puisse s'assurer qu'elles font une place aux renseignements qui lui permettront de prendre les mesures nécessaires pour la suppression des lois et pratiques discriminatoires touchant le régime des biens de la femme mariée.

La Commission étudiera encore une autre question au cours de l'année prochaine, celle de la situation faite à la femme par le droit pénal, les pratiques policières et le régime pénitentiaire. A cet effet, la Commission a demandé à disposer, lors de sa prochaine session, d'une documentation qui pourrait servir à ses travaux, notamment de renseignements sur les usages en matière d'arrestation, de détention et de rééducation des femmes délinquantes, ainsi que sur les autres usages suivis dans ce domaine.

f) Moyens d'agir sur l'opinion publique

Outre la brochure sur les droits politiques des femmes, brochure destinée au grand public et dont il a été question plus haut, le Secrétaire général a publié, sur la demande du Conseil économique et social, un communiqué invitant les organisations de presse, de radiodiffusion et de cinématographie du monde entier ainsi que les autres organismes d'information à lui prêter leur concours pour travailler à faire disparaître les pratiques discriminatoires avérées. On prépare actuellement la documentation appropriée. La Commission a recommandé de prendre certaines autres mesures pour agir sur l'opinion publique; premièrement, constitution éventuelle au sein du Secrétariat d'une Division de la condition de la femme; deuxièmement, publication d'un compte rendu trimestriel de l'action menée par les différents organes des Nations Unies et des institutions spécialisées dans

le domaine de la condition de la femme; enfin, rédaction, publication et diffusion de biographies de femmes renommées pour leur pensée ou leur action au service de l'humanité dans leurs pays respectifs.

C.–Questions culturelles

Etant donné les relations étroites qui existent entre le développement économique et social et le progrès culturel et scientifique, les organes compétents des Nations Unies n'ont pas manqué d'inclure dans leur programme certains projets essentiels du domaine scientifique et culturel.

Alors que les projets spéciaux relatifs à la science et à la culture relèvent naturellement de la compétence de l'UNESCO, les autres projets qui, à côté de problèmes culturels, présentent des problèmes sociaux et humanitaires proprement dits, et dont la réalisation exige le concours de plusieurs organes ou institutions des Nations Unies, ont été plus spécialement confiés au Secrétaire général de l'Organisation.

On a reconnu, en outre, que les problèmes internationaux qui se posent dans le domaine social et de la culture formaient un tout sur lequel il incombait aux Nations Unies de jeter quelque lumière, et l'Assemblée générale a indiqué la voie à suivre à cet égard en adoptant une résolution sur la situation sociale et culturelle dans le monde.

a) Laboratoires de recherche des Nations Unies

Un nouveau progrès a été réalisé en vue de la création par les Nations Unies de laboratoires internationaux de recherche. Après avoir examiné un rapport présenté par le Secrétaire général, le Conseil économique et social, lors de sa septième session, a invité le Secrétaire général à réunir, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, un comité restreint d'experts pour examiner, sur une base concrète, la possibilité de créer des laboratoires internationaux de recherche. Cette réunion, à laquelle doivent participer huit experts dans les sciences fondamentales et dans l'organisation de la recherche scientifique, se tiendra à Paris, du 16 au 24 août 1949.

Le rapport du Secrétaire général a été imprimé et envoyé, avec le compte rendu des débats du Conseil à son sujet, à tous les Gouvernements et aux principales institutions scientifiques nationales, pour examen et observations. Les réponses reçues sont actuellement à l'étude.

b) Coordination des services cartographiques

A sa sixième session, le Conseil économique et social a chargé le Secrétaire général d'encourager le développement des services cartographiques des Etats Membres et de coordonner dans ce domaine les plans et les programmes de l'Organisation des Nations Unies et institutions spécialisées.

Une réunion d'experts en cartographie a été convoquée à cet effet par le Secrétaire général à Lake Success, du 21 mars au 1er avril 1949. Les cinq experts de réputation mondiale qui y ont participé, à côté de représentants des institutions spécialisées et des autres organisations internationales intéressées, ont examiné l'état d'avancement des travaux topographiques et cartographiques dans le monde et les meilleurs moyens que les Nations Unies pourraient utiliser pour aider les Etats Membres à encourager l'exécution exacte de levés et de cartes de leur territoire national et pour coordonner les services cartographiques des Nations Unies et des institutions spécialisées. Parmi les recommandations des experts, les plus importantes concernent: *a*) la réunion, sur l'initiative des Nations Unies, de conférences régionales des représentants des Gouvernements dans cinq régions importantes du point de vue géographique, afin de faciliter l'exécution des programmes de cartographie communs; et *b*) la création par les Nations Unies d'un service de cartographie remplissant des fonctions d'information et de coordination.

Outre le rapport de ce Comité d'experts, le Conseil économique et social examinera, à sa neuvième session, une étude établie par le Secrétaire général sur les méthodes modernes de la cartographie et sur des sujets connexes.

c) Enseignement relatif aux Nations Unies

Pousuivant ses efforts pour mettre en œuvre la résolution 137 (II) adoptée par l'Assemblée générale, le 17 novembre 1947, concernant l'enseignement des buts, principes et activités des Nations Unies dans les établissements d'enseignement des Etats Membres, le Secrétaire général, en coopération avec l'UNESCO, a soumis au Conseil économique et social, à sa huitième session, un deuxième rapport provisoire sur ce que les Etats Membres, les organisations non gouvernementales et les Secrétariats des Nations Unies et de l'UNESCO ont déjà fait dans ce domaine.

Le Conseil a demandé au Secrétaire général de préparer, en coopération avec l'UNESCO, la documentation de base sur les Nations Unies et les institutions spécialisées que pourraient utiliser les services d'enseignement des Etats Membres, et a invité l'UNESCO à envisager la possibilité d'accorder à des éducateurs expérimentés un certain nombre de bourses pour l'étude des problèmes pratiques que pose un enseignement de cette nature.

L'aide que les Secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et de l'UNESCO apportent aux Etats Membres consiste surtout à créer des centres d'enseignement bénévole, à publier des textes de

base et d'autres ouvrages d'information pour les écoles, et à fournir des conseils et des avis aux auteurs de manuels et aux personnes chargées d'établir les programmes de cours. Les progrès déjà réalisés feront l'objet d'un rapport analytique complet que le Secrétaire général se propose de présenter, en coopération avec l'UNESCO, à la onzième session du Conseil économique et social.

d) Situation sociale et culturelle dans le monde

L'Assemblée générale a adopté, à sa troisième session, la résolution 280 (III), invitant le Conseil économique et social à examiner, sur rapport de sa Commission des questions sociales et après consultation des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales intéressées, la possibilité d'établir un rapport d'ensemble sur la situation sociale et culturelle dans le monde.

En attendant que le Conseil économique et social donne des instructions plus précises à la Commission des questions sociales, le Secrétaire générale a communiqué le texte de cette résolution aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales intéressées.

D.–Evolution démographique

On estime que la population du monde augmente actuellement d'une vingtaine de millions d'êtres humains par an. Ce simple fait suffirait à attirer l'attention sur les mouvements démographiques, dont l'importance comme facteur de la situation mondiale n'a pas besoin d'être longuement démontrée. Qu'il suffise de rappeler que le jeu continu de taux d'accroissement différents, joint à l'effet des mouvements internationaux de population, modifie rapidement l'aspect et la structure du peuplement des diverses régions du globe et change l'importance relative des populations totales actives des divers Etats. En raison du caractère international de ces problèmes et des conséquences néfastes qu'ils peuvent avoir sur la vie des peuples, on s'est rendu compte qu'il fallait les examiner sur la base de faits bien établis et selon des méthodes universellement admises. Très vite, le Conseil économique et social a donc décidé de s'assurer le concours d'experts démographes de douze pays et, par une résolution du 3 octobre 1946, a créé la Commission de la population. Cette Commission est ainsi le premier organisme intergouvernemental permanent qui ait été chargé de suivre les questions démographiques d'un point de vue international.

Lors de sa session de mai 1949, la Commission a accordé une importance spéciale à l'étude des relations réciproques entre les facteurs démographiques, économiques et sociaux. En raison de leurs conséquences sociales, économiques et politiques, les problèmes démographiques intéressent surtout ceux qui sont chargés de la conduite des affaires publiques; souvent, dans le passé, on a envisagé ces conséquences d'une manière simpliste ou arbitraire. En vue d'encourager les Gouvernements à entreprendre l'étude approfondie de ces problèmes, et de la question connexe du taux optimum de variation de la population au point de vue économique et social, la Commission a demandé au Secrétariat de préparer l'établissement d'un cadre de référence pour servir de base aux travaux entrepris dans les différents pays. Une étude préliminaire des principaux types de situations démographiques a été achevée. La Commission a maintenant demandé au Secrétaire général d'arrêter des plans pour l'étude des rapports entre les changements démographiques, économiques et sociaux dans des régions particulières. Ces régions devront être choisies, d'accord avec les Gouvernements intéressés, de manière que cette étude puisse fournir au Conseil économique et social, non seulement des renseignements qui l'aident à étudier les questions relatives aux pays insuffisamment développés, mais encore des indications utiles pour la mise au point des méthodes à employer en vue de poursuivre les études de ce genre.

Pendant l'année qui fait l'objet du présent rapport, il a encore fallu consacrer beaucoup de temps à organiser méthodiquement, en collaboration avec la Commission de statistique, les données fondamentales de la situation démographique mondiale. Il n'existe de statistiques un peu précises et détaillées dans ce domaine que pour le quart environ de la population du globe; encore est-il souvent difficile de comparer entre elles les statistiques des différents pays. Les données existantes se trouvent, pour la première fois, réunies de façon détaillée dans l'*Annuaire démographique des Nations Unies*, dont le premier volume est actuellement sous presse. En outre, des estimations et projections de la population des différents Etats ont été préparées à l'usage des Nations Unies et des institutions spécialisées. Pour que les recensements qui auront lieu dans beaucoup de pays, en 1950, fassent faire un progrès marqué à la statistique démographique, la Commission a élaboré des recommandations détaillées tendant, notamment, à donner aux résultats des recensements le plus haut degré de comparabilité possible, et le Secrétariat a mis à la disposition des Gouvernements des études sur différents aspects de la technique des recensements.

Mais les statistiques ne sont pas les seules données que les démographes aient à connaître; ils ne peuvent négliger la législation. Un groupe d'experts éminents est en train de préparer un recueil de la législation des principaux Etats se rapportant aux questions démographiques. On envisage de tenir à jour la matière de ce recueil

en insérant des comptes rendus des diverses législations dans l'*Annuaire démographique*.

Des travaux d'analyse démographique limités, mais présentant une utilité immédiate, constituent une autre phase du plan de travail méthodique de la Commission de la population. Pour faciliter le développement social, économique et politique des Territoires sous tutelle, le Secrétariat a organisé, aux termes d'une résolution adoptée par le Conseil économique et social à sa quatrième session, deux nouvelles études démographiques concernant les Territoires du Tanganyika et du Ruanda-Urundi. Ces études doivent être publiées vers la fin de 1949.

Un problème spécial qui a retenu l'attention de la Commission lors de ses sessions de mai 1948 et d'avril 1949 est le relèvement du taux de natalité dans plusieurs pays au cours de ces dernières années. La Commission a demandé au Secrétariat de procéder d'abord à une analyse statistique pour essayer de déterminer dans quelle mesure ce relèvement correspond à une modification des tendances profondes de la fécondité que l'on avait constatées antérieurement dans les pays intéressés.

L'Organisation des Nations Unies a également continué à étudier la question de la mortalité infantile, qui présente elle aussi de nombreux aspects démographiques et peut avoir de grandes répercussions sociales. En liaison avec l'Organisation mondiale de la santé, elle a étudié les difficultés considérables relatives à l'enregistrement des décès des nouveau-nés et à l'interprétation des taux de mortalité infantile publiés par les divers pays, ainsi que les méthodes de calcul de taux plus précis et plus facilement comparables. Ces travaux ne sont que la première étape d'une étude générale sur les accidents de grossesse et sur la mortalité pendant les cinq premières années de la vie.

Il convient enfin d'ajouter que la Commission de la population a consacré beaucoup d'attention aux migrations internationales qui sont traitées dans la section suivante à la fois sous leurs aspects démographiques et leurs aspects purement sociaux.

E.–Migrations internationales

Les mouvements migratoires constituent l'aspect le plus spécifiquement international de l'évolution démographique du monde et leur étude sur ce plan revêt donc un très grand intérêt. D'autre part, ces mouvements posent des problèmes d'ordre juridique et social qui ne peuvent se résoudre que par des accords internationaux.

Les différents aspects des mouvements migratoires ont fait l'objet d'une activité internationale accrue, qui s'est manifestée dans les travaux de l'Assemblée générale elle-même (résolution 209 (III) du 18 novembre 1948), des septième et huitième sessions du Conseil économique et social, de la deuxième session de la Commission économique pour l'Amérique latine, et de la quatrième session de la Commission de la population.

Reconnaissant à la fois l'urgence et la complexité d'une action internationale dans ce domaine, le Conseil économique et social, lors de sa septième session, a précisé la répartition des fonctions entre les divers organismes qui s'occupent des questions de migration (résolution 156 (VII) A, du 10 août 1948). Cette résolution définit la répartition des fonctions des Commissions du Conseil et, en particulier, celles de la Commission des questions sociales et de la Commission de la population; elle rappelle le rôle qui revient aux institutions spécialisées, notamment l'Organisation internationale du Travail dont l'action dans ce domaine se poursuit depuis trente ans, et aux organisations non gouvernementales dont l'effort coordonné peut apporter une contribution de grande valeur à la solution de ces problèmes.

Pour mettre en œuvre cette résolution, le Secrétaire général a consulté les institutions non gouvernementales intéressées afin de préciser, dans un rapport spécial, la nature et l'étendue de leur activité en matière de migration. Le Secrétariat a également entrepris des études sur la position sociale des immigrants, sur leurs droits et privilèges, particulièrement leurs droits et les moyens d'assistance dont ils bénéficient en cas d'indigence, sur leurs relations familiales et communautaires et sur les mesures que devraient prendre les autorités gouvernementales pour assurer aux immigrants des services sociaux.

L'assistance aux étrangers indigents fait l'objet d'une étude qui se fonde sur les renseignements fournis par les Etats et permettra au Secrétaire général d'indiquer dans un rapport à la Commission des questions sociales si, et dans quelle mesure, l'accord-type de 1938 sur l'assistance aux étrangers indigents doit être revisé pour répondre à la situation actuelle. Une autre tâche entreprise dans le même ordre d'idées concerne l'exécution des obligations alimentaires à l'étranger, dont la Société des Nations avait déjà eu l'occasion de s'occuper. Cette question importante pour les familles d'immigrants soulève de délicats problèmes de droit international privé. Mais son étude se trouve facilitée par les travaux antérieurs et le concours de l'Institut international de Rome pour l'unification du droit privé.

En s'efforçant d'améliorer et d'unifier les statistiques démographiques, la Commission de la population devra s'occuper tout particulièrement des statistiques des migrations internationales qui sont parmi les plus défectueuses de toutes les données démographiques. Lors de sa septième session, le Conseil économique et social lui-même a attiré l'attention des Gouvernements sur ce point. Le Se-

crétaire général a présenté à la quatrième session de la Commission de la population un rapport détaillé sur les principaux problèmes relatifs aux statistiques des migrations[1] et un avant-projet de résolution sur les moyens d'améliorer ces statistiques. En s'inspirant de ces deux documents, la Commission a élaboré un projet qui a été étudié par la Commission de statistique et que l'on transmet aux Gouvernements pour avis. En outre, l'*Annuaire démographique des Nations Unies*, actuellement sous presse, contient des tableaux statistiques internationaux sur les migrations, accompagnés de notes critiques détaillées.

La Commission de la population a pris connaissance des travaux que les Secrétariats des Nations Unies et des institutions spécialisées consacrent aux questions démographiques. Elle a souligné l'importance qu'elle attachait aux travaux effectués dans le cadre du programme qu'elle avait élaboré lors de sa troisième session. Certains aspects de ces travaux ont déjà été mentionnés ci-dessus. D'autres sont destinés à fournir des éléments dont le défaut se fait depuis longtemps sentir: répartitions des migrants par sexe et par âge; bibliographie des publications très diverses qui, dans les différents pays, contiennent des renseignements statistiques sur les migrations. D'autres travaux visent à préciser des questions de méthodologie en vue de réaliser une plus grande uniformité; ils portent sur les méthodes d'estimation du volume des migrations à partir des autres statistiques démographiques, sur la compatibilité entre les données relatives aux mouvements généraux des populations et celles qui concernent les migrations, sur les méthodes d'analyse de l'influence des migrations sur la structure de la population totale et de la population active des pays d'origine et de destination.

Sur le plan régional, le problème de l'immigration en Amérique latine fait l'objet d'une étude détaillée, à la fois démographique, économique et sociale, pour laquelle le Secrétariat s'est assuré le concours d'experts et a adressé des questionnaires aux Gouvernements intéressés.

Ces études et ces analyses ne peuvent être considérées que comme une première étape dans les travaux que les Nations Unies se sont engagées à entreprendre en matière de migrations. La diversité de ces travaux et la nécessité d'obtenir la coopération des diverses institutions spécialisées ont conduit le Comité de coordination administrative à créer un Groupe de travail technique sur les migrations, composé des représentants du Secrétaire général et des six institutions spécialisées particulièrement intéressées. A sa première session, qui s'est tenue en mars 1949, ce Groupe de travail a étudié les programmes de l'Organisation et des institutions spécialisées pour s'assurer qu'il n'y avait ni double emploi, ni lacune importante; il a établi les calendriers de certains travaux d'intérêt commun et décidé de préparer en commun une étude sur les conditions économiques et sociales préalables aux mouvements migratoires.

[1] Ce rapport, intitulé *Problèmes relatifs aux statistiques des migrations internationales*, sera publié en 1949.

F.–Services sociaux

a) Protection de la famille, de la jeunesse et de l'enfance

La famille, la jeunesse et l'enfance font, dans toutes les législations nationales, l'objet d'une assistance particulière que l'on peut classer sous la rubrique générale de services sociaux. Les Nations Unies ont souligné l'importance d'un effort de coopération internationale dans ces domaines et ont reconnu la nécessité d'un programme à long terme dont la responsabilité incombait au premier chef au Secrétaire général. Un tel programme se propose, d'une part, de poursuivre et de développer le rôle que jouait la Société des Nations comme centre d'information dans ce domaine, et, d'autre part, de rédiger et de diffuser des études sur les problèmes de services sociaux qui affectent un caractère d'urgence, par exemple les problèmes de l'enfance victime de la guerre, ou qui rentrent particulièrement dans le cadre de la coopération internationale, tels que les échanges de personnel de services sociaux.

Le premier volume des résumés de rapports annuels sur la protection de l'enfance et de la jeunesse a été publié en novembre 1948, d'après des renseignements reçues de trente-deux Gouvernements; le plus souvent, ces informations se référaient à l'année 1946, mais, dans d'autres cas, à la suite de l'interruption causée par la guerre, elles portaient également sur la période de la guerre ou même donnaient un tableau général des problèmes et des services de protection de l'enfance. Pour la période 1947-1948, conformément à la décision prise par le Conseil économique et social à sa sixième session, le Secrétariat est en train de préparer un résumé détaillé des rapports annuels sur la protection de l'enfance et de la jeunesse et des textes législatifs concernant cette question.

La protection de l'enfance, qui fait l'objet d'une vaste activité dans le monde entier, exige que les Nations Unies s'efforcent de poser les principes et les idées directrices de cette activité. C'est à cette fin que l'on se propose d'établir une déclaration des droits de l'enfant pour l'élaboration de laquelle la Commission des questions sociales a recommandé de poursuivre activement le travail de documentation et les études. En s'inspirant des informations et suggestions déjà reçues des Gouvernements, institutions spécialisées et organisations non gouvernementales, le Secrétaire général prépare un projet de préambule et de principes

pour cette déclaration, sur lequel la Commission des questions sociales aura à se prononcer lors de sa prochaine session.

Parmi les études particulières concernant l'enfance, le Secrétaire général s'est attaché particulièrement à poursuivre l'étude relative aux enfants sans foyer et victimes de la guerre.

Parallèlement à la protection de l'enfance, les Nations Unies, sur l'initiative du Gouvernement de l'Argentine, se sont préoccupées des droits des vieillards. L'Assemblée générale, par sa résolution 213 (III) du 4 décembre 1948, a demandé au Conseil économique et social d'étudier ce problème et le Conseil, lors de sa huitième session, a chargé le Secrétaire général de présenter une documentation appropriée à la Commission des questions sociales et à la Commission des droits de l'homme.

Afin de tenir compte de tous les aspects de cette question, le Secrétariat se prépare à recueillir, en liaison étroite avec l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation mondiale de la santé, une documentation étendue sur les traits caractéristiques des mesures législatives ou autres, prises en faveur des vieillards dans les différents pays du monde, et sur la manière dont ces mesures affectent leur niveau de vie.

Bien entendu, tous ces projets devront s'intégrer dans un programme plus vaste pour lequel il faudra s'assurer la coopération des institutions spécialisées et, le cas échéant, celle des organisations non gouvernementales. Un projet de programme de cette espèce a été présenté à la Commission des questions sociales à sa quatrième session, mais la discussion en a été différée.

b) Administration des services sociaux

L'administration des services sociaux et le personnel d'assistance sociale ont fait l'objet d'études qui se relient directement aux fonctions consultatives exercées par les Nations Unies en matière de service social (résolution 58 (I) de l'Assemblée générale, du 14 décembre 1946).

Une première étude analyse les méthodes utilisées pour fournir des renseignements ou des conseillers susceptibles d'aider les Gouvernements à organiser l'administration de leurs services sociaux. Elle passe en revue les institutions qui fournissent de tels services, les buts et l'étendue des missions internationales, le recrutement d'experts et de conseillers, les accords passés avec les Gouvernements qui ont demandé l'envoi de missions consultatives, le financement de ces fonctions, les méthodes utilisées pour échanger des informations de service social et établir des liaisons entre les Etats Membres et les institutions spécialisées en vue de faciliter la coordination des questions de développement social.

La deuxième étude porte sur l'établissement de bourses internationales pour la formation du personnel de service social. Elle passe en revue les ressources nationales et intergouvernementales en matière d'échange de personnel de service social, les procédés de sélection, le choix du champ d'études, le choix des pays d'accueil et divers autres aspects des programmes internationaux de bourses de service social.

Pour éclairer ces considérations générales au moyen d'exemples concrets, le Secrétaire a publié une brochure intitulée : *Bourses internationales des Nations Unies, rapport sur les programmes internationaux de boursiers administrés par les Nations Unies, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds international de secours à l'enfance.*

Ces études et publications devraient aider les différentes institutions à adopter des méthodes similaires pour les opérations d'échanges de personnel qui constituent un aspect particulièrement important de tout programme d'assistance technique. C'est ce qu'a tenté de faire le Groupe de travail sur les programmes de boursiers que le Comité de coordination administrative a mis sur pied et qui a tenu sa première réunion en avril 1949.

Un rapport sur les méthodes d'administration de service social en vigueur dans divers pays et en particulier sur l'organisation de l'assistance à l'enfance et à la jeunesse est en voie d'achèvement. Aux deux questionnaires qui devaient servir de base à cette étude, des réponses sont parvenues des pays suivants : Birmanie, Canada, Chine, Danemark, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Grèce, Haïti, Inde, Iran, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Tchécoslovaquie et Union Sud-Africaine. Une étude spéciale sur les méthodes d'assistance publique aux familles nécessiteuses viendra s'ajouter à ce rapport.

Les bourses internationales ne constituent que l'une des formes de l'assistance technique en matière de service social. Les autres méthodes que devrait comporter un programme à long terme font actuellement l'objet d'une étude. Des questionnaires ont été envoyés aux Gouvernements, aux écoles de service social, aux experts et aux organisations non gouvernementales actives. Le Secrétariat a reçu des réponses de 124 écoles et des trente-trois Gouvernements suivants : Arabie saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Costa-Rica, Danemark, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Guatemala, Inde, Italie, Liban, Mexique, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République Dominicaine, Royaume-Uni, Salvador, Suède, Tchécoslovaquie, Union Sud-Africaine, Venezuela et Yougoslavie. Cette étude a permis au Secrétariat de publier, en mars 1949, une *Liste internationale des écoles de service social et d'au-*

tres établissements d'enseignement ayant à leur programme des cours de formation professionnelle pour travailleurs sociaux.

G.–Niveaux de vie

Les efforts tentés par les Nations Unies en matière de service social ne prennent toute leur signification que si on les envisage dans le cadre général des conditions de vie des populations, c'est-à-dire de l'ensemble des facteurs économiques et sociaux que l'on peut qualifier de niveau de vie.

L'étude de ces conditions de vie représente une œuvre de très longue haleine et elle ne peut être abordée qu'en donnant la priorité à certains aspects d'une importance plus immédiate.

La Commission des question sociales a, d'une part, indiqué que les problèmes des régions insuffisamment développées méritaient une attention spéciale; elle a, d'autre part, souligné la nécessité d'étudier les conditions de vie de l'unité familiale, ou foyer, dans tous les types de société.

Suivant ces indications qui tracent les grandes lignes de son activité, le Secrétariat a entrepris une série d'études préparatoires dans le domaine des niveaux de vie.

La première de ces études tente de déterminer les méthodes utilisées dans les enquêtes poursuivies jusqu'à ce jour et donnera lieu à deux publications: un *Manuel relatif aux enquêtes approfondies faites sur place au sujet des conditions d'existence de certains groupes sociaux d'Afrique, d'Asie, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et du Pacifique* et une *Etude de l'organisation et de la méthodologie de ces enquêtes,* préparée en coopération avec les institutions spécialisées intéressées. Ces publications tiendront compte du travail de la Sous-Commission des sondages statistiques. Elles permettront de dégager les meilleures méthodes pour étudier le niveau de vie et pour rechercher les éléments qui le composent ou y contribuent, en particulier dans les régions insuffisamment développées. Une liste annotée d'institutions et de spécialistes qui procèdent à des études et enquêtes intensives des conditions de vie dans les régions insuffisamment développées et un rapport sur les méthodes de consultation et d'assistance internationale utilisées dans les expériences passées et actuelles pour améliorer les conditions de vie dans ces régions compléteront l'étude de ce premier aspect du problème.

D'autre part, conformément aux instructions de la Commission des questions sociales, le Secrétaire général a invité les Etats Membres à lui faire connaître toutes mesures, législatives ou administratives, qu'ils ont appliquées avec succès dans les territoires sous leur juridiction, quel qu'en soit le statut politique, et en particulier là où le processus d'industrialisation et de développement économique a modifié la texture sociale. Les réponses reçues feront l'objet d'une analyse, et l'on retiendra les suggestions concernant les mesures pratiques que l'on peut envisager pour élever le niveau de vie des secteurs de la population dont le revenu par habitant est particulièrement bas.

L'étude des conditions de vie de l'unité familiale, ou foyer, doit partir de l'examen des règles législatives et administratives en vigueur concernant les avantages économiques mis à la disposition de la famille dans les divers pays et territoires. Le Secrétariat prépare une étude de ces mesures. Il envisage aussi, conformément aux instructions de la Commission des questions sociales, de présenter un rapport sur les renseignements obtenus des institutions spécialisées intéressées et d'autres sources concernant la protection contre les pertes de revenu de la famille pour cause de chômage, maladie, invalidité, vieillesse et décès.

Enfin, l'étude des normes en matière de logement, qui constituent un aspect essentiel des conditions de vie de la famille, fait l'objet d'un *Recueil de lois et de règlements sur les normes d'occupation et d'adaptation des logements urbains à l'habitation.*

H.–Logement, urbanisme et aménagement des campagnes

La publication régulière d'un *Bulletin trimestriel sur le logement, l'urbanisme et l'aménagement des campagnes* constitue un pas décisif dans l'échange d'informations techniques sur le plan international.

Les deux premiers numéros ont déjà paru et contiennent chacun une bibliographie annotée. Des suppléments spéciaux concernant la structure et les activités d'organisations de logement et d'urbanisme, internationales, nationales et régionales, et des résumés de législation en matière de logement, d'urbanisme et d'aménagement des campagnes sont en cours de préparation.

Ces publications reflètent l'importance que le Conseil économique et social accorde à l'action internationale dans ce domaine et au rôle que doit jouer le Secrétariat.

Cette position a été réaffirmée à la septième session, au cours de laquelle le Conseil a demandé au Secrétariat de préparer des suggestions pour l'établissement d'un programme d'ensemble qui couvre de manière efficace les études et activités à entreprendre sur ces questions et indique l'activité des diverses commissions, institutions spécialisées, organisations intergouvernementales et non gouvernementales dans ce domaine, et l'intérêt qu'elles y attachent.

Comprenant la nécessité d'obtenir la coopération étroite de toutes ces institutions, le Comité de coordination administrative, qui s'intéresse vivement au problème du logement, a décidé de constituer un Groupe de travail technique pour

le logement, l'urbanisme et l'aménagement des campagnes. Ce groupe a tenu sa première réunion de février à avril 1949 et a présenté un rapport sur la répartition des tâches urgentes.

Toutefois, la Commission des questions sociales ne s'est pas encore prononcée sur ce rapport et le Conseil pourra décider d'attendre l'opinion de cette Commission avant de prendre des mesures.

Entre temps, la question du logement dans les régions tropicales a retenu l'attention des Nations Unies et les projets de réunions d'experts à ce sujet ont fait de grands progrès. La Commission des questions sociales a recommandé qu'une région tropicale soit choisie pour y tenir, en 1950, une réunion susceptible de poursuivre l'œuvre commencée à Caracas en 1947, et que l'on formule des recommandations sur les meilleures solutions à apporter au problème du logement sous les tropiques.

I.–Défense sociale

a) Lutte contre le crime et traitement des délinquants

Dans sa résolution du 13 août 1948, le Conseil économique et social a affirmé à nouveau l'importance que présentent la lutte contre le crime et le traitement des délinquants, et le rôle que doivent jouer les Nations Unies pour prendre la direction de l'activité des organisations internationales et nationales dans ce domaine. Cette résolution recommande entre autres choses qu'un groupe d'experts de réputation internationale, au nombre de sept au plus, se réunisse en 1949 pour aider le Secrétaire général et la Commission des questions sociales à élaborer une ligne de conduite et un programme appropriés à l'étude, sur le plan international, du problème de la lutte contre le crime et du traitement des délinquants, et pour formuler des suggestions sur l'action internationale à entreprendre dans ce domaine.

Dans le cadre du programme d'études approuvé par le Conseil économique et social, les trois sujets suivants ont été choisis comme première série d'études : les statistiques criminelles, le système de la liberté surveillée et le traitement de la criminalité juvénile. En 1949, des rapports complets ont été présentés par le Secrétaire général sur les deux premiers sujets. En ce qui concerne le traitement de la criminalité juvénile, un premier aspect, celui de la législation criminelle relative aux jeunes délinquants dans les vingt républiques de l'Amérique latine, a fait l'objet d'une étude que viendront compléter d'autres études en cours.

Le Conseil économique et social ayant recommandé que le Secrétariat joue un rôle d'animateur de l'activité internationale dans ce domaine, il a paru souhaitable de réunir les représentants des institutions spécialisées intéressées ainsi que ceux des principales organisations internationales qui s'occupent de la lutte contre le crime et du traitement des délinquants. Tenue à Paris en octobre 1948, cette réunion se proposait de déterminer les méthodes les plus efficaces pour assurer la coordination des efforts et l'étroite collaboration entre l'Organisation des Nations Unies et ces diverses organisations, de manière à tirer le meilleur parti possible des connaissances et de l'expérience acquises pour la mise en œuvre du programme d'études en cours. Les représentants qui ont pris part à cette réunion ont reconnu que le nombre et la complexité des problèmes relatifs à la lutte contre le crime et au traitement des délinquants rendaient nécessaire un programme progressif et que toutes les organisations intéressées devaient apporter au Secrétaire général leur pleine coopération. A cette fin, ces organisations pourraient désigner chacune un de leurs représentants résidant aux Etats-Unis d'Amérique pour maintenir une liaison directe avec le Secrétaire général. Le 30 mars 1949, une réunion composée de ces représentants, ainsi que des représentants des institutions spécialisées, s'est tenue à Lake Success et a dégagé les grandes lignes du programme de travail et, en particulier, les zones d'activité et les méthodes de collaboration pour traiter les problèmes du traitement de la criminalité juvénile et des systèmes de liberté surveillée.

Afin de donner à toutes ces études et aux suggestions concernant une action internationale dans ce domaine un fondement aussi solide que possible dans les différents Etats Membres, des groupes de travail nationaux sont en voie de création par l'intermédiaire et avec la coopération des Gouvernements intéressés qui aideront le Secrétaire général dans son travail. D'autre part, un groupe d'experts de réputation internationale se réunira à Lake Success, pendant l'automne de 1949, pour examiner les aspects urgents de ce problème dans le monde actuel, ainsi que l'étendue et les méthodes d'une coopération internationale pour le résoudre.

b) Conventions internationales concernant la répression de la traite des femmes et des enfants et la répression de la circulation des publications obscènes

Les divers instruments internationaux en vigueur concernant la répression, d'une part, de la traite des femmes et des enfants, et d'autre part, de la circulation des publications obscènes, et enfin la répression de l'exploitation de la prostitution d'autrui, ont été transférés au cours des années 1947 et 1948 à l'Organisation des Nations Unies, qui en assure la mise en application et les revisions éventuelles.

A la suite de l'adoption d'une résolution par le Conseil économique et social, lors de sa cinquième

session, le Secrétaire général avait préparé les protocoles nécessaires pour transférer à l'Organisation des Nations Unies les fonctions exercées jusque là par le Gouvernement français aux termes des accords de 1904 et de 1910 sur la répression de la traite des blanches et la circulation des publications obscènes. Le 3 décembre 1948, l'Assemblée générale (résolution 256 (III)) a approuvé ces protocoles, qui furent ouverts à la signature, le 4 mai 1949, à Lake Success.

Conformément à une résolution adoptée par le Conseil économique et social, à sa quatrième session, le Secrétaire général a préparé un texte revisé du projet de convention de 1937 relatif à la répression de l'exploitation de la prostitution d'autrui, en vue d'incorporer dans ce document les modifications exigées par l'évolution de la situation générale depuis 1937. Ce texte revisé a été examiné par la Commission des questions sociales à sa troisième session et présenté au Conseil économique et social sous la forme d'un nouveau projet de convention. Le Conseil économique et social invitait le Secrétaire général, par une résolution adoptée le 13 août 1948, à préparer un nouveau projet de convention qui a été soumis aux Etats Membres et diffusé à un grand nombre d'organisations non gouvernementales, en janvier 1949, pour observations. A sa quatrième session, la Commission des questions sociales a étudié ce projet de convention unifié et a abouti à l'élaboration d'un texte portant sur l'ensemble de la question. Ce texte est soumis à la neuvième session du Conseil économique et social.

c) AUTRES MESURES POUR LA LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION, LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS ET LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION DES PUBLICATIONS OBSCÈNES

L'Organisation des Nations Unies poursuit l'œuvre de la Société des Nations en recueillant et diffusant les rapports soumis annuellement par les Etats Membres en ce qui concerne la traite des femmes et des enfants et les publications obscènes. Les résumés des rapports couvrant la période du 1er juillet 1947 au 30 juin 1948 ont été publiés.

Ces rapports annuels ont pour base un questionnaire dont le Secrétariat a entrepris la revision. Le texte revisé a été soumis pour commentaires aux Etats Membres.

Conformément à une résolution adoptée par le Conseil économique et social, à sa quatrième session, la question de la création d'un bureau en Extrême-Orient pour lutter contre la traite des femmes et des enfants dans cette région, question soulevée par la Société des Nations, a été remise à l'étude. Une note sur ce sujet a été adressée pour observations aux Gouvernements et organisations intéressés.

J.–Informations techniques et documentation sociale

Dans tous les champs d'activité énumérés ci-dessus, l'une des fonctions les plus importantes et les plus continues des Nations Unies consiste à recueillir les informations techniques, législatives ou administratives les plus complètes possible, provenant tant des Etats Membres que de sources indépendantes, et à leur donner une large diffusion.

L'échange, sur le plan international, d'une documentation sociale de cette nature revêt une importance croissante au fur et à mesure qu'un nombre plus grand de problèmes sociaux intéressent non plus seulement chaque pays individuellement, mais toute la communauté des nations.

Dès avril 1948, le Secrétariat a créé un Centre d'informations techniques et de documentation sociale qui a pour tâche de rassembler et de classer les renseignements de diverses natures dans le domaine des activités sociales, de diffuser ces renseignements tant aux fonctionnaires du Secrétariat qu'aux institutions et organisations intéressées et, en particulier, de publier des séries législatives sur certaines questions sociales. Ce Centre s'est considérablement développé depuis un an et rassemble actuellement des renseignements sur tous les sujets relatifs à l'enfance, aux services sociaux, au logement, aux migrations et à la lutte contre le crime. La documentation sociale recueillie par la Société des Nations, notamment par le Centre d'information sur l'enfance, a été reprise et mise à jour. Les textes législatifs d'une soixantaine de pays, pour la période de 1940 à 1947, ont été rassemblés.

La diffusion de ces informations s'opère au moyen des publications suivantes:

1. Liste mensuelle des acquisitions, indiquant le matériel reçu et enregistré;

2. Bulletin mensuel d'information interne;

3. Brochures documentaires sur le service social et sur les conférences nationales, établies d'après les renseignements fournis par les autorités des divers pays;

4. Résumé des textes législatifs relatifs à l'enfance adoptés par les Etats Membres.

Le Secrétaire général se prépare à étendre à d'autres sujets les activités du Centre et, en particulier, la publication de séries législatives.

K.–Les stupéfiants et leur régime international

A part les charges qui incombent à l'Organisation des Nations Unies en vertu des instruments internationaux concernant le contrôle des stupéfiants, ses travaux les plus importants dans ce domaine pendant l'année considérée peuvent être

classés sous deux rubriques: ceux qui, pour l'instant du moins, sont en grande partie achevés et les mesures préparatoires en vue du renforcement et de la simplification du système de contrôle international pour les années à venir. On trouvera ci-dessous un résumé plus détaillé des activités de l'Organisation, mais il est peut-être commode de mentionner les aspects les plus importants dans quelques paragraphes d'introduction à la présente partie.

Sous la première rubrique, on peut mentionner le Protocole plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, amendée par le Protocole signé à Lake Success, le 11 décembre 1946. La Commission des stupéfiants, en collaboration avec le Secrétaire général, a travaillé à l'élaboration de cet instrument depuis 1947, mais on a pu procéder assez rapidement dans les dernières phases. Le Protocole a été approuvé par le Conseil économique et social, le 3 août 1948, et par l'Assemblée générale, le 8 octobre (résolution 211 (III)), et a été ouvert à la signature à Paris, le 19 novembre 1948. Il incombe maintenant aux Etats signataires de prendre les mesures nécessaires pour la mise en vigueur de cet instrument.

Pendant toute l'année, les travaux de renforcement et de simplification du contrôle international des stupéfiants ont fait des progrès réguliers. Le 3 août 1948, le Conseil économique et social a adopté une résolution priant le Secrétaire général d'entreprendre l'élaboration d'un projet d'une nouvelle convention unique qui remplacerait et simplifierait les accords internationaux existants et comporterait des dispositions relatives à la limitation de la production des matières premières utilisées pour la fabrication des stupéfiants. Au cours de sa quatrième session, en mai et en juin 1949, la Commission des stupéfiants a consacré un temps considérable à l'examen des résultats de la première phase des travaux dans ce domaine, et, dans son rapport au Conseil économique et social, qui sera présenté au Conseil, en juillet de cette année, elle a fait des recommandations au Secrétaire général pour la préparation du premier avant-projet du nouvel instrument que la Commission tient à examiner au début de 1950. Dans son rapport, la Commission a également fait une autre recommandation liée aux problèmes que pose la rédaction d'une nouvelle convention unique, à savoir: qu'un Comité spécial de la Commission, composé des représentants des principaux pays producteurs d'opium, se réunisse en Turquie pendant l'automne de 1949 pour étudier la possibilité de conclure un accord provisoire afin de limiter la production de l'opium aux besoins médicaux et scientifiques.

Une autre mesure ayant une importance considérable pour le contrôle à venir des stupéfiants a été la décision d'envoyer en Amérique du Sud une Commission d'enquête sur la feuille de coca. Le Conseil économique et social a approuvé la constitution de cette Commission, le 10 août 1948, et le Secrétaire général, la Commission des stupéfiants et le Conseil ont pris durant l'année les mesures nécessaires pour son organisation et son administration. Le Conseil devra donner son approbation définitive à ces plans au cours de sa neuvième session, afin que la Commission puisse partir en Amérique du Sud en septembre 1949. Il convient de souligner que les travaux de la Commission ne s'en tiendront pas seulement à une enquête sur les effets de la mastication de la feuille de coca par certaines populations d'Amérique du Sud, puisque, en définitive, la limitation de la production du coca pour les besoins médicaux et scientifiques est étroitement liée à la portée de la nouvelle convention unique mentionnée ci-dessus et, par là, à l'ensemble du problème du contrôle international des stupéfiants.

a) Devoirs qui incombent à l'Organisation des Nations Unies en vertu des dispositions des accords internationaux existants

Pendant cette année, l'Ethiopie est devenue partie à la Convention du 23 janvier 1912; la Yougoslavie, à la Convention du 13 juillet 1931, et le Brésil, le Danemark, la Grèce et le Libéria, au Protocole du 11 décembre 1946, instrument auquel quarante-neuf Etats sont maintenant parties.

Dans l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu des dispositions des instruments internationaux existants, l'Organisation a continué ses efforts pour rétablir le contrôle international des stupéfiants sur une base au moins aussi efficace que celle qui existait avant la deuxième guerre mondiale et, dans les limites fixées par les dispositions de ces instruments, pour modifier en détail les aspects administratifs du régime de contrôle afin de l'adapter aux circonstances nouvelles résultant de la guerre.

On peut citer, comme exemple de ces travaux, le cas des rapports annuels fournis par les Gouvernements, conformément aux dispositions de l'article 21 de la Convention du 13 juillet 1931. Bien que la situation se soit améliorée en ce qui concerne le nombre des rapports annuels soumis (101 ont été reçus pour 1947, au lieu de 94 pour 1946), la Commission des stupéfiants et le Secrétaire général estiment que la situation n'est pas encore satistaisante et la Commission a, en conséquence, fait un certain nombre de recommandations à ce sujet au Conseil économique et social; elle a notamment demandé que le Secrétaire général soit invité à adresser une communication spéciale aux Gouvernements des vingt-sept Etats

qui n'ont pas jusqu'ici présenté de rapport annuel pour 1947.

L'Organisation a continué à consacrer une attention spéciale au trafic illicite des stupéfiants, question dont la Commission des stupéfiants s'est particulièrement occupée pendant ses sessions de 1947 et 1948 et au sujet de laquelle elle a, de nouveau, en 1949, fait un certain nombre de recommandations qui, espère-t-on, aideront le Secrétaire général à faire face à ses obligations en ce qui concerne ce trafic et permettront également de le réduire dans une certaine mesure. La Commission, dans son rapport au Conseil, a attiré l'attention de celui-ci sur l'intérêt qu'elle porte à ce problème, soulignant spécialement le nouveau danger que crée l'apparition des stupéfiants synthétiques à un moment où le trafic semble augmenter dans le monde entier.

b) Protocole du 19 novembre 1948

Vingt et un Etats, notamment la Chine, la France, la Pologne, le Royaume-Uni et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ont jusqu'ici adhéré à ce Protocole plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la Convention du 13 juillet 1931, et trente-sept autres Etats l'ont signé sous réserve de ratification. L'instrument peut maintenant entrer en vigueur après expiration des trente jours suivant la date à laquelle le vingt-cinquième Etat y aura adhéré, étant donné que l'on a satisfait aux dispositions de l'article 6 qui prévoient que certains Etats précisés doivent auparavant devenir parties à cet instrument. On remarquera donc que l'instrument entrera en vigueur après que quatre autres Etats seront devenus parties à cet instrument, et, étant donné les déclarations qui ont été faites pendant la quatrième session de la Commission des stupéfiants, on espère que cet événement se produira dans un avenir très prochain.

c) Préparation d'une convention unique sur les stupéfiants

Comme on l'a mentionné ci-dessus, la première phase préparatoire des travaux en vue de l'adoption d'une nouvelle convention unique destinée à remplacer et à simplifier les instruments internationaux existants a pris fin. Pendant l'année, le Secrétaire général a fait paraître quatre monographies soulignant les problèmes les plus importants qui se rattachent à la rédaction d'un tel instrument et indiquant dans les grandes lignes les moyens possibles de les résoudre. La Commission des stupéfiants a étudié ces monographies, en mai 1949, ainsi qu'un document à ce sujet préparé par le secrétariat commun du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle. La Commission a maintenant fait un certain nombre de recommendations au Conseil économique et social au sujet de la prochaine phase des travaux, la plus importante de ces recommandations étant que le Secrétaire général prépare un plan général de convention unique, dûment rédigé sous forme juridique, pour être communiqué aux représentants de la Commission, si possible en janvier 1950, afin de permettre à la Commission d'étudier le document en détail pendant sa session du printemps de 1950.

L'Organisation des Nations Unies a compris l'intérêt que porte l'Organisation mondiale de la santé à plusieurs aspects des travaux de préparation de la nouvelle Convention et s'est, pendant l'année, maintenue en contact avec le Comité d'experts des médicaments engendrant l'accoutumance, de l'OMS, non seulement à ce sujet mais au sujet de certaines dispositions du Protocole du 19 novembre 1948; plusieurs d'entre elles devront être incorporées dans le nouvel instrument avec, peut-être, les quelques modifications que pourra suggérer l'expérience dont on aura déjà pu bénéficier dans un avenir prochain.

d) Accord provisoire sur l'opium brut

Le 3 août 1948, le Conseil économique et social, sur la recommandation de la Commission des stupéfiants, a adopté une résolution priant le Secrétaire général d'entreprendre des études et des enquêtes sur l'opportunité de convoquer une conférence des pays producteurs d'opium et des pays qui emploient l'opium dans la fabrication de drogues pour les besoins médicaux ou scientifiques, en vue de conclure un accord provisoire limitant la production et les exportations d'opium à la satisfaction de ces seuls besoins.

La Commission des stupéfiants a, lors de sa quatrième session, examiné les résultats de ces études et enquêtes et on a reconnu d'une façon générale que, si la convention devait en fait devenir un code de lois s'appliquant à l'ensemble du domaine du contrôle international des stupéfiants, l'heureuse solution du problème de la limitation de la production de l'opium brut était peut-être la plus importante d'une série de mesures à adopter. Il était donc clair que la convocation d'une telle conférence était très souhaitable mais on a tenu compte du point de vue selon lequel les chances de succès de cette conférence dépendraient principalement de l'accord des principaux pays producteurs pour limiter leur production d'opium; la Commission a donc recommandé au Conseil qu'une réunion préliminaire des représentants des pays producteurs ait lieu d'abord, afin d'essayer de déterminer s'il était possible d'arriver à un tel accord.

e) Commission d'enquête sur la feuille de coca

A la suite de l'adoption par le Conseil économique et social, le 10 août 1948, d'une résolution ap-

prouvant l'envoi sur place d'une commission d'enquête au Pérou et l'ouverture de crédits à cet effet par l'Assemblée générale le 11 décembre 1948, le Secrétaire général a préparé une liste de candidats comme membres de la Commission. Conformément aux plans approuvés par le Conseil concernant la Commission, ceci a impliqué une consultation avec l'Organisation mondiale de la santé pour obtenir des désignations de spécialistes des questions médicales, avec le bureau de la Commission des stupéfiants et ultérieurement avec les autres membres de la Commission à propos des experts en matière d'administration et de contrôle international des stupéfiants. Le Conseil, à sa huitième session, a prié la Commission des stupéfiants de choisir, pour la Commission d'enquête chargée d'étudier les effets de la mastication de la feuille de coca, des membres sur la liste des candidats qui lui étaient déjà proposés, ce qu'elle a fait le 1er juin 1949.

Le 20 avril 1949, le Secrétaire général a reçu du Gouvernement de Bolivie une demande en vue de l'extension des activités de la Commission d'enquête à ce pays et cette demande a été dûment examinée par la Commission des stupéfiants. La Commission a conclu qu'il serait souhaitable que la Commission d'enquête visitât la Bolivie aussi bien que le Pérou et a insisté auprès du Conseil pour qu'on lui accorde le temps suffisant pour pouvoir procéder à une étude complète des questions ainsi posées. La Commission des stupéfiants a bien souligné la nécessité pour la Commission d'enquête de faire paraître un rapport qui fasse vraiment autorité, étant donné la grande diversité d'opinions au sujet des effets que peut avoir la mastication de la feuille de coca sur diverses parties de la population de l'Amérique du Sud et au sujet de la grande influence que cette habitude exerce sur la structure économique et sociale de certaines régions dans cette partie du monde.

f) Abolition de l'usage de l'opium à fumer en Extrême-Orient

Sur la recommandation de la Commission des stupéfiants, le Conseil économique et social a, lors de sa septième session, adopté une résolution invitant les Gouvernements de tous les pays où l'usage de l'opium à fumer a toujours été répandu, à adopter la politique de suppression; priant les Gouvernements qui ont annoncé leur intention de supprimer l'usage de l'opium à fumer, de faire parvenir au Secrétaire général, le 31 mars de chaque année au plus tard, un rapport sur les progrès accomplis au cours de l'année précédente dans l'œuvre de suppression; invitant en outre ces Gouvernements à interdire sur-le-champ l'importation d'opium brut dans leurs territoires, sauf à des fins médicales et scientifiques; et recommandant qu'il ne soit pas délivré d'autorisation d'exportation d'opium à destination de pays où l'usage de l'opium à fumer est encore répandu, sauf à des fins médicales et scientifiques. A propos de cette résolution, le Secrétaire général s'est, le 20 août 1948, mis en rapport avec les Gouvernements des pays d'Extrême-Orient qui avaient annoncé leur intention de supprimer l'usage de l'opium à fumer, mais il n'a pu, en mai 1949, qu'indiquer à la Commission des stupéfiants que les résultats de son enquête jusqu'à ce jour n'avaient pas été très satisfaisants. La Commission a examiné les réponses reçues, parmi lesquelles aucune ne pouvait, à strictement parler, être considérée comme constituant le rapport spécial demandé par le Conseil; et la Commission a mentionné dans son rapport au Conseil le fait que le Gouvernements des pays où l'usage de l'opium à fumer avait autrefois été répandu n'avaient pas encore fait parvenir de rapport. Certains représentants à la Commission ont toutefois quelque peu remédié à la situation en faisant un certain nombre de déclarations au sujet des mesures qui avaient été prises pendant l'année dans divers pays pour supprimer cette pratique.

g) Méthodes pour déterminer l'origine de l'opium

Sur la recommandation de la Commission des stupéfiants, le Conseil économique et social a, le 3 août 1948, adopté une résolution invitant le Secrétaire général à transmettre aux Gouvernements toute la documentation dont il disposait à ce moment sur les méthodes pour déterminer l'origine de l'opium par des procédés chimiques et physiques; de se renseigner auprès des Gouvernements pour savoir s'ils sont disposés à participer à la réalisation d'un programme de recherches en commun; et de les inviter à fournir des échantillons de l'opium produit dans leurs pays, en vue de ces recherches internationales. Le Secrétaire général a donc adressé deux communications aux Gouvernements, le 20 août et le 13 octobre 1948 respectivement, et les réponses à ces questions ont été présentées à la Commission des stupéfiants pendant sa quatrième session. D'après les renseignements ainsi obtenus qui indiquaient qu'un certain nombre de Gouvernements seraient disposés à coopérer à un programme international de recherches sur cette question, et en se fondant sur d'autres études scientifiques entreprises par le Secrétariat pendant l'année, la Commission a examiné les moyens par lesquels on pourrait coordonner et exécuter ces recherches sous les auspices de l'Organisation. A cet effet, elle a envoyé au Conseil économique et social un projet de résolution recommandant au Secrétaire général de favoriser, dans la limite des moyens disponibles, les recherches, et d'accepter les laboratoires et autres installations que le Gouvernement des Etats-

Unis d'Amérique a offert de mettre à la disposition des Nations Unies à cet effet.

h) Toxicomanie

Pendant l'année étudiée, le Secrétaire général, conformément à la demande faite par la Commission des stupéfiants, lors de sa troisième session de mai 1948, a classé et analysé les réponses à un questionnaire sur la toxicomanie et les toxicomanes, qui avait précédemment été envoyé aux Gouvernements. La Commission des stupéfiants a dûment examiné la documentation qui lui a été soumise par le Secrétaire général et a décidé de le prier d'entreprendre une étude analytique des lois et règlements nationaux relatifs à la toxicomanie qui compléterait l'étude déjà faite. La Commission a en outre demandé au Secrétaire général de se mettre en liaison avec l'Organisation mondiale de la santé en vue de faire le point en ce qui concerne l'état actuel des recherches médicales sur la question. La Commission a souligné que la fréquence des cas de toxicomanie était étroitement liée au problème de la limitation de la production des matières premières servant à la fabrication des stupéfiants, étant donné que les quantités qui n'étaient pas nécessaires pour des besoins médicaux et scientifiques passaient inévitablement dans le trafic illicite qui était à son tour la principale source d'approvisionnement des toxicomanes. On a également exprimé l'opinion que, du moins dans certaines parties du monde, on avait pu obtenir une réduction de la toxicomanie en améliorant les conditions sociales, en élevant les niveaux de vie et en perfectionnant l'éducation. Etant donné que ces dernières mesures sont étroitement liées à la législation en la matière, la Commission a été d'avis d'étudier plus en détail la possibilité d'utiliser davantage l'enseignement dans la lutte contre la toxicomanie, après achèvement de l'étude analytique des lois et règlements.

i) Election des membres de la Commission des stupéfiants

Le 10 août 1948, le Conseil économique et social a adopté une résolution confirmant que la durée du mandat des membres actuels de la Commission des stupéfiants s'étendrait jusqu'à la date du 31 décembre 1949 et a décidé de renvoyer à sa huitième session l'examen de la procédure à appliquer en matière d'élection des membres de la Commission des stupéfiants. Le 2 mars 1949, au cours de cette session, le Conseil a décidé que la Commission des stupéfiants serait dorénavant composée de quinze Membres des Nations Unies, pays importants du point de vue de la production ou de la fabrication des stupéfiants, ou pays dans lesquels le trafic illicite des stupéfiants constitue un problème social grave, dix membres devant être nommés pour une durée indéfinie jusqu'au moment où ils pourraient être remplacés par décision du Conseil économique et social et les cinq autres membres pour une période de trois ans. Les membres qui ne sont pas nommés pour une période indéfinie sont rééligibles. On pense que le Conseil organisera les premières élections des membres de la nouvelle Commission des stupéfiants lors de sa neuvième session, et les membres ainsi élus devront entrer en fonctions le premier jour de la cinquième session de la Commission.

j) Dispositions administratives arrêtées par le Conseil économique et social et le Comité central permanent de l'opium

Le 2 mars 1949, le Conseil a approuvé les dispositions provisoires arrêtées par le Comité central permanent de l'opium et le Secrétaire général en ce qui concerne le budget du Comité et son personnel actuel. Le Conseil a invité le Secrétaire général à tenir compte, en appliquant les dispositions administratives arrêtées avec le Comité, de certaines dispositions des Conventions du 19 février 1925 et du 13 juillet 1931 et à préparer un projet de barème assignant aux Etats signataires de la Convention de 1925 qui ne sont pas Membres des Nations Unies une juste part des dépenses du Comité central permanent, et à présenter ce projet à l'Assemblée générale au cours de sa quatrième session.

k) Publication par les Nations Unies d'un périodique relatif aux stupéfiants

Le 3 août 1948, le Conseil économique et social a approuvé la publication par l'Organisation des Nations Unies d'un périodique relatif aux stupéfiants et a invité le Secrétaire général à inscrire dans son projet du budget pour 1949 les crédits nécessaires. Ce projet a été approuvé par l'Assemblée générale, le 11 décembre 1948, et des plans ont donc été établis pour faire paraître le premier numéro du périodique pendant l'automne de 1949.

L.–Réalisations pratiques

a) Fonds international de secours à l'enfance et Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance

Le Fonds international de secours à l'enfance a continué à accomplir d'importants progrès dans la réalisation des objectifs qui lui avaient été assignés par l'Assemblée générale. En décembre 1948, l'Assemblée générale a noté que "des ressources supplémentaires étaient nécessaires" et

que le Conseil économique et social avait conclu qu'il existait "des moyens pratiques et efficaces pour subvenir aux besoins urgents des enfants, besoins qui existent toujours, à la condition que de nouvelles contributions soient fournies". L'Assemblée a pris acte "avec satisfaction des heureuses dispositions prises en vue d'assurer la coopération entre le Fonds et l'Organisation mondiale de la santé" et a exprimé sa gratitude aux Gouvernements qui avaient déjà versé des contributions. La résolution de l'Assemblée attirait enfin l'attention des Etats Membres sur la nécessité de verser rapidement des contributions en vue "d'atteindre les objectifs pour lesquels le Fonds a été créé".

i) *Programmes*

La principale partie du programme du Fonds consiste à distribuer un repas quotidien supplémentaire aux enfants, aux nourrissons, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. Le Fonds fournit les denrées importées qui entrent dans la composition de ce repas — 200 à 300 calories environ, sous forme de lait, de matières grasses et d'huile de foie de morue — et les pays intéressés procurent une quantité équivalente de calories sous forme de céréales, de légumes et de fruits. Les enfants et les mères bénéficient de cette aide par l'intermédiaire de plus de 40.000 écoles, cliniques maternelles et infantiles, pouponnières, institutions pour enfants, sanatoriums, etc. En outre, le Fonds fournit aux Gouvernements les moyens nécessaires pour utiliser une plus grande partie de leurs ressources en lait au profit des enfants et des mères. Il fournit aussi du coton, de la laine et du cuir qui sont transformés dans le pays même en vêtements et en souliers gratuitement. Le Fonds, agissant de concert avec la Croix-Rouge danoise et les sociétés scandinaves affiliées à cette dernière, a entrepris un programme de vaccination antituberculeuse dont sont appelés à bénéficier 100 millions d'enfants. Il contribue également, par la fourniture de produits médicaux, à lutter contre d'autres maladies affectant particulièrement les enfants. Il s'occupe aussi, en partie par l'utilisation des moyens mis à sa disposition par divers Gouvernements, de former des spécialistes de la protection de l'enfance.

ii) *Expansion au cours de l'année écoulée*

Au cours de cette année, le programme d'ensemble du Fonds a pris une extension considérable. Cette extension a été rendue possible grâce aux généreuses contributions bénévoles que les Gouvernements et les particuliers ont continué à verser. Entre le 1er juillet 1948 et le 30 juin 1949, le total des contributions versées ou promises au Fonds est passé de 70.000.000 de dollars à 132.500.000. Le nombre des Gouvernements qui ont versé des contributions est passé de 21 à 32. Sur ce nombre, il y en a eu beaucoup dont c'était la deuxième ou la troisième contribution. Le volume des fournitures livrées a plus que triplé, passant de 40.000 à 135.000 tonnes métriques. Le nombre des enfants qui ont reçu un repas quotidien supplémentaire est passé de 4.000.000 à 5.350.000. En outre, 8 millions d'enfants environ ont été examinés aux fins de dépistage de la tuberculose et 4 millions d'enfants environ ont été vaccinés. Deux millions d'enfants environ ont reçu des layettes, des souliers, des sous-vêtements et d'autres articles d'habillement. Plus de 500.000 mères et enfants réfugiés de Palestine ont reçu des vivres, des couvertures et des produits médicaux.

En exécution de la résolution 57 (I) du 11 décembre 1946, par laquelle l'Assemblée générale confiait au Fonds le mandat non seulement de porter secours aux enfants des pays victimes d'agression et à ceux des pays qui ont bénéficié des secours de l'UNRRA, mais aussi "d'assurer l'hygiène de l'enfance en général", le programme du Fonds est devenu mondial dans son essence au cours de cette année, son cadre ayant été étendu de l'Europe et de la Chine au reste de l'Asie, à l'Afrique du Nord, au Moyen-Orient et à l'Amérique latine. Les sommes prévues par le Fonds, pour 1949 et 1950, se répartissent comme suit: Europe, 45.000.000 de dollars; Asie, 19.300.000 dollars; Amérique latine, 2.500.000 dollars; mères et enfants réfugiés de Palestine, 7.200.000 dollars.

iii) *Programme pour la période s'étendant du 1er juillet 1949 au 30 juin 1950*

Bien qu'il ait déjà élargi le cadre de son programme d'action, le Fonds n'a jamais pu faire face qu'à une partie des besoins. Lorsqu'il a élaboré son programme pour la période s'étendant du 1er juillet 1949 au 30 juin 1950, le Fonds s'est nettement rendu compte que son assistance serait limitée, non par les besoins des enfants, mais plutôt par les ressources disponibles.

Le Fonds a établi, pour cette période, un budget-type basé sur des ressources éventuelles évaluées à 42 millions de dollars, ainsi qu'un programme de dépenses basé sur des ressources éventuelles évaluées à 72 millions de dollars. Le budget-type a pour but d'assurer dans une certaine mesure la continuité des activités du Fonds et aussi d'indiquer aux donateurs quels besoins leurs contributions permettront de couvrir. Le budget-type et le programme de dépenses sont indiqués ci-après:

	Budget-type	*Programme de dépenses*
	(Millions de dollars)	
Europe	13	25
Asie	15	25
Amérique latine	2	4
Enfants réfugiés (y compris la Palestine)	2	5
Frais de transport	4	6
Formation professionnelle (offert par les Gouvernements à titre de contribution au Fonds)	1	2
Services administratifs et généraux	2,5	2,7
Réserve	2,5	2,3
TOTAUX	42	72

Etant donné l'état actuel des ressources du Fonds, il n'a été possible d'affecter que 13.900.000 dollars à ces programmes. Il reste donc 28.100.000 dollars à trouver pour atteindre les objectifs du budget-type et 58.100.000 à trouver si l'on veut exécuter les programme de dépenses de 72 millions de dollars.

Etant donné l'urgence des besoins, le Fonds a décidé d'allouer les crédits dès qu'il dispose des ressources nécessaires. C'est pourquoi, à la date du 1er juillet 1949, le montant des ressources inutilisées ne s'élève qu'à 2.700.000 dollars. Pour combler la brèche et exécuter le programme jusqu'au 30 juin 1950, le Fonds est obligé de compter sur de nouvelles contributions.

iv) *Contributions versées au Fonds*

Les trente-deux Gouvernements qui ont versé des contributions au Fonds sont énumérés ci-après: Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Cuba, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Islande, Israël, Italie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République Dominicaine, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Terre-Neuve, Union Sud-Africaine, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Le Congrès des Etats-Unis a prorogé d'un an, jusqu'au 30 juin 1950, la législation actuelle en vertu de laquelle il verse 72 dollars quand l'ensemble des autres Gouvernements en verse 28. Les autres Gouvernements devraient verser encore 4.100.000 dollars pour que le Fonds puisse recevoir les 10.600.000 dollars qui restent du crédit de 75 millions de dollars voté par le Congrès des Etats-Unis et prélevé sur les 100 millions de dollars autorisés. Pour que le Fonds puisse toucher l'intégralité de la somme autorisée, il faudrait que les autres Gouvernements versent encore 10 millions de dollars.

Du total général des contributions versées ou promises au Fonds, 68 pour 100 proviennent des Gouvernements, 24 pour 100, des avoirs transférés de l'UNRRA et le solde, soit 8 pour 100, provient des campagnes menées dans chaque pays, en 1948, au profit de l'Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance, ainsi que d'autres sources non gouvernementales.

v) *Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance*

Le 8 décembre 1948, l'Assemblée générale a adopté la résolution 215 (III) par laquelle elle prolongeait la durée de l'Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance et modifiait les modalités de la participation des différents pays. A cette date, quarante-six pays avaient mené, lancé ou entrepris des campagnes au profit de l'Appel conformément à la résolution 48 (I) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1946. Des comités nationaux de l'Appel avaient été créés dans cinq autres pays mais ces comités n'ont pu réussir à organiser des campagnes. En outre, des campagnes avaient été menées ou lancées dans trente-quatre territoires non autonomes ou non métropolitains. Un petit nombre de campagnes lancées en 1948 se sont poursuivies en 1949 et le lancement d'une campagne nationale entreprise en 1948 a été reporté à 1949. Le Secrétaire général avait fixé au 28 février 1949 la date à laquelle les campagnes menées en vertu d'accords négociés avec les comités nationaux ou coloniaux avant le 8 décembre 1948 devaient être terminées; mais en raison des conditions exceptionnelles régnant dans certains pays, il a accepté que les campagnes menées au Danemark, dans l'Inde, en Iran, au Pérou, en Thaïlande et dans l'Uruguay soient prolongées pour des périodes plus ou moins longues, au delà de la date limite. Quatre de ces campagnes étaient en cours à la date du 30 juin 1949.

Le total des recettes provenant des campagnes entreprises en 1948 représentait, à la date du 30 juin 1949, l'équivalent de 33.696.000 dollars des Etats-Unis. En vertu des accords conclus avec les comités organisateurs, une somme de 33.552.000 dollars prélevés sur ces fonds a été allouée comme suit et presque entièrement versée déjà aux organismes de protection de l'enfance: 10.631.000 dollars au Fonds international de secours à l'enfance; 1.160.000 dollars à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; 16.201.000 dollars à des œuvres bénévoles de protection de l'enfance dans des pays autres que ceux dans lesquels les fonds ont été recueillis; et 5.560.000 dollars à des œuvres de protection de l'enfance des pays donateurs. Il restait encore à répartir une somme de 144.000 dollars.

En exécution de la résolution 215 (III) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a adressé aux Gouvernements de tous les Etats Membres et de quatorze Etats non membres des

communications dans lesquelles il exprimait l'espoir qu'ils accepteraient de stimuler et de faciliter, en 1949, l'organisation de campagnes nationales en faveur de l'Appel. En février 1949, le Conseil exécutif du Fonds international de secours à l'enfance a décidé d'accepter la demande de l'Assemblée générale, contenue dans la même résolution, et qui invitait le Fonds à contribuer à l'organisation de campagnes nationales menées en sa faveur. Il a donc créé un Comité des appels de fonds qui a été chargé de donner des directives aux promoteurs de l'Appel et des autres collectes organisées en faveur du Fonds. Tenant compte de ce que, aux termes de la résolution 215 (III), le nom "Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance" ne peut être employé que dans les campagnes nationales organisées uniquement en faveur du Fonds, il a exprimé l'avis que les collectes bénévoles entreprises dans certains pays en faveur du Fonds pourraient être menées de front avec d'autres campagnes nationales en faveur d'organismes nationaux ou internationaux dont les programmes sont analogues à ceux du Fonds. Le Conseil exécutif a décidé que, dans le cas de campagnes de ce genre, le Fonds devrait inciter les promoteurs à informer le public à l'avance de la proportion des collectes qui serait versée au Fonds.

Le Fonds a repris progressivement les attributions du Secrétariat en tant qu'animateur et coordonnateur de l'Appel; il a également pris à sa charge tous les travaux administratifs résultant de la liquidation des campagnes entreprises avant le 8 décembre 1948. Le Fonds s'est efforcé d'obtenir la continuation de l'appui accordé dans le monde à l'Appel; à cet effet, il a négocié avec les Gouvernements et avec les comités nationaux en vue de lancer le plus grand nombre possible de campagnes en 1949 et il s'est efforcé de faire connaître l'Appel dans tous les documents de propagande relatifs à l'activité du Fonds. Afin de continuer à s'assurer la coopération et l'aide des organisations internationales non gouvernementales, le Fonds a invité les organisations auxquelles le Conseil économique et social a conféré le statut consultatif à faire partie d'un Comité consultatif des appels de fonds.

En ce qui concerne la campagne de 1949, les intentions des pays, telles qu'elles ont été portées à la connaissance du Secrétaire général ou du Directeur du Fonds jusqu'au 30 juin 1949, se trouvent résumées ci-après. Des campagnes nationales, menées uniquement au profit du Fonds et au nom de l'Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance, ont été entreprises en Australie et au Canada. Une campagne éducative, destinée à faire connaître l'œuvre accomplie par le Fonds, a été organisée aux Etats-Unis d'Amérique en vue d'assurer le succès d'une importante collecte qui sera effectuée vers la fin de l'année. Des campagnes dont le produit sera versé en partie au Fonds ont été entreprises en Belgique, à Ceylan, en Italie et en Suisse. Les Gouvernements de la Grèce, du Liechtenstein, du Pakistan et de la Jordanie avaient accepté en principe d'organiser des campagnes et des collectes nationales mais la nature et la portée de ces campagnes n'ont pu encore être déterminées. A la date du 30 juin, quatre des pays précités avaient entamé leurs campagnes de 1949. Les Gouvernements de l'Albanie, de l'Arabie saoudite, de l'Egypte, de l'Ethiopie, de la Finlande, de la France, d'Haïti, d'Israël, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Panama, de la République Dominicaine, du Royaume-Uni et de l'Union Sud-Africaine avaient fait savoir au Secrétaire général ou au Fonds que leurs pays respectifs ne mèneraient pas de campagne en 1949. Les Gouvernements de la République Dominicaine et de l'Union Sud-Africaine se sont déclarés disposés à accorder leur appui aux promoteurs des campagnes qui seraient entamées au début de 1950.

Au moment de la rédaction de ces lignes, il paraît certain que la part du produit des campagnes de 1949 qui sera versée au Fonds international de secours à l'enfance sera sensiblement inférieure aux sommes qui ont été allouées à ce dernier à la suite des campagnes de 1948. Deux raisons majeures ont contribué à limiter le succès de l'Appel en 1949. En premier lieu, dans certains pays, les campagnes de 1948 ne se sont terminées que vers la fin de l'année 1948 ou au début de 1949 et les Gouvernements et les comités nationaux ont apparemment estimé que les gens ne seraient guère disposés à réserver un accueil favorable à d'autres campagnes avant 1950. La deuxième raison, la plus importante, est à chercher dans la résolution 215 (III), selon laquelle le nom "Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance" ne peut être employé que dans les campagnes nationales organisées uniquement au profit du Fonds international de secours de l'enfance. Un certain nombre de pays ont mené en 1948 des campagnes qui ont rapporté au Fonds, à titre de bénéficiaire partiel, des sommes importantes, mais, eu égard à l'opinion publique et aussi pour ne pas porter tort à des œuvres bénévoles importantes qui font des collectes en faveur de l'enfance, on considère dans ces pays qu'il est impossible ou inopportun d'organiser des campagnes uniquement au profit du Fonds. Certains de ces pays ont accepté une autre solution: organiser des campagnes sans se prévaloir du nom de l'Appel et allouer au Fonds une partie du produit de ces campagnes.

Il semble également que d'autres pays se soient laissé décourager par la perspective d'avoir à modifier leurs plans de campagne. Ceci a eu pour résultat de compromettre l'organisation des cam-

pagnes de 1949 dans une grand nombre de pays et en outre de limiter à un tout petit nombre des campagnes entreprises jusqu'à présent pour 1949, l'emploi du nom "Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance".

vi) *Relations avec les Gouvernements et avec d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies*

Conformément à l'un de ses principes fondamentaux, le Fonds international de secours à l'enfance de l'Organisation des Nations Unies s'efforce d'accorder une aide dont les effets soient durables. En d'autres termes, le Fonds cherche à couvrir les besoins urgents, mais de façon à permettre aux pays bénéficiaires de reprendre et de continuer par la suite l'application des programmes d'assistance et d'en faire bénéficier un nombre toujours plus grand d'enfants. L'aide du Fonds consiste surtout en fournitures. Le Fonds fournit les denrées importées qu'il est impossible de se procurer sur place et qui sont nécessaires à la mise en œuvre des programmes de protection de l'enfance. L'application proprement dite des programmes incombe aux Gouvernements ou aux organismes nationaux qui fournissent les produits qu'il est possible de se procurer sur place, les services administratifs, le personnel local, et qui prennent à leur charge les frais d'administration, etc.

Dans la mise en œuvre de ce programme, le Fonds fait autant que possible appel aux institutions spécialisées appropriées et au Département des questions sociales du Secrétariat pour obtenir l'assistance technique et les conseils d'experts internationaux. La coopération de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture a contribué considérablement à augmenter l'efficacité de l'action du Fonds.

A la suite d'une décision prise par les Conseils exécutifs de l'Organisation mondiale de la santé et du Fonds, un Comité mixte des directives sanitaires FISE-OMS, composé des représentants des deux Conseils exécutifs, a été créé en juillet 1948. A sa troisième session, en avril 1949, le Comité a approuvé à l'unanimité les principes qui régiront la coopération entre l'OMS et le Fonds. Le Comité a décidé de répartir les attributions comme suit: le Fonds fournira aux Gouvernements les produits médicaux, l'OMS leur fournira l'assistance technique nécessaire en mettant à leur disposition des experts internationaux. Par l'intermédiaire du Comité mixte et des services du secrétariat de l'OMS, et grâce à des conseillers, des comités d'experts et des fonctionnaires prêtés au Fonds, l'OMS a assumé la direction technique du programme de fournitures médicales du Fonds, programme qui, en juin 1949, représentait 10 pour 100 environ de tous les crédits alloués par le Conseil exécutif du Fonds.

L'OAA, de concert avec l'OMS, a élaboré les détails techniques du programme d'alimentation de l'enfance. De plus, l'OAA donne au Fonds des conseils sur l'utilité et la valeur alimentaire de certains aliments, et également sur les programmes destinés à certains pays. L'OAA a également prêté du personnel au Fonds. Dans le cadre du programme de conservation du lait, l'OAA a aidé le Fonds à élaborer des programmes destinés à certains des pays et à résoudre les problèmes techniques que pose l'acquisition du matériel nécessaire.

Le Secrétaire général examine en ce moment la question de l'envoi au Fonds de deux experts-conseils en matière de protection de l'enfance, chargés de donner des conseils techniques aux bureaux régionaux, aux missions envoyées sur place et, le cas échéant, aux pays qui bénéficient de l'aide du Fonds. L'OMS et le Secrétariat aident le Fonds à former des spécialistes de la protection de l'enfance.

En mars 1949, le Gouvernement français a offert au Fonds de mettre à sa disposition les installations nécessaires en vue de l'établissement à Paris d'un centre international de recherches et d'information en matière de protection de l'enfance. Un Comité spécial du Conseil exécutif, se fondant sur les suggestions présentées par les représentants du Secrétaire général, de l'OMS et d'autres institutions spécialisées au sujet de la structure et de l'Organisation de ce centre, a recommandé d'accepter l'offre du Gouvernement français et cette recommendation a été dûment approuvée par le Conseil exécutif, en juin. Un Comité spécial a été chargé de s'entendre avec l'OMS et avec le Gouvernement français en s'inspirant de certains principes et notamment de l'égalité de la représentation de l'OMS et du Fonds dans la direction de ce centre.

En collaboration avec le Secrétaire général, la Commission des questions sociales et les institutions spécialisées intéressées, le Directeur général du Fonds procède à ce moment à une étude des besoins permanents des enfants. Cette étude, qui est basée sur les données disponibles, a été entreprise en vue de l'élaboration de recommandations relatives aux méthodes d'organisation et de procédure qui devront être suivies au sein de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées pour déterminer les besoins permanents des enfants et pour s'assurer que l'on tient dûment compte de ces besoins dans les programmes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

b) PROGRAMME DE FONCTIONS CONSULTATIVES EN MATIÈRE DE SERVICE SOCIAL

Mis en train en 1947 à la suite de la résolution 58 (I) de l'Assemblée générale, le programme de

fonctions consultatives constitue la plus importante fonction d'assistance technique aux Etats Membres dont l'Organisation des Nations Unies assume directement la responsabilité.

Dès 1948, le volume croissant des demandes adressées au Secrétariat par un grand nombre de pays a marqué l'intérêt que l'on portait aux divers aspects de ce programme : experts de service social envoyés aux Gouvernements sur leur demande, échange de boursiers, envoi de matériel de démonstration pour les instruments de prothèse, envoi de publications techniques, films, organisation de groupe d'études (séminaires) régionaux.

En 1949, ces demandes ont à tel point dépassé les crédits accordés par l'Assemblée générale que le Secrétariat a été obligé d'en rejeter un grand nombre et de limiter le programme à ses aspects les plus essentiels, à savoir :

i) Envoi d'experts en matière de service social ;

ii) Octroi de bourses d'études à un nombre approprié de fonctionnaires dûment qualifiés du service social, pour leur permettre d'observer les expériences faites par d'autres pays dans le domaine de la technique du service social ;

iii) Avis et démonstrations pour la fabrication d'appareils de prothèse et instruction pour la formation professionnelle de personnes physiquement diminuées ;

iv) Fourniture de publications techniques nécessaires à la formation du personnel de service social ;

v) Préparation de séminaires régionaux de service social ;

vi) Publication d'un catalogue international de films consacrées aux activités de service social et d'un supplément à ce catalogue, diffusion des films *Premier pas* et *Inde — le Village, la Mère, l'Enfant, la Communauté.*

En 1948, les pays suivants ont bénéficié de ces services.

Catégorie i) : Autriche, Chine, Equateur, Grèce, Guatemala, Hongrie, Philippines, Pologne et Tchécoslovaquie ;

Catégorie ii) : Albanie, Autriche, Chili, Chine, Equateur, Finlande, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Italie, Liban, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Tchécoslovaquie, Turquie et Yougoslavie ;

Catégorie iii) : Autriche, Chine, Finlande, Hongrie, Philippines, Pologne, Tchécoslovaquie et Yougoslavie ;

Catégorie iv) : Chine, Grèce, Philippines, Pologne, Tchécoslovaquie et Yougoslavie ;

Catégorie v) : Aucun séminaire ne s'est tenu en 1948, mais on a pris des arrangements pour l'année suivante ;

Catégorie vi) : Envoi de catalogue de films à tous les Etats Membres et à cinq Etats non membres : l'Albanie, l'Autriche, la Finlande, la Hongrie et l'Italie.

En 1949, le programme a été renouvelé aux termes de la résolution 216 (III) de l'Assemblée générale et une somme égale à celle du programme de 1948 a été mise à la disposition du Secrétaire général. En conséquence, le Secrétaire général a établi un programme qui tenait compte à la fois de l'expérience passée, de la participation financière accrue des pays demandeurs, principalement en monnaie locale, et des mesures prises pour coordonner l'activité des Nations Unies et celles des institutions spécialisées dans des domaines voisins.

Parmi les mesures prises en vue de réorganiser et de développer le programme en 1949, il faut mentionner d'abord la conclusion d'accords avec un nombre considérable de pays demandeurs, aux termes desquels les frais de voyage des boursiers, les frais de subsistance des experts et divers autres frais résultant de l'application du programme dans la monnaie du pays demandeur étaient pris en charge par ce pays. D'autre part, des représentants du Bureau international du Travail, de l'UNESCO, de l'OAA, de l'OMS et de l'Organisation des Nations Unies se sont réunis, en août 1948, à Genève et, en mars 1949, à Lake Success, pour examiner les mesures à prendre afin de coordonner les programmes d'échanges internationaux de boursiers. En mars 1949, les représentants des pays d'accueil de boursiers en Europe se sont réunis à Genève et ont recommandé certaines procédures communes. En juin 1949, un bureau a été établi à Bangkok pour développer le programme en Extrême-Orient. Enfin, un bureau commun pour les programmes de boursiers a été établi au Secrétariat, de manière que l'expérience acquise depuis 1947 puisse servir à l'élaboration de nouveaux programmes de boursiers, en particulier celui de la résolution 200 (III) de l'Assemblée générale sur le développement économique.

Malgré toutes ces mesures et la plus grande efficacité qui en a résulté dans l'application du programme, le nombre des demandes s'est tellement accru que la somme votée ne permettra pas de faire droit, en 1949, à toutes les requêtes.

Trente-cinq pays ont demandé à bénéficier du programme de 1949 (sans compter les séminaires), alors qu'il n'y en avait eu que vingt en 1948. Sur les 245 bourses demandées, on ne pourra en accorder que 170 ; sur les trente-cinq experts demandés, on ne pourra en envoyer que quinze ; deux séminaires seulement pourront être effectivement organisés au lieu des cinq pour lesquels on avait reçu des invitations et fait des préparatifs. Enfin, l'insuffisance des fonds disponibles

a obligé à remettre à plus tard l'application des nouvelles méthodes d'assistance.

Les pays suivants bénéficieront, en 1949, des services énumérés plus haut:

Catégorie i): Autriche, Bolivie, Egypte, Equateur, Grèce, Guatemala, Italie, Philippines, Pologne, Royaume-Uni et Tchécoslovaquie;

Catégorie ii): Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Ceylan, Chili, Chine, Danemark, Egypte, Equateur, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Iran, Italie, Liban, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie et Yougoslavie;

Catégorie iii): Albanie, Bulgarie, Grèce, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Thaïlande et Yougoslavie;

Catégorie iv): Grèce, Philippines, Pologne, Tchécolovaquie et Yougoslavie;

Catégorie v): Pays arabes (un séminaire au Moyen-Orient); pays d'Europe (un séminaire en France);

Catégorie vi): Pays d'Amérique latine (un film sur le traitement de la criminalité juvénile à eux principalement destiné est en cours d'exécution).

La Commission des questions sociales, à sa quatrième session, a pris note du fait que l'ensemble de ce programme se trouve encore autorisé sur une base annuelle seulement, ce qui rend difficile l'établissement de plans développés. Cette Commission a exprimé le sentiment que les services compris dans ce programme présentaient une utilité considérable, qu'il y avait intérêt à en faire une fonction régulière de l'Organisation des Nations Unies plutôt qu'une opération renouvelée d'année en année, et que le programme devait se continuer en 1950 sur la même échelle qu'en 1949.

c) Réfugiés et personnes déplacées

Pendant toute l'année dernière, l'Organisation n'a cessé de se préoccuper de la question des réfugiés et personnes déplacées. Le sort d'environ 700.000 personnes déplacées ou devenues des réfugiés à la suite de la deuxième guerre mondiale a été l'objectif d'une campagne d'activités entreprise par l'Organisation internationale pour les réfugiés. L'Organisation des Nations Unies, de son côté, a suivi de très près les réalisations de l'OIR, mais sa participation active s'est limitée à la rédaction, en collaboration avec l'OIR, d'un rapport sur les progrès et les perspectives du rapatriement, de la réinstallation et de l'immigration des réfugiés et personnes déplacées.

Ce rapport, préparé à la demande de l'Assemblée générale (résolution 136 (II)) et du Conseil économique et social (résolution 122 (VI)) et dont le Secrétaire général avait confié la préparation à deux experts, MM. Carl Hambro et Pierce Williams, a été examiné par le Conseil à sa septième session et par l'Assemblée générale au cours de la deuxième partie de sa troisième session ordinaire en avril 1949.

A sa septième session, le Conseil a adopté une résolution dans laquelle il exprime l'espoir que l'Organisation internationale pour les réfugiés sera à même de réaliser dans une large mesure son objectif qui est de rapatrier et de réinstaller en deux ans tous les réfugiés ou personnes déplacées dont elle s'occupe, à condition d'être assurée de la collaboration effective des Gouvernements. Dans cette même résolution, le Conseil, en demandant aux Membres des Nations Unies de ratifier la constitution de l'OIR, qui ne comprend encore que seize membres, a souligné la nécessité de rapatrier sans retard les personnes susceptibles d'être rapatriées, de réinstaller celles qui ne sont pas rapatriables, de réunir les enfants à leurs parents en considérant l'intérêt des enfants eux-mêmes et de réinstaller par groupes familiaux, dans les pays d'accueil, les personnes déplacées.

A sa huitième session, le Conseil a adopté une deuxième résolution dans laquelle il prend acte du rapport soumis par l'OIR et rappelle les principes déjà exposés dans la résolution précédente, en insistant sur la nécessité pour l'OIR de poursuivre activement ses efforts.

L'Assemblée générale, à son tour, a pris acte du rapport de l'OIR dans une résolution adoptée en mai 1949.

Il ressort des statistiques préparées par l'OIR que, au 30 juin 1949, cette organisation aura encore entièrement à sa charge 430.000 personnes réparties dans divers pays; 80 pour 100 d'entre elles se trouvent dans les zones occidentales d'Allemagne, en Autriche et en Italie. Deux cent cinquante mille autres personnes bénéficieront d'une façon ou d'une autre des services fournis par l'OIR. C'est l'assistance à ce contingent de près de 700.000 personnes qui constitue l'œuvre qu'il restera encore à l'OIR à accomplir au début de sa troisième année d'activité. L'organisation espérait être à cette date en mesure de faire connaître à ses membres la date approximative à laquelle pourra être considérée comme terminée la tâche que lui avait confiée l'Assemblée générale en décembre 1946. Il est certain que, jusqu'au 30 juin 1950, l'OIR devra accorder son assistance à 171.000 autres personnes au moins et que 130.000 autres réfugiés ou personnes déplacées bénéficieront de divers autres services. Le Conseil général de l'OIR se trouve donc en présence d'une situation qui l'obligera à prolonger son mandat au delà de la période de trois années primitivement prévue.

d) Aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine

Le problème des réfugiés de Palestine qui s'est posé à l'Assemblée générale lors de la première partie de sa troisième session ordinaire présentait un caractère de grande urgence. Il avait commencé à prendre de graves proportions au début de l'été 1948 et il est devenu critique juste avant la deuxième trêve de Palestine (18 juillet 1948) comme le signalaient dans leurs rapports intérimaires le Médiateur des Nations Unies et le Médiateur par intérim. Du mois de juillet à la mi-septembre 1948, les États arabes ont fait de leur mieux pour secourir un nombre toujours plus grand de réfugiés.

En automne 1948, sous l'impulsion du premier appel lancé par le Médiateur, certains Gouvernements, ainsi que le Fonds international de secours à l'enfance, un certain nombre d'organisations bénévoles, notamment les organisations de la Croix-Rouge, et certains groupements catholiques et protestants ont commencé à envoyer des secours. C'est aussi au cours de l'automne 1948 que le Service de secours aux réfugiés, organisé en juillet par le Médiateur, a été renforcé, tout en ne disposant que d'un personnel, de ressources et d'un champ d'action réduits.

Toute l'assistance d'origine bénévole n'a pu, tant s'en faut, suffire à arrêter les progrès de la crise et, en octobre 1948, le Médiateur par intérim a proposé, dans son rapport intérimaire, que les Nations Unies prévoient un budget de secours pour la période du 1er décembre 1948 au 31 août 1949, en vue de pourvoir dans une faible mesure à la totalité des besoins de 500.000 réfugiés environ. Après avoir étudié les recommandations du Médiateur par intérim, l'Assemblée générale a adopté, le 19 novembre 1948, la résolution 212 (III).

Aux termes de cette résolution, l'Assemblée générale estimait, en se fondant sur la recommandation du Médiateur par intérim, qu'une somme d'environ 29.500.000 dollars serait nécessaire pour l'assistance à fournir aux 500.000 réfugiés pendant la période de neuf mois allant du 1er décembre 1948 au 31 août 1949 et qu'un crédit supplémentaire d'environ 2.500.000 dollars serait nécessaire pour les dépenses administratives et pour les dépenses d'exécution sur place; elle autorisait le Secrétaire général, en consultation avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à faire immédiatement l'avance d'une somme n'excédant pas 5 millions de dollars à prélever sur le Fonds de roulement de l'Organisation des Nations Unies, contrepartie de ladite somme devant être remboursée à ce Fonds sur les contributions volontaires des différents Gouvernements. La résolution invitait tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à fournir des contributions volontaires, en nature ou en espèces, et déclarait qu'on accepterait également les contributions volontaires des États non membres. Les contributions devaient être versées à un fonds spécial, dont les crédits devaient être dépensés conformément à un règlement établi par le Secrétaire général en consultation avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

En outre, la résolution invitait le Secrétaire général à prendre toutes mesures nécessaires pour porter secours aux réfugiés de Palestine et à faire appel aux services compétents des différents Gouvernements, aux institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies, au Fonds international de secours à l'enfance de l'Organisation des Nations Unies, au Comité international de la Croix-Rouge, à la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et à d'autres organisations bénévoles. Le Secrétaire général était en outre invité à désigner un directeur de l'Aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine (ANURP), à qui il pourrait déléguer toutes responsabilités qu'il jugerait appropriées pour la préparation et l'exécution de l'ensemble du programme d'assistance. La résolution stipulait également que le Secrétaire général convoquerait, lorsqu'il le jugerait bon, un comité consultatif spécial de sept membres désignés par le Président de l'Assemblée générale et auquel le Secrétaire général pourrait soumettre toute question de principe se rapportant aux directives générales à suivre sur laquelle il désirerait profiter de l'avis de ce comité. Enfin, la résolution priait instamment les institutions spécialisées et les organisations intéressées exerçant leur activité dans le cadre du programme de secours, de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour porter remède à la situation désespérée des réfugiés de Palestine, et invitait le Secrétaire général à faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa prochaine session ordinaire sur toute mesure prise en exécution de la résolution.

Dans les cinq semaines qui ont suivi l'adoption de cette résolution, on avait désigné le directeur de l'ANURP, recruté les cadres de personnel et fixé les principes d'organisation des travaux en concluant des accords avec le Comité international de la Croix-Rouge, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et l'*American Friends Service Committee*.

Le Service de secours aux sinistrés a été prolongé en décembre 1948. Le solde de ses avoirs a été ensuite remis à l'ANURP dont les distributions ont effectivement commencé à la mi-janvier 1949. Le Directeur est arrivé sur place avant la fin de décembre 1948 et y est resté jusqu'à la fin de mars 1949 pour organiser les travaux.

Aux termes des accords précités les trois institutions collaboratrices conservaient leur autono-

mie. L'ANURP est chargée de se procurer et de répartir les approvisionnements et les institutions ont pour tâche d'en assurer la distribution. Ce sont les institutions elles-mêmes qui organisent leur tâche et administrent leurs services dans le cadre des budgets de gestion établis par le Directeur de l'ANURP avec l'approbation du Secrétaire général.

Avant même la création de l'ANURP, le FISE avait mis en œuvre un programme d'urgence pour le Moyen-Orient en vue de secourir les mères et enfants réfugiés. Ce programme a été rapidement adapté compte tenu des besoins d'ensemble déterminés par l'ANURP, et le FISE opère maintenant en étroite liaison avec l'ANURP en matière d'approvisionnements, ceux qui sont fournis par le FISE étant distribués par l'entremise des trois institutions collaboratrices. Les institutions spécialisées ont également fourni une aide appréciable.

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation internationale pour les réfugiés ont apporté une contribution utile, notamment lors des débuts de l'ANURP. L'Organisation mondiale de la santé a fourni pour l'ANURP un chef des services médicaux qui dirige le groupement et la répartition des fournitures médicales. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture apporte maintenant sa contribution en fournissant les facilités d'enseignement si nécessaires pour les enfants réfugiés.

L'ANURP compte, à son siège, à Genève, un personnel de moins de vingt personnes; l'effectif du personnel des bureaux locaux de Beyrouth et du Caire n'atteint pas en tout quinze personnes, sous la direction d'un directeur local; enfin l'ANURP, à Lake Success, a un bureau de liaison dont le personnel se compose d'un préposé à la liaison et d'une secrétaire. Le personnel international détaché dans la région par les institutions collaboratrices compte environ 175 personnes. En outre, les trois institutions ont recruté sur place plus de 500 travailleurs dont la plupart sont eux-mêmes des réfugiés.

Ampleur du problème. — Les propositions soumises à l'Assemblée générale lors de sa troisième session ordinaire par le Médiateur par intérim partaient de l'hypothèse, fondée sur les renseignements alors connus, que les crédits requis pour les secours en Palestine devaient suffire aux besoins de 500.000 réfugiés environ. Lorsque les équipes locales de la Croix-Rouge et de l'*American Friends Service Committee* ont commencé à travailler sur place, il s'est avéré qu'au cours des premiers mois d'hiver, le chiffre de base s'était rapproché de 600.000 et avait atteint 750.000 en janvier 1949. Entre février et avril, le chiffre de base pour les distributions de vivres était monté à 875.000. Au début de mai, le Directeur de l'ANURP, agissant de concert avec les institutions intéressées et avec l'approbation du Secrétaire général, a fixé à 940.000 le chiffre de base pour la distribution des rations quotidiennes. Ce chiffre ne représente pas le nombre total des réfugiés, étant donné qu'il s'est avéré impossible dans bien des cas d'établir une distinction entre les réfugiés proprement dits et les autres indigents. Ce chiffre ne représente pas non plus le nombre total des affamés qui demandent à être nourris dans les camps et dans les postes de secours gérés par l'ANURP. Néanmoins, c'est là, de l'avis du Directeur et du Secrétaire général en ce qui concerne les secours aux réfugiés, un chiffre qui indique à peu près exactement l'ordre de grandeur de la tâche qui incombe à l'Organisation des Nations Unies aux termes de la résolution de l'Assemblée générale.

Les prévisions budgétaires présentées lors de la première partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale couvraient l'alimentation de base, les soins médicaux, l'habillement, les couvertures et les abris. L'application du programme adopté par l'Assemblée, qui portait sur lesdits éléments, plus les frais de gestion et de transport, aurait coûté, pour neuf mois, 32 millions de dollars, c'est-à-dire 3.500.000 dollars par mois, ou, en se basant sur le chiffre de 500.000 réfugiés admis par l'Assemblée, 7 dollars par mois et par réfugié. En fait, l'ANURP n'a pas pu fonctionner sur cette base. De janvier à avril 1949 inclus, elle a disposé de 1.800.000 dollars par mois pour 875.000 réfugiés, soit en gros 2 dollars par mois et par réfugié; dans ce chiffre entraient les frais d'alimentation, de toutes les autres fournitures et de tous les autres services, aussi bien que les frais de gestion (qu'on a maintenu à un niveau très bas). Quand le chiffre de base pour la distribution des rations a été porté, en mai, à 940.000 personnes, le budget total pour l'alimentation est, par force majeure, resté de 1.800.000 dollars.

Le programme d'alimentation de l'ANURP est fondé sur une ration moyenne de 1.500 à 1.600 calories par jour, bien qu'en pratique la moyenne soit parfois tombée au-dessous de ce niveau, et l'ait moins fréquemment dépassé. Les répartitions de denrées alimentaires effectuées par l'ANURP consistent surtout en farine, huile, dattes et légumineuses et aussi souvent que possible en protéines animales. Les répartitions effectuées par le FISE, qui consistent surtout en lait, graisses, sucre, riz et farine, constituent une fraction indispensable de la ration d'ensemble, et représentent environ 800 calories de la ration quotidienne de plus de 500.000 mères et enfants que compte la population réfugiée totale.

Jusqu'à l'heure actuelle, l'ANURP n'a pu à elle seule réaliser grand-chose au point de vue des soins médicaux, non plus qu'au point de vue des abris; elle n'a obtenu pratiquement non plus

aucun résultat en matière d'habillement et d'autres secours qui ne constituent pas pour le moment une question de vie ou de mort. L'Aide a permis aux réfugiés de vivre (l'incidence de la mortalité et de la morbidité est à peine plus élevée parmi les réfugiés que la normale de la région) ; mais on ne peut considérer les résultats obtenus comme suffisants, si l'on prend comme base de comparaison n'importe quelle norme mondiale acceptable des besoins humains.

Les crédits de l'ANURP ne sont pas évidemment les seuls utilisés. Outre les crédits accordés par le FISE pour le programme d'alimentation pour le Moyen-Orient, cette organisation a fait don de 250.000 dollars pour les soins médicaux, et l'OMS a, pour les mêmes fins, donné 50.000 dollars. Toute une gamme de groupements privés tels que les missions catholiques, les luthériens, les mennonites, le Secours pour le Moyen-Orient, etc., fournissent une certaine quantité de produits alimentaires et divers autres services, y compris des services scolaires. Ces organisations travaillent à titre privé, en collaboration plus ou moins étroite avec les organisations de la Croix-Rouge et l'*American Friends Service Committee*, mais leur œuvre n'entre pas dans le cadre du programme des Nations Unies. Leur concours est inappréciable, mais son ampleur est faible si on la compare aux besoins d'ensemble, et, par conséquent, il ne suffit nullement à remplacer le programme des Nations Unies tel qu'on l'avait conçu primitivement.

Situation financière. — Les frais généraux de gestion sont, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, bien inférieurs aux prévisions primitives. Lorsque l'ANURP a commencé son œuvre, en décembre 1948, elle disposait de 3 millions de dollars sur les 5 millions qui lui avaient été accordés, aux termes de la résolution 212 (III) de l'Assemblée générale, sur le Fonds de roulement. Le Royaume-Uni lui avait accordé un don de 3.628.800 dollars, et elle disposait d'une quantité insignifiante d'approvisionnements et de fonds liquides qui lui venaient du Service de secours aux sinistrés organisé par le Médiateur. Au mois de décembre, les seuls approvisionnements effectivement disponibles étaient à peu de choses près ceux que lui avait fournis le FISE. Le même état de choses s'est prolongé jusqu'à la mi-janvier 1949; c'est alors que sont arrivés à destination les premiers envois d'approvisionnements de l'ANURP. Pendant le reste du mois de janvier, le mois de février et la plus grande partie du mois de mars, l'application du programme a continué à dépendre presque entièrement des crédits avancés par le Fonds de roulement et du don consenti par le Royaume-Uni. La situation était en partie imputable aux retards inévitables intervenus entre le moment où les Gouvernements prenaient des engagements et celui où l'achat ou la réception des approvisionnements devenait possible.

Le Directeur de l'ANURP et le Secrétaire général ont adressé plusieurs appels à la plupart des Gouvernements du monde. Au 3 juin 1949, vingt et un Gouvernements, dont ceux de quatre Etats n'appartenant pas aux Nations Unies, avaient promis ou remis des denrées alimentaires, d'autres fournitures ou des sommes d'argent pour un total de 14.690.861 dollars. Bien qu'on espère une augmentation du volume des contributions, l'avenir immédiat semble laisser présager des restrictions financières sérieuses.

Prolongation des travaux. — Les restrictions financières actuelles se sont trouvées accrues par la nécessité de prolonger l'existence de l'ANURP au delà du 31 août 1949, de manière à permettre à l'Assemblée générale de faire, lors de sa quatrième session ordinaire, le bilan du problème des réfugiés de Palestine dans son ensemble et de prendre de nouvelles décisions.

Le Secrétaire général a décidé de prolonger l'existence de l'ANURP après avoir consulté le Comité consultatif spécial pour les réfugiés de Palestine, dont la création était autorisée par le paragraphe 10 de la résolution 212 (III). Ce Comité, qui s'était réuni le 20 avril 1949 en présence du Secrétaire général et du Directeur de l'ANURP, a fait le bilan du programme, sans oublier les difficultés financières, et décidé que, si elles pouvaient trouver les fonds nécessaires, les Nations Unies avaient le devoir de poursuivre l'œuvre de l'Aide après le 31 août. Le Secrétaire général a été informé que les trois institutions collaboratrices acceptent de continuer à participer à l'exécution du programme sous réserve de certaines conditions d'ordre technique qui sont en cours d'examen, et avec la réserve explicite qu'elles ne peuvent continuer indéfiniment à appliquer un programme qui ne soit que de secours.

Si l'Aide reçoit la totalité des 25 millions de dollars promis jusqu'ici par vingt et un Gouvernements, et si l'on ne tient pas compte des contributions que l'on espère obtenir d'ailleurs, le programme pourra se poursuivre jusqu'en novembre 1949; ceci en supposant que le programme d'assistance du FISE pour le Moyen-Orient soit intégralement exécuté pendant la même période. A cet égard, il convient de noter que le Directeur a remboursé sur les premières contributions reçues en espèces toutes les dettes en dollars, y compris la première avance consentie par le Fonds de roulement, et qu'il a mis de côté 500.000 dollars à titre de fonds de liquidation de manière à pouvoir faire face à tous les engagements souscrits par les Nations Unies envers les institutions, et de clore la comptabilité de l'ANURP à la satisfaction du Comité des commissaires aux comptes. Le Fonds de roulement a consenti, en mai 1949, une

deuxième avance de 2 millions de dollars pour les achats de juillet qui devraient s'effectuer en juin, ce qui permettra d'attendre la rentrée des contributions supplémentaires.

Conformément à la résolution 212 (III), l'ANURP s'occupe exclusivement de fournir des secours. Les questions du rapatriement, de la réinstallation et du relèvement économique et social des réfugiés incombent à la Commission de conciliation pour la Palestine qui, aux termes de la résolution 194 (III), a reçu pour instructions "de se tenir en liaison étroite avec le Directeur de l'Aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine, et, par l'intermédiaire de celui-ci, avec les organes et institutions appropriés de l'Organisation des Nations Unies". Le Directeur s'est mis à la disposition de la Commission de conciliation et a conféré plusieurs fois avec ses membres pour leur fournir les renseignements qu'ils désiraient connaître au sujet de la situation des réfugiés.

Il n'est évidemment guère possible de prévoir la portée et la nature du programme qu'instituera éventuellement l'Assemblée générale lors de sa quatrième session ordinaire. Les faits sembleraient toutefois indiquer qu'il sera probablement très nécessaire de prendre, en 1950, des mesures de caractère international pour secourir les réfugiés au début de l'application des dispositions visant à leur relèvement permanent. En ce qui concerne le problème de l'hygiène et des soins médicaux, le Secrétaire général a proposé, en juin 1949, au Directeur général de l'OMS, que l'Assemblée mondiale de la santé, qui devait se réunir à Rome, envisage la possibilité de prévoir dans le budget de l'OMS pour 1950, des crédits qui permettraient d'affecter à un programme de soins médicaux aux réfugiés des fonds sensiblement plus importants que cela n'avait été possible en 1949.

3.–RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET COORDINATION DE LEUR ACTION

Dans le domaine de la coordination, l'année écoulée a été une année d'activité multiple orientée vers l'application des principes énoncés par l'Assemblée générale et par le Conseil économique et social.

Le Comité administratif de coordination, assisté de son Comité préparatoire composé de suppléants et des divers organismes de coordination placés sous son autorité, a accompli une œuvre importante et utile et a présenté au Conseil économique et social des rapports sur les résultats obtenus (voir plus loin, *b*)).

a) Accords

Sur les treize institutions avec lesquelles le Conseil économique et social a autorisé des négociations, six avaient conclu des accords qui étaient déjà en vigueur avant juillet 1948: l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation de l'aviation civile internationale, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international. Au cours de l'année écoulée, des accords conclus avec l'Organisation mondiale de la santé et l'Union postale universelle, après négociations et approbation préalables par l'Assemblée générale, sont entrés en vigueur, leurs conseils d'administration respectifs les ayant approuvés, et l'accord avec l'Union internationale des télécommunications est entré en vigueur automatiquement le 1er janvier 1949, en même temps que le Convention sur les télécommunications modifiée en 1947.

Un accord avec l'Organisation internationale pour les réfugiés a été négocié au cours de la période considérée et est entré en vigueur après avoir été approuvé par l'Assemblée générale et par le Conseil général de l'OIR. Des négociations avec l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (IMCO) se sont également poursuivies; le projet d'accord a reçu l'approbation de l'Assemblée générale, mais il n'entrera en vigueur que lorsque la première assemblée de l'IMCO l'aura approuvé.

Après consultations, le Secrétariat des Nations Unies et celui de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce ont rédigé un avant-projet d'accord. Il ne pourra y avoir des négociations officielles au sujet de cet accord que lorsque l'OIC elle-même aura commencé à exister officiellement; en attendant, les dispositions de cet accord s'appliquent aux relations de travail entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission intérimaire.

Des consultations à l'échelon du Secrétariat ont également eu lieu avec l'Organisation météorologique internationale en attendant la création officielle de l'Organisation météorologique mondiale.

L'OIR a adhéré à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées et a accepté l'annexe que le Conseil économique et social lui recommandait d'adopter par sa résolution 212 (VIII), et qui dispose que les "clauses standard" de la Convention s'appliqueront sans modification.

Le Secrétaire général a rédigé un rapport que le Conseil économique et social lui avait demandé pour être en mesure de se conformer aux résolutions 50 (I) et 124 (II) de l'Assemblée générale, relatives aux mesures prises dans le cadre des accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Ce rapport fait l'historique des accords conclus avec onze institutions, analyse les articles de ces accords et expose leur mise en œuvre, en indiquant brièvе-

ment le système de coordination et les méthodes utilisées. Dans cette étude, le Secrétaire général n'a pas essayé de formuler des conclusions sur la revision possible des accords, car il estime qu'à l'heure actuelle les efforts doivent plutôt se concentrer sur une coopération plus étroite dans le cadre des accords existants.

Quoi qu'il en soit, le rapport présente une analyse complète des liens de collaboration qui existent entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, et cette analyse doit aider les Etats Membres à arrêter leur politique à l'égard de la coordination des travaux de l'Organisation et des institutions spécialisées.

b) Coordination des programmes

Depuis le dernier rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale, la coordination des programmes a pris une importance accrue. Le principal souci n'est plus d'éviter des doubles emplois et un chevauchement des programmes, mais d'appliquer une méthode plus positive, qui comporte la coordination des travaux et la conception de programmes communs.

A ce point de vue, le progrès le plus important et le plus vaste dans ses répercussions que l'on ait enregistré pendant l'année écoulée est celui de l'assistance technique. Au cours de sa huitième session, le Conseil économique et social, se conformant aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa troisième session ordinaire, a prié le Secrétaire général (résolution 180 (VIII)) de rédiger, de concert avec les directeurs généraux des institutions spécialisées intéressées, par l'entremise du Comité administratif de coordination, un rapport où serait exposé "un projet complet pour l'élargissement d'un programme coopératif visant à assurer, par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, l'assistance technique en vue du développement économique. . ."

Aussitôt après l'adoption de cette résolution, le Secrétaire général s'est entretenu, à Genève et à Lake Success, avec les directeurs des institutions spécialisées dont le siège est en Europe et de celles dont le siège est en Amérique. Comme suite à ces consultations et à des consultations ultérieures, le Secrétaire général a rédigé un rapport qu'il va remettre au Conseil lors de sa neuvième session. Au chapitre 5 de ce rapport, qui traite de l'organisation et du financement, le Secrétaire général propose, pour réaliser une collaboration effective entre toutes les institutions intéressées, que le Comité administratif de coordination crée un comité de l'assistance technique qui comprendrait un représentant de chaque organisation participant au programme. Le secrétariat de ce comité serait assuré par un personnel restreint de grande compétence qui servirait de centre de renseignements en matière d'assistance technique, prendrait des dispositions concernant les études préliminaires que le Comité pourrait lui demander et préparerait les rapports périodiques qu'il pourrait y avoir à fournir sur les opérations effectuées au titre du programme. Pour de plus amples détails sur ce rapport, le lecteur est prié de se reporter à la section B de la première partie du présent chapitre.

Le Conseil n'ayant pas encore examiné le rapport sur l'assistance technique, il ne serait pas utile à l'heure actuelle d'exposer en détail le plan tout entier. Cependant, il est évident que ce programme, qui s'étend à toutes les formes de l'activité économique ou sociale, non seulement soulèvera d'importantes questions de coordination du programme, mais pourra très bien constituer la véritable épreuve de la coordination dans son ensemble. On calcule que la plus grande partie des efforts du Comité administratif de coordination seront consacrés, pendant longtemps encore, à cette importante tâche.

Au cours de sa septième session, le Conseil économique et social a invité le Secrétaire général "à choisir et à préparer, en consultation avec le Comité administratif de coordination, des études concernant les sujets particuliers que le Conseil devra examiner, du point de vue de la coordination, au cours de ses sessions futures". Les sujets choisis à cette fin au cours de l'année écoulée ont été le logement, les bourses et la main-d'œuvre (y compris la formation technique et les migrations) et, pour chacun d'eux, un rapport a été rédigé qui sera remis au Conseil lors de sa neuvième session.

A la suite de travaux préparatoires entrepris conjointement par l'Organisation des Nations Unies, l'OIT, l'OAA, l'UNESCO et l'OMS, le Secrétaire général a remis au Conseil économique et social un rapport sur le logement, rapport où figure un projet de programme complet indiquant les diverses branches d'activité et les divers domaines qui méritent une étude spéciale; ce rapport propose une répartition des tâches entre les organisations internationales intéressées.

Après consultation entre les mêmes organisations, le Secrétaire général a rédigé à l'intention du Conseil un rapport sur les bourses où il présente quelques aspects du problème de la coordination de l'activité des diverses organisations internationales qui exécutent un programme de bourses internationales de formation. Il indique qu'il y a eu des progrès importants en matière de coordination; en particulier, l'accord s'est fait dans une grande mesure sur l'uniformité des dispositions administratives nécessaires à l'exécution des programmes. Il est tenu compte de la corrélation qui existe entre les divers domaines d'activité et, par conséquent, de l'impossibilité de supprimer, dans les programmes de bourses, des parties d'études communes. Toute divergence d'opinion portant sur

les domaines d'observation à assigner à telle ou telle institution sera résolue par une procédure de consultation entre les organisations intéressées, ce que le rapport indique sous une forme quelque peu détaillée. Il reste un certain nombre de questions au sujet desquelles le Secrétaire général espère pouvoir rédiger un rapport plus tard, en s'éclairant des études complémentaires qui doivent se faire à l'échelon technique. Il est également possible que les dispositions actuelles relatives à la coordination des bourses nécessitent, avec le temps, une étude plus détaillée et une mise au point en fonction du programme projeté d'assistance technique en vue du développement économique.

Les consultations sur la question des migrations se sont poursuivies entre l'Organisation des Nations Unies, l'OIT, l'OAA, l'UNESCO, l'OMS, la Banque internationale et l'OIR, en vue de donner une suite pratique aux recommandations faites par le Conseil économique et social lors de sa septième session, au sujet de la coopération dans ce domaine. Le Conseil a été informé des progrès réalisés grâce à ces consultations, par un rapport qui expose les préoccupations particulières des diverses institutions touchant la portée à donner aux travaux projetés par d'autres institutions et qui, chaque fois où la chose est possible, fixe un calendrier pour l'exécution des études préparatoires.

Sur l'invitation de l'OIT, une réunion s'est tenue à Genève pour examiner le nouveau programme de l'OIT relatif à la main-d'œuvre, en s'inspirant des propositions que pourraient faire les autres organisations intéressées, ou, réciproquement, avec le concours que pourrait accorder l'OIT à la réalisation des programmes similaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées. Chacune des organisations représentées à cette réunion a remis séparément au Conseil économique et social, à titre d'information, un rapport pour sa neuvième session.

Le Comité administratif de coordination, qui a approuvé tous ces rapports relatifs à la coordination des programmes, a également signalé les progrès importants réalisés en matière de coordination dans le domaine de la statistique et celui des transports et communications.

Un autre sujet qui a retenu l'attention au cours de l'année écoulée est celui de la coordination sur le plan régional. Le Secrétaire général a rédigé un document à l'intention du Conseil économique et social, pour sa huitième session, sur la coordination des programmes entre les Commissions économiques régionales des Nations Unies et les bureaux régionaux des institutions spécialisées. Dans ce document, le Secrétaire général a signalé les tâches entreprises en commun et les méthodes utilisées.

Dans son rapport sur l'application de la résolution 125 (II), adoptée par l'Assemblée générale le 20 novembre 1947, résolution qui invite les Etats Membres à prendre des mesures propres à réaliser, sur le plan national, la coordination de la politique de leurs délégations auprès de l'Organisation des Nations Unies et auprès de diverses institutions spécialisées, le Secrétaire général a attiré l'attention sur les déclarations que lui ont faites à ce sujet les Gouvernements des Etats Membres, et aussi sur les déclarations de certaines délégations, qui ont fait connaître verbalement que l'on avait obtenu d'heureux résultats grâce à des réunions périodiques que les représentants de divers départements avaient tenues pour examiner des questions intéressant l'Organisation des Nations Unies et les diverses institutions spécialisées et pour arrêter une politique coordonnée sur le plan national.

c) COORDINATION ADMINISTRATIVE ET BUDGÉTAIRE

Par la résolution 210 (III), qu'elle a adoptée le 18 novembre 1948, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à poursuivre, de concert avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le Comité administratif de coordination, les efforts déjà entrepris pour améliorer la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, et de rechercher notamment s'il est possible d'établir un régime commun de vérification extérieure des comptes et de perception des contributions. La résolution invitait en outre le Secrétaire général à s'entendre avec les institutions spécialisées pour que celles-ci remboursent à l'Organisation des Nations Unies, dans une mesure suffisante, les frais qu'elle encourt en mettant à leur disposition des locaux et des services administratifs.

Les questions au sujet desquelles le Secrétaire général est entré officiellement en consultation avec les institutions spécialisées depuis le dernier rapport sont les suivantes : régime commun de vérification extérieure des comptes ; régime commun de perception des contributions ; prévisions budgétaires pour 1950 ; problèmes monétaires posés par les contributions aux organisations internationales ; règlements financiers communs ; caisse commune des pensions du personnel ; principes fondamentaux des règlements relatifs au personnel ; questions de recrutement et avis du Comité consultatif d'administration internationale ; systèmes de traitements et salaires, d'indemnités et de congés ; coût de la vie au siège et dans les villes où se trouvent les bureaux auxiliaires ; services administra-

tifs communs et installations au siège et dans les bureaux régionaux.

i) *Régime commun de vérification extérieure des comptes*

Le Secrétaire général et la plupart des institutions spécialisées ont pu s'entendre sur une série de principes, que le Comité administratif de coordination a décidé de recommander aux services compétents de chaque institution participante. Ces principes, ainsi que l'établissement d'une liste commune de vérificateurs des comptes, doivent contribuer dans une grande mesure à l'instauration d'un régime commun de vérification pour les comptes de l'Organisation des Nations Unies et ceux des institutions spécialisées. En ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général est persuadé que ces principes devraient se trouver formulés dans une résolution de l'Assemblée générale fixant le mandat du Comité des commissaires aux comptes pour les vérifications de l'exercice 1949. Quant à l'organisation d'un régime commun, la majorité des institutions a convenu qu'il serait souhaitable que les comptes des toutes les institutions fussent vérifiés par des commissaires aux comptes publics ayant le rang de vérificateur général des comptes ou un rang équivalent dans les divers Etats Membres. Le projet prévoit que l'on arrêtera d'un commun accord, pour une période de trois ans, une liste de ces commissaires aux comptes de telle manière que le nombre des noms inscrits sur la liste ne dépasse pas six et que le texte tienne compte de l'endroit où sont situées les institutions spécialisées, de l'aptitude des vérificateurs gouvernementaux à assumer la vérification totale dans un délai normal et de l'intérêt qu'il y a à assurer la continuité des vérifications. Cette disposition exige que les institutions se consultent pour choisir leurs vérificateurs des comptes et qu'il y ait un chevauchement important puisqu'il n'y aurait que six vérificateurs des comptes pour un total de dix à douze institutions participantes. Le projet prévoit également que les vérificateurs choisis se réuniraient chaque année pour coordonner leurs vérifications et échanger des renseignements sur les méthodes et les constatations.

ii) *Perception commune des contributions*

Le Secrétaire général a également étudié avec les institutions spécialisées la possibilité d'instaurer une perception commune des contributions. Il ressort de cette étude que, s'il n'est pas techniquement impossible d'appliquer ce régime, les inconvénients qu'il présente dans l'ensemble paraissent, à l'heure actuelle, de nature à l'emporter sur ses avantages. Les principaux problèmes semblent être : *a)* la différence de composition des diverses organisations (les accords conclus et approuvés entre l'Organisation des Nations Unies et chacune des institutions disposent seulement que les Nations Unies pourront percevoir les contributions des Etats membres des institutions spécialisées qui sont également Membres de l'Organisation des Nations Unies) ; *b)* le système en vigueur dans beaucoup de pays et qui consiste à imputer aux différents budgets ministériels les dépenses afférentes aux organisations internationales ; et *c)* la question de la monnaie dans laquelle se paient les contributions à certaines institutions.

Il paraît également évident que, si la perception commune n'est pas de nature à entraîner une augmentation importante des dépenses administratives de l'Organisation des Nations Unies, elle ne permettra pas non plus de réaliser de grandes économies dans aucune institution spécialisée, cette perception n'y occupant ordinairement qu'une partie du temps d'un seul comptable. Il semble également tout à fait possible qu'un système de perception commune ait comme résultat de causer des retards dans le paiement des contributions à certaines institutions qui ont pu jusqu'à présent prendre des dispositions spéciales pour le paiement anticipé des contributions. Compte tenu de ces éléments, le Comité administratif de coordination a émis l'avis que l'on atteindrait peut-être mieux les principaux objectifs de l'Assemblée générale par une contre-proposition selon laquelle chaque institution adresserait à l'Organisation des Nations Unies, au début de décembre, un état indiquant les sommes demandées à chaque Etat Membre pour l'année suivante. Les statistiques pertinentes de chaque institution seraient ensuite, pour chaque pays, jointes à la demande de contributions de l'Organisation des Nations Unies, ce qui indiquerait à chaque trésorerie, chaque année, le total des contributions à verser au titre des organisations internationales. Si l'Assemblée générale juge ce plan acceptable, les institutions dont le budget est alimenté par des contributions gouvernementales annuelles sont prêtes à le mettre en vigueur à partir de décembre 1949.

iii) *Prévisions budgétaires pour l'exercice 1950*

Le Secrétaire général s'est préoccupé de deux questions relatives aux prévisions budgétaires des institutions spécialisées pour 1950, à savoir, la présentation de ces budgets et la transmission des prévisions ou des budgets approuvés à l'Assemblée générale pour qu'elle les examine. Le Secrétaire général a tenu compte des recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, approuvées par l'Assemblée générale, sur la présentation des budgets, notamment des recommandations relatives au groupement, par projet, des postes du budget, aux différences superficielles de terminologie, et à la forme et au contenu des notes explicatives. Il a attiré l'attention des institutions sur ces recommandations ainsi que sur l'observation du Comité con-

sultatif qui a déclaré qu'à son avis, le résumé-type des budgets de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées avait grandement facilité la comparaison entre les budgets.

Au cours du printemps de 1949, une simplification considérable de la présentation des résumés-types des prévisions budgétaires pour 1950 a été adoptée, et on a ajouté un certain nombre de tableaux qui doivent faciliter la comparaison entre les budgets. Deux institutions ont apporté certaines modifications dans la présentation de leur budget et utilisent maintenant des prévisions dans lesquelles elles groupent les postes par projet pour leur budget principal, ce qui a pour résultat de rendre la présentation beaucoup plus semblable à celle du budget de l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions.

En ce qui concerne la transmission des budgets ou des prévisions budgétaires pour 1950, quatre institutions ont transmis des projets de prévisions budgétaires tels qu'ils ont été présentés à leurs comités financiers et à leurs organismes directeurs. Des dispositions ont été prises pour la transmission des prévisions de toutes les autres institutions spécialisées sauf la Banque internationale et le Fond monétaire.

iv) *Prêts aux institutions spécialisées*

Usant de la faculté que lui accorde la résolution 244 (III) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a consenti à la Commission intérimaire de l'OIC et au Comité préparatoire de l'IMCO de petits prêts prélevés sur le Fonds de roulement de l'Organisation des Nations Unies. Au cours de la même période, l'OMS a remboursé 1.300.000 dollars sur les prêts qui lui ont été consentis pendant les années précédentes.

v) *Caisse commune des pensions du personnel*

Depuis l'adoption par l'Assemblée générale des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel (résolution 248 (III) du 7 décembre 1948), le Secrétaire général a, conformément aux dispositions de l'article 28 des statuts, entamé des négociations en vue de l'affiliation d'institutions spécialisées à la Caisse commune des pensions. Depuis le 1er mai 1949, le personnel de l'OMS est affilié à la Caisse. Des négociations avec l'UNESCO et l'OACI sont également très avancées. Conformément aux désirs du Comité mixte de la Caisse commune des pensions et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, le Secrétaire général a exprimé au Directeur général de l'OAA l'avis que la question tout entière devait être posée de nouveau à la conférence que tiendra l'OAA en novembre prochain, aux fins d'acceptation par cette organisation des statuts de la Caisse commune. L'OIT n'a pas encore fait connaître nettement sa position. Il existe une divergence d'opinions entre le personnel et l'administration de cette organisation sur la question de savoir s'il convient de rouvrir l'ancienne Caisse des pensions à laquelle appartient un groupe de fonctionnaires parmi les plus anciens de cette organisation, ou de faire affilier les fonctionnaires moins anciens à la Caisse des Nations Unies. Aucune négociation n'a encore été entamée avec l'UPU ni avec l'UIT, pas plus qu'avec les organisations qui en sont encore au stade intérimaire comme l'OIC et l'IMCO.

vi) *Principes fondamentaux des règlements du personnel*

En janvier, le Secrétaire général a examiné, avec les institutions spécialisées, les principes essentiels sur lesquels doivent être fondés les règlements du personnel de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Certains projets assez clairs ont été présentés comme conceptions fondamentales de la majorité des institutions spécialisées et l'on espère que ces projets serviront de prototypes en vue de la réalisation d'une plus grande uniformité dans les règlements du personnel de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spéicalisées. Toutefois, il n'a pas paru opportun de poursuivre les travaux en vue de l'élaboration de règlements fondamentaux avant de connaître les recommandations du Comité d'experts en matière de traitements et salaires, d'indemnités et de congés et avant de connaître les nouveaux progrès des travaux du Comité consultatif pour l'organisation d'un corps de fonctionnaires internationaux.

vii) *Régimes de traitements et salaires, indemnités et congés*

Le Secrétaire général a procédé à des échanges de vues continuels avec les institutions spécialisées au sujet de la préparation d'une documentation sur ce sujet pour le Comité d'experts chargé de ces questions. Les institutions ont aidé à la préparation de données de fait et ont été invitées à présenter des avis au Comité, pendant sa réunion de juillet, sur les avantages de leur régime actuel. Un continuel échange de renseignements sur les règles qui régissent les salaires, les indemnités et les congés a abouti à une uniformité plus grande dans ces questions.

viii) *Services administratifs communs*

Genève continue à être l'endroit où l'on trouve la plus grande centralisation des services administratifs. Au siège, un nombre très important de services accessoires sont fournis à titre remboursable aux institutions spécialisées, notamment en ce qui concerne les services de voyage et les services linguistiques. La collaboration la plus étroite en matière de services communs a été réalisée depuis plus d'un an à Changhaï et, dans une mesure plus restreinte, à Bangkok. L'échange de fonctionnaires continue conformément au régime

institué pour les prêts et les transferts entre institutions et aux taux de remboursement qui ont été fixés.

ix) *Installations au siège et dans les bureaux régionaux*

Le Secrétaire général est d'avis que, si quelques-unes des institutions spécialisées étaient installées au siège de l'Organisation des Nations Unies, il en résulterait de grands avantages du point de vue de l'efficacité administrative en général ainsi qu'une économie et une coordination satisfaisante des programmes de travail. Bien que le Secrétaire général n'ait pas encore été en mesure de faire des propositions précises et complètes au sujet de l'installation matérielle des institutions spécialisées au siège de l'Organisation des Nations Unies, la question fait actuellement l'objet d'un examen approfondi et les institutions intéressées ont été invitées à entrer en rapport avec le Secrétaire général et ses services techniques pour discuter de la nature du bâtiment qu'il serait possible d'aménager à leur intention au siège permanent. Ces consultations n'engagent en aucune façon les institutions à prendre une décision quant à l'endroit où sera situé leur siège.

Il a également été précisé qu'un espace temporaire pourra être mis à la disposition des institutions spécialisées dans le bâtiment du Secrétariat des Nations Unies si le bâtiment ou les bâtiments envisagés pour les institutions spécialisées n'étaient pas terminés en même temps que le bâtiment du Secrétariat des Nations Unies.

La question de l'espace disponible à Genève fait également l'objet d'un examen attentif.

En ce qui concerne la coordination de l'emplacement des bureaux régionaux et des bureaux auxiliaires, plusieurs institutions ont entrepris, conformément aux termes de leur accord avec l'Organisation des Nations Unies, de la réaliser dans la mesure du possible. Le Conseil économique et social a approuvé l'opinion exprimée par le Comité administratif de coordination, selon laquelle il serait utile de procéder à des consultations préliminaires complètes par l'intermédiaire du Comité, avant de créer de nouveaux bureaux régionaux permanents ; des consultations de ce genre ont eu lieu depuis lors avec plusieurs institutions.

Lorsque les consultations ont eu lieu assez tôt et que certaines considérations n'ont pas prévalu pour en déterminer d'avance le résultat, cette méthode s'est avérée très utile. Dans d'autres cas, où l'on s'est heurté à des considérations de ce genre, le Comité administratif de coordination s'est borné à prendre acte des raisons qui ont motivé les décisions prises.

x) *Remboursement de services fournis*

En ce qui concerne le remboursement des services fournis, le Secrétaire général fait savoir qu'il a entrepris de nouvelles études à Genève, afin de constater si les taux fixés en 1948 sont rationnels. Les institutions installées à Genève ont estimé que les paiements demandés pour certains services étaient trop élevés et le Secrétaire général étudie soigneusement les barèmes pertinents en vue de réduire si possible le coût des services. Les études en cours tendent également à la simplification des méthodes de calcul de ces frais, mais, en attendant, les taux fixés en 1948 d'après les principes approuvés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par l'Assemblée générale restent en vigueur.

4.–RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Les organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil économique et social a conféré le statut consultatif s'élèvent à présent au nombre de quatre-vingt-trois, dont neuf sont de la catégorie A, soixant-dix de la catégorie B et quatre de la catégorie C.[1] Le nombre des organisations des catégories A et C est resté inchangé pendant toute l'année, sauf le fait qu'une organisation de la catégorie C a été dissoute. Quatorze organisations de la catégorie B, sur soixante-dix, ont été dotées du statut consultatif au cours de l'année en question.

Les organisations consultatives non gouvernementales ont présenté près de cent communications qui ont été distribuées sous forme de documents du Conseil économique et social.

Les points suivants proposés par des organisations de la catégorie A ont été acceptés par le Conseil pour être inscrits à l'ordre du jour de sa septième et de sa huitième session :

Etude du travail forcé et des mesures tendant à l'abolir : point proposé par la Fédération américaine du travail.

Violations du droit syndical : point proposé par la Fédération syndicale mondiale.

Création d'une publication centrale destinée à encourager les projets de développement et à donner des avis à cet égard : point proposé par la Fédération américaine du travail.

Le Conseil, après avoir entendu l'exposé des vues de chaque organisation qui a proposé l'inscription d'un point à l'ordre du jour, a entendu, lors de sa huitième session, l'exposé des vues des

[1] Catégorie A.—Les organisations qui s'intéressent au premier chef à la plupart des activités du Conseil et qui ont des rapports étroits avec la vie économique et sociale des régions qu'elles représentent.
Catégorie B.—Les organisations de compétence particulière, mais qui s'occupent spécialement de certains domaines d'activités du Conseil.
Catégorie C.—Les organisations qui s'occupent surtout de l'évolution de l'opinion publique et de la diffusion des informations.

autres organisations de la catégorie A à l'égard des autres points de l'ordre du jour, à savoir:

Fédération syndicale mondiale (point 6: droits syndicaux, liberté d'association).

Fédération syndicale mondiale et Organisation internationale des employeurs (point 7: Principe de l'égalité de salaire, à travail égal, entre la main-d'œuvre masculine et féminine).

Fédération syndicale mondiale (point 41: déclaration des droits des vieillards).

On peut maintenant trouver des renseignements complets au sujet des dispositions régissant le statut consultatif dans un document intitulé *Dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales; informations destinées aux consultants.* Ce document a pour but d'aider les consultants désignés par les organisations consultatives non gouvernementales pour les représenter, et contient un exposé explicatif des privilèges conférés aux organisations consultatives, les méthodes à suivre pour exercer ces privilèges et les moyens fournis par le Secrétaire général. Toutefois, les dispositions mentionnées dans le document en question ont été quelque peu modifiées par le nouveau règlement intérieur adopté par le Conseil économique et social lors de sa huitième session (articles 7, 9, 10, 12, 15, 78, 79, 80 et 81). Une édition revisée de ce document sera publiée au cours du dernier trimestre de 1949.

On est actuellement en train de préparer un *Manuel des organisations non gouvernementales qui ont obtenu le statut consultatif* qui contient la liste des quatre-vingt-trois organisations dotées du statut consultatif et qui donne des renseignements sur chacune sous les rubriques suivantes: historique, objet, statuts, composition, bureau, moyens financiers, relations avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, activités et publications. Dans d'autres chapitres de ce document on examine l'origine et le développement des rapports actuels entretenus avec les organisations consultatives et on donne la biographie des personnalités dirigeantes des diverses organisations.

Chapitre III

QUESTIONS CONCERNANT LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET LES TERRITOIRES NON AUTONOMES

A.–Développement du Régime de tutelle

a) Observations générales

L'année écoulée a été le témoin de progrès importants et encourageants dans le sens du développement total du Régime international de tutelle créé par la Charte des Nations Unies. Toutes les fonctions et procédures importantes qui permettent à l'Organisation des Nations Unies de contrôler l'administration des Territoires sous tutelle s'exercent et s'appliquent maintenant de façon intégrale.

Le Conseil a déjà examiné ou examine actuellement les premiers rapports des Autorités chargées de l'administration pour la totalité des dix Territoires placés jusqu'ici sous le Régime de tutelle. En examinant ces rapports, le Conseil de tutelle a mis en lumière un nombre croissant de problèmes, de caractère local ou de caractère général, relatifs au développement politique, économique, social et scolaire des peuples intéressés, et a adressé à leur sujet des recommandations aux Autorités chargées de l'administration.

Les habitants des Territoires sous tutelle exercent de plus en plus fréquemment leur droit d'adresser directement des pétitions à l'Organisation des Nations Unies et montrent ainsi qu'ils comprennent de mieux en mieux la signification et les possibilités du Régime international de tutelle. Il convient de signaler que la visite de la première mission périodique du Conseil de tutelle a encouragé la population du Tanganyika et du Ruanda-Urundi à présenter des pétitions et que, dans de nombreux cas, la mission a pu faire sur place des enquêtes sur les griefs exposés.

En effet, rien ne démontre de façon plus frappante les possibilités du Régime de tutelle que l'action des missions de visite du Conseil de tutelle. Le droit de charger d'enquêtes sur place un organe indépendant, responsable non pas envers des gouvernements, mais envers le Conseil, constitue un des avantages les plus notables du Régime de tutelle sur le régime du mandat qu'il a remplacé. Les réformes constitutionnelles importantes qui ont suivi la visite de la Mission spéciale au Samoa occidental montrent que ces missions représentent un puissant instrument de progrès pour la population des Territoires sous tutelle. Plus récemment, la Mission de visite des Nations Unies en Afrique orientale, mentionnée plus haut, a présenté au Conseil de tutelle un rapport d'un intérêt exceptionnel, qui constitue une étude précieuse et révélatrice de la situation au Tanganyika et au Ruanda-Urundi. Il convient de souligner que les conclusions de ce rapport représentent le point de vue unanime d'un organe indépendant, comprenant un nombre égal de représentants de Puissances administrantes et de Puissances non administrantes. Une deuxième mission périodique de visite se rendra prochainement en Afrique occidentale.

Sur les instructions de l'Assemblée générale, le Conseil de tutelle a entrepris deux études qui pourraient avoir d'importantes répercussions pour un certain nombre de Territoires sous tutelle, celle des effets exercés sur le statut et les progrès des Territoires sous tutelle par les "unions administratives" entre ces Territoires et les colonies voisines, et celle des répercussions du développement des établissements d'enseignement supérieur dans les Territoires sous tutelle d'Afrique.

Le reste de la présente section et les sections B, C et D du présent chapitre ont trait aux travaux de la troisième session du Conseil de tutelle (période du 1er juillet au 5 août 1948), de la première partie de la troisième session de l'Assemblée générale, de la quatrième session du Conseil de tutelle (du 24 janvier au 25 mars 1949) et du début de la cinquième session (du 15 au 30 juin 1949). Les rapports entre le Conseil de sécurité et le Conseil de tutelle au sujet des zones stratégiques sous tutelle font l'objet d'une brève mention. La place la plus importante est évidemment faite aux travaux du Conseil de tutelle qui est seul à avoir examiné en détail la situation dans les Territoires sous tutelle. Cependant, la Quatrième Commission de l'Assemblée générale a soigneusement examiné le rapport du Conseil de tutelle sur ses deuxième

et troisième sessions, et c'est sur sa recommandation que, le 18 novembre 1948, l'Assemblée a adopté la résolution 223 (III), prenant acte du rapport et soumettant à l'attention du Conseil de tutelle les observations et propositions des membres de la Quatrième Commission.

En plus de cette résolution et d'autres encore, qui seront traitées plus longuement plus loin, l'Assemblée générale a adopté la résolution 226 (III) réaffirmant que les pouvoirs de surveillance, en ce qui concerne les Territoires sous tutelle incombaient à l'Organisation des Nations Unies, et recommandant aux Autorités chargées de l'administration de prendre toutes les dispositions possibles pour hâter la réalisation des fins essentielles du Régime international de tutelle.

b) Relations entre le Conseil de sécurité et le Conseil de tutelle

Le Conseil de sécurité et le Conseil de tutelle ont élaboré, au cours de l'année, une procédure pour l'application détaillée du Régime international de tutelle aux régions stratégiques sous tutelle, procédure dont le Secrétaire général avait signalé la nécessité au Conseil de sécurité. Le rapport précédent signalait que le Conseil de sécurité avait été saisi par son Comité d'experts d'un projet de résolution qui aurait invité le Conseil de tutelle à s'acquitter, au nom du Conseil de sécurité, et sous réserve des dispositions des Accords de tutelle et des décisions du Conseil de sécurité concernant les questions de sécurité, des fonctions mentionnées aux Articles 87 et 88 de la Charte et relatives au progrès des habitants des Territoires sous tutelle dans les domaines politique, économique, social et scolaire; le Conseil de tutelle aurait également été invité à renvoyer au Conseil de sécurité des rapports sur ces questions. Le Conseil de tutelle a examiné le projet de résolution au cours de sa troisième session, et l'interprétation qu'en ont donnée ses membres a été dûment communiquée au Conseil de sécurité. Le 8 mars 1949, le Conseil de sécurité a adopté le projet de résolution et a approuvé en même temps l'interprétation qu'en avait donnée le Conseil de tutelle. Par la suite, le Conseil de tutelle a adopté à sa quatrième session une résolution par laquelle il décidait, conformément au paragraphe 3 de l'Article 83 de la Charte, et compte tenu de la résolution du Conseil de sécurité et de l'interprétation qu'en avait donnée le Conseil de tutelle, d'assumer, dans les zones stratégiques sous tutelle, les fonctions de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines politique, économique, social et scolaire.

c) Relations entre le Conseil de tutelle et le Conseil économique et social et les institutions spécialisées

Le dernier rapport annuel du Secrétaire général traitait des dispositions déjà prises en vue de la coopération entre le Conseil de tutelle et le Conseil économique et social touchant les questions d'intérêt commun. Au cours de l'année qui fait l'objet du présent rapport, le Conseil de tutelle a également adopté une résolution fondée sur la décision prise par le Conseil économique et social d'inviter le Secrétaire général à entreprendre immédiatement des études et à rassembler et à publier des renseignements relatifs à l'administration du service social dans les régions et territoires insuffisamment développés. Le Conseil de tutelle, accueillant avec satisfaction l'effort ainsi envisagé, assurait le Conseil économique et social de la pleine collaboration qu'il était prêt à lui apporter de toutes les manières qui seraient de sa compétence.

Le Conseil de tutelle a également pris des mesures pour s'assurer la collaboration des institutions spécialisées en leur recommandant d'étudier les rapports annuels relatifs aux Territoires sous tutelle en vue de présenter les recommandations et observations qu'elles jugeraient utiles. Il a également invité le Secrétaire général à rester en liaison étroite avec les institutions et de rechercher leurs avis et leur aide.

d) Renseignements à donner sur les Nations Unies à la population des Territoires sous tutelle

A sa troisième session, le Conseil de tutelle, sur la proposition du Secrétaire général, a adopté une résolution sur les renseignements à donner à la population des Territoires sous tutelle. Par cette résolution, il invitait les Membres chargés de l'administration des Territoires sous tutelle à donner au Secrétaire général le nom et l'adresse des fonctionnaires auxquels on pourrait adresser les procès-verbaux du Conseil de tutelle et des propositions concernant les autres voies par lesquelles on pourrait acheminer les renseignements destinés au grand public et relatifs aux buts et à l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies. Au moment où nous rédigeons ce rapport, il est parvenu pour sept Territoires sous tutelle des listes de noms et d'adresses pour l'envoi de documents appropriés.

B.–La situation dans les Territoires sous tutelle

a) Tanganyika

i) *Examen du rapport annuel*

Au cours de sa troisième session, le Conseil de tutelle a examiné le rapport annuel que lui avait adressé le Gouvernement du Royaume-Uni sur l'administration du Territoire sous tutelle du Tanganyika en 1947; il a formulé ses observations, conclusions et recommandations à l'égard de ce rapport.

Le Conseil a soigneusement étudié l'arrangement qui a uni administrativement le Tanganyika aux possessions britanniques voisines, le Kénya et l'Ouganda, et les effets possibles de cet arrangement sur le statut et l'évolution du Territoire. Cependant, le Conseil a décidé qu'il n'était pas en mesure de se faire une opinion nette et il a ouvert par la suite, sur la recommandation de l'Assemblée générale, une enquête spéciale sur cette union et sur d'autres unions et arrangements similaires relatifs aux Territoires sous tutelle.

En examinant la situation politique de la population africaine du Tanganyika, estimée à 5 millions et demi d'habitants, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration prendrait les mesures nécessaires pour aider à leur évolution politique, et lui a recommandé d'introduire une législation électorale et de stimuler l'éducation politique de la population. Le Conseil a noté avec satisfaction que l'on encourageait les Africains à prendre part à l'administration locale, mais il a déclaré que la structure actuelle des tribus faisait obstacle à leur progrès politique et social.

Dans le domaine économique, le Conseil a étudié l'important programme de culture des arachides entrepris dans le Territoire et a demandé des rapports sur les progrès de ce programme et sur ses répercussions. Le Conseil a également fait un certain nombre de propositions touchant la conservation de ressources foncières suffisantes pour les besoins de la population, la création d'industries secondaires locales et le système fiscal appliqué à la population indigène.

Dans le domaine du progrès social, le Conseil a souligné l'importance d'éviter toute mesure discriminatoire à l'égard de la population indigène, la nécessité d'interdire le travail des enfants, de contrôler l'emploi des mineurs, de développer les services d'hygiène et d'améliorer le niveau de vie grâce à une élévation sensible de l'échelle des salaires.

Le Conseil a constaté que l'organisation de l'enseignement était insuffisante et a exprimé ses regrets au sujet des différences qui existent entre les enfants européens, les enfants asiatiques et les enfants africains quant aux crédits affectés à l'enseignement et quant à l'accès à l'instruction. Il a fait un certain nombre de propositions pour l'amélioration de la situation scolaire dans le Territoire.

Au rapport du Conseil était joint un exposé de l'opinion de la minorité, en l'occurrence celle du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

ii) *Rapport de la Mission de visite*

Peu de temps après avoir examiné le rapport annuel sur l'administration du Tanganyika, le Conseil a envoyé dans le Territoire la première des missions périodiques de visite qui doivent se rendre dans les Territoires sous tutelle en vertu de l'alinéa c de l'Article 87 de la Charte. La Mission de visite avait été chargée par le Conseil de suivre l'évolution de la situation politique, économique, sociale et scolaire dans le Territoire, de constater ses progrès dans la voie de l'autonomie et de l'indépendance et les efforts déployés par l'Autorité chargée de l'administration en vue de réaliser les fins essentielles du Régime international de tutelle; elle était chargée aussi de s'occuper des questions soulevées par le rapport annuel et les pétitions venues du Territoire; elle a séjourné au Tanganyika du 12 août au 21 septembre 1948. Par la suite, elle a conféré à Londres avec le Secrétaire d'Etat aux colonies et d'autres fonctionnaires du Gouvernement du Royaume-Uni.

La Mission de visite, qui comprenait deux représentants de Puissances administrantes et deux de Puissances non administrantes, a présenté un rapport détaillé et unanime où l'on trouve un grand nombre d'observations, de conclusions et de recommandations.

La Mission a exprimé l'opinion que l'organisation interterritoriale de l'Est africain est plus qu'une simple organisation administrative, mais qu'elle n'atteint pas tout à fait à l'union politique complète.

La Mission de visite a déclaré que, dans le domaine de l'évolution politique, l'écrasante majorité des Africains au Tanganyika n'est pas encore capable dans les conditions actuelles et risque de rester encore longtemps incapable d'assumer la plénitude des responsabilités politiques, et a exprimé l'avis que l'Autorité chargée de l'administration devrait s'attacher à l'élaboration de mesures propres à accélérer leur évolution vers l'autonomie ou l'indépendance.

Dans ses conclusions sur les problèmes économiques, la Mission de visite a déclaré notamment que le programme de culture des arachides ne pourrait être avantageux pour le Territoire que si l'entreprise était, comme on l'envisage, confiée à la population du Territoire sur une base coopérative, si le revenu du Territoire augmentait dans de fortes proportions du fait des impôts sur la culture des arachides et si les collectivités modèles de la région de culture des arachides servaient d'exemple aux collectivités industrielles ou minières dans l'ensemble du Territoire. La Mission de visite a noté la médiocrité générale de l'agriculture paysanne et son caractère généralement primitif; elle a proposé des mesures pour l'améliorer; elle a fait des propositions tendant à la restriction de la colonisation européenne et à la restitution aux Africains des anciens domaines allemands et des terres des missions qui sont en excédent; elle

a attiré l'attention sur l'importance et la richesse des ressources minérales et a proposé que le Conseil vérifiât si le Territoire reçoit une compensation adéquate pour l'exploitation minière; elle a également fait des propositions pour le développement d'industries secondaires, l'amélioration du système fiscal auquel sont soumis les indigènes et la formation industrielle ou commericale des Africains.

La Mission a constaté qu'il fallait développer davantage les services médicaux, procéder à un examen scientifique du niveau de vie africain et améliorer l'efficacité et la stabilité du travail, grâce à de meilleurs services scolaires et sanitaires et à de meilleures conditions de travail. Tout en reconnaissant la valeur des efforts passés et des projets d'avenir dans le domaine de l'instruction, la Mission de visite a souligné l'importance d'un plus grand développement qui permettrait aux habitants du Territoire de réaliser les fins du Régime de tutelle.

Le Gouvernement du Royaume-Uni ayant exprimé le désir de disposer de plus de temps pour présenter ses observations, le Conseil de tutelle n'a examiné le rapport à sa quatrième session qu'à titre préliminaire.

Les observations de l'Autorité chargée de l'administration, que le Secrétaire général a reçues le 11 mai 1949, se présentaient sous la forme de commentaires détaillés sur chacun des chapitres du rapport de la Mission et sur les recommandations qui y figuraient. L'Autorité chargée de l'administration déclarait notamment qu'elle considérait comme adéquates les mesures qu'elle prenait pour hâter le développement politique du Territoire et elle a souligné la nature administrative de l'organisation interterritoriale. Elle a renouvelé son assurance de transférer à la population elle-même la propriété de l'entreprise de culture des arachides, mais elle a déclaré qu'il était prématuré de donner des détails sur la façon dont s'effectuerait ce transfert; elle n'a pas accepté la recommandation de la Mission touchant la réduction de l'immigration européenne, en faisant valoir que seule la population non indigène était en mesure, à l'heure actuelle, de mettre en valeur de larges superficies du Territoire. L'Autorité chargée de l'administration a signalé que des considérations d'ordre financier empêcheraient de développer les services sanitaires et scolaires au delà de ce que prévoyait le plan décennal.

Le Conseil de tutelle poursuit à sa session actuelle l'examen du rapport de la Mission.

iii) *Pétitions en provenance du Territoire*

Au cours de sa troisième session, le Conseil de tutelle a examiné deux pétitions relatives au Tanganyika, en plus de celles que mentionnait le dernier rapport du Secrétaire général. Un ancien habitant du Territoire a demandé au Conseil d'organiser une visite du Territoire pour enquêter sur un certain nombre de principes et de pratiques qu'il affirmait être nuisibles. On a fait savoir au pétitionnaire que l'on avait déjà pris des dispositions pour l'envoi d'une mission de visite au Tanganyika. L'autre affaire concernait un indigène de l'Ouganda qui avait envoyé une pétition au Conseil pour lui demander de procéder à une enquête sur l'organisation interterritoriale dans l'Est africain; le Conseil a décidé de lui communiquer les conclusions qu'il avait adoptées à ce sujet au cours de l'examen du rapport annuel sur le Tanganyika.

A la quatrième session, le Conseil a examiné treize pétitions relatives au Tanganyika; plusieurs de ces pétitions étaient parvenues par l'intermédiaire de la Mission de visite, qui avait enquêté à leur sujet.

Dans le cas de cinq pétitions relatives à la politique d'immigration et de rapatriement de l'Autorité chargée de l'administration et des questions du même ordre, le Conseil a décidé de ne prendre aucune mesure. Une décision analogue a été prise dans le cas de la pétition d'un chef déposé de ses fonctions, d'une pétition protestant contre la fortification du Territoire et le recruitement forcé, et d'une pétition affirmant qu'il existait des pratiques discriminatoires à l'égard des Asiatiques dans l'octroi de l'autorisation d'exercer la médecine. Au sujet d'une pétition concernant des titres fonciers accordés à l'origine par le sultan de Zanzibar et de la pétition d'une communauté qui désirait être considérée comme asiatique et non comme africaine, le Conseil a invité l'Autorité chargée de l'administration à fournir un supplément d'information.

Le Conseil de tutelle a constaté que quatre pétitions soulevaient des questions de caractère général traitées dans le rapport de la Mission de visite et a décidé de ne pas aller plus avant dans leur discussion, en attendant le moment où il procéderait à un examen final du rapport de la Mission de visite, à sa cinquième session.

Parmi ces pétitions, les plus importantes étaient celle du Conseil de la tribu de Chagga, population politiquement avancée, qui vit sur les pentes du Kilimandjaro, pétition où ce Conseil se plaignait notamment du manque de terres et d'une aliénation excessive, dans le passé, des terres du district de la tribu, et celle de la *Tanganyika African Association* qui demandait une amélioration du niveau de l'instruction et des conditions de l'embauche et des progrès dans d'autres domaines. Une de ces pétitions mentionnait des mesures discriminatoires fondées sur la race et le Conseil a adopté à ce propos une résolution prenant acte des efforts entrepris dans le passé par l'Autorité chargée de l'administration en vue de faire dis-

paraître les pratiques discriminatoires fondées sur la race; cette résolution lui demandait de renouveler ces efforts.

b) RUANDA-URUNDI

i) *Examen du rapport annuel*

A sa troisième session, le Conseil de tutelle a également examiné le rapport annuel que le Gouvernement de la Belgique lui avait adressé sur l'administration du Ruanda-Urundi en 1947; il a formulé ses observations, conclusions et recommandations à l'égard de ce rapport.

En exposant ses conclusions et ses recommandations, le Conseil a reconnu que l'Autorité chargée de l'administration avait eu à faire face aux difficultés inhérentes à un pays fortement peuplé et dont la population ne connaissait que depuis peu de temps l'influence de la civilisation moderne. Il a loué l'Autorité chargée de l'administration des progrès qu'elle avait réalisés; il a estimé cependant que l'on pouvait encore prendre un grand nombre de mesures pour favoriser le progrès de la population, estimée à 3.700.000 Africains, et leur évolution progressive vers l'autonomie ou l'indépendance.

Dans le domaine du progrès politique, le Conseil a constaté que la compréhension et la pratique des procédés démocratiques de la part de la population autochtone ne s'étaient pas développées, et qu'il n'y avait eu aucun progrès réel dans ce sens. Il a constaté que l'administration locale reposait sur la structure politique et tribale de la population indigène — chefs, sous-chefs et leurs conseils — et il a déclaré que ce système n'offrait pas de perspectives suffisantes pour le progrès politique de l'ensemble de la population indigène. Il a constaté également que les Africains n'avaient pas de représentants directs auprès du Conseil consultatif du gouverneur et n'occupaient aucun des postes administratifs importants. Le Conseil a formulé un certain nombre de recommandations et de propositions tendant à corriger cette situation et à hâter le développement politique des habitants.

Le Conseil a exprimé l'avis que la situation économique demandait une amélioration et que les bénéfices économiques n'étaient pas suffisamment employés dans l'intérêt de la population indigène. Il a fait des propositions et des recommandations pour éliminer toute cause éventuelle d'imposition excessive dans le système actuel de capitation et pour remédier, éventuellement avec l'aide de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, aux graves famines qui affligent périodiquement le Territoire.

Dans le domaine du progrès social, le Conseil a déclaré qu'il fallait augmenter le nombre des médecins européens dans toute la mesure du possible, former des Africains pour en faire des médecins, augmenter le nombre de ceux qui recevaient une formation médicale auxiliaire et prendre toutes les mesures utiles pour satisfaire les besoins médicaux de la population. D'autres observations et recommandations avaient trait à la nécessité d'un contrôle législatif du travail des enfants, d'un système de réadaptation des prisonniers condamnés à des peines prolongées et d'un meilleur système de statistiques démographiques.

Le Conseil, qui a souligné l'importance de l'instruction pour le progrès général des habitants, a exprimé son inquiétude devant le nombre insuffisant des établissements d'instruction du Territoire, où l'instruction est presque entièrement aux mains des missions, où l'analphabétisme est encore trop répandu, le nombre des écoles insuffisant et l'enseignement supérieur pratiquement inconnu. Il a fait une série de recommandations visant à améliorer cette situation.

Au rapport du Conseil était joint un exposé de l'opinion de la minorité, en l'occurrence celle du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

ii) *Rapport de la Mission de visite*

La Mission de visite dont le rapport sur le Tanganyika est mentionné plus haut a également soumis au Conseil une étude détaillée de la situation dans le Ruanda-Urundi, qu'elle a visité du 20 juillet au 11 août 1948, et au sujet duquel elle a eu par la suite des conversations à Bruxelles avec le Ministre des colonies et d'autres fonctionnaires du Ministère.

Au Ruanda-Urundi comme au Tanganyika, la Mission de visite a été impressionnée par un certain nombre de progrès réalisés grâce à l'Autorité chargée de l'administration, mais elle a constaté qu'il y avait encore matière à bien des critiques utiles. Dans le domaine politique, la Mission de visite a remarqué que le progrès a été lent et elle a recommandé ou proposé un certain nombre de mesures pour hâter cette phase du développement. Elle a également examiné certains effets de l'arrangement qui lie administrativement le Ruanda-Urundi depuis 1925 à la colonie voisine du Congo belge, et a cru devoir proposer de modifier cet arrangement pour le faire reposer sur une association paritaire et non sur la subordination. La Mission de visite a fait observer en outre que, bien que les habitants du Territoire jouissent d'un régime de paix et de sécurité, l'atmosphère n'est pas aussi libre qu'elle pourrait l'être, et elle a exprimé l'espoir d'un épanouissement progressif de l'idéal de liberté.

Dans le domaine économique, la Mission a exprimé sa satisfaction des efforts faits par l'Autorité chargée de l'administration, notamment en matière d'agriculture et de reboisement, tout en proposant ou recommandant notamment des mesures destinées au développement des méthodes

coopératives, à l'étude des problèmes de l'élevage, à l'étude de la participation des Africains au commerce et à l'industrie, et à l'amélioration du système fiscal.

Dans le domaine social, la Mission a proposé une étude du niveau de vie de la population indigène et des salaires très bas des ouvriers. Parmi un certain nombre d'autres observations et conclusions, elle a déploré la pratique illégale et arbitraire du fouet pour contraindre les habitants à l'obéissance.

Constatant la part importante prise à l'instruction, dans le Territoire, par les missions religieuses, la Mission a recommandé que l'Autorité chargée de l'administration prenne une part plus directe à l'instruction et fonde un certain nombre d'écoles non confessionnelles dirigées par elle. La Mission a fait un certain nombre d'autres propositions destinées à améliorer l'instruction dans le Territoire.

Le Gouvernement belge ayant exprimé le désir de disposer de plus de temps pour présenter ses observations, le Conseil de tutelle n'a examiné le rapport à sa quatrième session qu'à titre préliminaire. Le Conseil procède à sa session actuelle, la cinquième, à l'examen final du rapport.

iii) *Pétitions en provenance du Territoire*

A sa quatrième session, le Conseil de tutelle a examiné treize pétitions relatives au Ruanda-Urundi et dont la plupart étaient parvenues par l'intermédiaire de la Mission de visite, qui avait enquêté à leur sujet.

Cinq de ces pétitions provenaient d'Asiatiques qui se plaignaient d'ordres d'expulsion et d'autres mesures prises contre eux par l'administration locale, ainsi que de pratiques discriminatoires à l'encontre des Asiatiques. En ce qui concerne quatre de ces pétitions, le Conseil a décidé de ne prendre aucune mesure. Le Conseil a invité l'Autorité chargée de l'administration à revoir, dans un esprit d'indulgence, le cas du cinquième pétitionnaire et d'un Africain qui avaient été expulsés du Territoire et envoyés au Congo belge.

Le *Mwami* (ou roi) d'Urundi a adressé une pétition pour demander qu'un district désigné sous le nom de Bougoufi, qui fait actuellement partie du Tanganyika, soit réintégré dans l'Urundi. Le Conseil, ayant appris que le Gouvernement de la Belgique et celui du Royaume-Uni étaient en pourparlers à ce sujet, a ajourné toute décision.

Il est arrivé un certain nombre de pétitions relatives à des questions d'intérêt général. Dans le cas de deux de ces pétitions, qui étaient anonymes, le Conseil n'a pris aucune mesure. Pour les quatre autres pétitions, le Conseil de tutelle, constatant qu'elles touchaient à des questions traitées dans le rapport de la Mission de visite, a décidé de ne pas aller plus avant dans leur discussion en attendant le moment où il procéderait à l'examen final du rapport de la Mission à sa cinquième session. Parmi les questions auxquelles touchaient ces pétitions figuraient la représentation des habitants indigènes du Ruanda-Urundi au Conseil consultatif du gouverneur, des impôts jugés trop élevés et une situation économique jugée difficile, ainsi que le manque d'écoles publiques et le peu de moyens de l'enseignement.

Le Conseil, constatant que les pétitions du Ruanda-Urundi évoquaient fréquemment des lois et règlements discriminatoires du point de vue racial, a adopté une résolution invitant l'Autorité chargée de l'administration à reviser cette législation.

c) Cameroun sous administration britannique

i) *Examen du rapport annuel*

En examinant le rapport que le Gouvernement du Royaume-Uni lui avait adressé sur son administration du Cameroun en 1947, le Conseil de tutelle a exprimé le souci que lui causaient les difficultés qu'il trouve à exercer ses fonctions de contrôle, ce Territoire étant administrativement incorporé à diverses divisions et subdivisions du protectorat britannique voisin, la Nigéria. Il a constaté que cette incorporation s'était réalisée de façon telle que, même aux échelons les moins élevés de l'administration, certaines parties du Territoire sous tutelle sont administrées par des autorités indigènes qui ont leur siège en dehors du Cameroun. Il en résulte que le Territoire ne jouit d'aucune autonomie, ni législative, ni judiciaire, ni budgétaire et qu'en conséquence le Conseil ne dispose pas des chiffres et des renseignements qui lui permettraient de se rendre directement compte du statut ou de la situation du Territoire.

En attendant une solution définitive de la question posée par ces dispositions administratives, le Conseil a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de procéder à un examen de la situation et de prendre des mesures ou d'instituer des réformes, l'autonomie budgétaire du Territoire, par exemple, qui permettraient au Conseil de mieux s'acquitter des devoirs et fonctions qui lui incombent. Il a également demandé à trouver dans les futurs rapports annuels des renseignements précis et distincts sur tous les services communs au Cameroun et à la Nigéria.

Le Conseil a recommandé en même temps à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager la possibilité d'apporter aussi rapidement que possible des réformes démocratiques qui donneraient aux habitants indigènes le droit de suffrage et une participation plus large au gouvernement. Il a éga-

lement recommandé le développement rapide de la partie septentrionale du Cameroun, plus arriérée.

En matière économique, et en dehors de l'absence d'autonomie budgétaire, le Conseil s'est particulièrement intéressé à la manière dont l'Autorité chargée de l'administration avait réglé la question des grands domaines autrefois aux mains de propriétaires allemands, en les achetant et en les plaçant sous le contrôle d'un organisme d'Etat pour les exploiter au bénéfice de l'ensemble du Territoire. Il a exprimé l'espoir que les rapports futurs montreraient clairement que l'on prenait des mesures efficaces pour assurer à la population du Cameroun le bénéfice de cette exploitation; et, constatant que le remboursement du prix d'achat de ces terrains serait pris sur les revenus de l'entreprise pendant les trente-cinq premières années, il a recommandé d'envisager la possibilité de raccourcir cette période.

Dans le domaine social, le Conseil a constaté avec inquiétude l'insuffisance des services médicaux et du service d'hygiène et a recommandé de les améliorer. Il a recommandé de mettre les salaires à un niveau qui permît d'élever progressivement le niveau de vie des habitants africains, et d'entreprendre des études sur le coût de la vie.

Le Conseil a également constaté le retard de l'instruction dans le Territoire et a fait un certain nombre de recommandations en vue de son amélioration.

ii) *Pétitions en provenance du Territoire*

Il n'est parvenu aucune nouvelle pétition relative au Cameroun sous administration britannique au cours de l'année qui fait l'objet du présent rapport. A sa quatrième session, le Conseil de tutelle a décidé d'inviter la Mission de visite à enquêter sur une pétition du *Bakweri Land Committee,* examinée antérieurement et qui touchait à la question des terres de plantation aliénées sous l'administration allemande.

iii) *Dispositions prises pour l'envoi d'une Mission de visite*

Le Conseil de tutelle a décidé que sa prochaine Mission périodique de visite se rendrait dans chacun des quatre Territoires sous tutelle d'Afrique occidentale dont l'un est le Cameroun sous administration britannique. Le Conseil a déjà décidé de la composition de la Mission, qui commencera ses travaux le 1er novembre 1949; à sa session actuelle, le Conseil a fixé le mandat de la Mission.

d) CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

i) *Examen du rapport annuel*

Le Conseil de tutelle a examiné, à sa quatrième session, le rapport que le Gouvernement français lui avait adressé sur l'administration du Cameroun en 1947. Le Conseil a discuté en détail l'arrangement qui associe le Cameroun (et le Togo) à l'Union française, mais, ayant déjà décidé de consacrer à la question une étude distincte, il n'a pas pris position en la matière.

Néanmoins le Conseil a pris acte de l'assurance, qui lui a été donnée au nom de l'Autorité chargée de l'administration, que les habitants auront le droit, le moment venu, de décider de leur plein gré s'ils doivent continuer à faire partie de l'Union française ou assumer hors du cadre de cette Union un statut d'indépendance.

Le Conseil a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir introduit récemment un système de suffrage, d'avoir créé une assemblée représentative, des services civils communs pour les Africains et les Européens et d'avoir aboli le système de l'indigénat, qui donnait des pouvoirs judiciaires à des fonctionnaires administratifs. Cependant, il a constaté que le droit de vote est actuellement limité à certains groupes évolués de la population; aussi s'est-il félicité de l'intention, manifestée par l'Autorité chargée de l'administration, d'instaurer le suffrage universel et l'a-t-il encouragée dans cette voie. Il a également constaté que les pouvoirs de l'Assemblée représentative se limitent aux questions financières et administratives et qu'en particulier l'Assemblée n'a pas qualité pour légiférer, prérogative qui appartient à l'Assemblée nationale française; en conséquence, il a demandé à l'Autorité chargée de l'administration, quelles que puissent être les relations présentes ou futures du Territoire avec l'Union française, d'étendre progressivement les pouvoirs de l'Assemblée représentative, en particulier dans le domaine législatif. Le Conseil a également recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'intensifier ses efforts en vue d'assurer une participation plus large de la population indigène aux postes administratifs et judiciaires qui comportent une responsabilité.

Le Conseil a exprimé l'espoir que, dans le domaine économique, l'activité d'un nouvel organisme d'Etat, le Bureau des mines de la France d'outremer, accroîtrait notablement la part que les habitants indigènes ont aux ressources minérales du Territoire. Constatant un afflux important de capitaux vers le Territoire, il a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de faire tout ce qui est en son pouvoir pour encourager les indigènes à prendre une large part au développement industriel, et pour leur permettre de le faire.

Le Conseil a noté avec regret que les salaires des indigènes sont fréquemment très faibles au Cameroun, comme d'ailleurs dans l'ensemble des Territoires sous tutelle de l'Afrique. Il a estimé que cette situation était défavorable au développement économique et social de la population indigène; il a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'étudier tout particulièrement la question des salaires et du niveau de vie et a instamment

prié cette Autorité de prendre des mesures propres à élever le taux des salaires et à relever le niveau de la vie, particulièrement dans les domaines de l'habillement, de l'habitation et des services médicaux et sociaux.

Après avoir examiné les plans de la mise en valeur économique et sociale du Territoire, le Conseil s'est félicité des efforts faits par l'Autorité chargée de l'administration. Dans ses observations relatives au domaine du progrès social, il a pris acte, avec le plus haut intérêt, de l'assurance que tous les vestiges de mesures discriminatoires fondées sur la race ont disparu, ainsi que de la déclaration que l'Autorité chargée de l'administration est résolue à augmenter l'effectif actuel des médecins et des infirmières dans le Territoire.

Dans ses conclusions, le Conseil a félicité l'Autorité chargée de l'administration d'avoir, sous sa propre direction, institué l'instruction publique gratuite, d'avoir porté les crédits budgétaires destinés à l'enseignement, de 3,5 pour 100 du budget général pour les années qui ont précédé la guerre, à 9 pour 100; d'avoir dans sa lutte contre l'analphabétisme, obtenu des résultats appréciables pour l'Afrique et d'avoir créé un système de bourses à l'étranger. Le Conseil a encouragé l'Autorité chargée de l'administration à redoubler d'efforts en ce sens.

ii) *Pétitions en provenance du Territoire*

Au cours de la période que couvre le présent rapport, le Conseil de tutelle n'a examiné qu'une seule pétition relative au Cameroun sous administration française. Au cours de sa quatrième session, le Conseil a décidé de ne prendre aucune mesure à l'égard de cette pétition, qui émanait d'un ressortissant d'un Etat ex-ennemi.

iii) *Dispositions prises pour l'envoi d'une Mission de visite*

Le Cameroun sous administration française est un des quatre Territoires sous tutelle d'Afrique occidentale qu'une Mission périodique de visite du Conseil est chargée de visiter vers la fin de cette année.

e) TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

i) *Examen du rapport annuel*

Au cours de son examen du rapport que le Gouvernement du Royaume-Uni lui a adressé sur son administration du Togo en 1947, le Conseil de tutelle a constaté, dans tous les domaines, de nombreuses analogies avec la situation au Cameroun sous administration britannique, et ses conclusions et recommandations ont été, dans la plupart des cas, identiques pour les deux Territoires.

Le Conseil a constaté que le Togo est également incorporé à un territoire voisin — en l'occurence la colonie britannique de la Côte-de-l'Or — et a exprimé le souci que lui causent les difficultés qu'il trouve à exercer ses fonctions de contrôle. Il a fait une recommandation identique en faveur de l'autonomie budgétaire et d'autres mesures du même ordre, et a également recommandé l'étude de réformes destinées à hâter l'évolution politique de la population africaine, estimée à 382.000 habitants.

Le Conseil de tutelle a constaté que la situation quant au développement économique, social et scolaire était analogue à celle du Cameroun sous administration britannique, et ses conclusions et recommandations à cet égard, là encore, ont été pratiquement les mêmes. Une recommandation supplémentaire avait trait à l'importante industrie du cacao au Togo; à ce propos, le Conseil a invité l'Autorité chargée de l'administration à reviser sa politique de telle façon que les planteurs de cacao retirent le bénéfice le plus direct de la vente de leurs produits.

ii) *Pétitions en provenance du Territoire*

Au cours de la période que couvre le présent rapport, le Conseil n'a examiné qu'une pétition en provenance du Togo sous administration britannique. Elle émanait des chefs de la zone sud du Togo, qui se plaignaient d'irrégularités commises dans les élections à la Commission consultative créée par les autorités britanniques et françaises pour traiter les problèmes relatifs à la population éhouée. Le Conseil a décidé d'attendre le rapport de la Mission de visite avant de prendre des mesures.

iii) *Dispositions prises pour l'envoi d'une Mission de visite*

La Mission de visite du Conseil en Afrique occidentale doit se rendre dans le Territoire du Togo sous administration britannique vers la fin de cette année.

f) TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANÇAISE

i) *Examen du rapport annuel*

Au cours de sa quatrième session, le Conseil a examiné le rapport que le Gouvernement français lui avait adressé sur son administration du Togo en 1947. Un Comité de rédaction a remis au Conseil un projet de rapport qui proposait au Conseil des conclusions et recommandations conçues selon les mêmes principes que celles que le Conseil avait adoptées dans le cas du Cameroun sous administration française, sauf pour certains points particuliers au Togo. Mais, le Conseil n'a pas adopté ce projet au cours de sa quatrième session.

ii) *Pétitions en provenance du Territoire*

Au cours de la période que couvre le présent rapport, le Conseil n'a examiné aucune pétition en provenance du Togo sous administration française.

iii) *Dispositions prises pour l'envoi d'une Mission de visite*

L'itinéraire de la Mission périodique de visite en Afrique occidentale, qui doit se mettre en route vers la fin de cette année, passe par le Territoire du Togo sous administration française.

g) SAMOA OCCIDENTAL

i) *Examen du rapport annuel*

Le rapport du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande sur son administration du Territoire sous tutelle du Samoa occidental pendant l'année finissant le 31 mars 1948 offrait un intérêt spécial pour le Conseil de tutelle, parce qu'il exposait d'importantes modifications constitutionnelles introduites à la suite de la visite en 1947, d'une Mission spéciale du Conseil dont l'envoi dans le Territoire avait été provoqué par une pétition des représentants du peuple samoan.

Le dernier rapport annuel du Secrétaire général traitait de la série d'événements, importants non seulement pour l'avenir du peuple de ce Territoire, mais aussi pour l'ensemble de la conception du Régime de tutelle, qui avaient suivi la réception d'une pétition demandant l'autonomie. Quelques mois seulement après le retour de la Mission spéciale, le Conseil était déjà en mesure d'observer que l'Autorité chargée de l'administration, sans attendre d'autres mesures du Conseil, avait mis en vigueur les principales réformes politiques recommandées par la Mission.

Le Conseil a pu noter avec satisfaction la façon dont la population samoane avait accueilli les modifications constitutionnelles. En même temps, et en vue de progrès ultérieurs dans le domaine politique, il a recommandé d'étudier l'introduction d'un système de suffrage universel applicable à tous les habitants du Samoa occidental.

Le Conseil a noté avec satisfaction que la situation financière du Territoire était excellente; mais il a conseillé de prendre garde aux répercussions possibles d'une baisse des prix, anormalement élevés à l'heure actuelle, du copra et du cacao, sources principales de la prospérité du Territoire, et a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de continuer à prendre toutes les mesures possibles pour protéger l'économie du Territoire en diversifiant la production et en introduisant des industries secondaires. Le Conseil a recommandé aussi de redoubler d'efforts pour développer les ressources du Territoire de façon à élever le niveau de vie des autochtones et a invité l'Autorité chargée de l'administration à dresser un plan général de développement économique.

Dans le domaine social, le Conseil a invité l'Autorité chargée de l'administration à redoubler d'efforts en vue de l'amélioration des services sanitaires et sociaux, et lui a demandé d'examiner la possibilité d'étudier par des sondages le niveau de vie des autochtones. Dans le domaine de l'enseignement, le Conseil a favorablement accueilli le projet de fondation d'une nouvelle école secondaire, mais il a recommandé de redoubler d'efforts dans le domaine de l'enseignement supérieur et a invité l'Autorité chargée de l'administration à poursuivre ses efforts en vue d'accroître le nombre des instituteurs samoans, de manière à rendre réalisables aussitôt que possible l'enseignement primaire obligatoire et un enseignement "moyen" plus étendu.

ii) *Pétitions en provenance du Territoire*

Il n'est parvenu du Samoa occidental aucune nouvelle pétition.

h) NOUVELLE-GUINÉE

i) *Examen du rapport annuel*

Au cours de sa troisième session, le Conseil de tutelle a examiné le rapport que le Gouvernement australien lui avait adressé sur l'administration du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée pendant l'année finissant le 30 juin 1947. En formulant ses conclusions et recommandations, le Conseil a reconnu non seulement les difficultés naturelles auxquelles l'Autorité chargée de l'administration avait à faire face, mais aussi les dévastations et les bouleversements causés par la guerre et par l'occupation ennemie, pendant plus de trois ans, de vastes zones du Territoire.

Le Conseil a recommandé d'élargir et de coordonner l'action et les programmes actuels de façon à y faire entrer un plan général à longue portée pour l'évolution progressive de l'ensemble de la population vers l'autonomie ou l'indépendance.

Le Conseil a soumis à un examen prolongé la proposition faite par l'Autorité chargée de l'administration, d'administrer conjointement, avec un seul pouvoir législatif, exécutif et judiciaire, le Territoire sous tutelle et la possession australienne voisine, le Papua. Il a exprimé certains doutes sur les effets de cet arrangement quant au progrès et au statut de la Nouvelle-Guinée; depuis lors, il a entrepris un examen plus détaillé de la question.

Le Conseil a constaté qu'environ un million d'habitants de la Nouvelle-Guinée sont encore illettrés et politiquement arriérés, et a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures positives pour donner aux habitants les moyens nécessaires à leur progrès politique. Il a recommandé de réaliser une situation qui permette la création d'organes grâce auxquels les habitants indigènes s'administreront eux-mêmes. Il a constaté également qu'environ un tiers de la population indigène échappait au contrôle du Gouvernement et a demandé des renseignements supplémentaires et, en particulier, des détails

sur la politique de "pénétration pacifique" par laquelle l'administration étend son influence.

Le Conseil a constaté qu'il faut une augmentation considérable des dépenses publiques pour permettre aux habitants de la Nouvelle-Guinée d'accomplir des progrès satisfaisants et a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'examiner sérieusement le moyen d'augmenter les recettes du Territoire. Il a également recommandé un examen de l'ensemble du régime fiscal pour améliorer le système de l'impôt et une participation plus large des habitants indigènes aux abondantes richesses naturelles du Territoire; le Conseil s'est demandé avec inquiétude si les intérêts des propriétaires indigènes sont suffisamment protégés par la législation foncière actuelle et il a recommandé de prendre des mesures qui permettent à la population indigène de participer au commerce d'exportation.

Le Conseil a exprimé son souci de l'insuffisance du salaire minimum pour les travailleurs indigènes et a recommandé de fixer les salaires à un taux qui permettrait aux habitants d'élever leur niveau de vie. Il a également constaté avec regret l'insuffisance des services médicaux actuels et a recommandé des mesures d'urgence pour les améliorer. En outre, le Conseil a exprimé sa préoccupation de l'insuffisance des installations scolaires et a formulé à cet égard un certain nombre de recommandations précises.

Au rapport du Conseil était joint un exposé de l'opinion de la minorité, en l'occurrence celle du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. A sa session actuelle, le Conseil examine le rapport de l'Autorité chargée de l'administration pour l'année finissant le 30 juin 1948.

ii) *Pétitions en provenance du Territoire*

Jusqu'ici, le Conseil de tutelle n'a examiné aucune pétition relative à la Nouvelle-Guinée.

i) NAURU

i) *Examen du rapport annuel*

Au cours de sa session actuelle, le Conseil de tutelle examine pour la première fois un rapport sur l'administration, par le Gouvernement australien, du Territoire sous tutelle de Nauru, administré conjointement par l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni. Le rapport porte sur l'année finissant le 30 juin 1948.

ii) *Pétitions en provenance du Territoire*

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, le Conseil de tutelle a examiné une seule pétition de Nauru; cette pétition émanait du Conseil des chefs de Nauru. Au cours de sa quatrième session, le Conseil a décidé d'ajourner toute décision jusqu'à sa cinquième session. Par la suite, les pétitionnaires ont adressé une nouvelle communication pour retirer leur pétition à la suite des assurances qu'ils avaient reçues du Gouvernement australien.

j) ILES DU PACIFIQUE

i) *Examen du rapport annuel*

Au moment de la rédaction du présent rapport, le Conseil est saisi du premier rapport annuel présenté par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en tant qu'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, groupe d'îles autrefois confié au Japon, par mandat de la Société des Nations. Le rapport traite des progrès des quelque 60.000 habitants qui peuplent 96 îles dispersées sur environ 3 millions de milles carrés du Pacifique occidental, au nord de l'Equateur. Le Conseil de tutelle examine ce rapport selon la procédure adoptée, comme il est indiqué plus haut, section A, *b*), pour l'exercice des fonctions de l'Organisation en ce qui concerne les zones stratégiques sous tutelle.

ii) *Pétitions en provenance du Territoire*

Il n'est parvenu jusqu'ici aucune pétition des îles du Pacifique.

C.–Problèmes particuliers relatifs aux Territoires sous tutelle

a) UNIONS ADMINISTRATIVES

Le présent rapport a déjà signalé l'intérêt et, dans certains cas, le souci manifestés par le Conseil de tutelle quant aux effets des unions administratives et d'autres arrangements tendant à créer une association étroite entre certains Territoires sous tutelle et des territoires voisins dont le statut est différent.

En examinant, au cours de la troisième session de l'Assemblée générale, le rapport du Conseil de tutelle, la Quatrième Commission a prêté une attention particulière aux problèmes que suscitent ces arrangements. La crainte que certains de ces arrangements ne portent atteinte au statut spécial des Territoires sous tutelle en question et n'entravent leur évolution progressive vers les fins énoncées par la Charte, n'a pas été dissipée par les explications, les assurances et les arguments apportés en faveur de ces arrangements, et l'Assemblée générale elle-même a adopté, le 18 novembre 1948, la résolution 224 (III) recommandant au Conseil de tutelle de procéder à une enquête sur les questions que suscitent les unions ou services communs, réalisés ou envisagés, dans le domaine des douanes, des finances ou de l'administration. Elle chargeait également le Conseil de recommander de prendre les précautions nécessaires pour préserver le statut politique distinct des Territoires sous tutelle et pour permettre au Conseil d'exercer efficacement ses fonctions de surveillance, et lui demandait d'adresser un rap-

port à l'Assemblée générale pour sa prochaine session ordinaire.

Le Conseil a créé un Comité des unions administratives, composé de représentants de trois Puissances administrantes et de trois Puissances non administrantes et ayant pour mandat de rédiger un aperçu des aspects divers des problèmes et de rassembler tous les renseignements disponibles. Le Comité a remis au Conseil de tutelle, à sa quatrième session, un rapport provisoire, où il demandait notamment si son mandat l'autorisait à étudier les relations entre les Territoires sous tutelle sous administration française et la France, dans le cadre de l'Union français. Le Conseil a adopté un projet de résolution déposé par le représentant de la France et autorisant le Comité à procéder à une étude particulière de cette question. Dans le rapport provisoire du Comité figurait également une liste des questions à adresser aux Autorités chargées de l'administration au sujet de l'organisation interterritoriale qui intéresse le Tanganyika, du Cameroun et du Togo sous administration britannique, de l'union administrative entre le Ruanda-Urundi et le Congo belge, et de l'union administrative envisagée pour le Papua et la Nouvelle-Guinée.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, estimant que la résolution de l'Assemblée générale et le mandat du Comité étaient sans rapport avec les arrangements en vertu desquels le Cameroun et le Togo sous administration britannique étaient administrés comme parties intégrantes de colonies britanniques voisines, a accepté néanmoins de donner des renseignements sur ces arrangements en vue d'une étude spéciale qu'effectuerait le Comité.

Dans le rapport du Comité, remis au Conseil à sa cinquième session, figuraient des études sur les arrangements qui intéressent le Tanganyika, le Cameroun sous administration britannique et la Nouvelle-Guinée, de même que sur les relations entre la France et les Territoires sous tutelle administrés par la France. Le Conseil étudie actuellement le rapport ainsi que les renseignements donnés entre temps par les Autorités chargées de l'administration des Territoires en question et relatifs aux arrangements qui intéressent le Ruanda-Urundi et le Togo sous administration britannique; il formulera en temps opportun des conclusions et recommandations à soumettre à l'Assemblée générale à sa prochaine session ordinaire.

b) Progrès de l'instruction

On aura constaté que, dans son examen des rapports annuels des Territoires sous tutelle, le Conseil de tutelle s'est constamment soucié de la nécessité d'augmenter le nombre des établissements scolaires. A plusieurs reprises, le Conseil a indiqué clairement qu'il estimait que le progrès des habitants dans tous les autres domaines dépendait surtout du progrès de l'instruction.

L'Assemblée générale a partagé cette opinion; le 18 novembre 1948, elle a adopté la résolution 225 (III), qui la formule et recommande notamment au Conseil de tutelle d'inviter les Autorités chargées de l'administration à intensifier leur action en faveur de la diffusion de l'enseignement, et de proposer aux Autorités chargées de l'administration la gratuité de l'enseignement primaire et l'accès aux degrés supérieurs sans considération de ressources. Le Conseil a adressé depuis aux Autorités chargées de l'administration des recommandations qui vont dans le sens de la résolution de l'Assemblée générale.

Dans la même résolution, l'Assemblée générale a recommandé au Conseil de tutelle d'étudier les incidences financières et techniques d'une nouvelle extension des établissements d'enseignement supérieur déjà existants, et, notamment, la possibilité de fonder une université en Afrique en 1952, et de la faire fonctionner en vue de pourvoir aux besoins des populations des Territoires sous tutelle d'Afrique. Le Conseil a décidé de créer un comité de quatre personnes chargée d'une étude préliminaire en consultation avec les Autorités chargées de l'administration et, s'il le désire, avec l'assistance d'experts techniques.

Dans un mémoire commun, le Gouvernement de la Belgique, celui de la France et celui du Royaume-Uni, en tant qu'Autorités chargées de l'administration des six Territoires sous tutelle d'Afrique, ont exprimé leur opinion mûrement réfléchie, qui était défavorable à la création d'une université en 1952. Mentionnant les établissements de niveau universitaire créés dans les colonies voisines et les possibilités d'étude dans les territoires métropolitains, ils ont déclaré que des difficultés techniques et linguistiques et des problèmes de cadres, ainsi que le problème que pose la réunion d'un nombre suffisant d'étudiants, rendaient cette proposition inapplicable.

Le Comité est chargé de faire rapport au Conseil de tutelle avant la fin de sa cinquième session.

D.–La question du Sud-Ouest Africain

Au cours de sa troisième session, le Conseil de tutelle a achevé son examen du rapport que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine lui avait adressé sur son administration de l'ancien Territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain en 1946. Dans son rapport à l'Assemblée générale, le Conseil a constaté que, malgré les renseignements supplémentaires fournis par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine sur la demande du Conseil, ce Gouvernement avait décliné une invitation en-

voyée à un représentant spécial et qu'en l'absence d'un tel représentant, le Conseil n'avait pas été en mesure de procéder à une étude aussi approfondie qu'il l'eût désiré.

Dans ses observations, le Conseil a constaté que la population indigène n'a pas le droit de vote, que les habitants indigènes ne sont pas éligibles et ne sont pas représentés dans les organes gouvernementaux ni dans l'administration du Territoire, qu'un peu plus de 10 pour 100 seulement du budget total du Territoire ont été consacrés à la population indigène, qui représente environ 90 pour 100 de la population totale; que ces neuf dixièmes de la population détiennent 42 pour 100 des terres occupées et que l'ensemble de la question de la répartition des terres devrait faire l'objet d'un nouvel examen; que les restrictions appliquées à l'élevage pratiqué par les Africains ne s'appliquent pas aux Européens; que le système visant à cantonner les indigènes dans des "réserves indigènes" est regrettable en principe, qu'il faut faire de grands efforts pour faire disparaître les raisons qui pourraient expliquer la ségrégation raciale pratiquée dans les zones urbaines; et qu'il n'y a pas encore d'hôpitaux publics ni d'établissements publics d'enseignement dans les zones exclusivement indigènes situées en dehors de la zone de police.

Au cours de la discussion du rapport du Conseil sur l'administration du Sud-Ouest Africain, à la troisième session de l'Assemblée générale, le représentant de l'Union Sud-Africaine a fait connaître à la Quatrième Commission que son Gouvernement avait l'intention de créer une association plus étroite entre le Sud-Ouest Africain et l'Union, en accordant au Territoire une représentation dans le Parlement de l'Union, mais il a donné l'assurance que cet arrangement n'équivalait pas à une incorporation et ne signifierait pas l'absorption du Territoire, qui continuerait d'être gouverné "dans l'esprit du Mandat". Le 26 novembre 1948, l'Assemblée générale a adopté la résolution 227 (III); par cette résolution, elle prenait acte des observations du Conseil de tutelle au sujet du Sud-Ouest Africain et invitait le Secrétaire général à les transmettre au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine; elle maintenait ses recommandations antérieures de placer le Sud-Ouest Africain sous le Régime de tutelle; elle prenait acte des assurances données par le représentant de l'Union Sud-Africaine; elle recommandait au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de continuer à donner chaque année des renseignements sur l'administration du Territoire et invitait le Conseil de tutelle à poursuivre l'examen de ces renseignements.

Au moment de la rédaction du présent rapport, aucun renseignement de cet ordre n'est parvenu au Secrétaire général.

E.–Renseignements sur les territoires non autonomes

a) Transmission de renseignements en vertu de l'Article 73 e de la Charte

En 1948, huit Membres de l'Organisation des Nations Unies ont envoyé, en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, des renseignements sur l'état économique, social et culturel de soixante et un territoires non autonomes. Ces Membres sont l'Australie, la Belgique, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Dans la grande majorité des cas, ces renseignements se présentent conformément au schéma destiné à servir de guide aux Etats Membres intéressés et adopté par l'Assemblée générale le 3 novembre 1947 (résolution 142 (II)). Le Comité spécial pour l'examen des renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e de la Charte, qui s'est réuni avant l'ouverture de la troisième session ordinaire de l'Assemblée, s'est montré satisfait de la somme des renseignements envoyés et certains commissaires se sont félicités de l'amélioration des détails. Des idées ont été avancées touchant la composition du schéma et des renseignements sont venus s'y inscrire, mais le Comité spécial a recommandé de conserver le schéma pour l'année prochaine; l'Assemblée générale en a décidé ainsi par la résolution 218 (III) du 3 novembre 1948. Cette même résolution invite le Secrétaire général, lorsqu'il communique ce schéma aux Membres intéressés, à les informer des observations faites au cours des débats du Comité spécial.

Le schéma comprend une partie facultative où peuvent venir s'inscrire des renseignements d'ordre général, notamment des renseignements sur le gouvernement des territoires. Ont rempli cette partie facultative en 1948: l'Australie, le Danemark, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, et les Pays-Bas, en ce qui concerne les territoires administrés par eux; la France, en ce qui concerne le Maroc et la Tunisie. Si certains Membres n'ont pas envoyé ces renseignements, c'est qu'ils interprétaient l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte comme ne concernant pas la situation politique ou constitutionnelle. La partie facultative du schéma comprenant, outre les renseignements sur le gouvernement des territoires, plusieurs points d'un caractère général, il en est résulté que des renseignements qui ne concernaient pas la politique n'ont pas été données. En conséquence, l'Assemblée générale, par sa résolution 218 (III), a approuvé la recommandation du Comité spécial et a invité les Membres qui jusqu'ici n'ont pas fourni les renseignements d'ordre général à envoyer du moins des renseignements sur la géographie, l'histoire, les habitants et les droits de l'homme.

Un troisième point visé par la résolution 218 (III) et relatif à la transmission des renseignements a pour but de libérer les Autorités chargées de l'administration de la nécessité de répéter des renseignements fournis antérieurement. Bien que conservant le système de transmission annuelle, la résolution recommande de faire connaître les modifications intervenues dans les données statistiques et tous autres changements notables, y compris les progrès réalisés dans l'exécution des programmes de développement ; mais elle fait observer qu'il n'est pas besoin de répéter les renseignements déjà fournis.

Dans un mémoire du 5 novembre 1948, le Secrétaire général a informé les huit Membres intéressés de ces points et des observations détaillées faites au Comité spécial au sujet du schéma et des renseignements à y faire figurer. En outre, dans un mémoire du 11 février 1949 adressé aux institutions spécialisées, le Secrétaire général a fait appel à leur coopération pour une revision éventuelle du schéma. Le Comité spécial de 1949 sera informé de toutes les propositions faites. Il en est déjà arrivé quelques-unes.

Comme il est dit plus haut, certains Membres envoient des renseignements sur les progrès réalisés dans le domaine politique par la population des territoires non autonomes, et certains autres ne le font pas. Les débats des Nations Unies relatifs à l'alinéa e de l'Article 73 ont, à plusieurs reprises, soulevé la question de savoir si les Membres étaient tenus de le faire. Dans la résolution 144 (II), adoptée le 3 novembre 1947, l'Assemblée générale prend acte du fait que certains Membres ont, de leur propre mouvement, envoyé des renseignements relatifs au progrès de la participation des autochtones au fonctionnement des organes locaux de gouvernement. Elle considère que l'envoi spontané de tels renseignements et le résumé qu'en fait le Secrétaire général répondent entièrement à l'esprit de l'Article 73 de la Charte, et qu'il faut en prendre acte et les encourager. D'une façon générale, ce sont ces opinions opposées, qui s'étaient déjà fait jour, qui se sont de nouveau exprimées en 1948, tant au Comité spécial qu'à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale. Certains représentants ont estimé que l'Article 73, si on l'envisage dans son ensemble, demande aux Membres de communiquer des renseignements d'ordre politique et que l'examen ne devait pas se limiter aux sujets énumérés au paragraphe e de cet Article. Par ailleurs, d'autres représentants ont fait valoir que seul le paragraphe e énonçait explicitement l'obligation de communiquer des renseignements. En particulier, les représentants de la Belgique, de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni ont souligné qu'ils n'étaient pas disposés à discuter devant un organe des Nations Unies, quel qu'il soit, des questions politiques ou constitutionnelles concernant les relations entre les territoires non autonomes et leur métropole.

En 1948, deux nouveaux éléments sont apparus au cours de l'examen de cette question. Un représentant, estimant que l'envoi de renseignements d'ordre politique était nécessaire parce qu'il indique le moyen de réaliser un progrès dans les domaines économique, social et culturel, a exprimé l'espoir que l'on enverrait de tels renseignements non pas tant en application de dispositions de pure forme qu'en vertu de conventions qui seraient conclues à cette fin. Un autre représentant a déclaré que, tout comme les Membres chargés d'administrer des territoires non autonomes qui ont accepté la déclaration de principe au Chapitre XI de la Charte, les Membres qui ne sont pas chargés d'administrer des territoires se sont engagés à respecter les restrictions figurant à l'Article 73. C'est pourquoi l'on a prétendu que, bien que l'examen des renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 relevât de la compétence de l'Assemblée générale, le Chapitre XI reconnaissait sans réserve l'autorité des pays chargés de l'administration et leur capacité et leur volonté d'appliquer les dispositions de ce Chapitre sans qu'il soit besoin de contrôle.

Lors de sa troisième session, l'Assemblée générale n'a fait aucune autre recommandation touchant l'envoi de renseignements d'ordre politique, sinon qu'elle a invité le Secrétaire général à rédiger un résumé annuel de toutes les données que les Membres pourraient transmettre spontanément.

Certaines difficultés se sont produites dans le passé, parce que les Membres ont été priés de communiquer leurs renseignements avant le 30 juin de chaque année, ce qui avait pour résultat de fixer des limites très strictes pour la rédaction des données très détaillées à examiner. On s'est efforcé de corriger ce défaut en partie. Par la résolution 218 (III) de l'Assemblée générale, les Membres sont invités à communiquer les renseignements les plus récents dont ils disposent, aussitôt que possible et, au plus tard, dans un délai maximum de six mois après l'expiration de l'année administrative dans les territoires en cause. Dans la plupart des cas, l'année administrative coïncide avec l'année civile, ce qui maintient le 30 juin comme date limite. Des pratiques administratives différentes, suivies dans certains autres territoires, devraient permettre d'autre part aux renseignements qui les concernent d'arriver plus tôt. Jusqu'à présent, les résultats du nouveau système n'ont pas été encourageants ; mais, l'année 1949 étant la première année où on l'applique, il faut espérer que les Membres intéressés pourront réaliser la mise au point qui leur permettra de fournir leurs renseignements dans les délais recommandés par l'Assemblée générale.

Par la résolution 143 (II), adoptée par l'Assemblée générale le 3 novembre 1947, le Secrétaire général est autorisé, sous certaines conditions, à utiliser les documents supplémentaires relatifs à des renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73. Ces documents doivent être des publications officielles qui lui sont communiquées ou notifiées à cette fin par les Membres chargés de l'administration de territoires non autonomes et, s'il s'agit de renseignements concernant des situations comparables en dehors des territoires non autonomes, le Membre intéressé doit avoir donné son accord. En 1948, le Secrétaire général a eu accès à une grande quantité de documents variés; leur étude, qui sera plus poussée à l'avenir, doit fournir un tableau plus complet de l'état économique, social et culturel des territoires non autonomes. Le Comité spécial de 1948 et après lui l'Assemblée générale, par sa résolution 218 (III), ont invité le Secrétaire général à faire plus largement usage à l'avenir de la documentation supplémentaire, et l'Assemblée générale lui a conféré des pouvoirs plus étendus dans ce domaine en l'autorisant, sans fixer de conditions spéciales, à faire figurer, dans ses résumés et analyses, tous renseignements statistiques officiels pertinents et comparables, lorsque les statistiques communiquées aux Nations Unies ou aux institutions spécialisées s'appliquent aux questions visées à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte.

Les progrès réalisés de 1946 à 1949 ont amené l'envoi au Secrétaire général ou la mise à sa disposition d'un nombre très élevé de données d'origine gouvernementale sur l'état économique, social et culturel dans de nombreux territoires non autonomes, sous la forme prévue pour les renseignements visés à l'alinéa e de l'Article 73, ainsi qu'un nombre considérable de publications gouvernementales diverses. Si certaines des questions qui figurent dans le schéma ne peuvent encore recevoir de réponse, il faut en chercher la cause principale non pas dans les méthodes suivies pour présenter et communiquer les renseignements, mais dans la situation des territoires qui ne disposent pas encore de tout l'appareil nécessaire pour les recherches statistiques.

b) Utilisation des renseignements

Le Secrétaire général a résumé les renseignements reçus en 1948; certains aspects de la situation économique, sociale et culturelle des territoires non autonomes en général ont fait l'objet d'analyses spéciales. Le Comité spécial chargé de l'examen des renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e de la Charte, qui s'est réuni à Genève le 2 septembre 1948, était saisi de ces documents; après avoir terminé son rapport à Paris, il a présenté à l'Assemblée générale plusieurs recommandations.

Le Comité spécial avait pour mandat d'examiner les renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte et de soumettre à l'examen de l'Assemblée générale des rapports sur ces renseignements, en y joignant des recommandations sur la procédure qu'il jugerait appropriée et les suggestions qu'il estimerait convenables concernant les questions techniques en général, mais non un territoire en particulier (résolution 146 (II) adoptée par l'Assemblée générale le 3 novembre 1947).

Lorsqu'il a examiné les principaux aspects de la situation dans les territoires non autonomes, le Comité spécial s'est surtout servi pour ses travaux des analyses rédigées par le Secrétaire général sur la situation de ces territoires dans le domaine économique, celui de la santé, celui du travail, celui du service social et celui de l'instruction. Il n'a pas présenté à l'Assemblée générale de recommandations au sujet de ces points, mais il a proposé que le Secrétaire général informe les Membres intéressés des observations faites en Comité. Comme il est indiqué plus haut, l'Assemblée générale a fait sienne cette proposition, en vertu de quoi le Secrétaire général a rédigé son mémoire du 5 novembre 1948.

Le Comité spécial de 1948 et après lui la Quatrième Commission de l'Assemblée générale ont examiné les questions de procédure et de principe que pose le maintien ou la suppression du Comité spécial. Les opinions exprimées sont très variées. On a affirmé que la résolution 146 (II) a créé le Comité spécial sur une base permanente, puisque cette résolution ne fixe aucune limite de temps et demande seulement au Comité de se réunir lorsque l'Assemblée générale le décidera. On a aussi affirmé que le maintien du Comité spécial sur une base permanente était nécessaire pour permettre l'examen, dans les meilleures conditions possibles, des renseignements communiqués et la défense des intérêts des territoires non autonomes. On a également exprimé l'idée que le Comité spécial de 1948 avait prouvé son utilité et qu'il fallait par conséquent le maintenir en 1949. Mais on a également prétendu que le Comité spécial avait été créé avant tout pour mettre au point une méthode pour le rassemblement et l'envoi de renseignements en vertu de l'alinéa e de l'Article 73, de sorte que, lorsque cette tâche serait achevée, il deviendrait inutile de créer un nouveau Comité spécial.

Au Comité spécial, un accord assez général s'est fait sur une solution de compromis: inviter l'Assemblée générale à constituer un Comité spécial semblable à celui de 1948 sans engager l'avenir.

La Quatrième Commission de l'Assemblée générale a repris cette question. Un amendement qui recommandait la constitution d'une Comité spécial sur une base permanente a été repoussé par partage des voix; un deuxième amendement, qui proposait de créer un tel Comité pour trois ans, a été repoussé à la majorité des voix. A la suite de ces décisions, la Quatrième Commission a adopté la proposition telle que le Comité spécial la lui avait soumise; plus tard, le 3 novembre 1948, l'Assemblée générale a adopté cette proposition qui constitue la résolution 219 (III). Aussi des dispositions ont-elles été prises pour la convocation en 1949 d'un Comité spécial pour l'examen des renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e de la Charte, avant l'ouverture de la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale; cette décision n'engage nullement l'avenir du Comité spécial.

La composition du Comité qui se réunira en 1949 est la suivante:

Membres communiquant des renseignements en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte: Australie, Belgique, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Nouvelle - Zélande, Pays-Bas et Royaume-Uni;

Membres élus par la Quatrième Commission au nom de l'Assemblée générale: Brésil, Chine, Egypte, Inde, République Dominicaine, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela.

Le Secrétaire général a convoqué le Comité spécial à Lake Success pour le 25 août 1949. Le Comité aura à présenter à l'Assemblée générale un rapport analogue à celui que prévoyait le mandat du Comité spécial qui s'est réuni en 1948, et il a donc qualité pour faire des recommandations sur la procédure ainsi que des propositions concernant les questions techniques en général.

Quant aux renseignements reçus en 1948, les résumés et analyses examinés par le Comité spécial et par la Quatrième Commission ont paru en un seul volume. L'Organisation des Nations Unies a également utilisé ces renseignements pour diverses études relatives à des problèmes d'ordre général. Par exemple, dans son rapport sur les travaux de sa deuxième session, tenue en juin 1948, la Sous-Commission du développement économique a proposé que l'on analyse pour elle les renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73, du point de vue du développement économique et particulièrement de l'industrialisation. En conséquence, à sa troisième session, en mars et avril 1949, la Sous-Commission disposait d'une documentation qui définissait les problèmes du développement économique et les obstacles à ce développement et résumait les principaux programmes de développement arrêtés par les autorités responsables pour les territoires non autonomes.

c) Collaboration avec les institutions spécialisées

L'importance d'une collaboration avec les institutions spécialisées touchant l'application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte a été soulignée aux Assemblées générales de 1946, 1947 et 1948. Au Comité spécial, en 1948, le représentant de l'Organisation internationale du Travail, celui de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et celui de l'Organisation mondiale de la santé ont participé activement aux débats sur les questions qui les intéressent directement et ont donné des renseignements sur ceux des travaux de leurs institutions qui portaient sur la situation des territoires non autonomes. Sur la recommandation du Comité spécial, l'Assemblée générale a adopté la résolution 221 (III) qui vise à rendre plus étroite la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Le Secrétaire général, dans un mémoire du 19 février 1949, a appelé l'attention des institutions spécialisées sur la coopération qu'elles doivent apporter et des entretiens officieux ont eu lieu entre le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et celui de certaines institutions spécialisées pour élucider certains points de détail.

La collaboration envisagée doit avoir des effets favorables sur les méthodes utilisées pour le rassemblement et l'envoi des renseignements, l'examen de ces renseignements et l'élaboration de programmes internationaux pour aider les Autorités chargées de l'administration à améliorer la situation des populations des territoires non autonomes.

Grâce au rassemblement et à l'envoi de renseignements, le Secrétariat des Nations Unies a pu réunir et classer une quantité importante de données officielles de base nécessaires à l'étude fouillée de tous les problèmes techniques qui concernent les territoires non autonomes. Il devrait donc être possible de libérer dans une certaine mesure les Etats Membres chargés de l'administration de l'obligation de fournir ces renseignements de base lorsqu'une institution internationale leur adresse une demande de renseignements sur un point particulier. D'autre part, il serait bon que l'on pût mettre les renseignements, souvent très détaillés, qui sont adressés aux institutions spécialisées lorsqu'elles le demandent, à la disposition de l'Assemblée générale ou de tout comité spécial que l'Assemblée générale pourrait créer, lorsqu'ils auront à débattre tel ou tel aspect

de la situation générale dans les territoires non autonomes. Cette question est prévue par le schéma, où il est déclaré que, dans le cas où, en vertu de clauses d'une convention générale, des renseignements sont communiqués par les Etats Membres à un organisme international central, l'envoi de la copie de ces renseignements au Secrétaire général des Nations Unies serait considéré comme satisfaisant à l'obligation qui découle de l'alinéa e de l'Article 73 en ce qui concerne la matière traitée. L'espoir y est également exprimé que les organismes internationaux qui demandent des renseignements concernant les territoires non autonomes coopéreront dans la mesure souhaitable et nécessaire de telle façon que l'on puisse satisfaire leur besoin de documentation par l'application de l'alinéa e de l'Article 73.

La question de la revision du schéma est également traitée dans la résolution 221 (III) de l'Assemblée générale, qui invite les institutions spécialisées à examiner les sections du schéma qui relèvent de leur compétence. Il importe, et pour que tous les organismes internationaux puissent assumer leurs obligations de la manière la plus efficace, et pour que l'on puisse mettre au point les méthodes les plus rationnelles pour la communication de renseignements à toutes les institutions internationales, de faire en sorte que, lorsque l'on revisera le schéma, on tienne dûment compte de la nécessité de faire une distinction entre les renseignements qu'il faut transmettre au Secrétaire général et ceux qui relèvent de la compétence des institutions spécialisées. De cette manière, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et celui des institutions spécialisées seront en mesure de classer leurs renseignements respectifs d'une façon coordonnée qui permettra de les consulter très facilement pour des études internationales.

Les conseils techniques des institutions spécialisées peuvent considérablement faciliter l'examen par les Nations Unies des renseignements communiqués. C'est pourquoi la résolution 221 (III) invite le Secrétaire général à rechercher les conseils et l'assistance des institutions spécialisées lorsqu'il analyse les renseignements; elle invite également les institutions elles-mêmes à faire les observations qu'elles estiment utiles à l'examen des analyses rédigées par le Secrétaire général. Les divers secrétariats se sont entretenus de ces questions et les ont étudiées avec soin. Cette étude doit conduire à des échanges réciproques fondés sur les accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les diverses institutions spécialisées. Le premier article de ces accords stipule que l'institution spécialisée intéressée est chargée de prendre toutes les mesures appropriées pour atteindre les buts fixés par son acte constitutif. De plus, dans les accords conclus avec un certain nombre d'institutions spécialisées figure l'engagement de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies à la mise en œuvre des principes et obligations prévus au Chapitre XI de la Charte. Ce point est développé non seulement dans les résolutions de l'Assemblée générale, mais aussi dans les résolutions des institutions spécialisées. L'exemple le plus récent en est une résolution adoptée à Beyrouth par la Conférence générale des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

L'application de ces principes établira une norme pratique pour les échanges réciproques dans les cas où l'institution spécialisée est en mesure de satisfaire aux demandes que pourrait lui adresser l'Assemblée générale à la suite de son examen des renseignements communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73.

Un dernier point de la résolution 221 (III) qu'il convient de mentionner concerne l'invitation addressée aux institutions spécialisées d'informer de l'état d'avancement des travaux qu'elles ont entrepris tout comité spécial qui pourrait se créer, lorsque ces travaux ont trait à l'état économique, social et culturel des territoires non autonomes. Le Comité spécial de 1948 disposait de renseignements sur des travaux de cette nature entrepris par les trois institutions représentées et relatifs à la situation de territoires déterminés ou concernant la fourniture aux territoires non autonomes en général de services fournis à tous les pays qui sont dans une situation analogue. Le Comité spécial de 1949 devrait avoir à sa disposition des renseignements sur les programmes internationaux qui peuvent, à la demande des pays chargés de l'administration, s'appliquer aux territoires non autonomes conformément aux dispositions de l'Article 73 d de la Charte, pour atteindre les buts sociaux, économiques et scientifiques mentionnés à l'Article 73.

d) Relations avec les organisations consultatives régionales

Le Secrétariat des Nations Unies a maintenu une liaison étroite avec celui de la Commission des Caraïbes. Sur l'invitation de la Commission, le Secrétaire général a délégué un observateur pour assister à la troisième Conférence des Antilles, qui s'est tenue à la Guadeloupe du 1er au 14 décembre 1948.

Lorsqu'elle a examiné certains points de son ordre du jour, la Conférence s'est intéressée à certains principes adoptés par l'Organisation des Nations Unies; elle s'est intéressée aussi à l'économie réalisée dans les recherches grâce à l'utilisation des données et des formules établies par cette Organisation. L'une des recommandations de la Conférence était que la Déclaration universelle des droits de l'homme serve de principe fon-

damental aux lois des territoires de la zone caraïbe. L'intérêt manifesté par la Conférence pour l'économie dans les recherches a donné lieu à une recommandation tendant à ce que, lorsque la Commission rassemble des renseignements, elle se serve de formules et de questionnaires-types aussi semblables que possible à ceux qu'emploie l'Organisation des Nations Unies.

La Commission du Pacifique-Sud a fixé son siège à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie; la Commission et le Conseil de recherches y ont tenu des réunions en mai 1949. Comme dans le cas de la Commission des Caraïbes, les statuts de la Commission du Pacifique-Sud prévoient une coopération effective avec l'Organisation des Nations Unies.

Ces deux organisations sont des commissions consultatives où sont représentés les Etats Membres chargés de l'administration des territoires de ces régions.

Un autre type de relations fait l'objet d'une lettre du Secrétaire général de l'Union panaméricaine, qui informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la création, le 15 mars 1949, de la Commission américaine des territoires non autonomes de l'Organisation des Etats américains. Cette Commission s'est créée à la suite d'une résolution adoptée par la neuvième Conférence internationale des Etats américains, en 1948. Le Secrétaire général des Nations Unies n'a pas à s'occuper des considérations politiques qui ont provoqué la création de cette Commission. D'autre part, il s'agit d'un organe subsidiaire de l'Organisation des Etats américains, et le Secrétaire général ne peut manquer de fournir toute l'assistance technique normale qui lui est demandée pour les travaux de recherche de la Commission, comme par exemple de fournir à l'Union panaméricaine des résumés de renseignements officiellement communiqués sur l'état économique, social et culturel de territoires administrés par des Membres des Nations Unies.

F.–Déclaration relative aux territoires non autonomes

a) Considérations générales

Le Chapitre XI de la Charte concerne les territoires dont la population ne s'administre pas encore complètement elle-même. Les changements d'ordre constitutionnel qui tendent à assurer la participation des autochtones au fonctionnement des organes locaux de gouvernement dans les territoires actuellement non autonomes présentent un intérêt immédiat pour l'œuvre des Nations Unies, puisque, de leur fait, ces populations peuvent cesser de relever du Chapitre XI.

La résolution 222 (III), que l'Assemblée générale a adoptée le 3 novembre 1948, a pris note du fait que, conformément aux déclarations des Gouvernements responsables, soixante-quatorze territoires relevaient, après l'énumération de 1946, du domaine de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, et qu'en ce qui concerne certains de ces territoires, il n'avait pas été envoyé de renseignements en 1947 et en 1948. En conséquence, l'Assemblée générale, tout en accueillant avec satisfaction tout progrès réalisé dans le sens de l'autonomie, a considéré qu'il était essentiel que l'Organisation des Nations Unies fût informée de toute modification, intervenue dans la constitution et le statut de l'un quelconque de ces territoires, en vertu de laquelle le Gouvernement responsable estimait inutile la communication de renseignements aux termes de l'alinéa e de l'Article 73. La résolution invite les Membres intéressés à adresser au Secrétaire général, dans un délai maximum de six mois, tous renseignements utiles, y compris les textes constitutionnels, législatifs ou réglementaires concernant le gouvernement du territoire, et les textes relatifs aux liens constitutionnels entre les territoires et le Gouvernement métropolitain.

Par une note du 22 janvier 1949, le Secrétaire général a appelé l'attention des Etats Membres intéressés sur la résolution 222 (III) et les a invités à examiner la demande de l'Assemblée générale et, le cas échéant, à communiquer les renseignements qui pourraient être utiles, dans un délai de six mois expirant le 3 mai 1949.

Le Gouvernement français et celui du Royaume-Uni ont fait parvenir leur réponse.

Dans sa réponse, le Royaume-Uni rappelle brièvement les déclarations présentées oralement à la Commission spéciale et à la Quatrième Commission en 1947 en ce qui concerne la situation de Malte et indique que, la situation scolaire, sociale et économique de Malte relevant exclusivement désormais du Gouvernement de Malte, il serait peu indiqué, et en fait impossible, que le Gouvernement du Royaume-Uni continuât à envoyer des renseignements sur ces questions en vertu de l'alinéa e de l'Article 73.

Par une lettre du 29 avril 1949, le Gouvernement français a transmis au Secrétaire général un certain nombre de textes législatifs concernant la constitution de l'Union française et le statut des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et la Réunion, des territoires d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie, des Etablissements français d'Océanie, de Saint-Pierre-et-Miquelon, des Etats associés de l'Indochine et des Etablissements français de l'Inde. Dans cette lettre, le Gouvernement français, tout en se conformant à la résolution 222 (III), entend rappeler que la détermination des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes, selon les termes de l'Article 73 de la Charte, relève de la compétence

exclusive des Etats qui ont la responsabilité d'administrer lesdits territoires.

b) Progrès économiques et sociaux

A l'alinéa d de l'Article 73 de la Charte, les Etats Membres intéressés s'engagent à coopérer entre eux et, quand les circonstances s'y prêteront, avec les organismes internationaux spécialisés, en vue d'atteindre effectivement les buts sociaux, économiques et scientifiques énoncés à cet Article.

Outre la coopération apportée par la Commission des Caraïbes et celle du Pacifique-Sud, on peut citer un certain nombre de réunions techniques tenues pour traiter des problèmes communs des territoires non autonomes et des pays qui ont des besoins semblables dans le domaine technique. Parmi les principales réunions, citons: deux conférences à Nairobi (Kénya) en octobre 1948, pour la lutte contre la peste bovine (la première était organisée par le Royaume-Uni et la deuxième s'est tenue sous les auspices de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture); une conférence sur la conservation du sol, qui s'est tenue à Goma (Congo belge) en novembre 1948 (cette conférence a adopté des résolutions recommandant la création d'un bureau de renseignements techniques relatifs à l'Afrique centrale, orientale et méridionale, ainsi que le classement et l'étude des sols africains); la troisième conférence de l'Union africaine des postes et télécommunications, qui s'est tenue au Cap en novembre 1948; une conférence de la Commission scientifique internationale de la trypanosomiase, qui s'est tenue à Londres en février 1949; la première session de la Commission internationale du riz, qui s'est tenue à Bangkok en mars 1949; la première session du Conseil indo-pacifique des pêches, qui s'est tenue à Singapour en mars 1949; la Conférence internationale des forêts et de l'utilisation du bois, qui s'est tenue à Mysore en mars et en avril 1949. A la suite de réunions qui se sont tenues à Paris en janvier 1949, une conférence africaine sur la protection des populations rurales doit se tenir à Jos (Nigéria) en novembre; elle sera précédée par une conférence sur la nutrition, qui se tiendra au Cameroun sous tutelle française.

En mars 1949, une convention internationale pour le contrôle permanent des foyers d'origine du criquet nomade a été signée à Londres par la Belgique, la Rhodésie du Sud, l'Union Sud-Africaine et le Royaume-Uni. La convention prévoit la création d'un Conseil international de surveillance du criquet nomade, Conseil dont le siège se trouvera en Rhodésie du Nord.

En ce qui concerne la coopération avec les institutions spécialisées, il y a eu, outre les conférences indiquées ci-dessus, des campagnes antituberculeuses, entreprises au Maroc et en Tunisie par l'Organisation mondiale de la santé et par le Fonds international de secours à l'enfance; trois savants de renommée mondiale ont été choisis en octobre 1948 par le Ministère des colonies du Royaume-Uni, sur une liste établie par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, pour étudier l'œdème des pousses qui frappe les cacaoyers de la Côte-de-l'Or. Parmi les études récemment publiées, il convient de citer le *Livre des besoins* (dans le domaine de l'éducation), publié par l'UNESCO, qui traite de la Malaisie: Fédération malaise, Bornéo septentrional, Sarawak et Singapour, et le rapport sur le problème de l'instruction technique en Extrême-Orient, destiné à l'Organisation internationale du Travail et à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et où figure une étude de la situation en Indonésie, à Hong-Kong, dans la Fédération malaise et à Singapour.

Les débats que les organes des Nations Unies ont consacrés à l'état économique et social des territoires non autonomes ont continué à être fréquents. Les dispositions qu'il y a lieu de prendre lorsqu'on désire étendre aux territoires non métropolitains en général l'application des conventions des Nations Unies est un problème important, pour la solution duquel il faut tenir compte, d'une part de l'utilité d'étendre cette application, et d'autre part des principes constitutionnels et notamment du principe qui veut que les territoires qui s'administrent eux-mêmes dans un domaine déterminé consentent eux-mêmes à l'acceptation d'une obligation internationale dans ce domaine. Dans le projet de convention relative à la transmission internationale des informations et au droit de rectification, projet adopté par l'Assemblée générale le 13 mai 1949, figure un article conçu pour résoudre cette difficulté; dans le projet de convention sur la liberté de la presse, la Troisième Commission a approuvé un article analogue; la Commission des questions sociales a recommandé de faire figurer un texte semblable dans la future convention relative à la répression de la prostitution. Dans tous les cas, les textes prévoient: *a*) la communication du texte par l'Etat Membre à l'autorité responsable du territoire; *b*) le principe de l'adhésion au nom des territoires; *c*) le principe correspondant qui veut que, quand des raisons constitutionnelles l'exigent, l'adhésion soit subordonnée à l'acceptation des territoires; et *d*) la méthode à suivre pour notifier au Secrétaire général l'adhésion du territoire.

S'il est important d'adopter des pratiques uniformes dans ce domaine, c'est parce qu'elles constituent un lien entre les principes du Chapitre XI et ceux de l'Article 55 de la Charte. La déclaration relative aux territoires non autonomes qui constitue le Chapitre XI est essentiellement transitoire, puisqu'elle envisage l'évolution vers l'autonomie. Les buts économiques, sociaux et

culturels exposés dans la déclaration se retrouvent sous leur aspect permanent à l'Article 55, qui demande aux Nations Unies de favoriser la réalisation d'objectifs semblables pour tous les peuples. L'adhésion, au nom des territoires actuellement non autonomes, à des instruments qui concrétisent les solutions adoptées par les Nations Unies en application de l'Article 55 est conforme aux dispositions du Chapitre XI et doit constituer les fondations solides d'une politique économique et sociale pour le jour où les territoires auront atteint le stade ultime de leur évolution politique.

Chapitre IV

QUESTIONS JURIDIQUES

A.–Cour internationale de Justice

a) Compétence de la Cour

i) *Acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour*

Depuis le 1er juillet 1948 les Etats dont les noms suivent ont déposé auprès du Secrétaire général des déclarations reconnaissant comme obligatoire la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, de son statut:

Pakistan, 9 juillet 1948; Bolivie, 16 juillet 1948; Suisse, 28 juillet 1948.

La France et la Belgique ont déposé le 13 juillet 1948 et le 1er mars 1949, respectivement, les instruments de ratification de leurs déclarations d'adhésion.

ii) *Actes conférant compétence à la Cour*

Les traités énumérés ci-après enregistrés au Secrétariat général des Nations Unies contiennent des dispositions conférant compétence à la Cour internationale de Justice: Accords relatifs aux services aériens conclus entre les Pays-Bas et l'Inde (par application du chapitre XVIII de la Convention relative à l'aviation civile internationale); Accords de coopération économique conclus respectivement entre les Etats-Unis d'Amérique et la Chine; les Etats-Unis et la France; les Etats-Unis et la Belgique; les Etats-Unis et l'Italie; les Etats-Unis et les Pays-Bas; les Etats-Unis et l'Islande; les Etats-Unis et la Norvège; les Etats-Unis et l'Autriche; les Etats-Unis et le Danemark; les Etats-Unis et le Royaume-Uni; les Etats-Unis et la Grèce; les Etats-Unis et la Suède; les Etats-Unis et l'Irlande; les Etats-Unis et le Luxembourg; les Etats-Unis et la Turquie; les Etats-Unis et le Portugal; Traité réglementant la collaboration en matière économique, sociale et culturelle ainsi que la défense collective, conclu entre la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni; Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique; Traité américain de règlement pacifique (Pacte de Bogota) signé par les vingt et une républiques américaines; Convention entre le Luxembourg, la Belgique et la France relative aux chemins de fer luxembourgeois; Accord relatif aux services aériens conclu entre le Pakistan et l'Inde.

iii) *Autorisation pour demande d'avis consultatifs*

Au cours de l'année écoulée la Commission intérimaire de l'Assemblée générale (résolution 196 (III) de l'Assemblée générale) et l'Organisation internationale pour les réfugiés (résolution 205 (III) de l'Assemblée générale) ont été autorisées à demander des avis consultatifs. L'autorisation contenue dans l'accord conclu entre les Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (résolution 204 (III) de l'Assemblée générale) ne prendra pas effet avant que l'IMCO ait commencé à fonctionner et que son assemblée ait approuvé l'accord. A l'heure actuelle quatre organes principaux, un organe subsidiaire et neuf institutions spécialisées sont autorisés à demander des avis consultatifs dans le cadre de l'Article 96 de la Charte.

iv) *La Suisse, partie au Statut de la Cour*

La Suisse, ayant déposé le 28 juillet 1948 l'instrument requis par la résolution 91 (I) de l'Assemblée générale, a été le premier Etat non membre des Nations Unies à devenir partie au Statut de la Cour.

L'Assemblée générale, par sa résolution 264 (III) du 8 octobre 1948, a fixé, sur la recommandation du Conseil de sécurité, les conditions dans lesquelles un Etat, partie au Statut de la Cour internationale de Justice mais qui n'est pas membre de l'Organisation des Nations Unies, peut participer à l'élection des membres de la Cour. En vertu de cette résolution la Suisse est autorisée à participer aux élections périodiques des membres de la Cour sur un pied d'égalité avec les membres de l'Assemblée générale des Nations Unies; elle l'a fait pour la première fois lors des élections qui ont eu lieu au cours de la première

partie de la troisième session ordinaire. En outre, la Suisse, conformément à l'engagement pris dans son instrument d'adhésion, paie sa part proportionnelle dans les dépenses de la Cour.

v) *Demande pour devenir partie au Statut de la Cour présentée par le Liechtenstein*

Le Gouvernement du Liechtenstein, dans une lettre en date du 8 mars 1949, transmise par l'intermédiaire du Conseil général de Suisse, a fait connaître au Secrétaire général que la Principauté de Liechtenstein souhaitait devenir partie au Statut de la Cour. Le Conseil de sécurité ayant renvoyé la question à son Comité d'experts, cet organisme a suggéré, lors de sa séance du 16 juin 1948, que le Conseil de sécurité recommande à l'Assemblée générale d'autoriser le Liechtenstein à devenir partie au Statut dans les conditions fixées pour la Suisse.

b) Affaires portées devant la Cour

i) *Affaire du détroit de Corfou, fond (affaire contentieuse)*

Le 9 avril 1949, la Cour internationale de Justice a rendu son arrêt en l'affaire du détroit de Corfou (Royaume-Uni de Grande - Bretagne - Albanie) qui a déjà été exposée en détail dans des rapports antérieurs.

Dans son arrêt, la Cour, en réponse à la première question qui lui a été posée par le compromis conclu entre les deux parties, a déclaré par 11 voix contre 5 que l'Albanie était responsable en droit international des deux explosions qui se sont produites, le 2 octobre 1946, dans les eaux albanaises, ainsi que des dommages et des pertes de vies humaines qui en ont résulté et qu'elle était tenue de payer des réparations. Quant à la deuxième question, la Cour a décidé, par 14 voix contre 2, que le Royaume-Uni n'avait pas violé la souveraineté albanaise le 22 octobre 1946; elle a toutefois décidé à l'unanimité que la souveraineté de l'Albanie avait été violée par les opérations de déminage du 12-13 novembre 1946 et que la déclaration de la Cour constituait en elle-même une satisfaction appropriée.

La Cour, après avoir examiné les faits, a établi que les explosions avaient été causées par des mines appartenant à un champ de mines récemment posé qui avait été découvert par les Britanniques durant le déminage des eaux albanaises le 13 novembre. Pour répondre à la première question, la Cour devait déterminer s'il y avait un fondement juridique pour que la responsabilité de l'Albanie se trouve engagée. Les deux premières suggestions présentées par le Royaume-Uni et selon lesquelles les mines avaient été mouillées soit par l'Albanie elle-même, soit par des navires de guerre yougoslaves avec la connivence de l'Albanie, ont été écartées par la Cour qui a fait remarquer que la première allégation n'était pas appuyée de preuves et que l'exactitude de la seconde n'avait pas été établie. La Cour a déclaré qu'une imputation d'une gravité aussi exceptionnelle contre un Etat exigerait un degré de certitude qui n'avait pas été atteint dans l'affaire en question.

En ce qui concerne la troisième suggestion présentée par le Royaume-Uni, la Cour est toutefois arrivée à la conclusion que, si l'on tenait compte de tous les faits, le mouillage du champ de mines n'avait pu échapper à la connaissance de l'Albanie. La Cour a en outre considéré qu'il y avait pour l'Albanie une obligation dérivant de considérations élémentaires d'humanité, du principe de la liberté des communications maritimes et de l'obligation de tout Etat de ne pas permettre que son territoire soit utilisé pour des actes contraires au droit des autres Etats, de prévenir la navigation de l'existence d'un champ de mines dans ses eaux territoriales et en particulier d'avertir les navires britanniques qui s'avançaient du danger imminent auquel ils étaient exposés. En fait, l'Albanie n'avait rien tenté pour prévenir la catastrophe et ces graves omissions engageaient sa responsabilité internationale.

En examinant le point de savoir s'il incombait à l'Albanie de payer des réparations du fait de sa responsabilité, la question a été soulevée de savoir si la Cour pouvait non seulement statuer sur le principe des réparations, mais aussi en fixer le montant. La Cour a répondu par l'affirmative et dans une ordonnance spéciale elle a fixé des délais pour permettre aux parties de lui présenter leurs vues en la matière.

La seconde question posée par le compromis concernait le point de savoir si le Royaume-Uni avait violé la souveraineté de l'Albanie. Pour ce qui est du passage des navires de guerre britanniques le 22 octobre 1946, la Cour a considéré que les Etats, en temps de paix, possèdent le droit de faire passer leurs navires de guerre dans des détroits qui servent, aux fins de la navigation internationale, à mettre en communication deux parties de la haute mer, pourvu que le passage soit innocent. La Cour a considéré en outre que le détroit de Corfou appartenait à cette catégorie et que le passage était un passage innocent tant dans son principe même que dans la méthode selon laquelle il a été exécuté. L'Albanie, eu égard aux circonstances exceptionnelles, aurait été fondée à réglementer le passage, mais ne pouvait ni l'interdire, ni l'assujettir à une autorisation spéciale.

Par contre, en ce qui concerne l'opération de déminage du 12-13 novembre, la Cour a considéré qu'elle avait été exécutée contre la volonté clairement affirmée du Gouvernement albanais; elle ne pouvait s'autoriser de l'assentiment des organisations internationales de déminage et ne pouvait se

justifier par l'exercice du droit de passage innocent. Le Royaume-Uni avait déclaré qu'elle avait eu pour but de saisir le plus rapidement possible les mines par crainte qu'elles ne fussent enlevées par les auteurs du mouillage ou par les autorités albanaises. La Cour a considéré que cet argument était présenté soit comme une application particulière et nouvelle de la théorie de l'intervention, l'Etat intervenant agissant pour faciliter la tâche de la juridiction internationale, soit comme un procédé d'autoprotection, ou *self-help*. La Cour n'a pu retenir ces thèses. Elle ne pouvait envisager le prétendu droit d'intervention que comme la manifestation d'une politique de force qui ne saurait trouver place dans le droit international. La Cour n'a pu non plus admettre la thèse fondée sur le principe de l'autoprotection. Entre Etats indépendants le respect de la souveraineté territoriale est l'une des bases essentielles des rapports internationaux.

En plus de l'arrêt de la Cour, des déclarations personnelles ont été faites par MM. Basdevant et Alvarez, et des opinions dissidentes ont été émises par MM. Winiarski, Zoričić, Badawi Pacha, Krylov et Azevedo, ainsi que par M. Ecer[1], juge *ad hoc*.

Le jour même du prononcé de l'arrêt, la Cour a rendu une ordonnance instituant la procédure pour la fixation du montant des réparations dues par l'Albanie. Le Gouvernement du Royaume-Uni, dans son mémoire dépose le 1er octobre 1947, avait indiqué les sommes qu'il réclamait et la Cour, en se fondant sur ce mémoire, a fixé les délais suivants: 25 juin 1949, pour la présentation des observations de l'Albanie sur le montant réclamé par le Royaume-Uni; 25 juillet 1949, pour la réplique du Royaume-Uni; 25 août 1949, pour la duplique de l'Albanie. La suite de la procédure, y compris la nomination d'experts en cas d'accord entre les parties tant sur l'objet de l'expertise que sur le nom des experts, serait réglée par voie d'ordonnance par le Président de la Cour en ladite affaire[2].

ii) *Réparation des dommages subis au service des Nations Unies (avis consultatif)*

Le 11 avril 1949, la Cour internationale de Justice a prononcé son avis consultatif sur la question de la réparation des dommages subis au service des Nations Unies. Cette question posée à la Cour par l'Assemblée générale des Nations Unies est ainsi formulée (résolution 258 (III) du 3 décembre 1948):

"I. Au cas où un agent des Nations Unies subit, dans l'exercice de ses fonctions, un dommage dans des conditions de nature à engager la responsabilité d'un Etat, l'Organisation des Nations Unies a-t-elle qualité pour présenter contre le gouvernement *de jure* ou *de facto* responsable, une réclamation internationale en vue d'obtenir la réparation des dommages causés: *a*) aux Nations Unies, *b*) à la victime ou à ses ayants droit?

"II. En cas de réponse affirmative sur le point I *b*), comment l'action de l'Organisation des Nations Unies doit-elle se concilier avec les droits que l'Etat dont la victime est ressortissante pourrait posséder?"

La Cour a répondu affirmativement à l'unanimité à la question I *a*) et par 11 voix contre 4, à la question I *b*). Pour procéder à l'examen de ces questions, la Cour a établi une distinction selon que l'Etat responsable fait ou ne fait pas partie de l'Organisation des Nations Unies, mais elle est arrivée à une conclusion identique en ce qui concerne la qualité de l'Organisation pour présenter une réclamation internationale tant contre les Etats Membres que contre les Etats non membres.

En ce qui concerne la question II, la Cour a estimé, par 10 voix contre 5, que lorsque l'Organisation des Nations Unies, en qualité d'Organisation, présente une réclamation en réparation des dommages causés à son agent, elle ne peut le faire qu'en fondant sa réclamation sur un manquement à des obligations envers elle; le respect de cette règle aura d'ordinaire pour conséquence de prévenir un conflit entre l'action des Nations Unies et les droits que pourrait posséder l'Etat dont l'agent est ressortissant, et de permettre ainsi de concilier les deux réclamations; au surplus, la conciliation dépendra de considérations propres à chaque cas d'espèce, et d'accords à conclure entre l'Organisation et les divers Etats individuellement, accords soit généraux, soit particuliers pour chaque cas.

L'avis complet de la Cour accompagné d'un rapport spécial du Secrétaire général sur la question est envoyé à tous les Etats Membres des Nations Unies; cet avis ne sera donc pas examiné en détail dans le présent rapport. L'avis consultatif affirme la personnalité juridique internationale de l'Organisation des Nations Unies dans ses rapports avec les Etats Membres et non membres, et il affirme en outre que l'Organisation a qualité pour assurer la protection de ses agents et présenter des réclamations internationales en réparation des dommages causés à l'Organisation des Nations Unies elle-même, et à la victime ou à ses ayants droit.

c) Composition de la Cour et de la Chambre de procédure sommaire

Le 22 octobre 1948, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont, par des votes indépendants, réélu MM. Badawi Pacha, Hsu Mo, Read,

[1] M. Ecer remplaçait M. Igor Daxner qui avait siégé comme juge *ad hoc*, désigné par le Gouvernment albanais lors de la procédure sur l'exception préliminaire, et que la maladie avait empêché de siéger lors de la procédure orale sur le fond.

[2] L'affaire du détroit de Corfou, introduite sous la présidence de M. J. G. Guerrero, Président de la Cour du 6 avril 1946 au 28 février 1949, s'est poursuivie sous sa présidence après cette date.

Winiarski et Zoričić, dont le mandat venait à expiration le 6 février 1949.

Conformément à l'article 9 de son règlement, le 28 février 1949, la Cour a élu Président, M. Basdevant, précédemment Vice-Président, et Vice-Président, M. Guerrero, précédemment Président. Le nouveau Président et le nouveau Vice-Président sont entrés immédiatement en fonction. La durée de leur mandat est de trois ans.

Le Chambre de procédure sommaire élue pour l'année 1949-1950, le 22 mars 1949 (Statut, Article 29), est composée de la manière suivante :

Membres

M. Basdevant, *Président,*
M. Guerrero, *Vice-Président,*
Sir Arnold McNair,
M. Krylov,
M. Hsu Mo.

Membres suppléants

M. Hackworth,
M. de Visscher.

Les membres de la Chambre de procédure sommaire sont entrés en fonction le 3 mai 1949 et exerceront leur mandat jusqu'au 2 mai 1950.

d) Séances de la Cour

La Cour s'est réunie du 2 novembre 1948 au 11 avril 1949, pour examiner les deux affaires mentionnées ci-dessus. Elle a également adopté son budget pour l'année 1949 et elle a examiné certaines questions d'ordre administratif.

B.–Développement et codification du droit international

a) Préparation du travail de la Commission du droit international

Le Secrétaire général a été chargé par la résolution 175 (II), adoptée par l'Assemblée générale le 21 novembre 1947, de faire le travail preparatoire nécessaire pour le commencement de l'activité de la Commission du droit international créée à la même date par la résolution 174 (II) et dotée d'un statut annexé à cette dernière résolution. Une série d'études a, par conséquent, été entreprise et les résultats en ont été communiqués sous forme de mémorandums à la Commission, lors de sa première session.

Trois de ces études concernent certains sujets déterminés dont l'Assemblée générale a expressément saisi la Commission. Un mémorandum intitulé *Etude préparatoire relative à un projet de déclaration des droits et des devoirs des Etats* présente sur cette question une documentation étendue destinée à faciliter le travail de préparation d'une déclaration des droits et des devoirs des Etats, dont la Commission a été chargée par la résolution 178 (II) du 21 novembre 1947. Une autre étude, *Le statut et le jugement du Tribunal de Nuremberg; historique et analyse,* concerne la formulation des principes de droit international reconnus par le statut et le jugement du Tribunal de Nuremberg, dont la Commission a été chargée par la résolution 177 (II) du 21 novembre 1947. Le troisième mémorandum qui fait partie de cette catégorie, *Etude historique de la question d'une juridiction criminelle internationale,* est destiné à faciliter les travaux de la Commission lorsqu'elle étudiera, conformément à la résolution 260 (III) B du 9 décembre 1948, le point de savoir s'il est souhaitable et possible de créer un organe judiciaire international chargé de juger les personnes accusées de crimes de génocide ou de certains autres crimes.

Une autre série d'études concerne les fonctions dévolues à la Commission par les dispositions de son statut. En vertu de l'article 18 de ce statut, la Commission "recherche, dans l'ensemble du droit international, les sujets appropriés de codification". Un *Examen d'ensemble du droit international en vue des travaux de codification de la Commission du droit international* a été préparé pour aider la Commission à s'acquitter de cette tâche essentielle. Cette étude passe en revue un grand nombre de subjets possibles de codification et examine les diverses méthodes de sélection. En outre, un mémorandum intitulé *Moyens permettant de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier,* expose l'état actuel de la documentation relative au droit international coutumier et étudie les méthodes susceptibles de l'améliorer, en vue d'aider la Commission à s'acquitter de la tâche qui lui est confiée par l'article 24 de son statut et consistant à favoriser le développement de cette documentation. A cet égard, on peut mentionner, en ce qui concerne la compilation des affaires de droit international dont il était fait mention dans le rapport du Secrétaire général de l'an dernier, que deux volumes ont été préparés par le Greffier de la Cour internationale de Justice et publiés comme publications des Nations Unies, sous le titre de *Recueil des sentences arbitrales.*

Enfin, en vue de la préparation d'une liste d'organisations nationales ou internationales s'occupant du droit international auxquelles seront envoyés les documents de la Commission, prévue par l'article 26 du statut, le Secrétaire général a établi un projet de liste qui a été soumis à la Commission.

b) Première session de la Commission du droit international

En application de la résolution 174 (II) de l'Assemblée générale créant une Commission du droit international, et conformément au statut annexé à cette résolution, l'Assemblée générale a

élu, le 3 novembre 1948, les quinze membres de la Commission dont les noms suivent :

M. Ricardo J. Alfaro, Panama ;
M. Gilberto Amado, Brésil ;
M. James Leslie Brierly, Royaume-Uni ;
M. Roberto Cordova, Mexique ;
M. J. P. A. François, Pays-Bas ;
M. Shuhsi Hsu, Chine ;
M. Manley O. Hudson, Etats-Unis d'Amérique ;
Faris Bey el-Khoury, Syrie ;
M. Vladimir M. Koretsky, Union des Républiques socialistes soviétiques ;
Sir Benegal N. Rau, Inde ;
M. A. E. F. Sandström, Suède ;
M. Georges Scelle, France ;
M. Jean Spiropoulos, Grèce ;
M. Jesús M. Yepes, Colombie ;
M. Jaroslav Zourek, Tchécoslovaquie.

La première session de la Commission s'est ouverte le 12 avril 1949, à Lake Success. Au cours de cette session, qui a pris fin le 9 juin 1949, la Commission a tenu trente-huit séances. Etant donné que la Commission présente à l'Assemblée générale un rapport détaillé sur ses travaux, le présent rapport ne contiendra qu'un bref exposé à leur sujet.

La Commission a élu son bureau pour un an. Il est composé de la manière suivante :

Président : M. Manley O. Hudson ;

Premier Vice-Président : M. Vladimir M. Koretsky ;

Deuxième Vice-Président : Sir Benegal N. Rau ;

Rapporteur : M. Gilberto Amado.

Trois questions dont la Commission était expressément saisie par des résolutions de l'Assemblée générale et trois points concernant les attributions générales conférées à la Commission par son statut figuraient à l'ordre du jour adopté par elle.

Au cours de cette session, la Commission s'est acquittée de la tâche qui consistait à préparer un projet de déclaration des droits et des devoirs des Etats, et qui lui avait été confiée par la résolution 178 (II) de l'Assemblée générale. La Commission a préparé et adopté un projet de déclaration comportant quatorze articles, et a décidé de le présenter à l'Assemblée générale par l'entremise du Secrétaire général.

En exécution de la résolution 177 (II) de l'Assemblée générale chargeant la Commission de formuler les principes de droit international reconnus par le statut et par le jugement du Tribunal de Nuremberg et de préparer un projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, indiquant clairement la place qu'il convient d'accorder aux principes en question, la Commission a procédé à un examen minutieux des principes de Nuremberg et les a provisoirement formulés dans un avant-projet. Toutefois, ayant constaté que la préparation d'un projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité exigeait une étude plus approfondie, et que les deux tâches étaient intimement liées, la Commission a décidé de confier les deux questions à un rapporteur, M. Spiropoulos, étant entendu qu'il devra présenter à la Commission, lors de sa deuxième session, un rapport sur les principes de Nuremberg et un document de travail sur le projet de code.

La Commission a procédé à une étude préliminaire de la question dont l'a saisie l'Assemblée générale, par sa résolution 260 (III) B, et qui concerne le point de savoir s'il est souhaitable et possible de créer un organe judiciaire international chargé de juger les personnes accusées de crimes de génocide ou d'autres crimes qui seraient de la compétence de cet organe en vertu de conventions internationales. La Commission a désigné deux rapporteurs, M. Alfaro et M. Sandström, qu'elle a chargés de s'occuper de cette question ; elle leur a demandé de faire une étude à ce sujet et de présenter à cet égard à la Commission, lors de sa deuxième session, un ou plusieurs documents de travail.

Une grande partie des débats de la Commission a été consacrée à la préparation, conformément à l'article 18 de son statut, d'un plan pour la codification du droit international. La Commission a établi une liste provisoire de quatorze sujets choisis pour codification et elle a décidé de donner la priorité à trois de ces sujets, à savoir, les traités, le régime de la haute mer et la procédure arbitrale. Un rapporteur a été désigné pour chacun de ces sujets, à savoir, M. Brierly pour les traités, M. François pour le régime de la haute mer, et M. Scelle pour la procédure arbitrale ; chacun de ces rapporteurs a été invité à préparer, sur la question qui lui a été confiée, un document de travail à soumettre à la Commission lors de sa deuxième session. Conformément aux dispositions de l'article 19, paragraphe 2, du statut, il a également été décidé d'adresser aux Gouvernements des demandes de renseignements sur ces questions. D'autre part, M. Yepes a été invité à préparer un document de travail sur le droit de refuge politique, question qui figure sur la liste provisoire des sujets choisis pour codification, mais qui ne se sont pas vu accorder la priorité.

Conformément à l'article 24 de son statut, la Commission a commencé l'examen des moyens susceptibles de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier. Après une discussion générale de la question, le Président de la Commission a été invité à préparer sur ce sujet un document de travail qu'il soumettra à la Commission lors de sa prochaine session.

La Commission a examiné le projet de liste d'organisations nationales et internationales qui s'occupent de droit international et que, ainsi que cela a été dit précédemment, le Secrétaire général a préparé en vue de la distribution des documents de la Commission. Il sera tenu compte pour la rédaction de la liste des organisations auxquelles les documents seront envoyés, des additions faites et des suggestions formulées par les membres de la Commission.

c) Génocide

Le Conseil économique et social a décidé, lors de sa septième session, par sa résolution 153 (VII) en date du 26 août 1948, de transmettre à la troisième session de l'Assemblée générale le rapport de son Comité spécial chargé du génocide, qui contenait un projet de convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Sur la base du rapport que lui a présenté sa Sixième Commission, sur cette question, l'Assemblée générale, par la résolution 260 (III) A du 9 décembre 1948, a approuvé une convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dont le texte est annexé à ladite résolution et l'a soumise à la signature et à la ratification ou à l'adhésion conformément à l'article XI de la Convention.

L'article XI dispose que la Convention sera ouverte jusqu'au 31 décembre 1949 à la signature au nom de tout Membre de l'Organisation des Nations Unies et de tout Etat non membre à qui l'Assemblée générale aura adressé une invitation à cet effet. L'article dispose en outre que la Convention sera ratifiée et que les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général. A partir du 1er janvier 1950, il pourra être adhéré à la Convention au nom de tout Membre de l'Organisation des Nations Unies et de tout Etat non membre qui aura reçu l'invitation susmentionnée. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général.

Par des télégrammes en date du 6 décembre 1948 et, de nouveau, par une lettre en date du 23 mars 1949, le Secrétaire général a attiré l'attention des Etats Membres des Nations Unies sur le fait que la Convention est ouverte à leur signature conformément aux dispositions de l'article XI. En application des dispositions de l'article XVIII, des copies certifiées conformes de la Convention ont été adressées, le 5 avril 1949, à tous les Membres de l'Organisation.

Vingt-cinq Etats Membres ont signé la Convention, à savoir, l'Australie, la Bolivie, le Brésil, le Chili (sous réserve de l'approbation du Congrès), l'Egypte, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, l'Ethiopie, la France, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Islande, le Libéria, le Mexique, la Norvège, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la République Dominicaine, le Salvador, l'Uruguay et la Yougoslavie. Conformément à l'article XVII de la Convention, le Secrétaire général a notifié les signatures à tous les Membres de l'Organisation. L'Assemblée générale n'a adressé d'invitation à signer la Convention à aucun Etat non membre.

La Convention doit, aux termes de son article XIII, entrer en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion. Elle sera, en vertu de l'article XIX, enregistrée par le Secrétaire général à la date de son entrée en vigueur. Les instruments d'adhésion ont été déposés auprès du Secrétariat général, par l'Ethiopie, le 1er juillet 1949, et par l'Australie, le 8 juillet 1949.

L'article XII dispose que toute partie contractante pourra, à tout moment, par notification adressée au Secrétaire général, étendre l'application de la Convention à sous les territoires ou à l'un quelconque des territoires dont elle dirige les relations extérieures. L'Australie a adressé, le 8 juillet 1949, au Secrétaire général, une notification par laquelle elle déclare étendre la Convention à tous les territoires dont elle dirige les relations extérieures. A cet égard, il convient de noter que l'Assemblée générale, par sa résolution 260 (III) C du 9 décembre 1948, a recommandé aux parties à la Convention qui administrent des territoires dépendants, de prendre les mesures nécessaires et possibles pour que les dispositions de la Convention puissent être étendues à ces territoires dans le plus bref délai.

En même temps que sa résolution approuvant la Convention sur le génocide, l'Assemblée générale a adopté une résolution 260 (III) B invitant la Commission du droit international à examiner s'il est souhaitable et possible de créer un organe judiciaire international chargé de juger les personnes accusées de crimes de génocide ou de certains autres crimes. Les mesures prises par le Secrétaire général et par la Commission du droit international à la suite de cette résolution sont exposées ci-dessus dans les paragraphes *a*) et *b*).

d) Législation internationale sous les auspices des Nations Unies

Dans des rapports précédents, le Secrétaire général a attiré l'attention sur l'importance des conventions plurilatérales comme moyen d'extension du droit international à de nouveaux domaines de l'activité internationale. Les exemples les plus remarquables de conventions de caractère législatif préparés au cours de l'année dernière sous les auspices des Nations Unies sont les suivants :

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (approuvée par l'Assemblée générale, le 9 décembre 1948) ;

Projet de Convention relative à la transmission internationale des informations et au droit de rectification (approuvée par l'Assemblée générale, le 13 mai 1949) ;

Acte général revisé, du 26 septembre 1928, pour le règlement pacifique des différends internationaux (résolution de l'Assemblée générale 268 (III) du 28 avril 1949) ;

Convention sur la liberté syndicale et la protection des droits syndicaux (adoptée par la Conférence internationale du Travail à San-Francisco, le 9 juillet 1948, et recommandée à la ratification à bref délai par la résolution de l'Assemblée générale 279 (III) du 13 mai 1949).

C.–Privilèges et immunités

a) Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies

Le Secrétaire général, dans son dernier rapport à l'Assemblée générale, a indiqué les mesures qui avaient été prises pour l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les mesures prises en vue de hâter l'adhésion des Etats Membres à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

L'Assemblée générale a, au cours de sa dernière session, examiné une fois encore le problème des privilèges et immunités des Nations Unies, et elle a rappelé la grande importance qu'elle attache à l'adhésion des Etats Membres à cette Convention.

Ayant rappelé le caractère complémentaire de l'Accord relatif au siège de l'Organisation par rapport à la Convention, l'Assemblée générale, par sa résolution 259 (III), a insisté sur le fait que, pour que l'Organisation puisse atteindre ses buts et exercer ses fonctions d'une manière efficace, il est essentiel que les Etats Membres approuvent unanimement les dispositions de la Convention. Tous les Etats qui n'avaient pas adhéré à la Convention ont donc été instamment priés de déposer leurs instruments d'adhésion auprès du Secrétaire général, le plus tôt possible.

Par une lettre en date du 11 février 1949, l'attention des Etats Membres qui n'ont pas encore adhéré à la Convention a été attirée sur cette résolution.

Toutefois, depuis le dernier rapport du Secrétaire général, sept Etats seulement ont adhéré à la Convention, à savoir: l'Egypte, le Pakistan, la Belgique, le Chili, le Luxembourg, l'Australie et le Liban. Il s'ensuit qu'à l'heure actuelle, les Etats Membres énumérés ci-après ont déposé auprès du Secrétaire général leurs instruments d'adhésion à la Convention générale :

Royaume-Uni	17	septembre	1946
République Dominicaine	7	mars	1947
Libéria	14	mars	1947
Iran	8	mai	1947
Honduras	16	mai	1947
Panama	27	mai	1947
Guatemala	7	juillet	1947
Salvador	9	juillet	1947
Ethiopie	22	juillet	1947
Haïti	6	août	1947
France	18	août	1947
Norvège	18	août	1947
Suède	28	août	1947
Afghanistan	5	septembre	1947
Philippines	28	octobre	1947
Nicaragua	29	novembre	1947
Nouvelle-Zélande	10	décembre	1947
Grèce	29	décembre	1947
Pologne	8	janvier	1948
Canada	22	janvier	1948
Islande	10	mars	1948
Pays-Bas	19	avril	1948
Inde	13	mai	1948
Danemark	10	juin	1948
Egypte	17	septembre	1948
Pakistan	22	septembre	1948
Belgique	25	septembre	1948
Chili	15	octobre	1948
Luxembourg	14	février	1949
Australie	2	mars	1949
Liban	10	mars	1949

On ne peut considérer que l'état actuel des adhésions à la Convention générale soit satisfaisant; en effet, bien que trois années se soient écoulées depuis que l'Assemblée générale a approuvé la Convention sur les privilèges et immunités, un peu plus de la moitié seulement des Etats Membres des Nations Unies y ont adhéré, et à l'heure actuelle l'Etat sur le territoire duquel se trouve le siège des Nations Unies lui-même n'y a pas adhéré.

Quoique le Gouvernement des Etats-Unis n'ait pas encore donné son adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, un *Executive Order* du Président des Etats-Unis, du mois d'août 1948, contient une disposition spéciale concernant l'exemption de service militaire des fonctionnaires des Nations Unies et d'autres organisations internationales, qui ne sont pas ressortissants des Etats-Unis; il en est de même pour les personnes qui entrent aux Etats-Unis en application des dispositions de l'article 11 de l'Accord relatif au siège. En vertu des dispositions de l'*Executive Order,* ces personnes n'ont pas eu à se faire recenser conformément à l'*United States Selective Service Act* de 1948.

b) Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées

Le 21 novembre 1947, l'Assemblée générale a approuvé la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées; elle l'a proposée à l'acceptation des institutions spécialisées et à l'adhésion de tous les Etats Membres de l'Or-

ganisation des Nations Unies et de tout autre Etat membre d'une institution spécialisée. Etant donné que cette Convention est divisée en deux parties, l'une consistant en clauses normales qui définissent les immunités et privilèges normaux considérés comme nécessaires à toutes les institutions spécialisées, et l'autre constituée par une série de projets d'annexes se rapportant chacune à une institution spécialisée particulière, il faut que chacune des institutions spécialisées accepte les clauses normales et communique au Secrétaire général les projets d'annexes qui ont été approuvés avant qu'un gouvernement puisse donner son adhésion en ce qui concerne l'institution spécialisée en question.

A l'heure actuelle, le texte définitif des projets d'annexes approuvées a été communiqué et l'acceptation des clauses normales a été notifiée au Secrétaire général par les institutions spécialisées ci-après:

Organisation mondiale de la santé	6 août	1948
Organisation de l'aviation civile internationale	10 août	1948
Organisation internationale du Travail	14 septembre	1948
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	13 décembre	1948
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	7 février	1948
Organisation internationale pour les réfugiés	4 avril	1949
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	29 avril	1949
Fonds monétaire international	9 mai	1949

Les Pays-Bas ont adhéré à la Convention, le 2 décembre 1948, en ce qui concerne l'OIT, l'OACI et l'OMS et l'Inde y a adhéré, le 10 février 1949, en ce qui concerne l'OIT, l'OAA, l'UNESCO, l'OACI et l'OMS.

c) Laissez-passer

Par sa résolution 261 (III) du 11 décembre 1948, l'Assemblée générale a approuvé les accords additionnels conclus entre les Nations Unies et l'OACI, l'OAA et l'UNESCO, au sujet de l'utilisation du laissez-passer des Nations Unies. Ces accords avaient été approuvés au préalable par les organes constitutionnels des institutions intéressées.

Conformément aux dispositions de chacun de ces accords, des arrangements spéciaux ont été conclus entre les Nations Unies et l'institution intéressée et le laissez-passer des Nations Unies est maintenant régulièrement délivré à ces institutions.

D.–Missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale, par sa résolution 257 (III) A, adoptée le 3 décembre 1948, a chargé le Secrétaire général de présenter, à chacune de ses sessions ordinaires, un rapport sur les pouvoirs des représentants permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Les pouvoirs des représentants permanents communiqués au Secrétaire général et émanant de trente Etats Membres ont été minutieusement examinés afin de déterminer s'ils répondaient aux conditions prévues dans le paragraphe 1 de ladite résolution.

Le 5 mai 1949, une lettre a été adressée à tous les Etats Membres, afin d'attirer leur attention sur le texte de cette résolution et de les inviter, dans chaque cas particulier, à se conformer à ses dispositions. Un certain nombre de réponses ont déjà été reçues à cette communication.

Le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale, pour sa quatrième session ordinaire, un rapport détaillé sur cette question. Ce rapport portera également, conformément aux dispositions de la résolution 257 (III) B, sur les missions permanentes auprès de l'Office européen des Nations Unies.

E.–Enregistrement et publication des traités et accords internationaux

Au cours de l'année écoulée, 364 traités ont été enregistrés ou inscrits au répertoire, au Secrétariat. Sur ce nombre, 291 ont été enregistrés ou inscrits au répertoire sur la demande de dix-sept pays, 32 sur la demande de trois institutions spécialisées et 23 l'ont été d'office par le Secrétariat. Si l'on compare ces chiffres à ceux de la période correspondante de l'an dernier, on constate que 67 traités de plus ont été enregistrés ou inscrits au répertoire.

Cette augmentation est due en partie à l'action des Gouvernements et en partie aux arrangements spéciaux conclus avec certaines institutions spécialisées pour l'enregistrement des accords auprès du Secrétaire général des Nations Unies. Des arrangements de ce genre ont été conclus avec l'Organisation de l'aviation civile internationale à la suite de l'adoption par son Conseil, le 1er avril 1949, d'un règlement pour l'enregistrement auprès de cette organisation des accords concernant l'aviation civile internationale, conformément aux articles 81 et 83 de la Convention relative à l'aviation civile internationale. A cet égard également, "un mémorandum d'accord" relatif à la procédure à suivre pour le dépôt et l'enregistrement à l'Organisation des Nations Unies des Conventions internationales du travail et de certains autres ins-

truments adoptés par la Conférence internationale du Travail a été signé, le 17 février 1949, au nom du Secrétaire général des Nations Unies et du Directeur général du Bureau international du Travail.

Le Secrétaire général, conformément à la résolution 254 (III) de l'Assemblée générale, a pris toutes les mesures nécessaires pour que les traités ou accords enregistrés soient publiés dans le plus bref délai possible.

Depuis le 3 novembre 1948, date à laquelle a été adoptée la résolution précitée, dix volumes du *Recueil des traités* ont été publiés. La préparation d'un volume d'index est actuellement en cours.

F.–Réparation pour dommages subis au service de l'Organisation des Nations Unies

Par sa résolution 258 (III) du 3 décembre 1948, l'Assemblée générale a demandé à la Cour internationale de Justice un avis consultatif sur certaines questions relatives à la réparation des dommages subis au service de l'Organisation des Nations Unies. Du 7 au 9 mars 1949, les représentants du Secrétaire général, de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni ont exposé verbalement leurs arguments. La Cour a également été saisie d'exposés écrits de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde et du Royaume-Uni. Il est rendu compte, dans la section A du présent chapitre, de l'avis de la Cour prononcée le 11 avril 1949.

Le Secrétaire général soumettra à l'Assemblée générale, lors de la quatrième session, les propositions que celle-ci l'a chargé de préparer à la lumière de l'avis de la Cour.

G.–Déclaration de décès des personnes disparues

Le Conseil économique et social, par sa résolution 158 (VII) du 24 août 1948, a chargé le Secrétaire général d'établir, en collaboration avec l'Organisation internationale pour les réfugiés et avec les autres organisations compétentes un avant-projet de Convention concernant la déclaration de décès des personnes disparues. Le Conseil souhaitait que l'on trouvât une solution aux difficultés d'ordre juridique provoquées par la disparition, du fait de la guerre ou des persécutions, des personnes dont le décès ne peut être établi de façon certaine. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général a présenté au Conseil économique et social, lors de sa huitième session, un projet de Convention. Le 2 mars 1949, le Conseil a créé un Comité spécial chargé des questions concernant la déclaration de décès des personnes disparues, auquel cette question a été renvoyée. Le Comité qui s'est réuni à Genève, du 7 au 21 juin 1949, a approuvé, avec certains amendements, le projet de Convention préparé par le Secrétaire général et l'a soumis au Conseil économique et social à sa neuvième session.

H.–Règlement intérieur du Conseil économique et social

Le Conseil économique et social a constitué, lors de sa septième session, un Comité de procédure de dix membres chargé d'effectuer, entre la septième session et la huitième session du Conseil, la revision du règlement intérieur. Le Comité devait à cette fin prendre pour base les propositions qui avaient été précédemment présentées par la délégation française et par le Secrétaire général, ainsi que toutes autres propositions soumises par les membres du Conseil.

Le Comité s'est réuni au siège de l'Organisation entre le 10 et le 27 janvier 1949. Il a entrepris, avec l'assistance d'experts en matière juridique du Secrétariat et du secrétaire du Conseil, la revision du règlement, en se fondant sur l'expérience acquise depuis le début des travaux du Conseil. Bien que certaines améliorations destinées à abréger les débats, notamment pour les questions de procédure, aient été adoptées, le Comité s'est efforcé, dans les cas où le règlement du Conseil et celui de l'Assemblée générale concernent des questions similaires, de suivre dans toute la mesure du possible le texte du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Le Conseil a examiné le rapport du Comité à sa 268ème séance, de sa 272ème à sa 280ème séance, et au cours de sa 282ème séance; il a adopté un règlement intérieur revisé le 18 mars 1949.

I.–Commission spéciale des méthodes et des procédures de l'Assemblée générale

Par sa résolution 271 (III), adoptée le 29 avril 1949, l'Assemblée générale s'est déclarée préoccupée de la longueur croissante de ses sessions et de la tendance de plus en plus marquée à prolonger les débats en séance plénière et en commission; elle a créé une Commission spéciale de quinze membres chargée d'étudier les méthodes et les procédures propres à permettre à l'Assemblée générale et à ses Commissions de remplir leurs fonctions avec plus d'efficacité et de diligence. Le Secrétaire général a été invité à collaborer étroitement avec la Commission spéciale.

Celle-ci examine maintenant les divers facteurs qui influent sur la longueur des sessions de l'Assemblée, notamment les questions relatives à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à son organisation intérieure, aux débats en séance plénière et en commissions, ainsi que certains articles du règlement intérieur pour lesquels des précisions sont nécessaires. Le rapport de la Commission sera transmis au Secrétaire général pour qu'il le fasse parvenir aux Etats Membres, le 15 août 1949 au plus tard.

Chapitre V

DEVELOPPEMENT DE LA COMPREHENSION DU PUBLIC A L'EGARD DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

a) Considérations générales

Au cours de l'année écoulée, l'opinion du public en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies a varié au fur et à mesure que lui parvenait le compte rendu de ses travaux. Toutefois, pour mesurer les résultats obtenus, le public a jugé en partant de ses propres idées sur ce que l'Organisation peut et doit accomplir; or, ces idées sont très souvent fondées sur une conception inexacte des limites que la Charte impose à l'Organisation et des moyens dont celle-ci dispose pour réaliser ses fins. D'autre part, une grande partie du public ne connaît surtout, parmi les problèmes à traiter par l'Organisation des Nations Unies, que les plus spectaculaires et reste dans l'ignorance, partiellement du moins, des progrès constants qu'elle réalise dans le domaine politique, aussi bien que dans les autres champs d'activité.

L'importance que l'Assemblée générale attache à l'opinion publique est illustrée par les résolutions qu'elle a adoptées en ce qui concerne l'information et l'enseignement relatifs à l'Organisation des Nations Unies. Le seul fondement rationnel d'un appui public, appui indispensable à la réussite de l'Organisation des Nations Unies, c'est une opinion publique exactement et pleinement informée des problèmes que traite l'Organisation et des solutions qu'elle est à même d'apporter aux problèmes qui rentrent dans le domaine de sa compétence.

Il importe donc que les diverses entreprises d'information, et l'ensemble des peuples eux-mêmes, se voient garantir la possibilité de se procurer des renseignements complets et exacts sur l'œuvre accomplie en tous lieux par l'Organisation des Nations Unies.

Au début de l'année étudiée, l'opinion publique tenait en haute estime celles des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique, social et humanitaire qui lui étaient familières. Mais elle considérait comme bien moins satisfaisants les résultats de son activité dans le domaine politique et dans celui de la sécurité. Le public a accueilli favorablement les tentatives faites par les petites et moyennes Puissances pour rapprocher les points de vue des grandes Puissances sur les questions politiques importantes.

La célébration de la Journée des Nations Unies, le 24 octobre 1948, a suscité un grand nombre de commentaires sur l'Organisation dans la presse et à la radio; dans l'ensemble, ces commentaires ont été favorables, bien que tempérés de regrets et de critiques à l'adresse de l'Organisation à laquelle on reprochait de n'avoir pas su concilier les désaccords entre les grandes Puissances.

Par la suite, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention sur le génocide adoptées par l'Assemblée générale ont reçu un accueil favorable, et la cessation des hostilités au Cachemire a eu pour effet d'accroître encore le respect de l'opinion publique pour l'Organisation des Nations Unies. Cette réaction a été renforcée par les accords d'armistice conclus entre Israël et certains Etats arabes, et l'on s'est généralement plu à reconnaître que l'Organisation des Nations Unies s'avérait le facteur le plus important dans la recherche de solutions aux problèmes qui mettent en jeu la paix et la sécurité. La levée du blocus de Berlin a permis d'apprécier le rôle que joue l'Organisation des Nations Unies dans le déroulement des événements internationaux, et le sentiment commun a été que l'Organisation s'était plus solidement établie en tant qu'instrument puissant de médiation et de conciliation.

D'une façon générale, les enquêtes menées par l'Organisation des Nations Unies indiquent qu'au cours de l'année passée, les commentaires de presse et de radio dans la plupart des pays du monde révèlent une plus juste compréhension du caractère véritable de l'Organisation; on a vu diminuer les critiques fondées sur une conception

erronée de ses objectifs et de ses attributions. Le public a maintenant une idée plus exacte du mécanisme de l'Organisation, encore que celle-ci ait continué d'être l'objet d'attaques en raison du manque de proportion entre la longueur des débats et l'importance des résultats obtenus.

L'opinion publique commence à considérer l'Organisation des Nations Unies comme un instrument général de conciliation et de médiation, pour l'ensemble des affaires internationales, plutôt que comme une autorité chargée d'imposer la paix par les armes ; c'est sous cet angle que, de plus en plus, on juge les réalisations de l'Organisation en matière politique et dans le domaine de la sécurité.

En étudiant les déclarations faites par des groupements organisés et par des personnalités éminentes et l'accueil que leur a réservé le public, et d'après les lettres personnelles publiées par la presse, on a parfois l'impression que l'appui prêté à l'Organisation par l'opinion du grand public est plus actif que ne pourraient le faire croire les seuls commentaires de presse et de radio. L'opinion tend, en général, à manifester de l'impatience devant le retard apporté au règlement des questions soumises à l'Organisation des Nations Unies, et il est très encourageant de voir le public témoigner le désir de savoir ce que chacun peut faire individuellement pour aider à l'œuvre générale.

Il n'en reste pas moins que trop nombreuses sont les régions où subsiste toujours un scepticisme marqué dans le grand public, et en conséquence une certaine tiédeur à l'égard de l'Organisation des Nations Unies. Ce scepticisme et cette tiédeur semblent dus à diverses causes : le découragement que provoque le désaccord continu entre les grandes Puissances ; la tendance à considérer l'Organisation des Nations Unies comme une institution qui n'a pas de contact avec les préoccupations quotidiennes des peuples, comme un mécanisme dont le contrôle échappe à ces derniers ; l'idée que l'Organisation des Nations Unies est une institution "étrangère", ce qui a pour résultat qu'il n'existe aucun sentiment de responsabilité pour son soutien ; une compréhension insuffisante des principes de la Charte, qui amène les uns à trop attendre de l'Organisation des Nations Unies et les autres à trop douter de ses possibilités.

Quoi qu'il en soit, il faut aider les gens, et cela dans des sphères de plus en plus nombreuses, à comprendre que l'Organisation des Nations Unies est le seul instrument universel qui soit à leur disposition pour maintenir la paix du monde et pour relever les niveaux de vie dans tous les pays du globe. C'est le seul instrument qui groupe toutes les forces essentielles à l'œuvre dans le monde d'aujourd'hui. Les débats autour d'un gouvernement fédéral mondial ou d'autres formes d'organisation internationale, dont la portée et les attributions ne seraient pas les mêmes que celles de l'Organisation des Nations Unies, débats théoriques sur des éventualités, ne doivent ni détourner l'attention du seul instrument qui existe à l'heure actuelle, ni lui retirer des appuis. De plus, il est indispensable de faire sans cesse comprendre à chacun que le succès de l'Organisation des Nations Unies dépend de la volonté et de l'habileté que montreront les peuples à se servir de l'instrument mis à leur disposition.

b) Travaux du Département de l'information

Par son Département de l'information, l'Organisation des Nations Unies s'efforce d'aider les peuples du monde à mieux connaître la nature, les buts et les travaux de l'Organisation. A cette fin, elle utilise deux catégories principales d'informations : d'abord, des rapports objectifs sur les activités en cours, et ensuite, une documentation générale sur la nature et les fins de l'Organisation. Une documentation générale que n'alimenterait pas un flot constant de nouvelles ferait apparaître l'Organisation des Nations Unies comme un instrument irréel et inefficace, voire comme un organisme sans contact avec le monde des réalités. Des nouvelles qui ne s'appuieraient pas sur une documentation générale indispensable tendraient à induire en erreur ou à déconcerter le public, puisqu'il ignorerait les limites que la Charte impose à l'Organisation, ainsi que ses méthodes de travail.

En cherchant à toucher directement le grand public, c'est-à-dire à atteindre chaque homme et chaque femme, dans tous les pays du monde, ou même seulement dans les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, on dépasserait de beaucoup les ressources de l'Organisation. L'Organisation des Nations Unies vise donc surtout à utiliser, dans chaque pays, les organes d'information existants et les milieux influents qui orientent l'opinion publique. Conformément à cette ligne de conduite, l'Organisation ne ménage aucun effort pour susciter un intérêt agissant dans ces organismes et dans ces groupes et pour leur fournir tous les renseignements disponibles. Tant au siège que dans les centres d'information, on s'efforce d'établir des contacts et d'accorder aux groupes en question toutes les facilités possibles. Partout où cela est possible, on encourage les initiatives de groupements indépendants en ce qui concerne les informations relatives à l'Organisation des Nations Unies ; mais l'expérience a prouvé qu'une fois mis en mouvement, les groupes intéressés ont besoin de l'aide et des avis constants de l'Organisation. Aussi, partout où l'on réussit à établir des relations avec les différents organes et groupements, un très important volume de travail s'accomplit.

La réunion de l'Assemblée générale à Paris, pour la première partie de la troisième session, a contribué à augmenter notablement l'intérêt agissant de l'opinion publique à l'égard de l'Organisation des Nations Unies; en effet, beaucoup de personnes qui, faute de dollars, ne pouvaient venir au siège ont pu, pour la première fois depuis l'époque où elle se constituait, voir l'Organisation à l'œuvre. Une organisation qui, jusqu'ici, était apparu à beaucoup de personnes comme une chose lointaine, voire étrangère, est ainsi devenue une réalité vivante. Les nouvelles relations que cette session a permis d'établir surtout en Europe, mais aussi en Asie et dans d'autres parties du monde, ont été activement étendues et les résultats se font déjà sentir sour la forme d'une connaissance et d'une compréhension accrues de l'Organisation des Nations Unies.

i) *Organisation du Département*

Les différentes formes de l'activité de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information sont maintenant regroupées; elles se répartissent en trois catégories principales: services, liaison, production. Les services, que l'on peut obtenir tant au siège que dans les centres d'information, concernent surtout l'assistance du public aux diverses séances et le compte rendu de ces séances dans la presse (cartes d'entrée, communiqués, conférences de presse, indications verbales aux journalistes, etc.), la réponse aux demandes de renseignements et l'envoi de toute documentation spéciale demandée pour un motif particulier. La liaison également se fait aussi bien au siège que dans les centres; elle consiste à établir et à maintenir des contacts, à stimuler le travail d'information entrepris indépendamment de l'Organisation, et à distribuer de la documentation. La production des documents incombe surtout au siège et au bureau de Genève. Les centres d'information ne produisent de leur chef que peu de documents et leur tâche dans ce domaine se borne à choisir, à adapter et à traduire les documents qui leur parviennent.

ii) *Liaison avec les institutions spécialisées*

La coordination des services de l'information de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées s'effectue par l'intermédiaire du Comité consultatif de l'information.

Les institutions spécialisées disposent des moyens offerts par les services du Département de l'information pour diffuser des renseignements sur leur activité à titre de service général d'information destiné à tenir le public au courant des buts et des programmes de tous les organismes des Nations Unies. Les services d'information plus restreints des institutions spécialisées elles-mêmes s'adressent plus particulièrement aux groupements de techniciens et d'intellectuels. Les services coordonnés fonctionnant à base de réciprocité, où chaque participant fournit une contribution en rapport avec les moyens et ressources dont il dispose, se sont avérés extrêmement utiles pour toutes les parties. Cette méthode permet d'assurer à l'activité des institutions spécialisées une diffusion plus large et l'Organisation des Nations Unies peut, de son côté, en utilisant tous les moyens d'information, présenter une image mieux nuancée de son action et de la collaboration réalisée par les Nations Unies dans les nombreux domaines d'intérêt commun. Ainsi, toute la documentation d'information générale de l'Organisation des Nations Unies — publications, programmes d'émissions radiophoniques, bandes cinématographiques, films fixes, photographies commentées — traite des institutions spécialisées aussi bien que de l'Organisation elle-même. Les résultats obtenus ont été bons, à en juger par les marques d'intérêt du public. La diffusion des rapports sur l'activité des institutions dans les domaines économique et social a mis en éveil l'intérêt des rédacteurs de journaux, de revues et de radio, comme le prouve le nombre croissant d'articles spéciaux et d'émissions radiophoniques spéciales qu'on a pu noter au cours de l'année passée. Cet intérêt grandissant s'est également manifesté dans le nombre de lettres parvenues au siège. Au cours des six derniers mois, la correspondance relative aux institutions spécialisées a doublé et la nature particulière des questions posées indique une connaissance générale accrue des institutions et de la place qu'elles occupent dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Au cours de l'année écoulée, le Comité consultatif de l'information a, entre autres, étudié un programme de coordination des impressions, de la vente et de la distribution des publications destinées à l'information du public, ainsi qu'un programme coordonné d'informations relatives au projet d'élargissement du programme coopératif en vue de l'assistance technique que le Secrétaire général a soumis au Conseil économique et social, pour donner suite à la résolution 180 (VIII), adoptée par le Conseil le 4 mars 1949.

Conformément à la politique du Comité qui préconise l'utilisation maximum des services existants, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation mondiale de la santé ont détaché au siège, à titre permanent, des fonctionnaires de l'information chargés d'assurer la liaison.

iii) *Presse*

Le fait que la première partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale s'est tenue à Paris a eu pour résultat d'accroître, dans

des proportions encore inconnues, le volume des informations de presse consacrées aux travaux de l'Assemblée. C'était particulièrement marqué pour l'Europe, mais on a pu le constater également pour d'autres parties du monde. L'Assemblée a attiré à Paris un nombre plus considérable que jamais de correspondants de presse accrédités auprès des Nations Unies et venus d'un plus grand nombre de pays que jamais. L'Organisation a agréé quinze cents correspondants, représentant les publications de plus de cinquante pays; à cinq cents autres correspondants, l'Organisation a accordé des laissez-passer quotidiens ou hebdomadaires. La plupart d'entre eux n'avaient jamais rendu compte des travaux des Nations Unies. Ils représentaient surtout des publications européennes.

Au début de 1949, le nombre et le volume des reportages consacrés à l'Organisation des Nations Unies, au siège, diminuèrent brusquement, et quelques correspondants permanents furent rappelés de leur poste. Cela s'explique surtout par le fait que l'on avait supposé, à tort, que l'intérêt du public pour l'Organisation des Nations Unies diminuerait d'une manière permanente par suite de l'importance prise par l'action internationale en dehors de l'Organisation. Cette évolution a cependant été arrêtée par l'accord sur la question de Berlin, et c'est dans une atmosphère de confiance accrue que l'Assemblée a poursuivi ses travaux au siège de l'Organisation au cours de la deuxième partie de sa session. Le 1er juin 1949, il y avait à Lake Success plus de quatre cents correspondants de presse et de radio accrédités, représentant des organisations de presse et de radio de trente-cinq Etats Membres. C'est là un résultat favorable en comparaison des correspondants accrédités l'année précédente.

L'accord relatif au siège entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui accorde un statut particulier et une protection spéciale aux correspondants accrédités auprès des Nations Unies, a fonctionné sans heurts au cours de l'année passée. Son application n'a donné lieu à aucune difficulté sérieuse. Pour la durée de la session de l'Assemblée générale qui a eu lieu à Paris, il avait été conclu avec le Gouvernement français un arrangement aux termes duquel les autorités françaises reconnurent et appliquèrent les clauses de l'accord relatif au siège. On a mis à l'étude la question des services supplémentaires à prévoir à l'intention des correspondants chargés de rendre compte des travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, tant à leurs sièges respectifs qu'à l'extérieur.

Aucune solution n'a encore été trouvée au problème que pose dans presque tous les pays du monde le manque de dollars nécessaires pour maintenir des correspondants au siège et pour payer leurs dépêches. C'est là comme précédemment l'un des principaux obstacles à une diffusion plus large d'informations sur l'activité des Nations Unies dans la presse de la plupart des pays. En attendant, l'Organisation des Nations Unies a continué de prêter ses modestes services aux journaux et aux périodiques des Etats Membres qui ne sont pas représentés au siège ou qui n'y sont représentés que d'une manière insuffisante. Le Département a créé à l'usage de la presse un service hebdomadaire d'informations contenant des photographies et des articles édités en plusieurs langues; à l'heure actuelle, ces informations sont adressées par la poste à neuf mille journaux et revues, dans plus de quarante pays. Le Département s'emploie particulièrement à augmenter l'utilité des centres d'information pour les journaux et les revues de la région desservie en leur adressant, du siège, des textes et des documents spéciaux d'intérêt régional rédigés dans la langue de cette région.

L'Association des correspondants des Nations Unies, dont les membres se recrutent parmi les correspondants accrédités au siège de l'Organisation des Nations Unies, a achevé de s'organiser au cours de l'année écoulée. Cette association est, bien entendu, entièrement indépendante. Elle s'est montrée très utile en plus d'une occasion par les services qu'elle a rendus tant aux correspondants qu'à l'Organisation des Nations Unies. Une association similaire a été créée à Genève, pour grouper les correspondants accrédités auprès du Bureau européen des Nations Unies situés dans cette ville.

iv) *Publications*

Le programme des publications n'a subi aucune modification importante depuis que le Secrétaire général a présenté son dernier rapport. Les publications des Nations Unies rentrent dans quatre catégories principales: procès-verbaux officiels des débats des différents organes; études et rapports spéciaux, destinés surtout à l'usage des experts ou des personnes qui s'intéressent spécialement à la question traitée; publications ayant un peu le caractère de vulgarisation, qui rendent compte des travaux en cours; documents de référence, etc., qui groupent des données de fait sous une forme facile à consulter et rédigés expressément à l'intention des personnes et des services chargés à leur tour de diffuser des renseignements: professeurs, orateurs, écrivains, bibliothécaires et organisations diverses. Au cours de l'année passée, on s'est particulièrement attaché à augmenter le nombre des langues dans lesquelles sont éditées quelques publications des Nations Unies. A l'heure actuelle, les langues de plus de vingt Etats Membres sont représentées par une ou plusieurs des publications existantes.

Le Département accorde aux Gouvernements des Etats Membres son assistance en ce qui concerne la traduction et la publication de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le but final, conformément à la résolution de l'Assemblée générale à ce sujet, est de publier cette Déclaration dans toutes les langues importantes du monde. C'est évidemment aux Gouvernements des Etats membres qu'incombera la tâche principale pour l'exécution de ce programme.

La vente du *Bulletin des Nations Unies,* relevé bimensuel des activités de l'Organisation et des institutions spécialisées, a continué d'augmenter à un rythme lent, mais régulier. Le premier volume de l'*Annuaire des Nations Unies,* qui est l'ouvrage détaillé auquel on se reportera pour tout renseignement relatif à l'Organisation et aux institutions spécialisées, a été édité en anglais et en français. Un second volume est en préparation.

Le *Guide des Nations Unies* (*Everyman's United Nations*) donne des travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées un aperçu plus bref et plus simple que ne le fait l'*Annuaire*. En outre, le Comité consultatif de l'information a publié un *Manuel des Nations Unies et des institutions spécialisées* (*Handbook of the United Nations and the specialized agencies*). Le Département publie, d'autre part, des communiqués relatifs aux divers organes des Nations Unies et aux différents aspects de leur travail, ainsi que des communiqués concernant les institutions spécialisées.

Des pourparlers ont été engagés avec un certain nombre d'éditeurs et d'institutions de plusieurs Etats Membres qui ont manifesté l'intérêt qu'ils portent à la question d'une "presse qui serait propre à l'Organisation des Nations Unies, ou qu'elle subventionnerait, et avec laquelle elle aurait des relations contractuelles analogues à celles qui existent entre les écrivains et les éditeurs", conformément à la recommandation adressée l'année dernière au Secrétaire général par le Comité consultatif d'experts en matière d'information. Dans l'ensemble, l'expérience acquise est encourageante en ce qui concerne l'impression à l'extérieur et à forfait de certaines publications des Nations Unies.

v) *Ventes et distribution*

Les publications des Nations Unies, y compris les procès-verbaux officiels, les études et les rapports spéciaux, les périodiques, etc., sont actuellement mises en vente dans quarante-quatre pays, par l'entremise de quarante-six agents dépositaires autorisés. La nomination de nouveaux agents dépositaires est à l'étude en ce moment.

Par ailleurs, les résultats obtenus par la vente des publications sont examinés minutieusement, et l'on apportera des modifications au régime en vigueur lorsqu'on le jugera opportun. A cet égard, il convient toutefois de ne pas perdre de vue que la vente des publications des Nations Unies par le système actuel de distribution présente de nombreuses difficultés. L'Organisation des Nations Unies n'a pas les moyens de distribution et de réclame dont disposent les maisons d'édition importantes. Il est d'autant plus difficile d'obtenir des résultats satisfaisants lorsqu'il s'agit de la vente de documents dont une grande partie, de par leur caractère même, ne peuvent intéresser qu'un public spécialisé et par conséquent restreint. Le Département a confié un certain nombre de publications à des maisons d'édition, en vue d'obtenir une distribution plus large et plus économique que par les moyens officiels existants.

Au cours de l'année 1948, le chiffre des ventes s'est élevé à 148.096 dollars, ce qui représente une augmentation de 80 pour 100 par rapport aux ventes réalisées l'année précédente. En ce qui concerne les régions qui souffrent d'une pénurie de dollars, des dispositions ont été prises pour permettre la vente des publications des Nations Unies dans la monnaie du pays; mais, dans certains cas, la distribution des publications est encore gênée par des formalités de douane.

Des listes d'agents de distribution ont été établies tant à Lake Success que dans les divers centres d'information.

vi) *Radio*

Dans le domaine de la radio, l'expérience de l'année passée a prouvé que l'activité de l'Organisation des Nations Unies et des institutions qui lui sont rattachées fournit une énorme quatité d'éléments d'information pour les programmes radiophoniques les plus variés; en outre, les dirigeants des stations d'émissions d'un grand nombre d'Etats Membres ont constaté que les programmes transmis par la radio des Nations Unies offrent un complément intéressant et utile à leurs propres émissions nationales.

De la sorte, le nombre des pays qui retransmettent tous les jours des programmes d'information établis par la radio des Nations Unies n'a cessé d'augmenter: au mois de juin 1949, il y en avait trente-six au lieu de vingt-cinq pour la même période de l'année passée. Bien entendu, cette augmentation est allée de pair avec une augmentation des langues utilisées quotidiennement au siège: vingt-quatre langues en 1949, contre vingt utilisées l'année précédente. A part les pays qui retransmettent quotidiennement les programmes de la radio des Nations Unies, de nombreux autres utilisent ces programmes de façon moins régulière. De hauts fonctionnaires de la radio de presque chacun des Etats Membres ont témoigné par lettre de l'utilité des services rendus par la radio des Nations Unies, et la plupart d'entre eux se sont déclarés disposés à retransmettre un nom-

bre d'informations bien plus considérable que l'Organisation n'est en mesure d'offrir, étant donné les ressources actuelles du siège. La grande majorité des lettres reçues, tant des stations d'émissions que du grand public, exprime l'intérêt croissant que l'on porte aux programmes d'un caractère documentaire qui, mieux que des programmes de nouvelles brèves, donnent un tableau d'ensemble du caractère varié de l'activité de l'Organisation des Nations Unies.

Le Département a continué de fournir tous les services essentiels aux correspondants de la radio accrédités ainsi qu'aux délégations désireuses d'envoyer dans leur pays des dépêches par radio.

D'une façon générale, on peut affirmer que la radio des Nations Unies a dépassé le stade expérimental et qu'elle est maintenant fermement établie et reconnue, sur le plan professionnel, par les services de radiodiffusion du monde entier.

vii) *Télécommunications*

En application des instructions de l'Assemblée générale, l'Organisation des Nations Unies a continué de prendre toutes les mesures possibles en vue de protéger ses droits en ce qui concerne l'attribution de fréquences dans les bandes internationales de haute fréquence; elle doit pouvoir ainsi continuer à exploiter les services de la radio des Nations Unies par l'intermédiaire des services de radiodiffusion des différents pays et, ultérieurement, par l'intermédiaire d'un service d'émetteurs dont l'Organisation assurerait elle-même le fonctionnement.

Un expert technique de l'Organisation des Nations Unies a assisté à la Conférence internationale sur la radiodiffusion à hautes fréquences, qui s'est réunie à Mexico, en octobre 1948, et au cours de laquelle la grande majorité des délégations ont reconnu et appuyé les revendications de l'Organisation des Nations Unies en matière de fréquences.

viii) *Cinématographe et information visuelle*

Surmontant les obstacles linguistiques, les moyens d'information visuelle — films, films fixes, photographies et diagrammes — ont permis à l'Organisation d'atteindre aussi bien les illettrés que le public instruit.

On s'est rapidement rendu compte que la plupart des sujets traités par les moyens visuels, et notamment par la voie du film, présentaient également de l'intérêt pour une ou plusieurs institutions spécialisées. C'est pour cette raison qu'au début de 1947, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont créé le Conseil du cinéma des Nations Unies, qui doit leur permettre de s'aider réciproquement à concevoir, à produire et à distribuer des films et autres éléments d'information visuelle, et de coordonner leurs activités au jour le jour (voir également la section ii) du présent chapitre).

Le programme cinématographique entrepris en 1946 avait nécessairement pour sujet l'établissement et la mise en train de l'Organisation des Nations Unies. Les films qui se rapportent à cette phase sont au nombre de onze et ont été achevés à la fin de l'année 1948; ils visent à traduire en termes visuels facilement compréhensibles l'esprit de la Charte et les objectifs et attributions de l'Organisation des Nations Unies.

Les activités des missions et des services extérieurs des Nations Unies, qui ne cessent de s'accroître, se prêtent admirablement au traitement cinématographique sous forme de documentaires ou de bandes d'actualités, et il est maintenant possible, grâce à ces moyens, d'informer les peuples du monde de l'activité de l'Organisation et des résultats qu'elle obtient. En conséquence, on a accordé plus d'importance, dans le programme cinématographique de 1949, à des sujets tels que le travail des commissions économiques, le programme d'assistance technique et l'activité de l'Organisation des Nations Unies en Palestine.

En plus du programme cinématographique restreint dont elle assure elle-même la production, l'Organisation des Nations Unies met tout en œuvre pour susciter l'intérêt des Gouvernements et des producteurs privés à tourner des films qui traitent de questions relatives aux Nations Unies. Cet effort a rencontré un succès croissant. Certains de ces films ont déjà été achevés et d'autres sont en cours de production, au Canada, au Danemark, aux Etats-Unis, en Norvège, au Royaume-Uni, en Suisse et en Tchécoslovaquie.

D'autre part, le cinéma rentre de plus en plus dans le cadre même des programmes techniques des Nations Unies; c'est le cas, notamment, du programme relatif aux fonctions consultatives en matière de service social et de celui de la Conférence scientifique des Nations Unies sur la conservation et l'utilisation des ressources naturelles.

Au cours de la période étudiée, on a distribué des films des Nations Unies à quarante-six pays et à deux territoires non autonomes. On estime que, dans le monde entier, 250 millions de personnes au total ont déjà vu les films des Nations Unies, et le réseau de distribution ne cesse de s'étendre. L'intérêt permanent de ces films ressort du fait que le premier film produit par l'Organisation, *La Charte des peuples,* continue à être présenté, bien que plus de deux ans se soient écoulés depuis sa première projection.

Le rythme de travail accéléré et l'activité plus variée de l'année dernière se sont traduits par une production plus grande de bandes pour les programmes d'actualités et de télévision, ainsi que par un nombre plus considérable de films con-

sacrés à des interviews de représentants. En dehors de l'intérêt qu'elles présentent pour les actualités, toutes ces bandes finiront par constituer une cinémathèque qui sera une source de documentation précieuse pour la production de films sur l'Organisation des Nations Unies.

Au cours de l'année, on a de plus en plus utilisé la photographie et les techniques connexes en tant que moyen complet d'information. Au lieu de s'en tenir à la photographie d'éléments d'actualité isolés, on a concentré les efforts sur l'assemblage de séries de photographies, chaque série traitant à elle seule d'un aspect particulier de l'activité pratique extérieure des Nations Unies. Certaines de ces séries constituent une sorte de récit suivi, d'autres forment un assemblage de photographies se rapportant à une activité déterminée de l'Organisation.

Le matériel en question est produit à la fois en séries de photographies individuelles, en vue de la distribution aux journaux, et sous forme d'affiches, conçues pour des fins éducatives.

Les photographies d'intérêt spécial que le Département prépare à l'usage de la presse ont été reproduites dans le monde entier; aux Etats-Unis seuls, on évalue à 20 millions le nombre de personnes touchées. Dans certains pays, la distribution de ce matériel documentaire aux journaux est assurée exclusivement, à leurs propres frais, par des agences photographiques de presse.

La production et la distribution de films fixes constitue un autre genre d'activité importante. A ce jour, 60.742 copies de films fixes des Nations Unies ont été distribuées aux écoles, aux groupes d'études, aux organisations non gouvernementales, aux groupements confessionnels, etc., dans soixante-trois pays et vingt-trois territoires non autonomes. La plupart de ces usagers organisent des cours complets sur les Nations Unies, à l'aide de projection de films fixes et de séances de discussion.

ix) *Education nationale*

Le développement chez les peuples du monde d'un sentiment de responsabilité à l'égard de l'Organisation des Nations Unies et de connaissances sur la manière dont cette dernière peut être utilisée, est, dans une large mesure, fonction d'efforts sans cesse accrus dans le domaine de l'éducation. Les nouvelles transmises par la voie de la presse, de la radio et du film d'actualité ont pour objet de rendre compte des faits du jour ou des événements marquants; mais à eux seuls ces moyens d'information ne suffisent pas à développer dans le public la compréhension de l'Organisation des Nations Unies en son ensemble.

L'enseignement concernant l'Organisation des Nations Unies ainsi que les rapports et les responsabilités du citoyen à son endroit devrait s'inscrire naturellement dans le cadre de l'enseignement relatif à l'organisation de la cité et de l'Etat, ainsi qu'aux rapports et responsabilités de chaque citoyen à leur égard.

Cependant, il n'est pas toujours facile d'aider les Etats Membres à appliquer la résolution adoptée par l'Assemblée générale en 1947[1] au sujet de l'enseignement relatif à l'Organisation des Nations Unies; en effet, l'organisation de l'enseignement diffère d'un pays à l'autre, et il est rare qu'elle incombe à une seule autorité.

Compte tenu de ces considérations, on s'est surtout efforcé, pendant l'année passée, en collaboration avec l'UNESCO: *a*) d'établir des contacts avec les dirigeants de l'éducation nationale des différents pays; et *b*) de faire parvenir aux centres d'information facilement accessibles la documentation appropriée, rédigée dans les différentes langues, en vue de satisfaire aux demandes.

On a engagé une correspondance avec les services de l'éducation de tous les Etats Membres et, avec leur concours, on s'est efforcé de créer dans les principales écoles normales des centres bénévoles d'enseignement au sujet des Nations Unies. Ces centres ont pour but non seulement de créer des services de documentation à l'usage des étudiants et des professeurs de la région, mais encore de stimuler et d'encourager le développement de l'enseignement concernant les Nations Unies par des cours d'études pratiques, des séances de discussion sur l'établissement de programmes d'études et des conseils au sujet de la rédaction de manuels.

Le Département envoie régulièrement à 14.075 services et institutions de caractère pédagogique de quarante Etats Membres environ du matériel documentaire concernant les fins mentionnées ci-dessus. Cent vingt-quatre centres bénévoles d'enseignement ont été créés jusqu'ici dans quatorze Etats Membres.

Enfin, en réponse aux demandes de documents déjà mentionnées, on s'est efforcé, au cours de l'année passée, de créer à l'usage des écoles une "documentation type" en éditions limitées et rédigée dans les différentes langues. Cette documentation est adressée à chacun des Etats Membres, en vue de permettre aux autorités de chaque pays d'étudier la possibilité de l'adapter et de la rééditer suivant les besoins particuliers de leur pays.

x) *Organisations non gouvernementales*[2]

Le réseau des organisations non gouvernementales constitue un véhicule tout trouvé et unique pour amener les peuples du monde à une compréhension éclairée de l'Organisation des Nations Unies. Par ailleurs, les dirigeants de ces organisations ont conscience de leurs responsabilités et se sont montrés disposés à l'œuvre générale d'infor-

[1] Voir page 88.
[2] Voir également page 115.

mation des Nations Unies. Indépendamment de leur rôle caractéristique comme véhicules d'informations sur les activités spéciales des Nations Unies auxquelles elles s'intéressent plus particulièrement, ces organisations ont bien voulu assumer la tâche de contribuer effectivement à créer une opinion publique bien informée, aussi bien sur le plan national que sur le plan local.

La deuxième Conférence ordinaire des organisations internationales non gouvernementales, réunie pour étudier les moyens de développer dans le public la compréhension de l'Organisation des Nations Unies et de propager des informations à ce sujet, s'est tenue au Bureau européen des Nations Unies, à Genève, au début de l'été 1948. Environ 300 délégués y ont assisté : ils provenaient de 112 organisations et représentaient plus de 300 millions de membres, répartis sur presque tous les pays du monde. La représentation a été du même ordre à la troisième Conférence, qui s'est tenue au siège de l'Organisation des Nations Unies, au printemps 1949. Indépendamment de ces conférences de caractère mondial, on a pris des dispositions pour réunir des conférences régionales en Europe et en Amérique latine.

Sur le plan national, l'Organisation s'est attachée de plus en plus à encourager la formation de groupements nationaux désireux de prêter leur concours à la diffusion d'informations relatives aux buts et aux activités des Nations Unies. A la suite de l'heureuse initiative australienne qui a abouti à la création dans ce pays du Comité national australien pour les Nations Unies, les organisations nationales non gouvernementales de Cuba, du Panama, du Chili et du Pérou ont convoqué une série de réunions non officielles ; dans ce dernier pays, un Comité péruvien provisoire pour les Nations Unies a été formé ; en France, il s'est constitué un Comité des organisations non gouvernementales pour les Nations Unies au cours de la première partie de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale, qui a eu lieu à Paris. En Belgique également, les premières dispositions ont été prises dans ce sens.

Beaucoup d'organisations non gouvernementales, nationales aussi bien qu'internationales, sont représentées au siège par des observateurs permanents, qui informent de façon exacte et positive les membres de leurs groupements sur les travaux des Nations Unies. Le fait que la première partie de la troisième session de l'Assemblée a eu lieu en France a permis d'élargir le champ des contacts directs avec les représentants des diverses organisations. A Paris, quatre-vingt-cinq observateurs d'organisations non gouvernementales internationales ont reçu l'agrément des Nations Unies. Le nombre des observateurs délégués par des organisations nationales françaises a été de quatre-vingt-douze, et celui des observateurs d'organisations nationales d'Autriche, de Belgique, du Canada, des Etats-Unis, de l'Inde, de l'Iran, du Liban, de Norvège, de Tchécoslovaquie et de l'Union Sud-Africaine, de soixante-treize.

Indépendamment des contacts directs maintenus par les observateurs permanents au siège, l'Organisation des Nations Unies entretient des rapports par correspondance avec plus de trois cents organisations internationales et quinze cents organisations nationales, de toutes les parties du monde.

Une mesure nouvelle digne d'être mentionnée est l'institution, à l'intention des treize gagnants du premier concours international d'essais réservé aux membres des organisations non gouvernementales, d'un programme de travail et d'études, organisé au siège, du 1er août au 31 décembre 1948 ; chacun des gagnants du concours fait un séjour d'études d'environ un mois à Lake Success. Un deuxième concours international d'essais, portant sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, a été organisé pour 1949.

Les contacts avec les diverses organisations non gouvernementales ont permis d'élaborer des programmes de travail concrets, grâce auxquels l'Organisation atteint directement les peuples du monde. Bon nombre d'organisations prennent l'initiative de programmes radiophoniques, forment des groupes de discussion, publient dans leurs bulletins des comptes rendus réguliers de l'activité des Nations Unies et lui consacrent des numéros spéciaux. On a tenu un certain nombre de "séminaires" à l'intention des dirigeants des organisations aussi bien à Lake Success qu'au Palais de Chaillot, à Paris, et on a organisé des conférences de documentation et d'information pour un nombre sans cesse croissant de groupes de visiteurs amenés sur l'initiative de leurs représentants au siège. Il n'est pas d'organe important ou de commission importante des Nations Unies dont les délibérations n'aient été suivies, d'un bout à l'autre de l'année, par les observateurs autorisés des grandes organisations non gouvernementales et les groupes de visiteurs qu'ils amènent.

xi) *Services de conférences*

En plus des services destinés aux groupes organisés, on s'est également attaché à donner suite aux demandes visant l'organisation de conférences publiques à l'occasion de réunions spéciales ; des réponses ont été fournies à des demandes écrites de renseignements et on a pris les dispositions pour permettre au grand public d'assister aux réunions de l'Organisation des Nations Unies.

En ce qui concerne les services de conférences, le principe a été, d'abord, d'utiliser au mieux le temps que les membres des délégations et du Secrétariat pouvaient consacrer à des conférences,

soit à l'occasion d'importantes réunions organisées aux Etats-Unis, soit dans leurs pays d'origine respectifs, lorsqu'ils s'y trouvaient de passage. Par ailleurs, le Département a organisé, suivant une large répartition géographique, un service de conférenciers bénévoles, auxquels il fournit la documentation nécessaire, et qui se chargent de propager les informations voulues dans les Etats Membres. A ce jour, il a été créé 203 groupes de ce genre, dans quarante-deux Etats Membres. De plus en plus nombreuses sont les personnes appartenant à tous les milieux, mais plus particulièrement à celui des étudiants et des professeurs d'universités et d'établissements d'études supérieures, qui demandent par écrit qu'on les aide à bien comprendre l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et qui sollicitent des conseils pour la création de cours, de groupes d'études, etc. Le Département reçoit un millier de lettres de ce genre par mois.

Au cours de l'année passée, plus de 14.000 personnes ont pu assister aux réunions, tenues au siège, des divers organes, commissions et comités des Nations Unies. Il va de soi que les citoyens du pays où se trouve le siège de l'Organisation puissent plus facilement tirer parti des possibilités existantes que les ressortissants d'autres pays; mais on n'a ménagé aucun effort pour accorder aux visiteurs et aux étudiants venus d'outre-mer des facilités particulières non seulement pour assister aux séances de l'Organisation, mais encore pour bénéficier de conférences spéciales d'information et de documentation.

xii) *Services de bibliothèque*

La bibliothèque est chargée de tous les services de bibliothèque au siège, notamment ceux des cinq bibliothèques de départements; elle est, en outre, chargée d'acquérir tous les ouvrages nécessaires et de cataloguer tous les documents des Nations Unies.

Le Secrétaire général, donnant suite à une requête de la Cinquième Commission, présentera au sujet de l'organisation des services de bibliothèque une déclaration de principe, lors de la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale, laquelle examinera aussi la question de l'emplacement des services de la bibliothèque.

En constituant les collections, on porte l'effort primordial sur les services qu'elle doit rendre, plutôt que sur l'accumulation et la conservation des documents; on vise surtout l'utilité immédiate, non l'utilité éventuelle. La bibliothèque a essentiellement pour objet de permettre aux membres des délégations et aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes de se procurer les documents et les renseignements dont ils ont besoin pour accomplir leur tâche. Les collections et les services de la bibliothèque seront donc liés à ces besoins, et le programme de la bibliothèque variera en fonction du programme de l'Organisation.

Le seul domaine où la bibliothèque vise à être complète est celui des documents publiés par les Nations Unies et les institutions spécialisées, ainsi que par la Société des Nations.

La bibliothèque augmente le nombre des ses acquisitions grâce à des dons et à des échanges, ce qui lui permet de réaliser des économies. A l'heure actuelle, 162 bibliothèques du monde reçoivent des documents et des publications des Nations Unies, dans le cadre des arrangements concernant les dépôts et les échanges conclus par la bibliothèque. Il est fait appel aux services contractuels d'autres bibliothèques auxquelles on demande de dresser certaines bibliographies dont a besoin l'Organisation des Nations Unies et que les ressources limitées de ses propres services ne permettent pas d'établir de façon satisfaisante. Les centres d'information des Nations Unies situés hors des Etats-Unis ont été chargés de se procurer dans les bibliothèques des régions qu'ils desservent des renseignements relatifs aux ouvrages et aux documents qui y paraissent sur les questions intéressant l'Organisation des Nations Unies et de transmettre aussitôt ces renseignements à la bibliothèque du siège. Dans le cadre des arrangements sur les dépôts et échanges entre bibliothèques, la bibliothèque adresse, à l'heure actuelle, des quantités considérables de documents des Nations Unies à 164 institutions de soixante-neuf pays.

La bibliothèque de Genève continue à fonctionner sans changement notable, et l'on envisage pas de transfert permanent, soit au siège, soit aux institutions spécialisées. Par contre, on apporte des assouplissements au régime du prêt.

xiii) *Centres d'information*

Au cours de l'année passée, les centres d'information suivants ont commencé à fonctionner: celui de Buenos-Aires, pour l'Argentine, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay; celui du Caire, pour l'Arabie saoudite, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Irak, le Liban, la Syrie et le Yémen; celui de Sydney, pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande; le total des centres d'information en activité se trouve ainsi porté à quinze.

Ces centres ont été créés suivant un schéma général commun, mais avec des modifications pour chacun. Dans la plupart des cas, la phase préparatoire est maintenant achevée, et les problèmes du logement, de l'installation et des privilèges ont été résolus.

Libérés de ces soucis, les centres ont pu s'attacher à améliorer la qualité de leur travail et à jouer plus complètement le rôle qui leur est dévolu dans le cadre des services de l'Organisation des

Nations Unies chargées de faire connaître tous les aspects de l'Organisation et des institutions spécialisées. Leur influence dans les différentes régions qu'ils desservent a grandi. Cela est dû non seulement au fait que les centres ont été à même de distribuer un plus grand nombre de communiqués de presse et d'assurer un reportage plus régulier de l'activité variée des Nations Unies grâce aux moyens de grande information; ils ont, en plus, été en mesure de développer des rapports plus étroits et plus suivis avec des groupes plus divers de personnes capables d'orienter l'opinion publique. Ainsi des groupes et personnes plus nombreux ont appris à connaître l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies: le résultat en est une plus large compréhension et un appui plus large.

Les centres ont ainsi pu prêter un concours précieux aux organisations nationales, lors de la célébration, dans l'ensemble du monde, de la Journée des Nations Unies. Ils réussissent toujours davantage à s'assurer le patronage de groupements nationaux, en vue de l'édition, dans la langue du pays, de brochures, d'affiches et de films. D'autre part, les centres se sont de plus en plus employés à encourager et à aider les initiatives des services nationaux de l'enseignement, notamment à Mexico, à Copenhague et à Paris. Grâce aux contacts qu'ils ont créés, on en est arrivé à pouvoir organiser avec succès des conférences régionales d'organisations non gouvernementales, des cours d'été, des programmes d'études spéciales, etc.

Le centre d'information de Genève joue un rôle différent de celui des autres centres, car il est la source d'où proviennent les nouvelles et les renseignements concernant les travaux poursuivis par l'Organisation des Nations Unies au Bureau européen. Le centre de Washington a également un caractère distinct, du fait qu'il est situé dans la capitale du pays d'accueil, ville qui est non seulement le siège de plusieurs institutions spécialisées, mais où, de plus, se trouve concentré un corps singulièrement nombreux et important de correspondants de presse et de radio et de représentants des organisations non gouvernementales. Quant au centre de Londres, il a mis au point une méthode de distribution de documents s'adressant plus particulièrement aux groupements professionnels.

Tous les centres continuent à profiter de concours bénévoles et désignent sur place des représentants non rémunérés qu'ils chargent de certaines tâches dans divers districts situés dans la région qu'ils desservent.

Chapitre VI

ORGANISATION, ADMINISTRATION ET FINANCES

A.–Organisation et structure du Secrétariat

Le système de décentralisation du contrôle financier, dont l'application a commencé au début de l'année 1948 et en vertu duquel chaque département a reçu la pleine responsabilité de l'administration des crédits qui lui sont alloués, a clairement fait ses preuves, puisqu'il a permis une simplification administrative et une correspondance plus parfaite entre les programmes et les possibilités financières. Il y a eu progrès aussi dans la mise au point du règlement administratif et financier. Un manuel administratif, de quatre volumes, est en préparation, ainsi qu'un manuel destiné au personnel en mission. Le deuxième volume, qui traite du personnel, consacre la codification du règlement du personnel présenté à l'Assemblée générale lors de sa troisième session; ce volume a été mis en circulation à partir du 1er septembre 1948. La publication des trois derniers volumes, qui traitent respectivement de l'organisation du Secrétariat, du budget et des finances, ainsi que des méthodes de travail, est attendue pour 1949 ou pour les premiers mois de 1950.

Pendant l'année qui fait l'objet du rapport, les principaux problèmes organiques rencontrés par le Secrétariat se sont posés pour la plupart à propos des missions, des centres d'information et des bureaux régionaux. L'examen de ces problèmes a révélé que la difficulté majeure à laquelle on se heurte quand on veut fixer des principes administratifs pour ces diverses formes d'activité, provient des différences profondes qui les séparent du point de vue de leur importance, de leur portée et de leurs objectifs.

En ce qui concerne les missions, il est cependant à signaler que la liaison entre les départements du siège et les bureaux qui dépendent d'eux a fait quelques progrès. L'année dernière, il y avait eu beaucoup de confusion, de conflits d'attribution et d'empiètements réciproques, du fait que divers services se disputaient le contrôle de l'administration des missions. Mais, on a, cette année, résolu dans une large mesure le problème, en confiant au Cabinet du Secrétaire général la coordination générale, au Département des affaires du Conseil de sécurité, le travail spécifique de chaque mission et à la Division des conférences du Département des conférences et services généraux, les services administratifs et financiers.

Bien que l'on ait constaté l'impossibilité de fixer des règles et des méthodes qui puissent s'appliquer à toutes les missions, par exemple aux missions de visite du Conseil de tutelle, le but visé à l'heure actuelle est de mettre au point des normes identiques pour les missions envoyées en Palestine, dans les Balkans, dans le Pakistan, en Corée et en Indonésie. Ces principes figureront dans un manuel administratif dont la rédaction approche de son terme et qui servira de guide aux secrétaires de missions et aux fonctionnaires des services administratifs pour des questions telles que l'organisation, le budget et les finances, le personnel et les méthodes de travail.

Le programme d'assistance des Nations Unies aux réfugiés de Palestine, dont il est fait mention plus détaillée au chapitre II du présent rapport, constitue dans le Secrétariat un type nouveau d'activité en ce sens que, pour économiser au maximum et aller au plus vite, il utilise les services des institutions existantes de secours ainsi que des institutions spécialisées compétentes.

La situation des réfugiés de Palestine était telle au moment de l'approbation du programme de secours en novembre 1948, qu'il était impérieux d'entreprendre sans tarder de nouvelles opérations d'assistance, d'une portée plus étendue. C'est pourquoi des avances temporaires ont été prélevées sans délai sur le Fonds de roulement, conformément à la résolution de l'Assemblée générale, afin que des raisons pécuniaires ne retardent pas cette œuvre de secours destinée à être financée en dernier ressort par les contributions bénévoles des Etats Membres et non membres. L'*American Friends Service Committee,* le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des sociétés de

la Croix-Rouge n'ont pas tardé à conclure avec l'Organisation des Nations Unies des accords aux termes desquels ces organismes étaient chargés de distribuer les secours; conformément à ces accords, la distribution effective des secours a commencé au milieu du mois de janvier, six semaines à peine après la nomination du Directeur. Le Fonds international de secours à l'enfance, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale pour les réfugiés, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture participent également à cette œuvre.

Ces accords ont permis d'opérer avec un personnel très peu nombreux. Le personnel des Nations Unies à Genève s'occupe au premier chef de solliciter les fonds, de faire rapport sur l'exécution du programme, de contrôler les opérations financières, de dresser la comptabilité, d'acheter et d'échanger les approvisionnements. Les bureaux régionaux chargés des achats, de la réception et de la répartition des approvisionnements sont situés au Caire et à Beyrouth. Un fonctionnaire de liaison à Lake Success est chargé d'assurer la liaison avec les départements du siège central des Nations Unies, avec certains Gouvernements, avec les délégations permanentes, ainsi qu'avec les organisations privées et le public. L'effectif total du personnel chargé d'appliquer ce programme est de trente-six personnes, dont seize secrétaires et commis; les institutions chargées de la distribution ont besoin de 168 spécialistes pour mener à bien les opérations effectives de secours dans la zone intéressée.

Au cours de l'année écoulée, les principaux changements qui se sont produits dans l'organisation et dans la structure du Secrétariat sont les suivants:

Cabinet du Secrétaire général

Le Cabinet du Secrétaire général a été organisé suivant les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aux termes desquelles le rôle principal, dans le Cabinet, devrait être dévolu aux fonctionnaires supérieurs qui s'occuperaient, plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici, des questions qui se posent à propos des programmes d'action concernant la coordination et la liaison avec les Etats Membres, les institutions spécialisées, les questions sociales et économiques, les missions et les bureaux des Nations Unies situés hors du siège.

Département des questions économiques

Lorsqu'on a transféré au Cabinet du Secrétaire général la Section des institutions spécialisées de la Division commune de coordination et de liaison, la Section restante, qui était chargée de seconder le Conseil économique et social, a été fondue avec la Section chargée d'examiner les dispositions à prendre en vue des consultations avec les organisations non gouvernementales. Ensemble, elles constituent le secrétariat du Conseil économique et social. Une Section a été créée à titre temporaire pour traiter des questions relatives au programme d'assistance technique aux pays insuffisamment développés, conformément aux termes de la résolution 200 (III) de l'Assemblée générale. On compte que cette Section deviendra permanente en 1950.

Département de l'information

A la suite de l'enquête faite pour satisfaire au vœu de la Cinquième Commission qui demandait au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires d'"étudier l'activité des centres d'information en vue de rationaliser leur administration", les services de l'extérieur ont été supprimés en tant que division. Bien que l'on ait constaté qu'il ne serait ni possible, ni opportun de recommander un modèle unique pour tous les Centres d'information, étant donné les différences profondes entre les problèmes qui s'y posent et entre les services qu'ils doivent rendre, on a cependant jugé utile de confier au Cabinet du Secrétaire général adjoint la tâche de donner aux Centres les directives fondamentales. On a, en outre, décidé de transférer le soin de produire la documentation destinée aux Centres d'information aux services de production, de fournitures et de répartition qui existent dans les différentes divisions du Département; on a ainsi établi un contact direct entre ces services et les Centres.

Au cours de l'année sur laquelle porte ce rapport, un nouveau Centre d'information a été ouvert au Caire, en Egypte.

Département des conférences et services généraux

Au cours des premiers mois de 1949, les fonctions administratives d'ordre général autrefois réparties entre les diverses divisions du Bureau des services généraux ont été centralisées au Cabinet du directeur, d'où à la fois une économie de personnel et un contrôle administratif plus efficace. Une organisation plus rationnelle de tâches et de fonctions auparavant éparses, dans l'intérêt de l'économie et d'un meilleur rendement des opérations, s'est traduite par la création, dans le Bureau des services généraux, d'une Division des services de télécommunications comprenant le personnel technique qui s'occupait auparavant de recherches et de programmes en matière de télécommunications dans le Département de l'information, ainsi que le personnel technique de la Section de l'enregistrement du son du Département des conférences et services généraux.

Dans le Bureau des documents, on a unifié les services d'approvisionnement et de contrôle technique en matière d'impression, en créant une Di-

vision de publication qui se compose d'une Section des impressions, d'une Section de reproduction et d'une Section de distribution. Etant donné les crédits abondants que l'Organisation des Nations Unies consacre chaque année à l'impression, le Secrétaire général sait quelle responsabilité lui incombe dans le soin d'apporter sans trêve des améliorations aux programmes et aux activités dans ce domaine. Les changements effectués au cours de l'année écoulée ont déjà produit leurs effets puisqu'ils ont amené des méthodes de travail plus efficaces, des prévisions plus exactes, des prix contractuels plus bas, un contrôle budgétaire plus strict, un calendrier des travaux mieux respecté et une productivité accrue. On a également eu davantage recours à des imprimeries situées hors des Etats-Unis d'Amérique. Au cours de l'année en question, 25,2 pour 100 des pages imprimées l'ont été ailleurs qu'aux Etats-Unis, sans parler des 7.500 pages imprimées à Paris au cours de la dernière session de l'Assemblée générale.

SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

La réorganisation des services administratifs et financiers qui a porté principalement sur le Bureau des services administratifs et financiers et sur le Service du contrôle financier a eu lieu en janvier 1949, conformément aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et de la Cinquième Commission. Le Département comprend maintenant le Cabinet du Secrétaire général adjoint, dont les attributions restent inchangées, le Bureau financier et le Bureau du personnel, ainsi qu'un Service d'inspection récemment créé.

Le Bureau financier a pour mission d'établir le budget, de dresser les tableaux de l'effectif de chaque département, de s'occuper des salaires et des allocations, ainsi que du classement des postes; il est chargé de recevoir tous fonds, d'en assurer la garde, d'effectuer les paiements, d'assurer la liaison avec les institutions spécialisées en ce qui concerne les questions administratives et financières, de publier les instructions administratives, de procéder à des études et de formuler des recommandations sur toutes les questions qui touchent à la politique financière. Le Bureau se compose comme suit: Cabinet du directeur, Division chargée du budget, Division de planification, Division de la trésorerie, Section des impôts, Section de comptabilité générale et Section du contrôle des dépenses.

Le Service d'inspection, qui fait directement rapport au Secrétaire général adjoint, a pour mission d'examiner toutes les mesures prises par le Secrétariat qui ont des répercussions financières, afin de garantir que l'utilisation des fonds soit rationnelle et conforme aux règlements; de passer en revue les méthodes administratives, les imprimés et les méthodes de travail qui ont trait à leur emploi, du point de vue de l'utilité, du rendement et de la meilleure utilisation possible du personnel et du matériel; de procéder à des enquêtes sur des questions d'organisation, de rendement et d'utilisation du personnel, et notamment sur les statistiques du travail et les normes du rendement.

B.–Services des conférences

Le début de l'année sur laquelle porte ce rapport a été consacré en grande partie à la préparation de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale. Dès que Paris eut été choisi comme lieu de la session, des négociations ont été engagées avec le Gouvernement français à la suite de quoi des échanges de lettres ont eu lieu entre le Ministère des affaires étrangères de la République française et le Secrétaire général, pour définir les responsabilités administratives et financières incombant à chacun. Le Secrétaire général a exprimé au Gouvernement français sa gratitude pour la générosité dont il a fait preuve et le rôle actif qu'il a joué au cours des négociations et, par la suite, au cours de la mise en application.

Dès la conclusion des premiers accords, le Secrétaire général a envoyé à Paris, en avant-garde, un personnel peu nombreux chargé de rester en liaison avec le Gouvernement français et de lui fournir les renseignements détaillés et l'aide dont il aurait besoin pour les préparatifs matériels. Un certain nombre de difficultés, qui n'étaient pas inattendues, vu l'ampleur et la complexité de la tâche, sont apparues, mais elles ont été peu à peu surmontées. D'autres difficultés se sont présentées au cours de la session de l'Assemblée, mais la position centrale occupée par l'Assemblée dans une grande ville, et surtout dans Paris, a largement compensé ces inconvénients.

L'effort accompli pour préparer la session de Paris a coïncidé avec la réorganisation du Bureau des documents, exposée dans le rapport de l'année dernière, et avec la nécessité d'envoyer en congé dans les foyers, un grand nombre des fonctionnaires détachés en mission à Paris. Néanmoins, la tâche a été accomplie et la réorganisation a progressé suffisamment pour prouver clairement ses avantages au cours de la session de l'Assemblée.

La centralisation des services de comptes rendus officiels, d'une part, et des services d'impression, d'autre part, a permis de faire imprimer suivant un calendrier régulier les comptes rendus officiels de la première partie de la troisième session ordinaire, de sorte que plusieurs volumes ont été achevés et publiés dans le mois qui a suivi la clôture de l'Assemblée. En outre, les procès-verbaux officiels ordinaires du Conseil de sécurité ont été publiés rapidement. Les représentants, et notamment les membres du Conseil économique et social et du Conseil de tutelle, ont manifesté une satisfac-

tion croissante devant la qualité des comptes rendus analytiques. En outre, on est parvenu à affecter indifféremment les membres du personnel à la rédaction, à la traduction et à l'édition des comptes rendus analytiques, ce qui a eu pour effet d'en accélérer la publicatoin, de réaliser des économies dans la production des documents et de respecter plus fidèlement les délais fixés.

Une amélioration correspondante est à signaler dans la Division de traduction où il a été possible, grâce au transfert à la Division des comptes rendus officiels du soin de traduire les comptes rendus dans les langues de travail, d'exécuter avec plus de ponctualité la traduction des autres documents. Néanmoins, la souplesse des rapports entre la Division de traduction et la Division des procès-verbaux officiels n'a pas disparu. C'est ainsi, par exemple, que la Division de traduction a préparé, pour la publication, une partie des procès-verbaux officiels de l'Assemblée générale; d'autre part, dans l'emploi de l'espagnol comme langue de travail de l'Assemblée générale, l'échange de traducteurs entre les deux Divisions permettra des économies considérables.

Les progrès accomplis dans l'organisation des services d'interprétation se poursuivent et l'on continue à appliquer la politique qui consiste à affecter indifféremment des interprètes à l'interprétation consécutive ou à l'interprétation simultanée. A l'heure actuelle, la plupart des interprètes peuvent effectuer l'interprétation simultanée. Aussi leur nombre est-il resté inchangé, tandis que les services rendus augmentaient. Malgré cela, il n'a pas été possible de disposer, au siège central, de plus de quatre équipes d'interprètes simultanés, ce dont certains organes se sont plaints vivement au moment où le nombre des séances qui avaient lieu simultanément était supérieur à quatre et où, par conséquent, l'interprétation consécutive était le seul recours des autres séances. Le Secrétaire général a fait tout en son pouvoir pour augmenter les services disponibles, mais, étant donné les ressources limitées dont il disposait, il n'a pas été en mesure de répondre aux besoins de chaque séance.

Bien que le volume de la documentation ait considérablement augmenté et malgré les graves problèmes posés par le déplacement de l'Assemblée générale à Paris, c'est avec satisfaction que l'on peut faire remarquer qu'au cours de l'année envisagée ici, aucune séance ne s'est trouvée retardée du fait que des documents n'avaient pu être reproduits à temps. Ce résultat a été obtenu par le contrôle régulier et plus systématique des travaux distribués par l'intermédiaire du Service du contrôle des documents, qui a pris de plus en plus d'extension et continue de se développer. Des mesures ont été prises en particulier pour obtenir à l'avance des renseignements réguliers sur les travaux à venir et pour faire en sorte que la Division des conférences puisse préparer les réunions en tendant compte de ces renseignements, ainsi que du volume des documents effectivement envoyés à la traduction. On espère diminuer ainsi peu à peu l'irrégularité des demandes de reproduction des documents.

Néanmoins, même les prévisions approximatives seront difficiles tant que les sessions de l'Assemblée générale et des autres organes continueront à se prolonger au delà des délais prévus pour lesquels le personnel est disponible.

C.–Services généraux

Dans l'ensemble, on peut admettre que les travaux du Bureau des services généraux sont parvenus à un niveau stable auquel ils se maintiendront jusqu'en 1951, date à laquelle le Secrétariat se transportera au siège permanent de Manhattan. Toutefois, c'est à la Division des transports et à la Division des achats et des fournitures qu'a incombé, en majeure partie, le travail supplémentaire nécessaire à la préparation de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale, tenue à Paris. Voici des chiffres:

	1947-1948	*1948-1949*
Voyages (réservations de places)	7.370	13.731
Hôtels (réservations de chambres)	5.792	6.215
Passeports et autres formalités	4.798	7.474
Fret transporté (unités)	11.801	20.898

Deux cent vingt-cinq tonnes environ de fournitures et de matériel ont été emballées et expédiées de New-York à Paris. Lorsque s'est achevée la session à Paris, une grande partie du matériel lourd a été vendue sur place et les 16.000 dollars ainsi recueillis ont été portés au compte des recettes diverses après déduction du prix de rachat d'un matériel neuf. D'autres excédents de fournitures et de matériel ont été vendus sans perte à des organisations internationales.

Les comptes de la cafétéria font apparaître un léger excédent de recettes pour l'année officielle 1948; un excédent un peu plus important est prévu pour l'année 1949. En outre, la cafétéria fonctionne désormais de façon autonome et supporte sa part des frais généraux tels que chauffage, eau, électricité et vapeur.

Le service d'enregistrement a été décentralisé par la création de huit bureaux auxiliaires d'enregistrement. Le service de la valise diplomatique a été étendu à quatorze bureaux régionaux et missions.

Au cours de l'année, les automobiles du service des transports ont parcouru 1.430.000 kilomètres. Il est agréable de constater qu'à ce jour, 288.541

personnes ont été transportées sur 5.544.937 kilomètres, sans qu'une seule d'entre elles ait été blessée au cours d'un accident.

D.–Questions d'administration relatives au personnel

a) Recrutement et nominations

Tout comme l'année précédente, le Secrétariat a continué à recruter du personnel en dehors des Etats-Unis d'Amérique, surtout par l'intermédiaire de quinze fonctionnaires chargés du recrutement sur place et d'un certain nombre de comités bénévoles dont les activités combinées portent directement sur trente-cinq pays environ et indirectement sur un certain nombre d'autres.

Le système du recrutement par concours a été développé, mais dans l'ensemble, il reste limité aux postes linguistiques et aux catégories d'employés tels que secrétaires, dactylographes, sténographes, opérateurs de machines, etc. Au total, 1.300 candidats à des postes linguistiques ont subi des examens au cours de l'année dans douze pays, tandis que, pour la deuxième catégorie d'emplois, plus de trois mille personnes ont passé des épreuves, surtout à New-York, mais y compris également les candidats aux concours qui ont eu lieu au Canada pour le recrutement de secrétaires bilingues (français-anglais). Les progrès accomplis dans les concours pour le recrutement de personnel spécialisé et administratif subalterne ont, bien entendu, été beaucoup plus lents, et il faudra sans doute quelque temps encore avant que le Secrétariat soit stabilisé de façon suffisante pour que l'on puisse subvenir à ses besoins annuels normaux surtout par voie de concours. Les plans précédemment élaborés pour le recrutement de vingt jeunes stagiaires dans l'Inde, au Pakistan et en Amérique latine ont cependant reçu exécution. Les examens ont déjà eu lieu en Amérique latine et ceux qui se tiendront dans l'Inde et au Pakistan doivent avoir lieu dans l'automne de 1949.

Le choix du personnel des missions ne cesse de constituer l'un des problèmes les plus délicats auxquels l'Administration soit appelée à faire face, car elle est obligée de puiser au maximum dans le personnel disponible. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, 189 personnes ont été envoyées en mission avec le Médiateur des Nations Unies pour la Palestine, la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans, la Commission des Nations Unies pour l'Indonésie, la Commission des nations Unies pour la Corée, la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan et la Mission des Nations Unies chargée du plébiscite dans l'Etat de Jammu et Cachemire.

Parmi ces 189 personnes, 118 membres du personnel du Secrétariat ont été détachés du poste régulier qu'ils occupaient à Lake Success, tandis que 71 ont été recrutées expressément pour accompagner une mission déterminée.

Le Comité des nominations a poursuivi l'examen des titres des personnes recommandées conjointement par les chefs de département et le Bureau du personnel pour des emplois d'une durée indéterminée. Le 30 juin 1949, pour les 2.912 postes permanents de toutes classes existant au siège (à l'exclusion des services purement temporaires), le Comité avait engagé ou recommandé d'engager pour une durée indéterminée 1.091 membres du personnel. Les chiffres correspondants pour le personnel recruté sur le plan international (c'est-à-dire des classes 8 et au-dessus) sont de 1.402 postes permanents, dont 616 engagements pour une durée indéterminée. Les 475 autres engagements pour une durée indéterminée ont été accordés à des secrétaires, des commis et des travailleurs manuels appartenant aux classes 7 et au-dessous et qui ont été, pour la plupart, recrutés sur place.

Au cours de l'année écoulée, des efforts énergiques se sont poursuivis pour améliorer la répartition géographique du personnel du Secrétariat. Le succès de ces efforts ressort du fait qu'au 1er juillet 1949, le nombre des pays insuffisamment représentés était de treize, contre vingt en juin 1948. En d'autres termes, sur le plan numérique, le Secrétariat représente à l'heure actuelle, de façon adéquate, quarant-six des cinquante-neuf Etats Membres, contre trente-huit des cinquante-huit Etats Membres l'année précédente.

b) Comité consultatif d'administration internationale

Au cours de l'année écoulée, on a achevé de choisir les membres du Comité consultatif d'administration internationale. La première réunion du Comité s'est tenue à Lake Success, en mars 1949. Les deux sujets principaux qui ont fait l'objet d'un examen ont été les méthodes et les principes de recrutement et le projet de création d'un centre international de formation en matière d'administration publique. Sur ce dernier point, un rapport a été présenté qui proposait les grandes lignes du programme prévu pour le centre. Jusqu'ici, par contre, aucun rapport n'a été présenté concernant les méthodes et les principes de recrutement. Après avoir en grande partie achevé le choix des membres des organisations participantes, le Comité a jugé qu'il devrait avant tout consacrer ses efforts à la mise au point de méthodes efficaces de recrutement à longue échéance, mais qu'il lui fallait davantage de renseignements fournis par les organisations participantes et plus de temps pour les examiner avec soin, avant de pouvoir formuler des recommandations précises à cet

égard. Il a donc décidé d'ajourner son rapport sur la question jusqu'à sa deuxième session qui se tiendra au début de l'année 1950.

c) Traitements et indemnités

Etant donné la vaste enquête qui doit être entreprise pendant l'année en cours, à la demande du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, par un Comité d'experts en matière de salaires, d'indemnités et de congés, on n'a apporté, au cours des douze derniers mois, que des changements et des ajustements relativement sans importance, à part ceux rendus nécessaires par l'application du barème des contributions du personnel. La section F du présent chapitre traite des mesures prises pour donner suite aux résolutions de l'Assemblée générale relatives à la péréquation des impôts et au barème des contributions du personnel. On ne peut encore rien dire en ce qui concerne les travaux du Comité d'experts, dont on ne connaîtra sans doute les recommandations qu'à la fin de l'année. Le Secrétariat des Nations Unies et celui des institutions spécialisées ont cependant rédigé des exposés qui rassemblent tous les faits relatifs aux systèmes actuels des salaires, indemnités et congés. Il est à espérer que les travaux du Comité faciliteront une solution satisfaisante d'un certain nombre de problèmes qui se sont posés lors de l'application de l'actuel système de salaires et indemnités. L'expérience acquise au cours des quatre premières années d'existence de l'Organisation indique clairement qu'il faut de toute nécessité, d'une part, simplifier les règles actuelles relatives aux salaires et aux indemnités, qui sont extrêmement compliquées et coûteuses du point de vue administratif, et, d'autre part, améliorer la condition de certaines catégories du personnel. Il semble que ces deux objectifs ne s'excluent pas mutuellement et qu'il soit possible de modifier les règlements en vigueur de façon à atteindre ces deux objectifs à la fois.

Comme l'Assemblée générale l'a approuvé, lors de sa troisième session ordinaire, l'indemnité d'expatriation des membres du personnel qui occupent de façon permanente un poste situé hors de leur pays d'origine, a été rétablie avec effet rétroactif à la date à laquelle le versement en avait été interrompu en vertu de la règle des deux ans auparavant en vigueur.

Pour répondre à la nouvelle hausse du coût de la vie dans la région du siège central, l'indemnité de vie chère a été relevée avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de 240 dollars des Etats-Unis (nets) pour les célibataires et 450 dollars (nets) pour les membres du personnel ayant des personnes à leur charge, à 450 dollars (530 dollars bruts) pour tous les membres du personnel dont le traitement net ne dépasse pas 6.700 dollars; les allocations pour personnes à charge sont versées sous forme de dégrèvements dans le cadre du barème des contributions du personnel.

Sur la demande du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, une étude a été faite sur les indemnités quotidiennes de subsistance versées aux membres du personnel envoyés en mission. A la suite de cette étude, on a mis en vigueur un nouveau système, plus réaliste, en vertu duquel les membres du personnel qui n'ont pas de personnes à leur charge reçoivent le montant de l'indemnité fixée pour la mission, moins 3 dollars par jour, ce montant étant considéré comme la somme qu'un célibataire économise en mission sur des dépenses domestiques telles que le logement, la nourriture et le blanchissage.

Il y a des progrès vers la solution du problème des taux différentiels entre les traitements au siège central et ceux accordés dans les bureaux situés en dehors du siège. Avec la coopération des institutions spécialisées, le Secrétariat a mené cette année des enquêtes sur le coût de la vie parmi les membres des secrétariats dans toutes les régions où les diverses organisations internationales ont des bureaux. On s'attend à ce que le résultat de ces enquêtes permette de se livrer à une revision générale des indices différentiels de cherté de vie, compte tenu des recommandations générales que le Comité d'experts en matière de traitements et d'indemnités pourra présenter.

d) Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies

Les statuts permanents de la Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies, qui devaient entrer en vigueur le 23 janvier 1949, ont été adoptés à l'unanimité par l'Assemblée générale, lors de sa troisième session (résolution 248 (III) du 7 décembre 1948). Au cours de l'année écoulée, le Comité de la Caisse des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies, auquel l'Assemblée générale a confié l'administration du fonds, s'est réuni à de nombreuses reprises pour reviser les règlements, admettre de nouveaux membres et autoriser le versement de prestations. Au 31 mars 1949, la Caisse comptait 3.313 affiliés, tous membres du Secrétariat des Nations Unies.

L'Organisation mondiale de la santé a décidé de s'affilier à la Caisse à partir du 1er mai 1949 et un accord officiel donnant effet à cette décision est sur le point d'être conclu. Des négociations avec l'Organisation de l'aviation civile internationale et avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en vue de leur affiliation à la Caisse au cours de l'année 1949, sont en bonne voie.

Au cours de l'année écoulée, les fonds de la Caisse ont été placés de façon satisfaisante selon le plan recommandé par le Comité des placements; l'intérêt a atteint 2,52 pour 100 en moyenne au lieu des 2,50 pour 100 requis par les statuts de la Caisse. Lors de la seconde session, tenue en mai 1949, le Comité des placements a adopté, en ce qui concerne les placements futurs, certaines recommandations nouvelles auxquelles le Secrétaire général a souscrit.

e) Formation professionnelle et services intéressant le personnel

La formation professionnelle s'est limitée en grande partie à l'organisation de l'enseignement des cinq langues officielles. Au total, 1.583 élèves ont assisté à ces cours pendant l'été et l'automne 1948 et au printemps de 1949. En outre, tous les nouveaux membres du personnel ont suivi un bref cours d'orientation et d'instruction. On a continué à porter une attention toute particulière aux questions relatives au bien-être du personnel. En particulier, des mesures ont été prises pour fournir au personnel des services médicaux et sanitaires plus adéquats et plus complets. Pour aider les membres du Secrétariat à résoudre leurs difficultés personnelles, on a créé, en août 1948, un poste de conseiller du personnel. Les Services bénévoles (*Volunteer Services*) créés en avril 1948, grâce aux subsides de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, ont été incorporés dans le Bureau du personnel quand les subsides de la dotation Carnegie ont cessé, fin janvier 1949. Le Bureau des Services bénévoles, sous la direction d'une secrétaire appointée, comprend quelque dix-neuf personnes qui offrent bénévolement leurs services de un à cinq jours par semaine en vue de fournir des renseignements aux membres du personnel, de les aider en matière de loisirs, camps, écoles, réception dans des familles, des institutions et des communautés américaines, etc.

Le Service médical et d'hygiène a été réorganisé à partir du 1er juin 1949 et placé sous les ordres d'un directeur médical. Le personnel comprend un médecin-chef et des médecins qui assurent un service partiel. Le Service médical qui dispose d'installations pour les examens radiographiques, les tests de laboratoires, les examens électro-cardiographiques et les tests de métabolisme basal procédera à l'examen médical complet des nouveaux membres du Secrétariat, ainsi qu'à des examens périodiques; il donnera des conseils d'ordre général en matière de santé, ainsi que les premiers soins. Il établira également les normes sanitaires des conditions de travail du Secrétariat, notamment de la climatisation de l'air, de l'assainissement de l'eau et de la nourriture, du réglage de la température et de l'évacuation des déchets. Il vaccinera les membres du personnel dans les cas nécessaires et fera subir un examen médical à ceux qui se rendent en mission ou en reviennent.

Le Service médical apportera également ses conseils et son appui à la revision des assurances-maladies et des projets sociaux et médicaux qui présentent un intérêt pour le Secrétariat. Au cours des douze derniers mois, le Service médical du siège central a reçu 16.074 visites de personnes ayant besoin de premiers soins ou d'un traitement médical. En outre, on a eu, dans 203 cas, recours au Service médical pour des renseignements d'ordre général en matière d'hygiene et, dans 308 cas, pour des renseignements concernant les assurances-maladies.

Les membres du personnel ont continué à disposer d'une assistance pour résoudre leurs difficultés de logement; ils ont eu largement recours à la Section du logement. Au cours de l'année écoulée, toutes les habitations construites pour l'Organisation (484 appartements à Parkway Village et 140 à Great Neck) sont restées occupées. En février 1949, l'Organisation a exercé pour la première fois son droit d'option en renouvelant pour un an le bail des appartements de Great Neck.

f) Programme de stages

Le programme de stages des Nations Unies, dont on a entrepris l'application en juillet 1947 à titre d'expérience, a fait ses preuves. Un programme plus vaste a été mis au point pour 1948; quarante-trois boursiers, presque tous étudiants, ont été choisis dans trente-deux Etats Membres et, grâce à des contributions versées par la Fondation Carnegie pour la paix internationale, par le *Rotary International* et le *Hugh Moore Memorial Fund,* ont reçu une modeste indemnité d'entretien. Douze autres ont bénéficié de bourses accordées par le *Rotary International,* la *School of International Affairs,* l'Université Columbia, la *Wharton School of Finance,* l'Université de Pennsylvanie, la *Stanford University,* et l'*Alfred University.* Un troisième programme, destiné à quatre-vingt-neuf boursiers venant de dix-huit Etats Membres et qui comprenait surtout des fonctionnaires des Etats Membres et des organisations internationales, a été exécuté pendant la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale à Paris. Les résultats de ces premiers efforts étant de nature à justifier la continuation du programme en 1949, dix-huit boursiers, tous recrutés parmi les fonctionnaires des Etats Membres et des organisations internationales, ont été invités à Lake Success de mai à juillet pour y étudier les méthodes et les modes de travail du Secrétariat. On se propose en outre de mettre sur pied deux nouveaux programmes; l'un sera suivi par environ cinquante étudiants et financé par le *Rotary International* et l'Organisation des Nations Unies; l'autre, destiné à environ trente-cinq fonctionnaires des Etats Mem-

bres, entrera en application pendant la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale et sera financé par le budget des Nations Unies.

g) Comité d'appel

Du 1er juillet 1948 au 30 juin 1949, le Comité dont la composition a varié douze fois — le Président et le Secrétaire étant les seuls membres permanents — a tenu trente séances. Parmi les cas examinés par le Comité, on compte neuf recours contre une décision de résiliation, cinq recours au sujet d'attributions d'indemnités et un recours concernant une demande d'indemnité pour des dommages encourus au service des Nations Unies. Le Comité a adressé au Secrétaire général treize avis (portant sur dix-sept appels) et un rapport préliminaire sur un compromis conclu par les parties par devant le Comité.

Dans ces dix-sept cas, la décision du Secrétaire général (deux des cas étaient en instance de décision avant le 1er juillet 1948) a été la suivante: en ce qui concerne les huit avis prononcés en faveur des appelants, le Secrétaire général s'est rangé quatre fois à l'avis du Comité, a rejeté cet avis dans trois cas et l'a partiellement accepté dans un cas. Dans huit cas, il s'est rangé à l'avis du Comité contre les appelants et, dans un cas, il a adopté un avis de compromis.

E.–Siège permanent de l'Organisation des Nations Unies

En août 1948, le Secrétaire général a reçu notification du fait que le Président des Etats-Unis d'Amérique avait signé les instruments nécessaires approuvant l'accord aux termes duquel les Etats-Unis d'Amérique consentaient un prêt à l'Organisation des Nations Unies et avait autorisé une avance provisoire de 25 millions de dollars par la *United States Reconstruction Finance Corporation,* afin de permettre la construction immédiate des bâtiments du siège permanent à New-York, conformément à la résolution 182 (II) adoptée par l'Assemblée générale, le 20 novembre 1947. Dans l'intervalle, les projets architecturaux avaient été approuvés et le déblaiement du site achevé et l'on avait procuré des logements aux locataires et aux entreprises qui occupaient autrefois des bâtiments sur l'emplacement du futur siège. Le Congrès des Etats-Unis n'a autorisé l'ouverture effective du crédit total de 65 millions de dollars qu'en juin 1949, mais les crédits destinés à la construction ont été jusque là suffisants pour satisfaire aux besoins du programme de construction.

L'Assemblée générale, lors de sa troisième session ordinaire, a adopté la résolution 242 (III) aux termes de laquelle elle a approuvé le rapport présenté par le Secrétaire général, exprimé ses remerciements pour la coopération offerte par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, l'Etat de New-York et la Ville de New-York et décidé le maintien du Comité consultatif du siége, ainsi que de sa composition présente.

En septembre 1948, après consultation avec le Comité consultatif du siège, on a conclu un contract pour les travaux d'excavation, qui ont commencé ce même mois, passé commande d'acier de construction et entrepris des négociations avec de grandes entreprises de construction de la région de New-York, en vue de l'adjudication des travaux de construction. En janvier 1949, les préparatifs étant terminés, la construction pouvait commencer. A ce moment, les négociations avec les entreprises soumissionnaires avaient atteint un point suffisammment avancé et il était possible de procéder aux principales adjudications. On avait reçu des soumissions d'un grand nombre d'entrepreneurs. Les prix les plus bas et les conditions les plus avantageuses avaient été proposés par une association de quatre grandes entreprises qui, à cet effet, avaient mis leurs ressources en commun; il s'agissait de la *Fuller-Turner-Walsh-Slattery Co., Inc.* Le 28 janvier 1949, a été signé le contrat pour la construction du bâtiment de trente-neuf étages destiné aux bureaux du Secrétariat, ainsi que des fondations de tous les autres bâtiments. Aux termes du contrat, les travaux doivent être terminés en janvier 1951 et l'on dresse des plans pour le transfert des services de Lake Success à Manhattan dans les premiers mois de l'année 1951.

Pendant toute l'année, les membres du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et du Conseil de tutelle ont été consultés à propos des futures installations du siége; on pourra ainsi satisfaire pleinement tous les besoins connus des Nations Unies et de ses principaux organes. Il y a eu de temps en temps des revisions dans certains détails mineurs afin de tenir compte des suggestions et des idées que faisait naître l'expérience acquise par l'Organisation, en particulier lors de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale, à Paris.

Au début de l'année, des dispositions ont été prises, de concert avec le président de la circonscription de Manhattan à New-York, pour reconstruire et modifier l'emplacement de la Franklin D. Roosevelt Drive, conformément à l'accord général qui avait été conclu entre la Ville de New-York et l'Organisation des Nations Unies et approuvé en 1947. La municipalité de New-York s'occupe très activement de ces travaux ainsi que des autres travaux qu'elle s'est engagée à exécuter et qui comprennent l'aménagement des accès au futur siège des Nations Unies et de leurs environs immédiats.

Au cours de l'année, on a envisagé la question des projets préliminaires à établir pour la construction de l'édifice destiné aux délégations et aux institutions spécialisées, édifice qui doit être construit par la suite dans la partie nord, près de la 48ème rue. Mais étant donné l'incertitude qui règne encore quant au siège permanent de certaines institutions spécialisées, on s'est borné à une étude tout à fait provisoire.

On a remis aux soumissionnaires de travaux les plans des salles de conférences et des salles des conseils pour qu'ils fassent connaître leurs devis, mais aucun contrat n'a encore été signé pour la construction. En attendant la signature d'un contrat, on a commandé, en juin 1949, l'acier destiné à ce bâtiment. Les plans du bâtiment de l'Assemblée générale sont assez avancés et seront entre les mains des soumissionnaires dans deux ou trois mois.

En vertu de l'accord relatif à l'emprunt, l'Organisation des Nations Unies a reçu jusqu'ici 9.965.934 dollars et le Fonds de roulement s'est vu rembourser le total des 2.961.023 dollars 21 qu'il avait avancés aux premiers temps de l'exécution du programme.

F.–Finances

a) Fonds de roulement

Aux termes de la résolution 252 (III) B, adoptée par l'Assemblée générale le 11 décembre 1948, le Fonds de roulement a été maintenu à 20 millions de dollars et les avances que doivent faire les Etats Membres ont été adaptées au barème adopté pour les contributions au budget de 1949. Le Fonds a maintenant reçu tous les versements qui lui étaient dus.

En vertu des dispositions des résolutions 244 (III) et 252 (III) B, adoptées par l'Assemblée générale lors de la première partie de sa troisième session ordinaire, le montant des avances effectuées par prélèvement sur le Fonds de roulement s'établissait comme suit au 30 juin 1949:

	(*Dollars des Etats-Unis*)
i) Pour l'exécution du budget en attendant l'encaissement des contributions	8.477.769
ii) Prêts à des institutions spécialisées	1.431.370
iii) Avances pour le logement du personnel	412.495
iv) Avances pour dépenses imprévues et extraordinaires	101.520
v) Avances pour d'autres dépenses	1.219.795
TOTAL	11.642.949

Outre les avances remboursables indiquées ci-dessus, les autorisations de dépenses prévues par ces résolutions n'ayant pas encore donné lieu à paiement effectif s'élèvent à 1.813.410 dollars. Le solde créditeur du Fonds de roulement s'établit donc à 6.543.641 dollars.

b) Contributions

Le barème des contributions au budget de 1949, adopté par l'Assemblée générale le 18 novembre 1948 (résolution 238 (III)), était le même que le barème de l'année 1948, avec les modifications que voici: les contributions de l'Inde et du Pakistan ont été fixées séparément, l'une à 3,25 pour 100, l'autre à 0,70 pour 100 respectivement, mais le total des contributions pour les deux Etats est resté le même, c'est-à-dire 3,95 pour 100. La Birmanie, qui a été admise au sein de l'Organisation au cours de l'année 1948, figure au barème avec une contribution de 0,15 pour 100. La contribution du Royaume-Uni a été réduite de 11,48 pour 100 à 11,37 pour 100 et celle de la Suède, de 2,04 pour 100 à 2 pour 100.

En vertu des dispositions de la résolution 238 (III) autorisant le Secrétaire général à accepter que les Etats Membres versent une partie de leurs contributions, pour l'exercice financier 1949, dans une monnaie autre que le dollar des Etats-Unis, et après avoir consulté le Président du Comité des contributions, le Secrétaire général a fait connaître aux Etats Membres qu'il pourrait accepter de chacun d'eux (à l'exclusion des Etats-Unis d'Amérique) un montant en francs suisses égal à 12 pour 100 de leur contribution de 1949, ce chiffre étant basé sur les prévisions de dépenses des Nations Unies pour le bureau européen de l'Organisation. Suivant ces dispositions, les Etats Membres auraient pu payer l'équivalent de 3 millions de dollars en francs suisses, mais ils n'ont payé dans cette monnaie qu'un total d'environ 2.200.000 dollars.

Au 31 mars 1949, la situation des contributions au budget de 1949 et de l'arriéré des contributions dû pour l'exercice financier 1948 s'établissisait comme suit:

	Contributions pour l'exercice	
	1948	*1949*
	(*Dollars des Etats-Unis*)	
Montant total ...	34.775.775,00	41.651.063,00
Sommes payées ..	34.396.632,40	10.900.508,44
Solde débiteur ...	379.142,60	30.750.554,56

Les contributions aux budgets de 1946 et de 1947 ont maintenant été versées dans leur totalité.

c) Situation des budgets de 1948 et de 1949

La situation et le rapport financiers pour l'année se terminant le 31 décembre 1948, dûment certifiés par le Comité des commissaires aux comptes, font ressortir que les engagements de dépenses contractés pendant l'année se sont élevés au total de 38.387.530 dollars 97; les crédits votés par l'Assemblée générale étant de 39.285.736 dollars 21, le solde des crédits disponibles s'établit à 898.205 dollars 24.

Lors de sa troisième session ordinaire, l'Assemblée générale a approuvé un budget de 43.487.128 dollars pour les dépenses de l'Organisation pendant l'exercice financier 1949 (résolution 252 (III) A). Au 30 juin 1949, les dépenses et les engagements au titre de ces crédits s'élevaient à 20.212.744 dollars 56, ce qui laissait disponible pour les dépenses des six derniers mois de l'année une solde de 23.274.383 dollars 44.

Aux termes des dispositions de la partie C de la résolution 252 (III) (dépenses imprévues et extraordinaires), l'Assemblée générale a autorisé, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à engager des crédits pour faire face à des dépenses imprévues et extraordinaires n'ayant pas fait l'objet d'inscription budgétaire; il était prévu que l'assentiment du Comité consultatif ne serait pas nécessaire pour les engagements ne dépassant pas 2 millions de dollars, à condition que le Secrétaire général certifie qu'ils avaient trait au maintien de la paix et de la sécurité, ou à des mesures de relèvement économique urgent. Au 30 juin 1949, les engagements contractés en vertu de cette autorisation s'élevaient à 91.020 dollars; ils couvraient les dépenses encourues au titre de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan, de la Mission des Nations Unies chargée du plébiscite dans l'Etat de Jammu et Cachemire, du Comité technique des Nations Unies chargé d'étudier les questions de la monnaie et des échanges à Berlin et certaines dépenses afférentes au rapatriement des enfants grecs.

Le Secrétaire général était également autorisé à engager, jusqu'à concurrence de 25.000 dollars, les dépenses dûment certifiées par le Président de la Cour internationale de Justice pour les nominations des assesseurs (Article 30 du Statut de la Cour), des témoins et des experts (Article 50 du Statut de la Cour). Les engagements contractés en vertu de cette autorisation s'élevaient, au 30 juin 1949, à 10.500 dollars et couvraient les dépenses des experts désignés par la Cour à propos de l'affaire du détroit de Corfou.

Aucun engagement n'a été contracté par le Secrétaire général en vertu des autres autorisations précises prévues à la partie C de la résolution 252 (III).

Conformément aux dispositions de la même résolution, le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale, à sa quatrième session ordinaire, un rapport sur tous les engagements contractés en vertu de cette résolution, ainsi que des prévisions supplémentaires relatives à ces engagements.

Les prélèvements de 2.961.023 dollars 21 effectués sur le Fonds en 1947 et en 1948, conformément aux dispositions des résolutions 100 (I) et 182 (II) pour subvenir aux premières dépenses en vue de la construction du siège permanent des Nations Unies, ont été intégralement remboursés au Fonds.

d) Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1950

Les prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1950 ont été présentées à l'Assemblée générale dans un document distinct. Le total des dépenses prévues pour 1950 s'élève à 44.322.139 dollars, contre 43.487.128 dollars prévus pour l'exercice 1949.

L'augmentation de 835.011 dollars qu'elles font apparaître est due surtout aux dispositions spéciales prises en vue de la liquidation des crédits des Etats Membres provenant du transfert aux Nations Unies des avoirs de la Société des Nations, à l'expansion qu'on se propose de donner au programme d'assistance technique en vue du développement économique, ainsi qu'au nombre des congés dans les foyers, plus élevé en 1950 qu'en 1949.

e) Barème des contributions du personnel et péréquation des impôts

Au cours de ses première et deuxième sessions ordinaires, l'Assemblée générale a adopté les résolutions 78 (I) et 160 (II) invitant de nouveau tous les Etats Membres qui n'ont pas encore adhéré pleinement à la Convention sur les privilèges et immunités diplomatiques, à prendre les mesures législatives à cet effet, de façon à exonérer de l'impôt national sur le revenu leurs nationaux qui sont au service de l'Organisation des Nations Unies; en attendant que ces mesures soient prises, les résolutions invitaient les Etats Membres à exonérer de la double imposition leurs nationaux qui sont au service des Nations Unies[1]. Parallèlement à cette demande, pour réaliser l'égalité des membres du personnel, le Secrétaire général était autorisé à leur rembourser le montant de l'impôt national versé par eux sur les traitements et indemnités qu'ils avaient perçus de l'Organisation des Nations Unies pendant les années 1946, 1947, 1948.

Lors de sa troisième session ordinaire, pour encourager et aider les Etats Membres à accorder l'exemption ou l'exonération de la double imposition, l'Assemblée générale a adopté un barème des contributions du personnel qui est entré en vigueur avec l'exercice financier 1949 (résolution 239 (III)). Suivant ce barème, les traitements des membres du personnel qui avaient été établis, à l'origine, selon un taux net (étant supposé qu'ils seraient exonérés d'impôts) ont été convertis en traitements bruts. Une contribution directe, comparable à l'impôt national sur le revenu, a été imposée d'après le barème suivant:

[1] En ce qui concerne l'adhésion des Etats Membres à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, voir les observations de la page 143.

	Pour 100
Sur ne somme imposable ne dépassant pas 4.000 dollars	15
Sur la tranche suivante de 2.000 dollars imposables	20
Sur la tranche suivante de 2.000 dollars imposables	25
Sur la tranche suivante de 2.000 dollars imposables	30
Sur la tranche suivante de 2.000 dollars imposables	35
Sur la tranche suivante de 3.000 dollars imposables	40
Sur tout le reste du revenu imposable	50

Sont assujettis à la contribution "tous les traitements, salaires, heures supplémentaires et sursalaires de nuit, indemnités de cherté de vie (ou sursalaires) et indemnités pour charges de famille"; il est prévu un dégrèvement de 200 dollars pour une épouse ou un mari à charge ou de 100 dollars pour certaines autres personnes à charge.

Ce barème a été en vigueur sans grandes difficultés au siège central, à Genève et dans les autres bureaux importants. Certaines difficultés mineures ont surgi dans l'application de ce barème au personnel engagé sur place dans les bureaux de moindre importance et dans les missions. Les détails seront portés à la connaissance de l'Assemblée générale lors de sa quatrième session ordinaire.

A titre exceptionnel, pour l'année 1949, le barème prévoit que l'indemnité pour charges de famille ne sera pas imposable, en attendant que le Comité d'experts en matière de traitements, d'indemnités et de congés ait étudié le aspects techniques de la question. Cette étude est actuellement en cours et se poursuit conjointement avec les autres études entreprises par le Comité.

La résolution 239 (III), qui prévoit la mise en vigueur du barème des contributions du personnel, invite également, et à nouveau, les Etats Membres à exempter ou à exonérer de la double imposition les traitements et émoluments versés par l'Organisation des Nations Unies. La résolution charge également le Secrétaire général: *a*) de stipuler à l'avenir, dans tous les contrats du personnel, que les traitements versés seront calculés sur le traitement brut, sans clause relative au remboursement de l'impôt national sur le revenu; et *b*) de remplacer tous les contrats actuellement en vigueur, à l'exception des contrats indéterminés et des contrats de durée déterminée, par des contrats portant que les traitements versés seront calculés sur le traitement brut, sans clause relative au remboursement de l'impôt national sur le revenu.

Ces dispositions sont entrées en vigueur à dater du commencement de l'exercice financier 1949.

Enfin, la résolution 239 (III) autorise le Secrétaire général à rembourser aux membres du personnel le montant de l'impôt national sur le revenu versé par eux sur les sommes reçues de l'Organisation des Nations Unies pendant l'année 1949 et à prélever, à cette fin, des sommes sur le Fonds de roulement, s'il y a lieu d'effectuer ces remboursements en 1949. Au 30 juin 1949, aucun versement n'avait été effectué aux termes de cette autorisation.

f) Transfert de l'actif et du passif de l'UNRRA (*United Nations Relief and Rehabilitation Administration*)

La liquidation de l'UNRRA s'est terminée le 31 mars 1949, date à laquelle le liquidateur a transféré à l'Organisation des Nations Unies, pour le compte du Fonds international de secours à l'enfance, l'actif et le passif que voici:

	(*Dollars des Etats-Unis*)
En caisse	55.941,96
Sommes à recevoir	11.300,14
	67.242,10
A déduire: sommes à verser	27.242,10
Excédent prévu	40.000,00

Les créances à recouvrer, dont la valeur nominale s'élevait à 8.078.525 dollars 33, ont également été transférées à l'Organisation des Nations Unies; les sommes provenant du recouvrement de ces créances seront à leur tour virées au crédit du FISE.

g) Transfert des avoirs de la Société des Nations

Les avoirs acquis par transfert de la Société des Nations qui figuraient dans les comptes de 1947 sous un seul poste d'un montant de 12.122.075 dollars 60, apparaissent dans le bilan au 31 décembre 1948 sous les rubriques suivantes:

	(*Dollars des Etats-Unis*)
Règlement différé: solde non amorti des avoirs autres que les avoirs en capital permanent acquis par transfert de la Société des Nations	533.768,00
Avoirs en capital: bâtiments du Secrétariat et salle de l'Assemblée, bâtiments de la bibliothèque et villas, Genève	11.054.540,39
	11.588.308,39

Sur ce total, une somme de 1.312.546 dollars 39 correspond aux avoirs acquis par voie de donation et sa contrepartie figure dans les fonds provenant de dons; le solde, soit 10.275.762 dollars, représente des avoirs pour lesquels les crédits non liquidés sont portés à l'actif des Etats Membres. La diminution de 533.767 dollars 21 accusée par

ce compte reflète la réduction totale de la valeur de ces avoirs et correspond au montant qui a été porté en déduction des contributions au titre des crédits supplémentaires ouverts pour 1948, afin de pourvoir au premier versement dû aux Etats Membres au titre de la liquidation de ces crédits, conformément aux termes de la résolution 250 (III) adoptée par l'Assemblée générale le 11 décembre 1948.

Comme le prévoit par ailleurs cette résolution, il sera tenu compte de la somme de 533.768 dollars, inscrite come règlement différé, dans les crédits de l'exercice 1950 et le solde, représentant la valeur du terrain et des bâtiments, sera remboursé en quinze annuités à partir de 1951.

En ce qui concerne la répartition des crédits entre les Etats Membres, trente et un des trente-deux Etats Membres désignés par la Société des Nations comme ayants droit ont fait connaître qu'ils sont disposés à renoncer à une fraction proportionnelle de leurs parts, de façon à constituer des crédits en faveur de neuf Etats Membres supplémentaires, et les parts ont été ajustées en conséquence.

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ARGENTINE
Editorial Sudamericana S.A.
Alsina 500
BUENOS AIRES

AUSTRALIE
H. A. Goddard Pty. Ltd.
255a George Street
SYDNEY, N. S. W.

BELGIQUE
Agence et Messageries de la Presse, S. A.
14-22 rue du Persil
BRUXELLES

BOLIVIE
Librería Científica y Literaria
Avenida 16 de Julio, 216
Casilla 972
LA PAZ

CANADA
The Ryerson Press
299 Queen Street West
TORONTO

CHILI
Edmundo Pizarro
Merced 846
SANTIAGO

CHINE
The Commercial Press Ltd.
211 Honan Road
SHANGHAI

COLOMBIE
Librería Latina Ltda.
Apartado Aéreo 4011
BOGOTÁ

COSTA-RICA
Trejos Hermanos
Apartado 1313
SAN JOSÉ

CUBA
La Casa Belga
René de Smedt
O'Reilly 455
LA HABANA

DANEMARK
Einar Munksgaard
Nørregade 6
KØBENHAVN

REPUBLIQUE DOMINICAINE
Librería Dominicana
Calle Mercedes No. 49
Apartado 656
CIUDAD TRUJILLO

EGYPTE
Librairie "La Renaissance d'Egypte"
9 Sh. Adly Pasha
CAIRO

EQUATEUR
Muñoz Hermanos y Cía.
Nueve de Octubre 703
Casilla 10-24
GUAYAQUIL

ETATS-UNIS D'AMERIQUE
International Documents Service
Columbia University Press
2960 Broadway
NEW YORK 27, N. Y.

ETHIOPIE
Agence éthiopienne de publicité
P. O. Box 8
ADDIS-ABEBA

FINLANDE
Akateeminen Kirjakauppa
2, Keskuskatu
HELSINKI

FRANCE
Editions A. Pedone
13, rue Soufflot
PARIS, V^e^

GRECE
"Eleftheroudakis"
Librairie internationale
Place de la Constitution
ATHÈNES

GUATEMALA
José Goubaud
Goubaud & Cía. Ltda.
Sucesor
5a Av. Sur No. 6 y 9a C. P.
GUATEMALA

HAITI
Max Bouchereau
Librairie "A la Caravelle"
Boîte postale 111-B
PORT-AU-PRINCE

INDE
Oxford Book & Stationery Company
Scindia House
NEW DELHI

IRAK
Mackenzie & Mackenzie
The Bookshop
BAGHDAD

IRAN
Bongahe Piaderow
731 Shah Avenue
TEHERAN

ISLANDE
Bokaverzlun Sigfusar Eymundsonnar
Austurstreti 18
REYKJAVIK

LIBAN
Librairie universelle
BEYROUTH

LUXEMBOURG
Librairie J. Schummer
Place Guillaume
LUXEMBOURG

NICARAGUA
Ramiro Ramírez V.
Agencia de Publicaciones
MANAGUA, D. N.

NORVEGE
Johan Grundt Tanum Forlag
Kr. Augustgt. 7A
OSLO

NOUVELLE-ZELANDE
Gordon & Gotch, Ltd.
Waring Taylor Street
WELLINGTON

United Nations Association of New Zealand
P. O. 1011, G.P.O.
WELLINGTON

PAYS-BAS
N. V. Martinus Nijhoff
Lange Voorhout 9
'S-GRAVENHAGE

PEROU
Librería internacional del Peru, S.A.
Casilla 1417
LIMA

PHILIPPINES
D. P. Pérez Co.
132 Riverside
SAN JUAN, RIZAL

POLOGNE
Spotdzielna Wydawnicza "Czytelnik"
38 Poznanska
WARSZAWA

ROYAUME-UNI
H. M. Stationery Office
P. O. Box 569
LONDON, S.E. 1
and at H.M.S.O. Shops in
LONDON, EDINBURGH, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST, BIRMINGHAM and BRISTOL

SUEDE
A.-B. C. E. Fritzes Kungl. Hofbokhandel
Fredsgatan 2
STOCKHOLM

SUISSE
Librairie Payot S. A.
LAUSANNE, GENÈVE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE, BASEL
Hans Raunhardt
Kirchgasse 17
ZURICH I

SYRIE
Librairie universelle
DAMAS

TCHECOSLOVAQUIE
F. Topic
Narodni Trida 9
PRAHA 1

TURQUIE
Librairie Hachette
469 Istiklal Caddesi
BEYOGLU-ISTANBUL

UNION SUD-AFRICAINE
Central News Agency
Commissioner & Rissik Sts.
JOHANNESBURG and at CAPETOWN and DURBAN

URUGUAY
Oficina de Representación de Editoriales
Av. 18 de Julio 1333 Esc. 1
MONTEVIDEO

VENEZUELA
Escritoría Pérez Machado
Conde a Piñango 11
CARACAS

YOUGOSLAVIE
Drzavno Preduzece
Jugoslovenska Knjiga
Moskovska Ul. 36
BEOGRAD

[49F1]

Printed in U.S.A.

Price in the United States $1.75

August 1949—2,500